



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





600051922P

1. The first part of the document is a list of names and titles, including the names of the authors and the titles of the works. This list is organized in a table format with three columns: the first column contains the names of the authors, the second column contains the titles of the works, and the third column contains the names of the publishers or printers. The list is organized alphabetically by the author's name.

HISTOIRE
DE
MON TEMPS

PARIS. — IMPRIMERIE J. CLAYE

RUE SAINT-BENOIT, 7

HISTOIRE
DE
MON TEMPS

PREMIÈRE SÉRIE

RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE — SECONDE RÉPUBLIQUE

1830 — 1881

PAR

LE V^{te} DE BEAUMONT-VASSY

—♦—

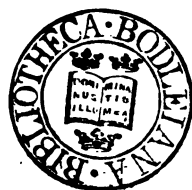
TOME PREMIER



PARIS
PERROTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
41 RUE FONTAINE-MOLIÈRE

—
1855

237. 2 168.



575 . 2 . 101

Nous ~~sommes~~ arrivés à cet instant de la vie où l'homme se sent en possession de la somme entière, quelle qu'elle soit, des facultés que la ~~nature~~ lui a départies. C'est le moment que nous avons choisi pour nous résumer, en quelque sorte, et pour réunir dans un travail d'ensemble tous les matériaux qui sont le fruit de dix années d'études antérieures sur notre histoire contemporaine.

Nous ne nous sommes dissimulé aucune des aspérités de la route, des difficultés de l'entreprise ; nous avons compris tout ce qu'une pareille tâche comportait de devoirs, imposait de labeurs ; mais nous avons été soutenu dans notre œuvre par ces lignes d'un critique éminent de ce temps-ci :

« Qui que nous soyons, a écrit M. Sainte-Beuve, et dans quelque genre que la vocation ou la destinée nous ait poussé, tâchons, un jour ou l'autre, d'arriver à la perfection de ce qu'il nous est donné de faire, à la réunion de toutes nos forces, à la plus haute puissance de nous-même. La simple étude approfondie et creusée dans ses plus laborieux sillons, produit à la longue des fruits dont la postérité elle-même est reconnaissante. »

E. DE BEAUMONT-VASSY.



HISTOIRE DE MON TEMPS

LIVRE PREMIER

I. Considérations générales. — II. Les ordonnances de Juillet et leurs causes. — III. Triomphe de la révolution. Le duc d'Orléans lieutenant général du royaume. — IV. Il se rend à l'Hôtel de Ville. Scène révolutionnaire. Ouverture de la session au palais Bourbon. Discours du lieutenant général. Dépôt des abdications de Charles X et du dauphin. — V. Expédition de Rambouillet. L'émeute gronde autour de la Chambre des Députés. Le duc d'Orléans proclamé roi des Français. La chambre des Pairs et le discours de M. de Chateaubriand. Séance royale du 9 août 1830.

I

Lorsque, dans le silence de l'étude, l'homme s'attache à rechercher les causes et les effets des transformations politiques que l'histoire a mission de reproduire, lorsque par l'appréciation consciencieuse, approfondie, des faits généraux qui ont signalé la vie des peuples il s'efforce de jeter quelque lumière sur les actes et sur les tendances du

passé avec l'honorable mais vaine ambition d'être utile aux générations présentes, son esprit demeure tout d'abord effrayé d'une vérité que ces investigations font apparaître devant lui désolante, inexorable : l'infirmité humaine est si grande que les enseignements des faits accomplis, des fautes commises, n'empêchent jamais les mêmes fautes de se commettre, des faits semblables de se produire, et l'homme de jouer fatalement, constamment le même rôle avec la seule différence de la scène et du costume. Son impuissance est si radicale, en dehors de la matière qui semble son unique empire, que toutes ses conceptions politiques portent plus ou moins le cachet de l'imperfection, de l'instabilité, et qu'après avoir accompli des miracles dans le domaine des sciences exactes, après avoir su rapprocher les distances, vaincre les éléments, donner des ailes à la pensée, il s'agite dans le même cercle depuis la formation des sociétés à la recherche d'une perfectibilité gouvernementale qu'il n'atteindra malheureusement jamais.

Depuis l'origine du monde trois grandes formes de gouvernement régissent les peuples ; le despotisme pur et simple, la monarchie plus ou moins tempérée, la république. C'est entre ces trois formules d'autorité que l'homme a constamment dû choisir, et c'est aussi, presque toujours, il faut bien le dire, pour arriver à ce choix qu'il a répandu le

sang, et fait couler les larmes de ses semblables. Quel grand intérêt poursuivait-il donc ? Que recherchait-il ainsi au milieu des ruines, à travers les champs de bataille ? Un gouvernement qui convînt à ses besoins, qui eût ses sympathies, qui le protégeât de la façon la plus efficace. La meilleure formule gouvernementale est en effet celle qui, tout en donnant à une nation la plus grande somme de prospérité, sait le mieux sauvegarder les intérêts de sa dignité et de sa grandeur. Eh bien, il est triste de l'avouer, ces efforts immenses vers un but de perfectionnement politique, souvent impuissants, rarement couronnés d'un entier succès, semblent chez certains peuples se renouveler périodiquement comme ces fléaux destructeurs providentiellement destinés à ravager éternellement le monde. Des calamités de toute nature les accompagnent inévitablement, et l'étude de l'histoire, en constatant toutes ces misères dues à l'infirmité de l'homme, en fournissant la preuve trop évidente qu'il n'est malheureusement pas en son pouvoir de jamais rien produire de complet, l'amoindrit sans doute, mais l'excuse en même temps et force à l'indulgence précisément à cause de ses éternelles faiblesses.

Court-il après la liberté ? il n'atteint trop souvent que la licence. Plus sage ou plus expérimenté, confie-t-il ses destinées au fécond principe d'au-

torité ? bientôt il le mine sourdement jusqu'à ce qu'il l'attaque en face. Ses agitations, ses révolutions, ses guerres ont ordinairement des prétextes qui font pitié. Il admire ce qu'il devrait repousser, il repousse ce qui ferait sa félicité et sa gloire. En présence de ses erreurs, de ses crimes, comme en face de ses prospérités ou de ses splendeurs éphémères, il est impossible de ne pas confesser humblement qu'il n'y a point, qu'il ne saurait y avoir de grandeur absolue dans l'humanité.

Serait-ce donc une raison pour ne point étudier, pour ne pas retracer les vicissitudes politiques, les révolutions matérielles et intellectuelles des peuples ? Nous ne le pensons pas ; mais, ainsi que nous venons de le dire, c'est précisément à cause de ses éternelles faiblesses que l'homme aura toujours droit à l'indulgence de ses semblables. Ajoutons que l'indulgence n'a jamais exclu la vérité, et que, chez l'historien, la sincérité c'est le courage.

II

Les dernières fumées du combat de Juillet venaient de se dissiper, ses derniers bruits allaient s'évanouir. L'insurrection de toute une capitale contre sept mille hommes, environ, d'une troupe

d'élite abandonnée à elle-même, avait eu l'issue naturelle qu'elle devait avoir malgré la vivacité de la lutte. Le rôle de la rue était terminé, celui des conseils politiques allait commencer.

Pendant ce temps le roi Charles X¹ moralement écrasé par l'explosion de cette fureur populaire qu'on ne lui avait pas même laissé croire possible, par cette victoire soudaine qu'il eût pu disputer cependant avec les forces matérielles dont il disposait encore, cédait sans résistance à l'adversité nouvelle qui venait de le frapper comme un homme habitué de longue date à l'exil et pour qui l'infortune n'a plus ni amertumes ni mystères.

Tout surpris que son abdication et celle de son fils, le Dauphin, n'eussent pas suffi pour arrêter la révolution parisienne ; plus étonné peut-être que, grâce à la mission confiée par lui à M. le duc de Mortemart, la royauté mineure de Henri V² n'eût pas été proclamée en même temps que la régence de M. le duc d'Orléans, Charles X s'éloignait lentement, entouré de cœurs loyaux, de gardes dévoués, dernière pompe de cette vieille royauté qui s'écroulait devant les passions un instant déchainées d'une génération nouvelle.

Mais pourquoi le roi Charles X était-il tombé ? La violation de la Charte octroyée en 1814 par la

1. Né le 9 octobre 1759 ; mort le 6 novembre 1836.

2. Né le 29 septembre 1820.

maison de Bourbon était elle flagrante ? Les ordonnances de Juillet constituaient-elles un parjure comme on l'a dit si souvent depuis 1830 ? Y avait-il rupture violente du pacte fondamental qui unissait la famille royale à la nation française ? Le doute était au moins permis.

Le roi Charles X était, suivant nous, parfaitement dans son droit en signant les ordonnances de Juillet. L'article 14 de la Charte constitutionnelle renfermait, on le sait, le passage suivant : « Le roi est le chef suprême de l'État... il fait les règlements et *ordonnances* nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'État. » La question était donc de savoir si la sûreté du royaume exigeait réellement l'adoption de mesures exceptionnelles telles que les ordonnances. Évidemment Charles X et les ministres qui l'entouraient le pensaient ainsi ; mais là était leur mutuelle erreur : un antagonisme déplorable s'était produit entre la Chambre et le ministère ; l'autorité royale pouvait et devait rester en dehors du conflit suivant les fictions constitutionnelles ; l'opposition n'était pas assez avancée, assez agressive pour que la couronne dût se croire sérieusement menacée par elle, et si Charles X fût entré nettement dans la voie soi-disant libérale de l'opposition des deux Chambres ; si, acceptant, comme les souverains le font en Angleterre, la politique qui lui était indi-

quée par les collèges électoraux, Charles X eût renvoyé ses ministres et composé un cabinet pris dans le sein même de cette opposition relativement modérée, la bourgeoisie, effrayée de l'attitude nouvelle de la royauté, eût été la première à mettre un frein au libéralisme envahissant. Un ministère Casimir Périer, Guizot, Mortemart, sans paraître une menace pour l'autorité royale, eût assurément rempli toutes les exigences de l'opposition d'alors, sauf à celle-ci à se voir, au bout d'un certain temps, dépassée et attaquée par un parti plus avancé qu'elle-même; condition ordinaire, inévitable, des gouvernements constitutionnels. Mais, nous le répétons, la bourgeoisie effrayée n'aurait pas manqué d'intervenir et de se placer tout d'abord entre la révolution et le trône, situation qui eût pu se prolonger assez pour que le roi Charles X allât reposer à Saint-Denis, auprès de son auguste frère. Les deux fautes du monarque dont l'avènement au trône avait été accueilli avec un véritable enthousiasme furent donc : d'abord, de croire que la sécurité de l'État, que la solidité du trône fussent menacées par l'opposition libérale des hommes de 1830; en second lieu, de supposer que la résistance de la population parisienne, population éminemment belliqueuse, facile à passionner et travaillée par les partis depuis 1815, que cette résistance, disons-

nous, ne fût pas assez grande pour triompher aisément des baïonnettes de quelques milliers de soldats dévoués.

Voilà les deux véritables fautes du roi Charles X. Les ordonnances étaient inutiles en ce sens que la royauté des Bourbons pouvait parfaitement vivre et prospérer sans elles ; mais, si on se décidait à risquer ce moyen extrême, il fallait assurer la victoire par l'action de forces militaires suffisantes combinée avec l'adoption de mesures sévères destinées à maintenir dans les départements la sécurité publique.

Maintenant, le roi Charles X était-il personnellement dans des conditions qui lui permissent de bien juger une situation semblable ? Se trouvait-il placé à un point de vue qui lui en facilitât la perception exacte ? Non ; il aurait fallu pour cela qu'il appartînt à la génération nouvelle, et qu'au lieu d'être né avant 1789, c'est-à-dire en deçà de la révolution française, il fût né au delà et appartînt au siècle nouveau ; il eût fallu que, doué du tempérament des souverains anglais, il eût rencontré une nation habituée à l'usage de cette liberté constitutionnelle, de ce système parlementaire, innovation étrangère fatalement importée chez nous ; il eût fallu, en un mot, que Charles X, au lieu d'être l'homme de son temps, le prince imbu des traditions de la vieille monarchie française, ou-

blieux du sanglant passé d'une révolution amenée par les Assemblées, sourd aux instigations de ses conseillers les plus intimes, les plus chers, eût les idées libérales de 1830, pensât comme MM. Laffitte et Barrot, et passât sans transition de la *Quotidienne* au *National*.

C'eût été trop demander sans doute ; Charles X, souverain dont la loyauté n'est point contestable, dont le caractère présente une certaine analogie avec celui de deux de ses aïeux, Louis XIII et Louis XV, sauf une nuance chevaleresque de plus, Charles X, qui ne pouvait, après tout, être un homme nouveau, dut croire, lui gentilhomme d'autrefois, le trône sérieusement menacé par le libéralisme d'une chambre bourgeoisement révolutionnaire. Son esprit monarchique et religieux s'effrayant de ces tendances qui lui rappelaient de terribles souvenirs, il s'écria de bonne foi : « Plutôt que de monter en charrette, j'aime mieux monter à cheval, » et il signa les ordonnances qui allaient être son arrêt d'exil. Charles X n'eut qu'un tort, mais tort impardonnable en pareille occurrence : il fallait savoir être le plus fort ; il fut vaincu.

Une de ses grandes et justes préoccupations, c'était la conséquence immédiate et naturelle de son abdication ; c'était la proclamation de son petit-fils avec la régence du duc d'Orléans : jusqu'au dernier moment Charles X crut, en effet,

que le duc d'Orléans accepterait cette belle mission que lui léguait la monarchie fugitive. Il y avait dans la maison du prince un grand exemple de dévouement à un roi mineur. La situation était plus difficile, sans doute; les temps ne se ressemblaient pas; mais le devoir était le même et la gloire serait plus grande.

Le prince dans lequel Charles X plaçait ainsi sa dernière espérance devait cependant tromper son attente. Louis-Philippe d'Orléans ¹, très-réellement affligé de l'issue trop soudaine, trop radicale de la révolution qui venait de se produire, mais très-préoccupé de sa situation personnelle, de celle de sa famille, de l'avenir de cette fortune princière nécessairement compromise par le bouleversement politique qui venait de s'opérer, et dont il n'entendait pas faire un bien national, Louis-Philippe d'Orléans, caractère singulièrement partagé entre les instincts familiers et les tendances élevées, ne voulut pas, n'osa pas accepter le legs peut-être périlleux que lui confiait une dynastie mourante. Il ne comprit pas que sauver la couronne du duc de Bordeaux, c'était le seul moyen de consolider en France le trône de la maison de Bourbon tout entière. Pour assumer la responsabilité qu'on lui offrait, pour jouer un pareil rôle, il eût fallu être

1. Né le 6 octobre 1773; mort le 26 août 1850.

un grand homme. Le duc d'Orléans n'était point un grand homme ; c'était tout simplement un prince cauteleux et habile.

III

Il était impossible du reste qu'en de telles circonstances, au milieu des intrigues des partis, après cette opposition de quinze années dont il était la tacite mais complète expression, le duc d'Orléans, trop habile (nous venons de le dire) pour conspirer ouvertement, trop ambitieux pour se refuser à une occasion propice, ne devînt pas le point de mire des hommes disposés à admettre un changement de dynastie, et ces hommes étaient nombreux.

Les vieux diplomates de 1815 qui se souvenaient des hésitations des souverains étrangers relativement aux deux branches de la maison de Bourbon, tout aussi bien que les jeunes écrivains dont l'initiative hardie avait contribué à l'ébranlement du vieux trône du roi Charles X, étaient d'accord sur ce point. Mais quelle dynastie appellerait-on à l'honneur de gouverner la France ? Assurément il y avait des bonapartistes parmi les défenseurs improvisés de la Charte de 1814 ; cependant quelques

députés influents décidèrent cette délicate question. Hôtes ordinaires du Palais-Royal, ils n'eurent qu'une seule pensée : se rendre auprès du prince qui les avait toujours accueillis, approuvés, soutenus dans les épreuves de la vie politique, qui avait toujours paru sympathiser avec eux, dont la main leur avait toujours été tendue. « Méfiez-vous des filets de Saint-Cloud » avait écrit M. Laffitte au futur lieutenant général du royaume, qui dans les premières heures du triomphe populaire lui semblait plein d'hésitation, de trouble, de réticences. M. Thiers se chargea de formuler le vœu du groupe parlementaire qui, trouvant peut-être trop aristocratique et trop militaire la combinaison qui eût ramené le fils de Napoléon I^{er}, le duc de Reischadt, sur le trône de France, et, d'un autre côté, s'effrayant des faiblesses possibles de M. de Lafayette, avait irrévocablement jeté les yeux sur le duc d'Orléans et poussait l'égoïsme jusqu'à vouloir le contraindre à prendre cette couronne en supposant que sa pensée n'admit pas une telle hardiesse. MM. Thiers et Scheffer¹ d'abord, et un peu plus tard MM. Dupin et Persil, se rendirent à Neuilly. Mais le prince avait abandonné sa résidence ordinaire et s'était réfugié au Raincy; la duchesse troublée de ces visites reçut assez mal les envoyés de

1. C'était le peintre de ce nom, commensal de la maison d'Orléans.

l'hôtel Laffitte et de la Chambre des députés. — « Comment nous avez-vous si mal jugés ! » disait-elle avec amertume. — « Eh mon Dieu ! s'écriait Madame Adélaïde², qu'ils fassent de mon frère un président, un chef de gardes nationales, tout ce qu'ils voudront, mais surtout qu'ils n'en fassent pas un proscrit. » Et ce langage de la sœur dévouée de Louis-Philippe résumait complètement la pensée intime du prince lui-même.

Ce fut seulement, en effet, lorsqu'il comprit qu'on lui offrait (comme cela se disait alors) le choix entre la couronne et un passe-port, que Louis-Philippe d'Orléans prit le parti de se rendre à Paris et de se mêler aux hommes de cette révolution qu'il n'avait pas faite, sans doute, mais à laquelle son attitude passée le désignait naturellement pour chef.

Dans la nuit du 29 au 30 juillet, accompagné d'un seul aide de camp, M. de Berthois, il vint donc à pied du Raincy au Palais-Royal, franchissant les barricades et répondant par le cri de « Vive la Charte ! » au « Qui vive » des sentinelles populaires. Le général Sébastiani, M. Laffitte, le prince de Talleyrand, et deux autres membres de la Chambre des députés mandés par le prince, s'y trouvaient déjà réunis. Ce jour-là même, après

1. Née le 23 août 1777 ; morte le 31 décembre 1847.

s'être entendus avec les pairs de France présents à Paris, les députés avaient décidé qu'une commission prise dans le sein de la Chambre se rendrait auprès du prince et lui remettrait la déclaration par laquelle ils reconnaissaient « que le seul moyen de rétablir l'ordre et la paix était d'appeler le duc d'Orléans au rang de lieutenant général du royaume ». La députation dont faisaient partie MM. Sébastiani et d'Harcourt s'étant présentée au Palais-Royal dans la soirée du 29 juillet, et n'y ayant pas trouvé le prince, s'était empressée de lui envoyer une lettre pour lui donner avis de la délibération de la Chambre. C'est après avoir reçu ce message que le duc d'Orléans était entré dans Paris.

Le prince interrogea longtemps M. de Talleyrand¹ sur les dispositions probables des grandes puissances européennes. Il avait une confiance immense dans l'incontestable habileté du vieux Protée diplomatique, dans sa connaissance approfondie des hommes et des choses de l'Europe, et il est certain que son expérience des cabinets étrangers le rendait précieux en un pareil moment. A de telles circonstances il faut de tels hommes : tout en eux, qualités ou vices, les désigne à l'attention d'un gouvernement nouveau et marque nécessairement leur place.

1. Né en 1754 ; mort en 1838.

MM. Sébastiani et Laffitte pouvaient aussi renseigner utilement M. le duc d'Orléans sur les tendances de la Chambre, sur les dispositions de la population parisienne, sur la portée véritable de cette révolution faite en trois jours et dont la forme n'offrait d'analogie avec aucune de celles qui l'avaient précédée dans notre histoire. La nuit presque tout entière s'écoula de la sorte, et ce ne fut que très-tard que le prince, harrassé de fatigue, consentit à se séparer de ses hôtes après avoir réglé, jusque dans les détails, la manière dont serait reçue le lendemain la députation de la Chambre.

C'était à neuf heures du matin que cette réception devait avoir lieu ; vers six heures et demie, M. de Mortemart, mandé par le duc d'Orléans et introduit par M. Houdard son secrétaire, dans un petit appartement écarté que les balles n'avaient pas respecté, trouvait Louis-Philippe étendu par terre, sur le matelas où il avait passé quelques heures de la nuit ; le prince était accablé de chaleur et de fatigue ; il se souleva à demi en voyant entrer le duc de Mortemart, et lui dit avec une grande vivacité, comme s'il voulait excuser sa présence à Paris : « Si vous voyez le roi avant moi, expliquez-lui que je ne suis pas venu ici de mon plein gré ; hier soir on s'est présenté à Neuilly ; on a déclaré à la duchesse qu'elle allait être conduite à

Paris avec tous ses enfants et gardée en otage jusqu'à ce que je reparusse. La duchesse très-effrayée m'a écrit aussitôt une lettre pressante et je n'ai pas hésité ; je suis revenu ici dans la nuit. Mais dites bien au roi que je me ferai tuer plutôt que d'accepter la couronne s'ils me l'offraient. » En ce moment des cris de « Vive le duc d'Orléans ! » retentirent dans la cour. « Vous entendez, Monseigneur ? interrompit le duc de Mortemart. — Non ! dit le prince avec une énergie fébrile ; non ! je n'accepterai point la couronne ; dites-le bien au roi. » Et, sous l'empire de cette idée, il écrivit rapidement à Charles X une lettre que le duc de Mortemart cacha et emporta aussitôt, en se retirant, reconduit par le secrétaire, à travers les détours du palais dévasté. Voilà les faits authentiques. Louis-Philippe d'Orléans était-il de bonne foi en tenant un pareil langage ? L'historien doit le croire ; avec une fermeté apparente, ce prince, on ne l'a pas assez compris, était d'une faiblesse et d'une indécision extrêmes lorsque son propre sentiment ne se trouvait point étayé par l'avis nettement formulé de son entourage intime. Tel il s'était montré à son avènement, tel on l'a vu le jour de sa chute. Il se peut d'ailleurs qu'il crût encore plus facile de jouer le rôle de lieutenant général du royaume que celui de roi. La virile correspondance de sa sœur, les conseils de M. de Tal-

leyrand déterminèrent et fixèrent son ambition.

A l'heure indiquée la députation de la Chambre montait les degrés où campaient les bandes portant le double stigmaté de la misère et du combat. Le général Sébastiani la précéda de quelques instants dans l'appartement du prince, qui parut bientôt. Il était fort ému ; M. Laffitte, non moins ému lui-même, exposa brièvement dans un discours écrit l'objet de la solennelle démarche que faisait auprès du prince la députation envoyée par la Chambre et dont il se rendait l'organe. Lorsqu'il eut terminé, le duc d'Orléans lui dit vivement : « Donnez-moi votre discours, je vous prie ; ce sera la plus belle pièce de mes archives. » Puis, cherchant à répondre aux sentiments qui venaient de lui être exprimés, et après avoir parlé au point de vue historique des difficiles fonctions qu'on lui offrait, fonctions qui lui permettraient, avec le concours des Chambres, de combattre l'anarchie, il ajouta : « Je suis on ne peut plus touché du haut témoignage d'estime et de confiance que vous venez de m'accorder, tout en déplorant les circonstances douloureuses auxquelles je le dois. »

Il releva, du reste, avec une véritable dignité, quelques expressions insultantes pour le roi Charles X, qu'après l'échange des paroles officielles et dans l'entretien familier qui suivit, plu-

sieurs députés, grossièrement courtisans, avaient maladroitement laissé entendre. Le prince de la maison de Bourbon apparaissait déjà derrière le combattant de Jemmapes. Mais c'était ou trop tôt ou trop tard.

Revenue au palais Bourbon, la commission de la Chambre fit connaître l'acceptation définitive de M. le duc d'Orléans; les députés chargèrent aussitôt MM. Guizot, Benjamin Constant, Villemain et Bérard de rédiger une proclamation adressée au peuple de Paris; elle était ainsi conçue :

« Français, la France est libre. Le pouvoir absolu levait son drapeau; l'héroïque population de Paris l'a abattu. Paris attaqué a fait triompher par les armes la cause sacrée qui venait de triompher en vain dans les élections. Un pouvoir usurpateur de nos droits, perturbateur de notre repos, menaçait à la fois la liberté et l'ordre; nous rentrons en possession de l'ordre et de la liberté.

« Plus de crainte pour les droits acquis, plus de barrière entre nous et les droits qui nous manquent encore. Le duc d'Orléans est dévoué à la cause nationale et constitutionnelle; il en a toujours défendu les intérêts et professé les principes. Il respectera nos droits, car il tiendra de nous les siens. Nous nous assurerons par des lois toutes les garanties nécessaires pour rendre la liberté forte et durable.

« Le rétablissement de la garde nationale, avec l'intervention des gardes nationaux dans le choix des officiers ;

« L'intervention des citoyens dans la formation des administrations départementales et municipales ;

« Le jury pour les délits de presse ;

« La responsabilité légalement organisée des ministres et des agents secondaires de l'administration ;

« L'état des militaires légalement assuré ;

« La réélection des députés promus à des fonctions publiques.

« Nous donnerons enfin à nos institutions, de concert avec le chef de l'État, les développements dont elles ont besoin.

« Français ! le duc d'Orléans lui-même a déjà parlé, et son langage est celui qui convient à un pays libre : « Les Chambres vont se réunir ; elles aviseront aux moyens d'assurer le règne des droits de la nation. La Charte sera désormais une vérité. »

IV

Mais en présence de cette autorité quasi souveraine, quasi légale, que venait de créer la fraction

libérale de la Chambre des députés, une autre autorité, plus sérieuse peut-être et certainement plus redoutable, s'était élevée à l'Hôtel de Ville, où toute la portion radicale des révolutionnaires de juillet était venue chercher asile et dresser le camp retranché de la république. MM. Casimir Périer, de Lobau, de Schonen, Audry de Puyraveau et Mauguin composaient le gouvernement provisoire que M. de Lafayette dominait de sa popularité encore vivace. M. de Lafayette¹, pâle agitateur, conspirateur honnête homme, pédagogue des rois, dont toute la vie fut consacrée à copier le rôle de Washington sans jamais pouvoir atteindre cette présidence qui avait couronné l'œuvre du général américain, M. de Lafayette, entouré d'un état-major de jeunes hommes, pour la plupart inconnus alors, mais dont la révolution de 1848 devait, dix-huit ans plus tard, mettre les noms en lumière, flatté, encensé par eux, trônait dans l'atmosphère d'anarchie républicaine qui convenait si particulièrement à son tempérament politique, jusqu'à ce que son fallacieux entourage se crût assez fort pour renverser l'idole qu'il circonvenait habilement de son culte et de ses hommages.

Il fallait détrôner cette souveraineté éphémère,

1. Né en 1757; mort en 1834.

mais rivale ; il importait d'opérer le plus promptement possible une fusion plus ou moins sincère entre ces deux pouvoirs d'origine diverse. MM. Laffitte, Sébastiani, Casimir Périer, effrayés de l'attitude que semblait affecter l'Hôtel de Ville, conseillèrent d'aller regarder de près ce fantôme qui de loin prenait peut-être des proportions mensongères. L'acte ne manquait pas de hardiesse. Le duc d'Orléans, qui en avait aisément compris l'importance, en avait aussi deviné les périls. Mais il était personnellement très-brave, et la démarche fut décidée.

Lorsqu'on apprit au palais Bourbon que le prince devait se rendre à l'Hôtel de Ville pour y recevoir en quelque sorte la consécration populaire, on envoya M. Bérard pour lui faire savoir que les députés voulaient l'y accompagner. Un tableau du peintre Horace Vernet a représenté cette scène qui, par plus d'un côté, rappelait les scènes de la Ligue. Ce fut de la place du Palais-Royal que partit le cortège, si toutefois on peut donner un tel nom à cet étrange assemblage de députés enrubanés, de combattants de Juillet parés des dépouilles militaires des gardes royaux ou des suisses, d'hommes du peuple vociférant, de gardes nationaux en petit nombre accompagnant d'un regard triomphateur le prince à cheval, en costume de lieutenant général, et dont l'atti-

tude attestait tout à la fois la fermeté et la tristesse. Singulier et philosophique spectacle, bien fait pour dégoûter de ces grandeurs révolutionnaires que l'on ne recueille que dans le désordre, et qu'il faut toujours aller chercher dans le sang, souvent dans la boue.

La foule était immense; les quais jusqu'à la place de Grève étaient couverts de gens armés dont les intentions semblaient douteuses. Un complot républicain existait déjà. Il est vrai qu'au milieu de la population parisienne les républicains ne formaient qu'un groupe imperceptible. Mais un coup de fusil habilement tiré d'une de ces ruelles étroites et obscures qui débouchaient alors sur la ligne qu'allait traverser le prince, pouvait subitement remettre tout en question.

Le duc d'Orléans s'avancait lentement, se retournant de temps à autre pour échanger quelques paroles avec M. Laffitte qui, hors d'état de marcher, par suite d'une blessure au pied gauche, se faisait porter dans une chaise. D'assez nombreux vivats accompagnèrent le prince pendant quelque temps. Bientôt ils devinrent plus rares, et aux approches de l'Hôtel de Ville ils cessèrent tout à fait. La place de Grève était couverte d'une foule sourdement hostile que des meneurs républicains excitaient par des propos sinistres, et il fallait un courage plus qu'ordinaire pour la traverser de

sang-froid, au milieu des baïonnettes populaires dont elle était pour ainsi dire hérissée. Le duc d'Orléans, pâle, mais décidé, monta les degrés du vieux palais parisien, au haut desquels parut M. de Lafayette souriant et plein de courtoisie. M. de Lafayette avait écrit aux membres de la commission municipale : « Mes chers collègues, on m'apprend que M. le duc d'Orléans se rend à l'Hôtel de Ville. Sa visite étant aussi bien pour vous que pour moi, je vous prie de vous réunir à moi pour le recevoir. » Il conduisit le duc d'Orléans avec une politesse empressée dans la grande salle de ce palais populaire qu'il connaissait mieux que lui, et qui, à toutes les époques troublées de notre histoire, avait vu de si terribles scènes se dérouler entre ses vieilles murailles. Quelques cris hostiles de « A bas les Bourbons ! plus de rois ! » s'étaient fait entendre pendant que le cortège montait l'escalier de l'hôtel ; ils se renouvelèrent lorsqu'il pénétra dans la salle où se trouvaient réunis des élèves de l'École polytechnique, des hommes du peuple et des étudiants encore armés. Le prince gardait toujours la contenance la plus calme et la plus digne. On lut la déclaration de la Chambre des députés, et, lorsque cette lecture fut achevée, Louis-Philippe dit en mettant la main sur son cœur : « Comme Français, je déplore le mal fait au pays et le sang qui a été

versé. Comme prince, je suis heureux de contribuer au bonheur de la nation. » Des applaudissements, mêlés de quelques murmures sourds, accompagnèrent ces paroles. Un homme inconnu la veille des journées de Juillet, mais qui pendant le combat, et revêtu d'un uniforme de général emprunté au vestiaire de quelque théâtre, avait acquis tout à coup une grande popularité, le général Dubourg s'écria en s'adressant au prince : « Vous savez quels sont nos droits, si vous les oubliez nous vous les rappellerons ! — Monsieur, je suis honnête homme, répondit Louis-Philippe avec vigueur ; qui donc est assez hardi ou assez peu patriote pour douter ici de ma bonne foi ? »

En ce moment M. de Lafayette entraîna le prince vers une des fenêtres qui s'ouvraient sur la place de l'Hôtel de Ville. Un drapeau tricolore fut apporté ; Louis-Philippe s'en saisit : armé de ce talisman il parut sur le balcon, accompagné du vieil agitateur et pressé dans ses bras devant la foule qui criait : « Vive Lafayette ! Vive le duc d'Orléans ! » Le gouvernement du Palais-Royal venait, en ce moment décisif, d'absorber à son profit le gouvernement de l'Hôtel de Ville.

Et si Louis-Philippe d'Orléans, revenant vers sa famille inquiète à travers les barricades à peine détruites, avait, par une sorte de seconde vue, pu

compléter le tableau de son passé, prévoir ce que lui réservait cette révolution qui allait le faire roi, il eût assurément reculé devant l'œuvre pénible, périlleuse, inutile à la gloire de sa race, qui lui était, ainsi préparée ! Quelle existence que celle de ce prince, et comment, en effet, n'être pas fatigué de tant d'émotions et de labeurs !

D'abord, après avoir, sous les ombrages du Raincy, étudié à la Jean-Jacques entre sa sœur et M^{me} de Genlis, s'essayant à parler, dans les clubs, le langage des révolutions ; plus tard, au milieu de la fumée de Valmy, tenant glorieusement à la main ce même drapeau qu'il venait d'agiter au balcon de l'Hôtel de Ville ; puis exilé, fuyant un sol ensanglanté, supportant noblement de longues infortunes ; professeur à Reichenau et demandant le pain quotidien aux ressources de son propre esprit ; modeste voyageur en Suède et en Norvège ; prince à Palerme et y trouvant une sainte compagne : puis combattant les armes déjà défaillantes du grand homme dont, par une singulière destinée, il devait amener les cendres au bord de la Seine ; reprenant enfin en 1815 son rang et sa place auprès d'un trône que son devoir lui ordonnait de soutenir, et dont une inexorable fatalité lui faisait ainsi précipiter la ruine.

Certes s'il avait pu apercevoir à l'horizon, de sa vie cette matinée du 24 février si fatale à lui et aux

siens, cette chute sans dignité, sans grandeur, devant une émeute stupidement triomphante, il se fût détourné avec horreur et dégoût de la voie dans laquelle il s'était un instant laissé entraîner, et, remontant le chemin déjà parcouru, il eût imposé aux hommes qui l'entouraient la royauté mineure de Henri V comme sa volonté dès lors immuable. Effrayés des menaces d'une république, même passagère, ces hommes auraient cédé, et la possibilité d'un tel résultat ne saurait être contestable malgré les assertions contraires des partis ; sans doute il eût fallu, pour le réaliser, faire une nécessité absolue de cette royauté de Henri V unie à la régence du duc d'Orléans ; mais si, en dehors de la personne de Louis-Philippe, les hommes de Juillet eussent été appelés à faire un choix, la république était évidemment trop près et le duc de Reichstadt trop loin. .

Cependant la royauté des barricades venait en quelque sorte de recevoir la consécration populaire : « C'est la meilleure des républiques, » avait dit M. de Lafayette, et ce mot que l'histoire a dû conserver semblait pour le moment résumer, du côté des masses, la situation tout entière. Mais il fallait aussi constater l'assentiment et le concours de la bourgeoisie, et c'est au petit noyau de députés qui représentait alors la Chambre que l'on allait s'adresser pour arriver à ce résultat.

Le 3 août, jour fixé par l'ordonnance de convocation que le roi Charles X avait signée, le duc d'Orléans suivi du duc de Nemours, son second fils, se rendit au palais Bourbon où les pairs de France venaient, par une innovation de cérémonial assez significative, d'être invités à se rendre eux-mêmes. Un pliant avait été placé devant le trône. Le prince s'y assit au milieu des vivats et des applaudissements, puis avec une émotion contenue il lut le discours suivant, dont les termes indiquaient suffisamment tout l'espace qui séparait déjà le 29 juillet du 3 août 1830 :

« Messieurs les pairs et Messieurs les députés, Paris troublé dans son repos par une déplorable violation de la Charte et des lois, les défendait avec un courage héroïque. Au milieu de cette lutte sanglante, aucune des garanties de l'ordre social ne subsistait plus. Les personnes, les propriétés, les droits, tout ce qui est précieux et cher à des hommes et à des citoyens, courait les plus graves dangers ; dans cette absence de tout pouvoir public, le vœu de mes concitoyens s'est tourné vers moi. Ils m'ont jugé digne de concourir avec eux au salut de la patrie, ils m'ont invité à exercer les fonctions de lieutenant général du royaume. Leur cause m'a paru juste, le péril immense, la nécessité impérieuse, mon devoir sacré. Je suis accouru au milieu de ce vaillant peuple, suivi de ma famille, et por-

tant ces couleurs qui , pour la seconde fois , ont marqué parmi nous le triomphe de la liberté.

« Je suis accouru, fermement résolu à me dévouer à tout ce que les circonstances exigeraient de moi dans la situation où elles m'ont placé pour rétablir l'empire des lois, sauver la liberté menacée, et rendre impossible le retour de si grands maux, en assurant à jamais le pouvoir de cette Charte dont le nom, invoqué pendant le combat , l'était encore après la victoire. C'est dans ces sentiments, Messieurs, que je viens ouvrir cette session. Le passé m'est douloureux ; je déplore des infortunes que j'aurais voulu prévenir; mais au milieu de ce magnanime élan de la capitale et de toutes les cités françaises, à l'aspect de l'ordre renaissant avec une merveilleuse promptitude , après une résistance pure de tout excès, un juste orgueil national émeut mon cœur , et j'entrevois avec confiance l'avenir de la patrie. Oui, Messieurs, elle sera heureuse et libre cette France qui nous est si chère ; elle montrera à l'Europe que, uniquement occupée de sa prospérité intérieure, elle chérit la paix aussi bien que les libertés, et ne veut què le bonheur et le repos de ses voisins.

« Le respect de tous les droits, le soin de tous les intérêts , la bonne foi dans le gouvernement, sont le meilleur moyen de désarmer les partis et de ramener dans les esprits cette confiance dans les

institutions, cette stabilité, seuls gages assurés du bonheur des peuples et de la force des États. Messieurs les pairs et Messieurs les députés, aussitôt que les Chambres seront constituées, je ferai porter à votre connaissance l'acte d'abdication de S. M. le roi Charles X ; par ce même acte S. A. R. Louis-Antoine de France, Dauphin, renonce également à ses droits. Cet acte a été remis entre mes mains hier 2 août à onze heures du soir. »

Ce langage sans ambiguïté prouvait à tous que rien dans la pensée du lieutenant général ne faisait plus obstacle à de plus hautes destinées ; évidemment le trône vacant pouvait lui être offert désormais sans qu'un refus, sans qu'une hésitation fussent à craindre. Les exaltés de la Chambre remarquèrent avec déplaisir cette mention solennelle des actes d'abdication de Charles X et du Dauphin. A quoi bon un pareil dépôt ? La révolution de Juillet avait-elle besoin d'une ratification royale ? pourquoi ces allures d'un ancien régime répudié et vaincu ?

Les politiques ne pensaient pas de même, et, du reste, le duc d'Orléans avait dit à propos du message confié aux soins fidèles du général Latour-Foissac chargé par Charles X de se rendre de Rambouillet à Paris pour lui remettre les abdications, « qu'il les communiquerait au corps diplomatique et qu'il les ferait déposer ensuite aux deux Cham-

bres, mais que, quant à la reconnaissance des droits que ces abdications créaient, elle dépendait de circonstances éventuelles et paraissait difficile en présence des passions soulevées. »

La double déclaration par laquelle le vieux roi et son fils renonçaient au trône en faveur d'un enfant fut donc déposée aux archives de la Chambre des pairs et inscrite au *Moniteur*. Rédigée sous forme de lettre, et datée de Rambouillet le 2 août 1830, elle était ainsi conçue : « Mon cousin, je suis trop profondément peiné des maux qui affligent ou qui pourraient menacer mes peuples, pour n'avoir pas cherché un moyen de les prévenir, j'ai donc pris la résolution d'abdiquer en faveur de mon petit-fils le duc de Bordeaux ; le Dauphin¹, qui partage mes sentiments, renonce aussi à ses droits en faveur de son neveu ; vous aurez donc, en votre qualité de lieutenant général du royaume, à faire proclamer l'avènement de Henri V à la couronne. Vous prendrez d'ailleurs toutes les mesures qui vous concernent pour régler les formes du gouvernement pendant la minorité du nouveau roi. Ici je me borne à faire connaître ces dispositions ; c'est un moyen d'éviter encore bien des maux. Vous communiquerez mes intentions au corps diplomatique, et vous me ferez connaître le plus tôt possible la

1. Né le 6 août 1775 ; mort le 3 juin 1844.

proclamation par laquelle mon petit-fils sera reconnu roi sous le nom de Henri V. Je charge le lieutenant général vicomte de Latour-Foissac de vous remettre cette lettre.

« Je vous renouvelle, mon cousin, l'assurance des sentiments avec lesquels je suis votre affectionné cousin,

« CHARLES. »

V.

Mais la voix grondante, impérieuse, de la révolution devait trop aisément couvrir celle du vieillard découronné. La passion populaire, surexcitée par des meneurs, s'était tout à coup alarmée du séjour de Charles X à Rambouillet et de la proximité des troupes royales. Une expédition contre ce dernier asile du monarque déchu fut soudainement résolue. Six à sept mille volontaires se réunirent dans les Champs-Élysées, où des voitures de tout genre, mises en réquisition pour les transporter, avaient été difficilement rassemblées. Quatre commissaires envoyés auprès du roi Charles X, MM. le maréchal Maison, le duc de Coigny, de Schonen et Odilon Barrot n'avaient pu parvenir une première fois jusqu'au prince. Le duc d'Orléans voulut qu'ils devançassent la co-

bonne révolutionnaire pour prévenir Charles X des dangers que sa famille et lui-même pouvaient courir en une semblable occurrence, l'engager à quitter au plus tôt Rambouillet et l'accompagner jusqu'au lieu de son embarquement. M. le duc de Coigny refusa cette fois la mission qui lui était offerte, car il comprenait que désormais le rôle des commissaires n'était plus que celui de géôliers d'une royauté déchuë. Ses trois collègues, le maréchal Maison, MM. Odilon Barrot et de Schonen, furent seuls et définitivement désignés. Ils partirent en toute hâte, munis des instructions du lieutenant général du royaume, devançant de quelques heures à peine la colonne des volontaires parisiens que guidaient (car ils ne pouvaient les commander) le général Pajol et le colonel Jacqueminot.

Le général Pajol a souvent, depuis cette époque, raconté les impressions qu'avec son expérience de vieux soldat il avait ressenties durant cette expédition tout à la fois ridicule et téméraire. Quelques coups de canon et une charge de cavalerie eussent suffi pour culbuter la cohue armée qu'il traînait derrière lui, et peut-être aussi pour ramener aux portes de Paris la royauté fugitive. Mais les desseins de la Providence sont immuables; il ne se trouva personne pour ordonner cette charge, pour faire mettre le feu à une de ces vingt pièces de canon que l'artillerie de la garde groupait en-

core autour des massifs de la forêt de Rambouillet.

Et quelques jours après, le 14 août 1830, Charles X, son fils et son petit-fils, trois générations de rois, mettaient le pied sur le navire qui les conduisait vers l'asile qu'un successeur de Jacques II accordait de mauvaise grâce au descendant de Louis XIV.

Désormais le duc d'Orléans n'avait plus qu'un pas à faire pour atteindre ce trône que la bourgeoisie parisienne, effrayée d'un interrègne de dix jours, le conjurait avec instance d'occuper au plus vite. Le 6 août, M. Bérard, qui avait été chargé de modifier à la hâte la Charte de 1814, apporta à la Chambre le projet qu'il avait rédigé.

La lecture de cette œuvre mutilée qui allait s'appeler « la Charte de 1830 » fut accueillie par des applaudissements, et l'on s'empressa de nommer une commission pour examiner le nouveau projet de constitution. Cependant le peuple, qui avait pris l'habitude de l'émeute et n'était pas encore retourné dans ses foyers, grondait autour de la Chambre, faisant entendre les cris de « A bas l'hérédité de la Pairie ! » A chaque instant la foule augmentait aux abords du palais Bourbon, et son aspect devenait de plus en plus sinistre. Une vive agitation se manifesta bientôt sur les bancs de la Chambre: On parla d'aller haranguer l'émeute; MM. Girod (de l'Ain), Labbey de Pompières,

Benjamin Constant, se présentèrent successivement devant les attroupements, les engageant à se disperser et à laisser les députés délibérer en toute liberté d'action. Le premier ne fut pas écouté, les deux autres ne furent qu'applaudis. Enfin parut M. de Lafayette. En présence de cette popularité encore vivace, l'émeute se tut. Elle comprenait d'ailleurs que M. de Lafayette allait parler son propre langage ; il en fut ainsi, en effet : « Mes amis, dit-il, vous savez que je suis l'ennemi des aristocraties ; c'est le plus mauvais ingrédient des institutions. Plus d'hérédité de la pairie ! Mais je fais de cet attroupement une question personnelle. Si quelque violence était exercée, elle affligerait douloureusement mon cœur dans ces jours glorieux où la liberté et les droits de tous viennent de triompher... Que mon nom vous inspire quelque confiance, j'ai consacré toute ma vie à m'en rendre digne ; si j'y suis parvenu, veuillez m'écouter et vous retirer. » L'émeute obéit à cette voix connue. Elle se dispersa, laissant les députés achever paisiblement leur œuvre, sauf à venir la détruire dix-huit ans plus tard de la même façon et dans le même lieu.

Il était bien temps, du reste, que le peuple s'éloignât du palais Bourbon où l'agitation augmentait de minute en minute. « C'est un scandale ! s'écriait M. Girod (de l'Ain), la Chambre se laisse

dominer ; nous n'avons pas renversé un despotisme pour en subir un autre ! » Et une voix répondait à cette plainte véhémement par ce mot qui accusait bien moins l'indignation que la faiblesse : « Il faut nous retirer. » Le calme se rétablit peu à peu ; on attendait impatiemment le rapport de la commission, dont la rédaction avait été confiée à M. Dupin. M. Dupin vint à neuf heures et demie du soir en faire la lecture, et quelques députés, pressés d'en finir avec une situation équivoque (celle de constituants sans mandat), demandèrent la discussion immédiate. Mais sur les vives observations de Benjamin Constant, la Chambre vota l'ajournement au lendemain. Une telle discussion ne pouvait, en effet, paraître escamotée, et la détermination était assez grave pour qu'on ne semblât pas la prendre avec trop de légèreté.

Le 7 août, à huit heures et demie du matin, M. Laffitte, l'un des vice-présidents, occupait le fauteuil. L'ouverture de la séance, d'abord indiquée pour dix heures, avait été avancée afin d'éviter autant que possible les scènes de la veille, et les députés avaient dû en être avertis par une convocation envoyée pendant la nuit à leur domicile. Après quelques paroles de protestation adressées au président par MM. de Cormenin et Demarçay, la discussion s'engagea sur le rapport de la commission présenté la veille. M. de Conny

parla le premier, en rappelant le principe de la légitimité inscrit dans cette Charte pour laquelle le peuple de Paris avait combattu, et en évoquant le spectre de la guerre civile et de la guerre étrangère. « Je ne veux pas insulter au malheur, lui répondit Benjamin Constant, mais je dis qu'une réconciliation est impossible sur tant de milliers de cadavres. » M. Hyde de Neuville vint exprimer à son tour de courageux et amers regrets. M. Berryer insista sur l'incompétence de la Chambre, qui, sans mandat spécial, allait, en déclarant le trône vacant de fait et de droit, usurper le pouvoir d'élire le roi en France. « Je rappellerai, dit M. de Corcelles, que dans des circonstances analogues à celles où nous nous trouvons, le Parlement anglais avait aussi un enfant dont la légitimité était invoquée; il pensa pourtant qu'il convenait de prendre un chef héréditaire de la main du peuple. Je conclus à ce que la discussion soit fermée. »

Elle le fut bientôt, en effet, et sans avoir présenté aucun caractère de grandeur. La circonstance était belle sans doute, mais les hommes, surpris, en quelque sorte, par sa soudaineté, ne surent pas s'élever jusqu'à elle. La déclaration formant la première partie de la proposition de M. Bérard fut aussitôt votée avec la rédaction suivante, dont l'habileté était incontestable : « La Chambre des députés prenant

en considération l'impérieuse nécessité qui résulte des événements des 27, 28 et 29 juillet, et de la situation générale où la France s'est trouvée placée à la suite de la violation de la Charte constitutionnelle ; considérant en outre que, par suite de cette violation et de la résistance héroïque des citoyens de Paris, le roi Charles X, S. A. R. Louis-Antoine Dauphin, et tous les membres de la branche aînée de la maison royale sortent en ce moment du territoire français, déclare que le trône est vacant en fait et en droit, et qu'il est indispensablement besoin d'y pourvoir. » On passa ensuite à la discussion des articles de la Charte révisée. Quelques-uns avaient une importance qui eût nécessité sans doute un plus long examen ; mais, nous le répétons, on était pressé d'en finir et la révolution ne voulait pas qu'on la fît attendre.

Ainsi la religion catholique ne fut plus la religion de l'État, mais simplement celle de la majorité des Français ; on supprima l'article 14 de la Charte ; on devint électeur à vingt ans, éligible à trente ; les nominations de pairs faites sous le règne du roi Charles X furent déclarées nulles. Enfin on adopta en principes, sauf à les formuler plus tard en lois séparées : la responsabilité ministérielle ; l'application du jury aux délits politiques ; la réorganisation des gardes nationales ; de nouvelles institutions départementales et municipales ; le vote annuel du

contingent de l'armée ; la réélection des députés fonctionnaires ; les conditions d'une nouvelle loi électorale, et la liberté de l'enseignement.

L'ensemble de la proposition Bérard fut voté par 219 voix contre 33. Deux cent dix-neuf suffrages fondèrent la monarchie de 1830. Ah ! mieux eût valu pour elle s'adresser courageusement aux assemblées primaires ; la base était trop étroite pour qu'on pût espérer élever ainsi un édifice de bien longue durée. Monarchie d'expédients, ce vice originare devait influencer sur toute son existence ; et pourtant, hâtons-nous de le dire, ce n'est point à lui qu'il faut imputer sa chute.

Tout était consommé ; la Chambre décida qu'elle se transporterait immédiatement et à pied au Palais-Royal pour remettre au duc d'Orléans la déclaration qu'elle venait de voter. Les députés parés de rubans tricolores, et formant entre deux haies de la garde nationale une colonne de quatre de front, se dirigèrent donc vers le Palais-Royal aux accords de *la Marseillaise*. M. Laffitte lut la déclaration ; le duc d'Orléans dit en lui répondant que, rempli des souvenirs qui lui avaient toujours fait désirer de n'être jamais appelé au trône, exempt d'ambition et habitué à la vie paisible qu'il menait dans sa famille, il ne pouvait dissimuler les sentiments qui agitaient son cœur en cette grande conjoncture. Mais que l'amour de son pays les dominait tous. Qu'il

comprenait ce qu'il lui prescrivait et saurait l'accomplir.

Ce même jour, à neuf heures du soir, la Chambre des Pairs s'assemblait sous la présidence de M. Pasquier. Cent quatorze pairs étaient présents à cette séance. Vouée aux outrages démocratiques, laissée dans un isolement irrévérencieux par la Chambre des députés toute puissante, et qui sans son concours avait disposé du trône, la pairie décimée et désormais sans prestige ne pouvait plus que difficilement sauvegarder sa dignité menacée. Elle y parvint cependant et dut en grande partie ce résultat à l'attitude de l'homme si expérimenté qui la présidait en l'absence du chancelier Dambray. L'aspect de la Chambre était triste ; elle ressentait l'injure qui lui avait été faite ; et d'ailleurs pour un grand nombre de pairs la contrainte qui semblerait peser sur le vote dans une question aussi grave que celle d'un changement de dynastie était une chose profondément douloureuse. La séance s'ouvrit. Le duc de Choiseul demanda qu'on procédât au scrutin sans discussion ; mais le duc de Broglie combattit cette proposition et son avis prévalut. Tous les regards se tournèrent alors du côté où siégeait M. de Chateaubriand¹. On n'ignorait pas, en effet, que le grand écrivain avait préparé une éloquente protes-

1. Né le 4 septembre 1768 ; mort le 24 juin 1848.

tation en faveur du principe de la légitimité ; on aurait pu savoir aussi que, dans des entrevues provoquées par le duc d'Orléans et madame Adélaïde, M. de Chateaubriand adulé, caressé, s'était vu offrir à son choix ou un portefeuille ou l'ambassade de Rome, s'il consentait à ne pas compliquer les événements, déjà si graves, par les orages de sa parole, toujours puissante sur l'opinion publique.

L'illustre écrivain n'avait consenti qu'à une chose : adoucir les termes de son discours dans l'intérêt du pays lui-même, à peine remis de la terrible secousse qu'il venait de ressentir. « Messieurs, dit-il après avoir éloquemment discuté les garanties de durée, de force et de repos qu'une république ou une monarchie pouvaient offrir à la France, Charles X et son fils sont déchus ou ont abdiqué, comme il vous plaira de l'entendre ; mais le trône n'est pas vacant : après eux venait un enfant ; devait-on condamner son innocence ? Quel sang crie aujourd'hui contre lui ? Oseriez-vous dire que c'est celui de son père ? Cet orphelin, élevé aux écoles de la patrie dans l'amour du gouvernement constitutionnel et dans les idées de son siècle, aurait pu devenir un roi en rapport avec les besoins de l'avenir. C'est au gardien de sa tutelle que l'on aurait fait jurer la déclaration sur laquelle vous allez voter ; arrivé à sa majorité, le jeune monarque aurait renouvelé le serment. Le

roi présent, le roi actuel aurait été le duc d'Orléans, régent du royaume, prince qui a vécu près du peuple, et qui sait que la monarchie ne peut être aujourd'hui qu'une monarchie de consentement et de raison. Cette combinaison naturelle m'eût semblé un grand moyen de conciliation, et aurait peut-être sauvé à la France ces agitations qui sont la conséquence des violents changements d'un État... Loin de moi surtout la pensée de jeter des semences de division dans le pays, et c'est pourquoi j'ai refusé à mon discours l'accent des passions. Si j'avais la conviction intime qu'un enfant doit être laissé dans les rangs obscurs et heureux de la vie, pour assurer le repos de trente-trois millions d'hommes, j'aurais regardé comme un crime toute parole en contradiction avec le besoin des temps : je n'ai point cette conviction. Si j'avais le droit de disposer d'une couronne, je la mettrais volontiers aux pieds de M. le duc d'Orléans. Mais je ne vois qu'un tombeau à Saint-Denis, et non un trône. »

Que pouvait ce noble langage contre la force matérielle d'un fait à moitié accompli ? L'illustre orateur avait dit une grande vérité tout en remplissant un grand devoir ; son éloquente voix demeura sans écho. Quatre-vingt-neuf suffrages contre dix adoptèrent les dispositions de la déclaration de la Chambre des députés, sauf l'article

relatif à l'exclusion des pairs créés sous Charles X « s'en rapportant sur ce point à la haute prudence du lieutenant général du Royaume. » Quatorze pairs avaient déposé des billets blancs dans l'urne de ce solennel scrutin.

Et deux jours après, le lundi 9 août, le duc d'Orléans se rendait de nouveau à la Chambre des députés disposée cette fois pour une séance royale. Là, entouré de ses deux fils aînés, les ducs de Chartres¹ et de Nemours², en présence de sa sœur madame Adélaïde, attentive et fière; de la duchesse d'Orléans³, triste et rêveuse; des trois princesses ses filles, rayonnantes de jeunesse et de beauté, en face des grands corps de l'État, il prêtait serment à la Charte nouvelle et se voyait proclamer *roi des Français*; titre fatal à ceux qui le portent, mais que Louis XVI avait illustré par son martyre. Ce serment, il l'a tenu; cette couronne, elle est tombée de son front. Est-il rien de plus cruellement illogique? Et, chose triste à constater, si le duc d'Orléans a perdu sa couronne, ce n'est pas parce qu'elle était mal acquise, mais parce que, à l'instar du roi Charles X, il n'a pas su la défendre. Il semble hélas que, pour mieux humilier notre infirme nature, la morale dispa-

1. Né le 3 septembre 1810; mort le 13 juillet 1842.

2. Né le 25 octobre 1814.

3. Née le 26 avril 1782.

raisse entièrement de l'histoire, et que la dernière raison du succès soit invariablement l'habileté et la force.

Le nouveau roi, salué des noms de Louis XIX et de Philippe VII, avait l'ambition de tous les fondateurs de dynastie; il ne voulait succéder à personne et se fit appeler Louis-Philippe I^{er}.

LIVRE DEUXIÈME

I. Constitution d'un ministère définitif. Sa composition. Question extérieure. Attitude du gouvernement et du peuple anglais en présence de la révolution de Juillet. Lettre de Louis-Philippe à l'empereur Nicolas. La Prusse et l'Autriche. Envoyés extraordinaires. Reconnaissance du roi Louis-Philippe. — II. Hommes nouveaux. Les départements de l'intérieur et de la guerre. Le comte Molé aux affaires étrangères. M. Dupont (de l'Eure) et la magistrature. M. Odilon Barrot, préfet de la Seine. Les sociétés secrètes. Tentatives de Mina en Espagne. — III. Arrestation de quatre des ministres de Charles X. Mort du duc de Bourbon au château de Saint-Leu. — IV. Les légitimistes, les républicains, les bonapartistes. Louis-Philippe en face des partis. Ses habitudes privées. Le duc d'Orléans. Le duc de Nemours. Nuances diverses dans le ministère.

I

Le nouveau roi était un politique trop expérimenté pour ne pas se préoccuper tout d'abord de l'effet produit par la révolution de Juillet sur les puissances étrangères, et de la reconnaissance par les rois de l'Europe de sa dynastie entachée à leurs yeux d'un vice originel. C'était, dans cet ordre d'idées, vers les deux principales cours européennes, la Grande-Bretagne et la Russie, que son attention devait immédiatement se diriger.

Chez l'une ou chez l'autre, en effet, il importait de trouver un point d'appui, et, si l'on ne pouvait espérer leur double concours, au moins fallait-il éclairer promptement la situation, afin de se créer un système rationnel d'alliances.

C'est ce que voulut faire Louis-Philippe dès que son gouvernement fut formé et commença à fonctionner. Nous insisterons ultérieurement sur les éléments, excellents pour la plupart, qu'il trouva réunis sous sa main et à l'aide desquels il put réaliser cette tâche difficile. Des commissaires provisoires avaient été désignés à l'Hôtel de Ville pour occuper les ministères ; mais le choix d'un cabinet définitif était une affaire d'une importance naturellement bien plus grande. Sa composition offrit les singuliers contrastes que comportaient les diverses obligations d'une situation si anormale.

Ainsi, par ordonnance du 11 août 1830, furent nommés : M. Dupont (de l'Eure) au département de la justice ; le général Gérard à celui de la guerre ; le comte Molé aux affaires étrangères¹ ; le comte Sébastiani à la marine ; le duc de Broglie au département de l'instruction publique , avec la présidence du conseil d'État ; M. Guizot à celui de l'intérieur, et le baron Louis aux finances.

1. Le maréchal Jourdan, nommé dans le premier moment ministre des affaires étrangères, n'avait fait, pour ainsi dire, que traverser ce département.

MM. Jacques Laffitte, Casimir Périer, Dupin aîné et le baron Bignon furent ministres sans portefeuilles.

Assurément, en toute autre circonstance, il eût semblé étrange de voir le nom de M. Dupont (de l'Eure), du vétéran révolutionnaire, uni sur une liste ministérielle, à des noms qui représentaient surtout le pouvoir, l'autorité monarchiques tels que ceux de MM. Molé, Guizot et de Broglie; la présence dans le même conseil de MM. Laffitte et Casimir Périer pouvait également donner lieu à de singulières remarques. Mais, nous l'avons dit, la situation imposait des obligations impérieuses, et d'ailleurs à cette époque de la révolution de Juillet, les dissidences d'opinion qui plus tard devaient se produire avec tant d'éclat entre le parti du *mouvement* et celui de la *résistance*, n'existaient pas encore ouvertement. Au sortir d'une lutte commune, d'un péril commun, les nuances tranchées ne se laissent qu'entrevoir. Seulement, parmi les individualités qui entouraient la royauté nouvelle, les unes appartenaient à des hommes d'État, les autres à des hommes de parti. On naît agitateur ou conservateur, adversaire du pouvoir ou défenseur de l'autorité, et il est rare que l'on ne subisse pas jusqu'à la fin de sa carrière les exigences du tempérament politique dont on a été doté dès le principe. Les hommes d'État sont

créés pour consolider ou reconstruire, comme les hommes de parti pour détruire et renverser. Bon nombre de ces derniers voulaient circonvenir, conseiller le nouveau roi, et ce ne fut pas pour Louis-Philippe, habile appréciateur des caractères, une médiocre difficulté que d'écarter peu à peu de sa politique ces hommes dont les entraînements eussent pu devenir si dangereux. On a appelé cela de l'ingratitude; ce n'était que de la prudence.

Dès que le ministère et les grandes administrations furent formés, le roi, avons-nous dit, se préoccupa exclusivement de la question extérieure. La révolution de 1830 devait avoir en Angleterre un retentissement d'autant plus profond que ce grave événement se produisait à une époque où un refroidissement évident existait entre le cabinet de Londres et celui des Tuileries. La fière attitude prise vis-à-vis de la Grande-Bretagne par le gouvernement de la Restauration n'était point, en effet, celle que les Anglais avaient espérée. Deux faits surtout avaient singulièrement froissé les susceptibilités de l'Angleterre : la guerre d'Espagne entreprise en dépit de ses efforts, et les refus constants opposés par MM. de Polignac et de Laval, ambassadeurs de France, aux exigences produites par le cabinet de Saint-James touchant le droit de visite réciproque qu'il réclamait dans le but de réprimer

la traite des noirs; question si délicate sur laquelle nous devons insister plus tard. Mais une circonstance bien autrement importante n'avait pas tardé à accroître cette irritation : on venait de mentionner pour la première fois d'une façon officielle le désir du gouvernement français de diriger une expédition contre Alger. Remontons un peu dans cette question, pour bien préciser l'attitude du gouvernement anglais vis-à-vis de la France au moment de la révolution de Juillet.

Après trois années d'un blocus inutile , et lorsque de nouveaux outrages étaient venus successivement aggraver l'insulte grossière que notre consul avait reçue jadis du dey d'Alger, le gouvernement français, vivement préoccupé d'ailleurs des embarras toujours croissants qu'il rencontrait à l'intérieur, s'était résolu à diriger, sans plus de retard, une expédition contre ce nid de pirates, et à jeter dans la balance des partis quelques grains de la glorieuse poussière de Carthage.

La proposition faite par Méhémet-Ali de se charger, moyennant un subside en argent et en vaisseaux , d'attaquer les Algériens par mer et par terre, et de venger ainsi l'honneur français, fut donc définitivement repoussée; la France dut se préparer à défendre elle-même sa propre cause.

Dès lors, un échange fort actif de notes diplomatiques s'engagea entre Londres et Paris. Lord

Stuart de Rothsay, ambassadeur en France, reçut du comte d'Aberdeen l'ordre de poser à M. de Polignac¹ cette question catégorique : « Dans le cas où l'expédition préparée contre la régence d'Alger obtiendrait un plein succès, quelles seraient les intentions ultérieures du gouvernement français? » Et M. de Laval fut chargé de communiquer à lord Aberdeen la réponse suivante : « Si la lutte qui se prépare amenait la dissolution du gouvernement actuel d'Alger, le roi, dont les vues sont entièrement désintéressées, se concerterait avec ses alliés pour aviser au nouvel ordre de choses qui devrait être établi pour le plus grand avantage de la chrétienté et dans le triple but qu'on s'est proposé. »

Lord Aberdeen déclara que le cabinet anglais croyait parfaitement aux vues désintéressées de la France ; il pensait toutefois qu'on ne se proposait pas seulement d'obtenir une réparation du dey d'Alger, mais encore de lui infliger un châtement, et s'étonnait d'ailleurs de ce que, dans le cours de cette négociation, il n'eût pas été une seule fois question de la Porte-Ottomane, dont le dey d'Alger n'était, à tout prendre, que le vassal. Le ministre anglais cherchait enfin à provoquer de la part de M. de Polignac une déclaration précise

1. Né le 14 mai 1780 ; mort le 29 mars 1847.

concernant l'occupation et la possession du littoral d'Alger ; mais M. de Polignac, demeurant dans des termes évasifs, se borna à informer le cabinet de Londres qu'il rédigerait un mémoire dans lequel le but de l'entreprise serait clairement exprimé. Cependant, le 3 mai 1830, le comte d'Aberdeen écrivait à lord Stuart « Si les projets du gouvernement français sont aussi purs que le prétend M. de Polignac, rien ne s'oppose, ce nous semble, à ce qu'il nous donne sur ce point une satisfaction complète. Il suffirait, pour cela, d'une déclaration courte et précise ; ce moyen^{me} semblerait plus convenable, et surtout plus loyal que le solennel manifeste que le prince de Polignac vous a déclaré être dans l'intention de publier d'après le désir de Sa Majesté Très-Chrétienne. Dans le cas où de premières explications n'auraient pas encore été envoyées à l'ambassadeur français à Londres, Votre Excellence devra tâcher de voir, sans délai, M. de Polignac, pour lui représenter les dangers d'un plus long silence. Après ce qui s'est passé, le ministre français ne doit pas s'étonner que nous nous laissions aller à des soupçons, et il doit craindre la responsabilité que les conséquences d'un pareil état de choses pourraient attirer sur lui. » Et la dépêche suivante du prince de Polignac à M. de Laval répondait en ces termes à celle de lord Aberdeen : « Le roi, ne bornant plus ses des-

seins à obtenir la réparation des griefs particuliers de la France, a résolu de faire tourner au profit de la chrétienté tout entière l'expédition dont il ordonnait les préparatifs, et il a adopté pour but et pour prix de ses efforts la destruction définitive de la piraterie, l'abolition absolue de l'esclavage des chrétiens, l'abolition du tribut que les puissances chrétiennes paient à la régence. »

Peu satisfait de cette déclaration, le cabinet anglais crut devoir réclamer de la France des explications nouvelles; il usa même, en cette circonstance, de formes acerbes qui laissaient deviner son irritation; mais l'attitude des ministres français ne cessa pas d'être calme et digne. En vain, et comme moyen probable de succès, lord Stuart essayait-il des voies d'intimidation; il ne réussit qu'à provoquer, particulièrement de M. le baron d'Haussez, des réponses qui plus d'une fois durent faire souffrir son orgueil. Du reste, le cabinet français était d'autant plus ferme dans ses réticences qu'une haute combinaison politique l'entraînait à rendre plus étroite et plus intime l'alliance qui l'unissait à la Russie.

La prise d'Alger fit naître à Londres une fermentation générale; les appréhensions populaires ne tardèrent même pas à s'exprimer ouvertement dans la Chambre des lords; où le marquis de Lansdowne interpella à ce sujet le duc de Wel-

lington. « J'espère, disait-il en terminant, que l'influence du gouvernement sera exercée d'une manière profitable pour l'Angleterre, et que, quelle que soit la détermination adoptée à l'égard d'Alger, *l'avantage ne sera pas uniquement pour la France.* » Paroles bien caractéristiques, qui prouvent que les cours étrangères en étaient venues à croire que la prise d'Alger ne serait suivie que d'une occupation semblable à celles d'Espagne et de Morée ; c'est-à-dire que, cette fois encore, la France aurait versé son sang et consommé d'immenses sacrifices pour le compte de l'Europe, et dans un élan exclusivement chevaleresque !

Le duc de Wellington, éludant avec soin les difficultés de la situation qui lui était faite, se contenta de répondre que le gouvernement ne manquerait à aucun des devoirs que lui imposait en cette occasion l'honneur du pays.

On comprend qu'en de telles circonstances la révolution de Juillet devait avoir en Angleterre un retentissement profond. Telle fut, en effet, l'impression qu'elle fit naître de l'autre côté de la Manche, telles furent les sympathies qu'elle excita chez le peuple anglais, qu'oubliant à l'égard de la France ses vieilles rivalités historiques, ses préventions héréditaires, il ouvrit spontanément des souscriptions en faveur des victimes et signa des adresses de félicitations au peuple français.

Le terrain était donc parfaitement préparé de ce côté, et Louis-Philippe l'avait bien compris. Mais pour chercher et trouver un point d'appui chez cette nation dont la politique et l'orgueil avaient été froissés par le gouvernement de la Restauration, il fallait choisir un intermédiaire habile, exercé, agréable à ceux auxquels on l'enverrait, un plénipotentiaire très au courant des hommes et des choses de ce pays exceptionnel. Dès le principe le roi avait jeté les yeux sur le prince de Talleyrand, et cet habile personnage s'était, dans un entretien secret, résigné d'avance à accepter le poste difficile et important que Louis-Philippe lui avait mentalement réservé. Ajoutons en anticipant un peu les faits, puisque la date de cette nomination se reporte au 4 septembre 1830, que ce fut à l'initiative personnelle du roi et en dépit de l'opposition plus ou moins vivement formulée dans le conseil par MM. Dupont (de l'Eure), Laffitte et Bignon, que le prince de Talleyrand dut l'honneur d'aller représenter la France à Londres dans ces circonstances difficiles. Par lui l'alliance anglaise devait être recherchée et cimentée; il en était, pour ainsi dire, l'incarnation, et, du reste, ce choix significatif ne contribua pas peu à éloigner définitivement l'empereur de Russie du gouvernement français, pour lequel il n'avait que des répulsions instinctives, répulsions qu'il eût été

facile de combattre par la politique des intérêts.

En attendant, le général Baudrand fut envoyé extraordinairement en Angleterre pour y notifier l'avènement de Louis-Philippe au trône, et les Anglais le reçurent avec toute la joie que leur causait la chute du gouvernement de Charles X.

Mais en même temps, le roi sorti des barricades de Juillet désirait faire une tentative directe auprès de l'empereur Nicolas I^{er}. Le général Athalin fut donc chargé de porter à Saint-Petersbourg la lettre autographe suivante dont la rédaction, généralement attribuée au comte Molé, avait été soigneusement revue par le roi et même communiquée, dit-on, à M. Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie à Paris :

« Monsieur mon frère, j'annonce mon avènement à la couronne à Votre Majesté par la lettre que le général Athalin lui présentera en mon nom; mais j'ai besoin de lui parler avec une entière confiance sur les suites de la catastrophe que j'aurais tant voulu prévenir.

« Il y avait longtemps que je regrettais que le roi Charles et son gouvernement ne suivissent pas une marche mieux calculée pour répondre à l'attente et au vœu de la nation. J'étais bien loin, pourtant, de prévoir les prodigieux événements qui viennent de se passer, et je croyais même qu'à défaut de cette allure franche et loyale dans

l'esprit de la Charte et de nos institutions, qu'il était impossible d'obtenir, il aurait suffi d'un peu de prudence et de modération, pour que ce gouvernement pût aller longtemps comme il allait. Mais depuis le 8 août 1829, la nouvelle composition du nouveau ministère m'avait fort alarmé. Je voyais à quel point cette composition était odieuse et suspecte à la nation, et je partageais l'inquiétude générale sur les mesures que nous devions en attendre. Néanmoins, l'attachement aux lois, l'amour de l'ordre, ont fait de tels progrès en France, que la résistance à ce ministère ne serait certainement pas sortie des voies parlementaires, si, dans son délire, ce ministère lui-même n'eût donné le fatal signal par la plus audacieuse violation de la Charte et par l'abolition de toutes les garanties de notre liberté nationale, pour lesquelles il n'est guère de Français qui ne soit prêt à verser son sang. Aucun excès n'a suivi cette lutte terrible.

« Mais il était difficile qu'il n'en résultât pas quelque ébranlement dans notre état social; et cette même exaltation des esprits, qui les avait détournés de tant de désordres, les portait en même temps vers des essais de théorie politique qui auraient précipité la France et peut-être l'Europe dans de terribles calamités. C'est dans cette situation, Sire, que tous les yeux se sont tournés

vers moi. Les vaincus eux-mêmes m'ont cru nécessaire à leur salut. Je l'étais encore plus, peut-être, pour que les vainqueurs ne laissassent pas dégénérer la victoire. J'ai donc accepté cette tâche noble et pénible, et j'ai écarté toutes les considérations personnelles qui se réunissaient pour me faire désirer d'en être dispensé, parce que j'ai senti que la moindre hésitation de ma part pourrait compromettre l'avenir de la France et le repos de tous nos voisins. Le titre de lieutenant général, qui laissait tout en question, excitait une défiance dangereuse, et il fallait se hâter de sortir de l'état provisoire, tant pour inspirer la confiance nécessaire que pour sauver cette Charte si essentielle à conserver, dont feu l'empereur, votre auguste frère, connaissait si bien l'importance, et qui aurait été très-compromise si on n'eût promptement satisfait et rassuré les esprits.

« Il n'échappera ni à la perspicacité de Votre Majesté ni à sa haute sagesse, que, pour atteindre ce but salutaire, il est bien désirable que les affaires de Paris soient envisagées sous leur véritable aspect, et que l'Europe, rendant justice aux motifs qui m'ont dirigé, entoure mon gouvernement de la confiance qu'il a droit d'inspirer. Que Votre Majesté veuille bien ne pas perdre de vue que, tant que le roi Charles X a régné sur la France, j'ai été le plus soumis et le plus fidèle de ses sujets,

et que ce n'est qu'au moment que j'ai vu l'action des lois paralysée et l'exercice de l'autorité royale totalement anéanti, que j'ai cru de mon devoir de déférer au vœu national, en acceptant la couronne à laquelle j'ai été appelé. C'est sur vous, Sire, que la France a surtout les yeux fixés. Elle aime à voir dans la Russie son allié le plus naturel et le plus puissant. J'en ai pour garantie le noble caractère et toutes les qualités qui distinguent Votre Majesté impériale. Je la prie d'agréer les assurances de la haute estime et de l'inaliénable amitié avec laquelle je suis,

« Monsieur mon frère,

« De Votre Majesté impériale, le bon frère,

« LOUIS-PHILIPPE. »

Cette lettre était habile. On aurait pu sans doute y relever quelques assertions volontairement inexactes ; ainsi, il n'était pas vrai de dire, entre autres choses : « Les vaincus eux-mêmes m'ont cru nécessaire à leur salut. » Mais, en admettant ces artifices de langage, cette lettre indique merveilleusement la position que voulait prendre le nouveau roi vis-à-vis des grandes puissances absolutistes, et toutes les concessions qu'il était prêt à faire aux vieux principes monarchiques dans le but et l'espoir d'être promptement admis à occuper

régulièrement parmi les souverains la place qu'il venait revendiquer au nom d'une insurrection victorieuse. Nous dirons plus tard comment l'empereur Nicolas répondit à ces avances.

Le général Belliard et le comte de Lobau furent chargés de porter, le premier à Vienne, le second à Berlin, la notification de l'avènement de Louis-Philippe. A Berlin comme à Vienne ils furent bien accueillis. Le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche s'étaient entendus avec la cour de Russie dès que la nouvelle de la révolution de Juillet leur était parvenue, et leur réponse, à peu près identique, fut qu'ils ne se sépareraient point en cette circonstance de leurs cosignataires des traités de Vienne, mais que la reconnaissance du nouveau roi ne leur paraissait pas douteuse, parce que l'existence de ces traités ne leur semblait pas compromise. A Vienne, à Berlin et à Londres, on insista du reste sur la nécessité pour le gouvernement de Louis-Philippe d'opposer une digue au torrent révolutionnaire, tout en exprimant la crainte de le voir lui-même entraîné par ce courant violent et rapide qu'il est toujours si difficile et si dangereux de remonter.

Le général Belliard avait été chargé de toucher deux points très-déliçats dans ses entretiens avec le prince de Metternich : le premier concernait le duc de Reichstadt; le second la branche aînée des

Bourbons. Charles X avait, en effet, demandé à l'Autriche un asile que les liens de famille ne permettaient pas de refuser, et, quant au fils de Napoléon, le parti bonapartiste; qui s'était laissé surprendre par la rapidité des événements à l'issue desquels il avait contribué en prenant part au combat, commençait à nouer des intelligences à Vienne où il venait d'envoyer de nombreux émissaires. Le duc de Reichstadt en était entouré, et pendant ce temps le roi Joseph Bonaparte¹ écrivait des États-Unis au général Lafayette pour demander tout à la fois l'abolition de la loi de bannissement qui avait frappé sa famille, et un appel au peuple français sur le choix du souverain nouveau qu'il entendait se donner, ajoutant qu'il protestait « contre toute élection faite par des corps politiques n'ayant pas obtenu de la nation les pouvoirs qu'elle seule avait le droit de donner. »

Les deux réponses du cabinet autrichien furent également favorables : d'une part, il s'engagea à surveiller et réprimer au besoin les intrigues légitimistes qui tendaient à provoquer une troisième restauration de la branche aînée des Bourbons sur le trône de France ; de l'autre, il promit de s'opposer loyalement à toute tentative qui aurait pour but de relever les espérances du parti bonapartiste

1. Né en 1768 ; mort en 1844.

en mettant en avant le nom ou la personne du duc de Reichstadt. Il imposait seulement une condition, condition très-naturelle assurément, c'est que le nouveau gouvernement français ne chercherait en aucune façon à troubler en Italie la domination autrichienne.

MM. de Montesquiou à Rome et à Naples, de Montebello à Madrid, de la Moskowa à Stockholm, de Marmier et de Bouillé dans l'Allemagne centrale, reçurent également un accueil qui indiquait combien les cabinets européens, contrairement à leur politique d'autrefois, politique, il est vrai, si fatale à leurs intérêts matériels, étaient disposés maintenant à accepter égoïstement les faits accomplis, pourvu que les gouvernements nouveaux respectassent leurs anciens droits. Ces choix étaient heureux en ce sens qu'ils offraient à l'Europe de véritables garanties de conservation et d'ordre monarchique.

Lord Stuart de Rothsay remit ses lettres de créance le 31 août 1830, et dans les trois mois qui suivirent cette date, toutes les puissances reconnurent le gouvernement de Juillet en accréditant des envoyés auprès de Louis-Philippe, excepté toutefois le duc de Modène et la Russie, qui, par ses lenteurs, voulut exprimer le peu de sympathies que lui inspirait, indépendamment de son origine, le gouvernement dont les premiers empresses-

ments avaient ouvertement été pour la Grande-Bretagne.

Succès réel des débuts du règne de Louis-Philippe, mais incomplet comme toute œuvre de la prévoyance et de la politique humaines.

II

La jeune génération, qui s'était faite *libérale* surtout parce que la Restauration n'avait pas su se l'approprier par des emplois ou des faveurs, offrait au gouvernement de Juillet un noyau d'hommes hardis, intelligents, nouveaux comme lui-même. Ce fut pour lui une très-favorable chance, chance peu commune, et qu'il sut, du reste, exploiter avec habileté, sûreté de coup d'œil, connaissance des aptitudes individuelles.

Parmi ces hommes qui, pour la plupart, avaient fait leurs premières armes dans la presse, et dont on appliqua les qualités diverses à l'administration active ou consultative du pays, on distinguait MM. Thiers, Mignet, Tanneguy Duchatel, de Salvandy, de Kératry, Villemain, Bertin de Vaux, Saint-Marc Girardin, Charles Renouard, nommés conseillers d'État ou maîtres des requêtes; Arnault, de Norvins, Amédée Thierry, Mazères, Romieu, Léon Thiessé, Gauja, préfets ou sous-préfets dans

les départements à peine remis de la première émotion d'une révolution aussi soudaine.

M. Guizot, ce véritable homme d'État qui n'avait pas encore donné toute la mesure de ses forces, et dont la destinée singulière était de grandir constamment pendant les dix-huit années du règne que la chute de son ministère devait clore pourtant d'une façon si désastreuse, M. Guizot, disons-nous, s'efforça, au milieu des exigences du parti exalté, de composer une administration départementale qui, au point de vue de la situation sociale, de l'honorabilité et de la capacité, n'offrit pas un contraste trop choquant avec le personnel administratif du gouvernement de la restauration. Tâche difficile, ingrate, et qu'il ne put remplir qu'à demi, sous peine de perdre immédiatement toute sa popularité.

Le général Gérard procéda au ministère de la guerre avec les mêmes ménagements que son collègue de l'intérieur; mais son œuvre devait être plus difficile encore. Tous les officiers qui étaient sortis du service en 1815, tous les jeunes héros des barricades de Paris, faisaient valoir des prétentions qu'il n'était pas toujours possible d'écarter, puisqu'elles avaient leurs racines dans la réaction qui s'opérait alors; également incapables, les uns parce qu'ils avaient oublié, et les autres parce qu'ils n'avaient pas encore appris. Le général

Dubourg s'était vu contraint de renoncer à ses épaulettes de hasard, et la munificence de Louis-Philippe lui avait, malgré l'inconvenance de son attitude, assuré une position modeste. Mais toutes les prétentions ne devaient pas être traitées avec cette même sévérité, et beaucoup s'appuyaient au contraire sur des titres que l'esprit de parti avait seul pu méconnaître. Quelques réparations vraiment équitables envers de dignes officiers de la vieille armée furent remarquées sous l'administration du comte Gérard parmi les choix trop souvent imposés par les nécessités politiques de l'époque.

Aux affaires étrangères, M. Molé, dont l'avènement avait été salué par les représentants des puissances européennes comme un gage d'ordre et de stabilité, trouva son département à peu près désorganisé par les démissions d'un assez grand nombre d'agents intérieurs et extérieurs. Homme de tradition et d'expérience administrative, il ne tarda pas à remplir convenablement les vides et à rétablir toutes nos relations étrangères dans de bonnes conditions de service, M. d'Hauterive, la science diplomatique faite homme, était mort le jour même où *le Moniteur* publiait les ordonnances. M. de Bois-le-Comte, chef de la première division, esprit droit, sagace, érudit, qui plus tard devait se rapprocher du gouvernement de Juillet, s'était retiré, ainsi que MM. de Vielcastel, de

Flavigny, de Circourt et de Tamisier. M. Serrurier dut remplacer M. de Bois-le-Comte. MM. Cintrat et Leclerc prirent la place de MM. de Flavigny et de Circourt. Enfin MM. Bresson et Emmanuel de Grouchy succédèrent, en qualité de chefs du cabinet particulier du ministre, à MM. de Tamisier et Lavallette.

A l'extérieur, les titulaires des grandes ambassades avaient naturellement donné leur démission. Hommes dévoués à la dynastie tout autant qu'au pays, ils étaient frappés aussi bien dans leurs affections que dans leur politique. MM. de Montmorency-Laval, de la Ferronnays, de Rayneval, de Mortemart, d'Agoult, de Blacas, de Saint-Priest, ambassadeurs ou ministres à Londres, à Rome, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, à Berlin, à Naples et à Madrid (pour ne parler que des postes principaux de notre diplomatie européenne), n'hésitèrent pas à se démettre des fonctions qu'ils occupaient. Le duc de Mortemart et M. de Rayneval devaient seuls se rapprocher ensuite du pouvoir nouveau. Le premier, par suite du rôle de médiateur qu'il avait joué dans les dernières heures de la royauté de Charles X ; le second, dont le nom se trouve si honorablement et si légitimement mêlé à notre moderne histoire diplomatique, parce qu'il appartenait à ce groupe de fonctionnaires spéciaux qui, nécessaires sous tous les régimes, se

préoccupent des affaires plus que des révolutions : serviteurs éclairés que, dans l'intérêt du service même, on aime à voir reprendre leur part d'action et de responsabilité.

Au département de la justice, M. Dupont (de l'Eure), poursuivant de ses rancunes libérales la magistrature de la Restauration, l'aurait volontiers sacrifiée tout entière aux faméliques exigences dont il était entouré et quotidiennement accablé. Fort heureusement, le salubre principe de l'immovibilité trouva dans M. Dupin aîné un défenseur éloquent et courageux. Ce fut une des meilleures, ce fut peut-être la meilleure des actions de sa vie politique. Légiste d'une grande érudition, homme d'une rudesse quelquefois involontaire, mais souvent calculée, représentant attardé dans ce siècle des prétentions frondeuses de nos vieux parlements ; ayant aussi, en vrai gaulois, gardé le secret du pittoresque et hardi langage, M. Dupin a rendu de réels services à la monarchie de 1830, tout en la gourmandant, mais a contribué comme tant d'autres à la renverser sans le savoir et sans le vouloir ; esprit original, nature vraiment parlementaire, cœur honnête.

M. Dupin et M. Persil, lors de leur visite à Neuilly pendant les journées de Juillet, s'étaient mutuellement promis que cette démarche serait, en ce qui les touchait personnellement, parfaite-

ment désintéressée, et qu'ils n'accepteraient aucune place du gouvernement nouveau. Mais, avec toute la bonne foi humaine, ce sont de ces serments qu'il est impossible de tenir lorsqu'on se trouve lancé au milieu d'une révolution à laquelle on a pris une part plus ou moins directe, plus ou moins active. M. Dupin aîné fut bientôt appelé aux fonctions de procureur général près la Cour de cassation, et M. Persil dut accepter celles de procureur général à la Cour royale de Paris, en remplacement de M. Bernard (de Rennes), appelé à ce poste le lendemain de la révolution de Juillet. Nous dirons dans quelles circonstances eut lieu la nomination de M. Persil. Les fonctions importantes de secrétaire général au département de la justice furent confiées à M. Joseph Merilhou.

M. Girod (de l'Ain), conseiller à la Cour royale de Paris, avait été nommé préfet de police. M. Odilon Barrot devint préfet de la Seine quelques jours après son retour de Cherbourg. Ces fonctions convenaient-elles bien au tempérament d'opposition, à la nature ennemie des détails de l'honorable député? On ne voulut voir dans ce poste difficile de préfet de la Seine que le côté politique, et on eut tort. M. Barrot, qui jusque là s'était montré l'adversaire loyal mais constant du principe d'autorité gouvernementale, pouvait-il d'ailleurs devenir tout à coup le champion respecté et convaincu de ce

principe, si salulaire pourtant au lendemain d'une telle révolution? Il y a, nous l'avons dit, deux espèces bien distinctes parmi les hommes politiques : les uns détruisent sourdement ou renversent par instinct, comme les autres conservent ou réédifient. M. Odilon Barrot n'appartenait pas à cette dernière catégorie, et Louis-Philippe le savait bien. Mais il comprenait aussi que M. Barrot ne garderait pas longtemps le poste qu'il lui confiait ainsi sous la pression des événements et des hommes de l'époque, et il n'était pas fâché de l'user un des premiers, ce qu'il a fait depuis pour bien d'autres.

Le gouvernement occulte des sociétés secrètes commençait du reste à s'établir et à fonctionner à côté du gouvernement régulier. La révolution de Juillet, que le petit groupe des partisans de la république déclarait un mouvement avorté, ne lui semblait que le premier pas du peuple parisien dans la voie de l'insurrection. Le renversement du trône de Charles X et le changement violent de dynastie n'étaient à ses yeux que des préludes, mais des préludes précieux, d'agitation et de désordres; la royauté usurpée de Louis-Philippe lui apparaissait comme la première étape de la route conduisant à la république, et c'était déjà un fait immense dans l'intérêt de la cause républicaine que cet ébranlement donné à la société monarchique

par les trois journées de lutte et de barricades qui venaient de montrer toute la force révolutionnaire du peuple si impressionnable de Paris. Chose étrange ! M. de Lafayette avait accepté et pour ainsi dire patronné la monarchie de 1830, et pourtant c'était de son nom et de sa popularité que s'autorisaient déjà les agitateurs ; c'était aussi de sa maison que partaient les émissaires chargés d'aller porter l'insurrection à l'étranger. Le général Mina¹ fut un des premiers à organiser sous ce patronage trompeur de M. de Lafayette une tentative d'invasion en Espagne. Vainement le maréchal Gérard² auquel, avant de partir, Mina avait demandé une audience, lui avait-il fait jurer « de ne rien brusquer et de s'abstenir de toute entreprise jusqu'à ce que la France se fût nettement posée en face de l'Europe. » Mina, entraîné peut-être par les siens, franchit les frontières d'Espagne : deux chefs de bandes, le colonel Valdès et le général Chapalanguarra avaient devancé son mouvement. Ce dernier fut tué, l'autre défait et rejeté au delà de la Bidasoa. Mina lui-même, qui d'abord s'était emparé d'Irun, ne put résister aux troupes royales, et, vivement poursuivi, ne leur échappa qu'avec peine.

1. Né en 1784, près de Pampelune ; mort à Barcelone le 24 décembre 1836.

2. Le comte Gérard avait été nommé maréchal peu de jours après la révolution de Juillet.

Telle fut l'issue de cette expédition favorisée par les clubs de Paris, tout étonnés de voir que la vieille monarchie espagnole ne rendait pas immédiatement son épée aux aventuriers envoyés pour la réduire.

III

Les anciens ministres de Charles X, MM. de Peyronnet, de Chantelauze, et de Guernon-Ranville, avaient été arrêtés dans leur fuite par la garde nationale de Tours. Le prince de Polignac, découvert également en Normandie, fut transféré comme eux à Vincennes. C'était une complication que le roi avait prévue, qu'il avait redoutée, et dès le premier moment, il s'imposa la tâche généreuse autant que difficile d'arracher ces quatre têtes aux fureurs du peuple surexcitées d'avance par les agitateurs républicains.

Mais un autre fait de détail, plus inattendu et plus pénible encore, vint affecter profondément Louis-Philippe en provoquant de la part de ses ennemis politiques les plus haineuses interprétations, les plus odieuses calomnies.

Le 27 août 1830, un courrier expédié à la hâte apportait au Palais-Royal la nouvelle étrange du

suicide de M. le duc de Bourbon ¹, du dernier des Condé. Comment un pareil fait avait-il pu se produire ? Par quel concours de circonstances avait-il été amené ?

La révolution, qui venait d'exiler une fois de plus cette branche aînée de la royale famille à laquelle se rattachaient étroitement ses affections et ses souvenirs, avait douloureusement frappé le duc de Bourbon. Sa tête et son cœur, également atteints, devaient difficilement résister à une secousse qui lui rappelait trop péniblement les rudes épreuves de sa jeunesse. Un grand trouble s'était emparé de lui à la nouvelle du départ de Charles X. Quelle conduite devait-il tenir, en effet ? et la place du dernier Condé n'était-elle pas auprès de son roi malheureux ? Aussi, dès les premiers jours d'août 1830, le prince avait-il formé le dessein de quitter furtivement Saint-Leu, résidence qu'il habitait alors, et d'aller rejoindre Charles X. Ce projet, abandonné d'abord, puis repris ensuite, il l'avait confié à deux personnes de sa maison, M. de Choulot, capitaine des chasses, et son premier valet de chambre Manoury. Le baron de Surval, intendant de la maison du prince, avait également reçu l'ordre de tenir à sa disposition un million en billets de banque, et deux fois des voitures de voyage

1. Né le 13 avril 1756 ; mort le 27 août 1830.

durent attendre tout attelées dans des villages peu distants de Saint-Leu.

Le 11 août, dans la matinée, on remarqua que le duc de Bourbon avait une légère blessure à la tempe et qu'un de ses yeux paraissait injecté de sang. Avec la familiarité respectueuse qui lui était ordinaire, Manoury adressa une question indirecte, et le prince, visiblement embarrassé, répondit évasivement qu'il s'était heurté à un meuble placé près de son lit, explication inadmissible à laquelle on dut accorder plus tard une véritable importance.

Vers cette époque, la reine Marie-Amélie venait visiter le duc de Bourbon. Elle lui apportait de consolantes paroles ; mais elle était chargée de lui remettre, de la part du roi, les nouveaux insignes de grand'croix de l'ordre de la Légion d'Honneur, et lui avait fait comprendre qu'on désirait le voir siéger une fois à la Chambre des Pairs. L'expression sous-entendue de ce désir de Louis-Philippe tourmenta le vieillard. Aussi, lorsque la reine, dont la présence avait cependant satisfait et rassuré son esprit, se fut éloignée de Saint-Leu, appela-t-il de nouveau son confident, M. de Choulot, auquel il dit, en résumant une conversation animée : « On veut que je figure à la Chambre des Pairs ; c'est impossible ! mon parti est pris : je partirai. »

Le 25 août, jour de la saint Louis, les autorités

de Saint-Leu vinrent complimenter le prince, et les habitants se joignirent, par de chaleureuses démonstrations, à l'hommage qu'on lui rendait ainsi ; il en parut touché ; mais plusieurs fois sa pensée se reporta vers ceux qu'on avait fêtés de même et qui maintenant goûtaient les fruits amers de l'exil.

Enfin, le 26, dans la matinée, le prince parut violemment agité. Des paroles assez vives furent échangées entre lui et la baronne de Feuchères, favorite qui, depuis longues années, avait pris sur lui un ascendant complet. Avait-il été question du départ projeté ? une autre cause de mésintelligence s'était-elle produite tout à coup ? Nul ne l'a dit ; toutefois, à la suite de cette altercation soudaine, le prince, très-affecté, envoya un courrier à Chantilly pour prévenir M. de Choulot qu'il eût à se rendre immédiatement à Saint-Leu. Le fidèle serviteur obéit en effet aux ordres de son maître, et c'est au rendez-vous de la mort qu'il avait été convié de la sorte.

Le soir de ce même jour, M. de Cossé, qui avait occupé une charge élevée dans la maison de Charles X, rendit visite au prince ; il fut retenu à dîner, et pendant le repas, parla des ignobles caricatures sur la famille royale que le gouvernement nouveau laissait, par une insigne faiblesse, vendre librement dans les rues. Cette conversation parut impressionner très-péniblement le duc de Bourbon. Cependant, rentré dans le salon, il s'assit

comme à l'ordinaire à la table de whist avec la baronne de Feuchères, MM. de Préjean et de La Villegontier, gentilshommes de sa maison. Il perdit, ne paya pas, et en se retirant pour gagner sa chambre à coucher, fit un signe de tête inusité, une sorte de signe d'adieu à ses gens rangés dans le vestibule et surpris de la mélancolique expression de son regard.

La nuit se passa sans qu'aucun bruit vint troubler le calme du château. Le duc de Bourbon, qui était demeuré silencieux pendant que son chirurgien ordinaire et le valet de chambre de service procédaient aux soins habituels de sa toilette de nuit, avait dit qu'on entrât dans sa chambre à huit heures le lendemain matin.

A l'heure indiquée, le valet de chambre Lecomte vint frapper à la porte, qui était fermée en dedans; mais le prince n'ayant point élevé la voix, il se retira et revint un peu plus tard accompagné du chirurgien. On frappa de nouveau : même silence. Lecomte, inquiet, court alors chercher madame de Feuchères, qui se précipite à demi vêtue vers l'appartement du duc en disant : « Il entendra ma voix, il ouvrira ! » Elle appelle en effet, et n'obtient aucune réponse. L'inquiétude augmente, Manoury, auquel on a apporté un levier en fer, frappe et brise le bas de la porte, puis s'introduit dans la chambre, accompagné de Lecomte et du chirur-

gien. Une seule bougie brûlait, posée derrière un garde-feu à l'intérieur de la cheminée. Sa douce clarté permet d'apercevoir le corps du duc de Bourbon suspendu par deux mouchoirs passés l'un dans l'autre à l'espagnolette d'une des croisées. Manoury ouvre vivement celle qui lui fait face, et la porte, dont le verrou a été tiré, donne passage aux personnes qui attendaient, pleines d'anxiété, dans le cabinet de toilette. Retenue par son aumônier, la baronne de Feuchères y demeure à demi évanouie.

Le prince était, nous venons de le dire, suspendu par deux mouchoirs à l'espagnolette de la fenêtre. L'extrémité de ses pieds touchait légèrement le tapis, de telle sorte qu'un homme moins âgé et moins débile que lui eût pu facilement échapper aux angoisses de la mort. Cette attitude du corps étonna singulièrement l'assistance, peu habituée à constater des suicides de cette nature, et dès le premier moment, quelques-uns des vieux serviteurs du duc, qui, en le perdant, perdaient un bienfaiteur autant qu'un maître, n'hésitèrent pas, dans leur douleur, à attribuer à un crime la fin déplorable du dernier des Condé. Une chaise renversée et placée à quelque distance du corps paraissait avoir servi à l'accomplissement, quel qu'il fût, de ce lamentable drame.

Les autorités civiles et judiciaires dressèrent

procès-verbal et firent détacher le corps. Le roi envoya immédiatement à Saint-Leu MM. Pasquier, de Sémonville et Cauchy, président¹, grand référendaire, et secrétaire archiviste de la Chambre des Pairs, que devaient accompagner MM. de Rumigny, son aide-de-camp, et Guillaume, son secrétaire.

Les partis hostiles au roi nouveau ne manquèrent pas, on le conçoit, de tirer avantage de ce tragique incident ; ils se firent l'écho des accusations désespérées échappées à la surprise et à la douleur de quelques-uns des serviteurs du duc de Bourbon ; pour eux, la mort de ce prince fut nécessairement le résultat d'un crime.

Sur quelles bases reposait cependant cette accusation qu'on ne craignit pas de faire remonter jusqu'au chef de l'État lui-même ? Nous allons le dire en peu de mots.

Dès l'année 1827, la baronne de Feuchères avait eu la pensée de faire adopter par le duc de Bourbon un des fils de Louis-Philippe, le duc d'Aumale², qui eût alors hérité du nom de Condé. Le but de M^{me} de Feuchères était vraisemblablement (l'histoire doit compter avec tous les calculs humains) de se ménager, dans la situation équivoque qu'elle s'était faite, l'appui moral et matériel d'une

1. Le chancelier Dambray s'était retiré.

2. Né le 16 janvier 1822.

famille si haut placée. Le duc de Bourbon, flatté de perpétuer l'illustre nom de ses ancêtres, accueillit favorablement les premières ouvertures tentées sur ce sujet délicat par la femme qu'il affectionnait. De son côté, le duc d'Orléans, père d'une nombreuse famille, très-préoccupé d'ailleurs de refaire et d'accroître la fortune qu'il devait laisser à ses enfants, accepta avec joie l'espoir du magnifique héritage qui devait assurer un jour à M. le duc d'Aumale une richesse exceptionnelle accompagnée d'un nom glorieux.

Le 30 août 1829, le duc de Bourbon signa un testament par lequel il instituait le duc d'Aumale son légataire universel, et laissait à la baronne de Feuchères pour à peu près dix millions de meubles et d'immeubles.

Maintenant, quel intérêt aurait eu cette dernière à faire, avec ou sans la participation du roi Louis-Philippe, assassiner un vieillard, son bienfaiteur? Celui de l'empêcher, en quittant la France, de déchirer le testament favorable au duc d'Aumale, et d'en signer un autre en faveur du duc de Bordeaux? Elle savait bien, en ce qui la touchait personnellement, que rien ne pourrait changer les dispositions du prince, toujours si tendre, si faible à son égard; c'était donc dans un intérêt étranger, uniquement pour le plus grand avantage d'autrui, que cette femme aurait osé commettre un semblable

crime, risquer tout à la fois sa fortune immense et sa vie ? Tant d'abnégation personnelle, tant d'imprudence, ne se rencontrent que dans les fictions. Le raisonnement admettrait un crime profitable ; il repousse la pensée d'un pareil meurtre sans profit.

Quant au roi Louis-Philippe, l'avantage qu'il pouvait retirer pour son fils de cet héritage opulent, bien que grevé de dettes énormes, pouvait-il entrer un seul instant en balance avec la déconsidération immense qui vint frapper son trône de fraîche date, grâce aux habiles mais déloyales rumeurs des partis ?

La chambre du prince était intérieurement fermée à ce point que pour y pénétrer il fallut en briser la porte ; l'enquête des autorités locales, l'instruction judiciaire commencée par M. Bernard (de Rennes), continuée plus tard par M. Persil, conclurent au suicide ; il en fut de même du rapport des chirurgiens Marc, Pasquier et Marjolin, chargés de faire l'autopsie du corps. Enfin on trouva dans la cheminée des papiers déchirés, entièrement écrits de la main du prince, et dont les lambeaux, réunis devant de nombreux témoins, présentèrent l'ensemble suivant, étrange mais frappante révélation de la situation d'esprit du vieillard :

« Saint-Leu appartient au roi Philippe. Ne pillés ni ne brûlés le château ni le village ; ne

faites de mal, à personne, ni à mes amis, ni à mes gens. On vous a égarés sur mon compte, je n'ai qu'à mourir en souhaitant bonheur et prospérité au peuple français et à ma patrie.

« Adieu pour toujours.

« L.-H.-J. DE BOURBON,

« Prince de Condé. »

P. S. « Je demande à être enterré à Vincennes, près de mon infortuné fils. »

Certes ces preuves étaient bien faites pour persuader tous les hommes de bonne foi. Mais que deviennent la bonne foi, la conscience, en présence de l'esprit de parti? On se fit une arme de guerre de la mort du duc de Bourbon, et on se servit de cette arme redoutable pour frapper, dès le début, la royauté de 1830.

A Dieu ne plaise que nous prétendions nous faire ici l'avocat d'une mauvaise cause; que nous cherchions, dans un intérêt quelconque, à ternir même indirectement la mémoire vénérée du duc de Bourbon. Mais l'histoire ne doit jamais abdiquer ses droits. De consciencieuses investigations nous ont donné la conviction inébranlable que la mort du prince n'a pas été le résultat d'un crime. Les haines des partis se sont assez assouvies, il est temps que la vérité historique se fasse jour.

Dans un entraînement ambitieux , que l'infirmité humaine explique , Louis-Philippe pouvait bien usurper une couronne : prince , il a de très-faibles côtés ; simple citoyen , il s'est toujours montré en réalité ce que ses ennemis n'ont jamais voulu admettre : un honnête homme incapable de rêver la violence, de tramer l'assassinat.

Assurément si, dans le drame intime de Saint-Leu , un argument eût pu nous toucher pour écarter la pensée d'une mort volontaire, c'eût été celui-ci, bien qu'il appartienne plus au sentiment qu'à la logique : « Un Condé ne se pend pas. »

Non, sans doute, un Condé ne se pend pas ; mais c'est alors que , libre de préoccupations pénibles, il jouit pleinement de toutes les facultés de son esprit.

IV

Les partis, un moment étourdis par l'issue rapide de cette révolution singulière, commençaient donc à relever la tête et à conspirer la ruine du pouvoir nouveau. La conséquence naturelle d'une émeute victorieuse est d'en préparer de nouvelles. C'est l'inflexible logique à laquelle doit se soumettre tout pouvoir issu d'un soulève-

ment populaire, la pire de toutes les origines pour un gouvernement sérieux.

Les adversaires de la royauté de 1830 allaient se trouver désormais divisés en trois catégories : les partisans de la légitimité, qu'on nommait, suivant leurs tendances particulières, Carlistes ou Henriquinquistes, les Bonapartistes et les Républicains. Revenus de leur premier étonnement ; comprenant, par l'attitude des départements du midi et de l'ouest de la France, que le mouvement parisien par lequel le trône de la branche aînée des Bourbons venait d'être si brusquement renversé n'avait produit ce dernier résultat que grâce à la centralisation politique accordée à la capitale, ils cherchaient simultanément à raviver l'esprit provincial, à grouper autour de certains centres d'action les forces actives du parti royaliste, et à jeter du ridicule sur les hommes et les actes du pouvoir nouveau ; chaque jour la presse légitimiste redoublait d'audace et d'ardeur.

Les républicains, qu'il fallait dès lors subdiviser en socialistes et en politiques, n'avaient pas, comme les premiers, à s'occuper de leur organisation. Elle existait en principe dans les sociétés secrètes, qui avaient sapé sourdement l'édifice monarchique de la Restauration. La société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* avait, dans ses luttes antérieures avec le pouvoir, acquis une grande notoriété. Autour

d'elle se groupèrent d'autres associations plus dangereuses encore parce que leur but, désormais bien déterminé, était le renversement du gouvernement monarchique au profit d'un établissement républicain plus ou moins radical. C'est ainsi que se formèrent l'*Association des Écoles*, la *Société de l'Ordre et des Progrès*; mais surtout la trop fameuse *Société des Amis du Peuple*, dont l'action se retrouve dans toutes les tentatives insurrectionnelles qui se produisirent durant les dernières années du règne de Louis-Philippe. Cette dernière avait absorbé la loge maçonnique qui s'intitulait *Loge des Amis de la Vérité*.

Dès le lendemain de la révolution de Juillet, ces associations diverses commencèrent à fonctionner, et la *Société des Amis du Peuple*, dont le local était situé rue Montmartre, donna, par la vivacité et la nature de ses discussions passionnées, de véritables inquiétudes au gouvernement. Tous les soirs des rassemblements nombreux se formaient dans la rue Montmartre, en face de la maison où le club fondé par la Société avait établi son siège. C'était, pour ainsi dire, une émeute en permanence, et un jour arriva bientôt où le roi Louis-Philippe se préoccupa assez vivement de cette affaire de détail pour en parler au procureur général, M. Bernard (de Rennes), et lui indiquer comme nécessaire, indispensable, l'application de

l'article 291 du Code pénal sur les associations et réunions illicites. Mais M. Bernard, homme d'opinion avancée, déclara que, suivant lui, l'article 291 n'existait plus depuis que la Charte nouvelle avait reconnu le droit de réunion, et que personnellement il ne consentirait jamais à l'appliquer. Ce fut alors que le roi, inquiet et mécontent, fit appeler M. Persil, avocat et membre de la Chambre des députés. Dans une chaleureuse conversation il lui demanda si ses scrupules à l'endroit des clubs et de l'application de l'article 291 seraient les mêmes que ceux de M. Bernard, et, d'après la réponse négative de M. Persil, homme énergiquement dévoué aux principes d'autorité, il lui proposa le poste de procureur général, qu'après de longues et honorables hésitations M. Persil finit par accepter.

La révolution de 1830 avait été toute politique, et c'est ce que ne lui pardonnaient pas certaines individualités qui, reléguées dans les bas fonds de la société, voulaient, convaincues ou non, monter à la surface en se servant, pour arriver à leur but, de vagues théories qu'elles commençaient à répandre dans les masses. La secousse avait été trop forte d'ailleurs pour que le vieil édifice social, violemment sapé par les novateurs, ne ressentît pas un inquiétant ébranlement. Dans le trouble où les avait jetés l'immense perturbation que venait de

subir le pays, les meilleurs esprits ne pouvaient-ils s'égarer sous l'influence d'une pensée plus généreuse et souvent plus ingénieuse que pratique ? On en eut bientôt une preuve convaincante dans la tentative presque ridicule des Saint-Simoniens, qui, voulant appliquer les théories d'un homme beaucoup moins connu pendant sa vie qu'après sa mort¹, constituèrent, au lendemain des journées de Juillet, une secte militante qui, inscrivant sur son drapeau « à chacun selon ses œuvres », prétendit régénérer complètement la société en créant un culte nouveau, une hiérarchie nouvelle, en abolissant le mariage, la filiation naturelle, l'hérédité, en proclamant l'égalité absolue de l'homme et de la femme, enfin en cherchant à modifier le système industriel de la France. Et cependant les adeptes fondateurs de la secte saint-simonienne étaient MM. Enfantin, Augustin Thierry, Michel Chevalier, Olinde Rodrigue, Bazard, d'Eichtal, Auguste Comte, et tant d'autres jeunes hommes pleins de science et doués de précieuses facultés. Nous dirons plus tard comment, effrayé des doctrines contraires à la religion et à la morale que les saints-simoniens produisaient avec éclat et talent, le gouvernement se vit contraint de dissoudre cette association où l'intelligence et la

1. Le comte Henri de Saint-Simon, né à Paris en 1760, mort en 1825.

capacité recevaient ouvertement un si détestable emploi.

A côté de la secte saint-simonienne s'élevait à petit bruit une école bien plus dangereuse de soi-disant économistes qui, dans un avenir assez rapproché, devaient faire tant de mal en prêchant aux masses les décevantes et absurdes théories du droit au travail. Le poison allait être versé lentement, goutte à goutte; mais aussi, à la honte de l'intelligence humaine, il devait s'infiltrer sûrement dans les veines du peuple, semence impure qui donnerait trop tôt une moisson de sang et de larmes.

Les révolutions sont comme les inondations des grands fleuves, lorsqu'ils sortent de leur lit : elles font surgir sur le sol qu'elles ont ébranlé mille végétations parasites, productions éphémères destinées uniquement à marquer leur passage. 1792 avait eu ses Babouvistes et ses Théophilanthropes; 1830 devait avoir sa secte saint-simonienne et l'Église française, qu'un certain abbé Chatel inventa au lendemain des trois journées; réformateur ridicule, dont la principale prétention était de substituer la langue nationale aux prières latines de la liturgie romaine. Un homme auquel la nature avait accordé un grand talent, et qui en a fait un usage à jamais déplorable, M. de Lamennais, fondait vers cette même époque un

journal intitulé *l'Avenir*, qui, prétendant aussi régénérer l'Église, prêchait son indépendance complète de l'État, attaquait les doctrines gallicanes, et finissait par se mettre en hostilité ouverte avec le pape. Premières aberrations d'un grand esprit qui devait donner de tristes spectacles au monde de la chrétienté.

Tous ces réformateurs religieux ou sociaux se rattachaient par un lien étroit au parti de la république.

Quant au parti napoléonien, il commençait à revenir de la première surprise que lui avait causée la rapidité des événements de la révolution de Juillet. Déjà des émissaires étaient envoyés par lui à Vienne, et, quelques mois plus tard, de sérieuses intrigues allaient, ainsi que nous le verrons, entourer le duc de Reichstadt, auquel une femme chevaleresque et dévouée, la comtesse Napoleone Camerata, fille de la princesse Elisa Bacciochi, devait bientôt porter secrètement, de la part de son cousin Napoléon-Louis, une lettre dont voici un curieux fragment :

« Mon cher prince et cousin, la personne qui vous remettra elle-même ma lettre vous est aussi dévouée que moi ; elle la détruirait plutôt que de la laisser tomber en des mains ennemies ; accordez-lui donc toute votre confiance, si elle parvient

jusqu'à vous. Une fatale circonstance a trahi encore une fois votre espoir et celui de notre famille : les calomnies répandues sur votre éducation vous ont nui au moment de la révolution de Juillet ;..... les libéraux, vrais ou faux, avaient hâte de donner une direction aux affaires ; l'anarchie pouvait naître du provisoire, on le crut du moins, et le nom de Napoléon II est resté au fond de l'urne !..... Si vous pouviez, sous un prétexte, parvenir jusqu'à la frontière de France ou d'Italie, votre cause serait à demi gagnée. Si vous n'avez pas secoué vos chaînes avant la fin de l'hiver, je ferai mes efforts pour me retrouver non loin de vous, à la faveur du nom que je prendrai. La comtesse vous en instruira en temps utile, et pourra sans doute nous faciliter une entrevue. A bientôt, cher prince. Le bonheur de la France et la gloire de Napoléon II seront toujours le but unique de mes désirs comme de mon dévouement.

« Votre affectionné,

« NAPOLÉON-LOUIS. »

La situation politique du pays n'était donc pas plus rassurante au point de vue de la stabilité que sa situation morale, et, en face de ces partis ardents, audacieux, un seul homme, Louis-Philippe,

apparaissait debout, confondant en sa personne, aux yeux d'un grand nombre, le rôle de défenseur de la dynastie et de champion de la société menacée.

La première moitié de cette tâche offrait déjà d'immenses difficultés, et ce fut en réalité à celle-là que Louis-Philippe consacra tous ses efforts. Son expérience révolutionnaire devait bien le servir, du reste, dans l'indispensable connaissance des hommes, et aucun souverain ne sut jamais, mieux que lui, démêler au premier coup d'œil les aptitudes, les vanités, les faiblesses de ceux dont il voulait utiliser les services. Aimant le travail, très-régulier dans les habitudes ordinaires de la vie, Louis-Philippe se levait de bonne heure, lisait avec attention les gazettes étrangères, plus particulièrement les feuilles anglaises, sans se préoccuper des journaux français, à moins (ce qui était fort rare) qu'un article n'eût été signalé à son attention. Il se livrait ensuite à la correspondance privée qu'il entretenait avec quelques personnages, le plus souvent représentants de la France à l'étranger ; puis, après un frugal repas, il assistait au conseil des ministres, ou recevait des députations provinciales, ce qui arrivait fréquemment dans les premiers mois de la révolution de 1830. Enfin, après une promenade plus ou moins longue, il prenait un second repas, composé des mets les plus sim-

ples, invariablement les mêmes¹, restait jusqu'à dix heures du soir dans le salon de famille, et se retirait ensuite dans son cabinet pour y écrire de nouveau jusqu'à une heure avancée de la nuit. Vie sobre, régulière, intelligemment distribuée, que Louis-Philippe avait menée au Palais-Royal, et qu'il continua aux Tuileries jusqu'à la fin de son règne.

Il y avait tout à la fois dans le caractère et dans l'attitude de ce prince du Louis XIV et du Louis XI; du Louis XI (moins l'ignorance et le goût du sang), alors que voulant flatter le bourgeois, *son bon compère*, dont il était véritablement la représentation couronnée, il lui prodiguait des caresses et des flatteries. Du Louis XIV, lorsque le juste orgueil de sa race jaillissait soudainement au contact de certains hommes, en présence de certains oublis du respect et des convenances; enfin dans la pensée vraiment royale de la restauration de ce Versailles plein des souvenirs du grand roi, œuvre dernière et magnifique que les révolutions ne devaient pas lui laisser achever tout entière, telle que son esprit l'avait rêvé et que sa volonté l'avait résolu.

Autour de Louis-Philippe se groupait une nom-

1. C'étaient des potages de différente sorte que le roi mangeait successivement; une volaille au riz; de la bière pour boisson; et, à la fin du repas, un verre de vin d'Espagne.

breuse et jeune famille, complète alors, que deux fils dominaient de la tête. L'aîné, le duc de Chartres, dont la révolution venait de faire un duc d'Orléans, avait reçu de la constitution nouvelle le titre de prince royal, emprunté aux cours d'Allemagne (la désignation de Dauphin ayant paru trop monarchique pour être appliquée au fils du roi, anomalie fréquente à cette époque bizarre).

Grand et d'une taille élancée, le duc d'Orléans devait à l'éducation publique, que par un calcul de Louis-Philippe ses frères ainsi que lui avaient reçue, un aplomb, une confiance en lui-même, et une verbosité souvent heureuse qui prévenaient favorablement au premier abord. C'est un réel avantage pour les princes que ces qualités, qui seraient peu de chose pour les autres hommes, surtout lorsque la nature y a joint un physique élégant, car les masses se prennent facilement aux séductions extérieures. Le premier mouvement du duc de Chartres avait été de voler à la tête de son régiment, le 1^{er} hussards, au secours de Charles X menacé, et rencontrant M^{me} la dauphine¹, qui se hâtait de rejoindre le cortège royal par des routes détournées, de la protéger contre les populations déjà menaçantes. Averti à temps par les soins de Louis-Philippe, son second mouvement fut, en

1. Née le 19 décembre 1778 ; morte le 19 octobre 1851.

restant à Paris, de se mettre à la tête de la jeunesse libérale. Dès les premiers jours de septembre 1830 il écrivait la lettre suivante à M. de Lafayette pour lui demander, lui colonel d'un des régiments de l'armée, à servir comme simple canonnier dans la garde nationale de Paris :

« Vous ne serez pas étonné, mon cher général, que j'éprouve le désir de faire partie de cette glorieuse garde nationale que vous avez commandée aux deux grandes époques de notre histoire moderne, et dont vous avez chaque fois guidé l'héroïsme ; c'est le devoir de tout bon citoyen, et, plus que tout autre, je tiens à le remplir. C'est dans l'artillerie de la garde nationale que je désire être inscrit comme canonnier, parce que je pourrai souvent en faire le service sans manquer à mes autres devoirs. Je saisis d'ailleurs avec empressement, mon cher général, cette occasion de vous renouveler l'assurance de tous les sentiments que je partageais déjà avec cette milice citoyenne à laquelle je suis maintenant fier d'appartenir. »

Un des graves et inévitables inconvénients de l'éducation publique de M. le duc de Chartres, c'était la camaraderie obligée qu'elle avait créée entre lui et un assez grand nombre de jeunes gens, plus ou moins capables, plus ou moins honorablement placés dans le monde, quelques-uns se recommandant par des noms révolution-

naires, tous se croyant créanciers du jeune prince par le seul fait de leur présence simultanée sur les bancs de l'école, et appelés nécessairement à occuper un emploi élevé dans l'État. Triste entourage auquel le duc d'Orléans emprunta quelquefois des manières peu dignes de son haut rang, et un langage dont le laisser-aller déplaisait singulièrement au roi, lorsque l'imprudence des propos n'allait pas jusqu'à embarrasser sa politique. Ajoutons que de précieuses qualités de cœur rachetaient amplement, chez l'homme, les défauts qu'on aurait pu signaler chez le prince, dont la jeune carrière devait être si cruellement et si soudainement brisée ; aussi, lorsqu'une affreuse catastrophe vint le ravir à sa famille, la joie des partis hostiles fut-elle moins grande que leur pitié. Il faut le dire, du reste, on s'est étrangement trompé lorsqu'on a pensé que la mort du duc d'Orléans avait été la perte de la dynastie de 1830. On doit chercher ailleurs les causes de cette chute de la monarchie de Juillet. Le duc d'Orléans ne s'était jamais vu en face de difficultés politiques d'un ordre élevé, et, pour quiconque a étudié de près ses aptitudes et son caractère, il est évident qu'au moment du danger de 1848, on n'eût trouvé en lui qu'un Louis-Philippe avec la jeunesse de plus, il est vrai, mais aussi avec l'expérience de moins.

Le duc de Nemours, second fils du roi, n'avait que seize ans lorsque éclata la révolution de juillet. Esprit droit, tête bien organisée, cœur loyal, ce prince devait être le plus sérieusement capable, et pourtant le moins populaire des enfants de Louis-Philippe. Le sentiment de sa dignité personnelle passait pour de la froideur aux yeux des masses prévenues, et bien que sa nature physique fût plus distinguée que celle de son frère, elle frappait moins au premier abord, parce qu'elle manquait d'expansion. Le roi résumait parfaitement les qualités et les défauts de cette nature en disant de son second fils : « Nemours aurait dû naître archiduc. »

Louis-Philippe ne pouvait trouver dans ses deux fils aînés, trop jeunes alors, aucun concours réel et immédiat pour l'œuvre difficile qu'il avait entreprise. En trouvait-il davantage dans le personnel de nuances si étrangement diverses que lui offrait son premier ministère ?

Assurément Louis-Philippe pouvait rencontrer dans M. le comte Molé les précieuses traditions inhérentes à l'école impériale ; dans M. Guizot, qui n'avait pas encore, ainsi que nous avons eu l'occasion de le dire, atteint l'apogée de son talent et de sa juste renommée d'homme d'État, la fermeté unie à la science politique ; dans M. de Broglie, toute la valeur d'un esprit systématique, mais éminent.

Le maréchal Gérard lui offrait le loyal concours de son épée et le prestige d'un beau nom militaire. Il y aurait eu beaucoup à attendre de M. Casimir Périer placé en dehors de la combinaison ministérielle active : mais son heure n'était pas encore venue, heure précieuse pour la monarchie de juillet et pour l'ordre européen. MM. Laffitte et Dupont (de l'Eure), avec une immense différence de tenue, de convenances, d'intelligence politique, toute en faveur du premier, n'en étaient pas moins essentiellement médiocres. M. Laffitte, qui s'imaginait trop que les hommes qui ont contribué le plus largement à faire les révolutions sont ceux qui en profitent et les dirigent, n'avait pas encore pour le roi la haine que, sous l'empire de déceptions inévitables, il devait lui vouer bientôt, se montrait familier dans le conseil, mais savait du moins ne perdre jamais le respect. Quant à M. Dupont (de l'Eure), prodigue de paroles rudes, grossières, malséantes, il fallait au roi une grande patience et beaucoup d'abnégation personnelle pour parvenir à le supporter.

En résumé, ce cabinet d'expédients et de rencontre aurait offert des ressources individuelles que son action d'ensemble paralysait complètement. Ses divisions intestines devaient nécessairement détruire l'effet de ses efforts collectifs, et jamais peut-être plus qu'à cette époque le gouver-

nement personnel de Louis-Philippe, contre lequel un parti s'est élevé depuis avec tant d'aigreur et, disons-le, d'injustice, ne rendit autant de services à la société, à l'ordre, et aux grands intérêts politiques de l'Europe.

LIVRE TROISIÈME

I. Soulèvement en Belgique. Origine de la question belge. — II. La révolution à Bruxelles. — III. Divisions dans les conseils du roi des Pays-Bas. Les princes hollandais marchent sur Bruxelles. Entrée du prince d'Orange dans cette ville. — IV. Mise en accusation des ministres de Charles X. Ils sont traduits devant la Chambre des Pairs. Leur attitude. Interrogatoires. Plan de Louis-Philippe pour sauver leurs têtes. — V. Réunion des États-Généraux à La Haye. Le peuple proclame à Bruxelles un gouvernement provisoire. Les troupes hollandaises investissent Bruxelles. Combats des journées de septembre. Défaite des troupes royales.

I

Une première difficulté extérieure venait de surgir pour ce gouvernement nouveau, qui cherchait avec tant de soin à les éviter toutes. Le contre-coup de la révolution de Juillet s'était fait sentir très-fortement en Belgique, et la situation morale de ce pays rendait probable une commotion révolutionnaire dans les Flandres. Ce soulèvement prévu ne tarda pas à se produire.

La création du royaume des Pays-Bas, c'est-à-dire la réunion de la Belgique à la Hollande,

avait été regardée, par les signataires du traité de Vienne, comme la plus habile de leurs combinaisons. Ils avaient cru y trouver une garantie certaine du maintien de l'équilibre européen; ils avaient pensé (et ce ne fut pas à leurs yeux le moindre avantage de cette conception politique) qu'ils venaient d'élever une barrière nouvelle entre le nord de l'Europe et les prétentions de la France.

Uniquement guidées par un intérêt personnel, les puissances ne se préoccupèrent point alors de l'intérêt particulier des Nassau. L'habileté reconnue du chef de cette noble maison, l'estime qu'il avait su généralement inspirer, ne dictèrent point leur choix; la raison politique fut seule invoquée en cette circonstance où l'on disposa de deux peuples sans les consulter, et sans consulter leur histoire. La population du nouveau royaume allait être de cinq millions d'habitants, dont trois millions appartenaient aux provinces belges formant jadis les départements français de l'Escaut, de la Dyle, de la Lys, de Jemmapes, des Deux-Nèthes, de la Roër, de l'Ourthe, de Sambre-et-Meuse et de la Meuse-Inférieure. Était-ce donc la Hollande que l'on réunissait à la Belgique? et la réunion n'était-elle pas tout à fait en faveur de cette dernière?

Ce fut cependant la Belgique qui chercha la première à rompre le lien qui unissait les deux

pays. Une opposition très-vive se manifesta dès les débuts du règne de Guillaume I^{er} ¹. Cette opposition renfermait deux éléments très-distincts l'un de l'autre : le parti catholique et le parti libéral. Le gouvernement ne croyait pas d'abord à la possibilité de cette dangereuse fusion, et lorsqu'il reconnut son erreur, il fit tous ses efforts pour rompre une alliance si menaçante. Mais il était trop tard, et ces efforts mêmes resserrèrent le faisceau qu'il voulait briser.

La Belgique de 1815 n'était pas beaucoup plus avancée, quant aux idées libérales, que la Belgique de 1780; et maintenant encore, malgré la force du temps et des choses, malgré le mouvement révolutionnaire de 1830, elle a conservé intacts au fond de ses riches provinces de nombreux souvenirs de la féodalité.

Le parti catholique, parti qui s'appuyait sur les mœurs et les traditions belges, devait naturellement détester toutes les mesures administratives prises dans le but de restreindre l'autorité séculière du clergé. Fort de son influence sur les populations, ce parti publia, peu de temps après la promulgation de la Loi Fondamentale (c'était le nom de la Constitution du royaume des Pays-Bas), un écrit par lequel il déclarait la Loi incompa-

1. Né le 24 avril 1772; mort le 12 décembre 1843.

patible avec les principes de la religion catholique romaine et défendait aux fonctionnaires de prêter serment. Cette défense n'ayant pas produit tout l'effet qu'on en attendait, l'archevêque de Malines prêta le serment exigé par la Constitution, en y mettant cette restriction : *qu'en aucun cas il ne pourrait tourner au détriment de la religion catholique*. Le roi, pour en finir, accepta la restriction telle que l'archevêque l'avait faite, et tout le clergé belge suivit l'exemple du prélat.

Un an plus tard, le nouvel élément dont l'opposition devait se composer allait se produire au grand jour et attirer l'attention du gouvernement, qui se voyait attaqué par deux ennemis, tandis qu'il avait cru n'avoir affaire qu'à un seul. Le parti libéral, seconde nuance de l'opposition, voulait que la Loi Fondamentale fût comprise et appliquée de la façon la plus favorable à la Belgique. Son désir était naturel et son but louable ; mais, adversaires exagérés de la domination hollandaise, les hommes qui le composaient ne surent pas toujours rester dans les bornes d'une opposition franche et loyale, exempte d'acharnement et d'injustice.

Une alliance se forma, sous le nom d'*Union*, entre ces deux fractions opposantes qui, bientôt réunies dans un même but, celui d'obtenir des réformes, se fondirent en un seul parti dont la devise allait être désormais : *L'union fait la force*.

Le complot qui devait renverser l'autorité hollandaise était donc aussi vieux qu'elle en Belgique, et, pendant les quinze années de la réunion des deux peuples sous un même sceptre, la coalition agissait et grandissait à côté du pouvoir. Ses principaux griefs furent : l'obligation de parler la langue hollandaise imposée à tous les fonctionnaires civils et militaires; les deux taxes si impopulaires sur la *mouture* et l'*abattage*; l'établissement de la haute cour de justice dans les provinces du Nord; enfin la création du collège philosophique de Louvain, ouvert aux jeunes ecclésiastiques qui devaient y étudier non plus seulement la théologie, mais simultanément la théologie et les sciences.

Et cependant la prospérité matérielle de la Belgique avait atteint son apogée; l'élan était général, parce que la protection du gouvernement s'était généralisée. Un esprit d'émulation s'emparant des provinces méridionales leur avait ouvert la voie des grandes spéculations. Le débit avantageux et facile des toiles de Courtray, des tapis de Tournay, des tissus de Gand, des dentelles de Bruxelles; l'exportation considérable des armes de Liège et de Namur ou des fers du Luxembourg, indiquaient la merveilleuse prospérité du commerce. L'Escaut, fier de sa liberté reconquise, amenait, comme au temps de Philippe II, les flottes du monde dans

le port d'Anvers, où le commerce était plus actif qu'à Rotterdam, ce vieux comptoir de l'Europe marchande.

L'histoire doit le constater : ce n'est point parce que le gouvernement des Pays-Bas a méconnu ou trahi les intérêts matériels de la Belgique que les Belges l'ont renversé. L'antipathie religieuse et la dissemblance des mœurs avaient préparé la révolution ; le caractère si indépendant des Belges, ce caractère politique que l'on retrouve partout et toujours dans l'histoire des Flandres, la rendait possible et probable ; quelques agitateurs l'accomplirent, et plus tard un parti sérieux s'en empara.

II

Cependant, après la révolution de Juillet, les propagandistes français promenaient dans Bruxelles la cocarde tricolore, parlaient bruyamment de liberté au théâtre et sur les places publiques, chantaient *la Parisienne* et *la Marseillaise*, vantant avec affectation les glorieuses destinées promises aux générations nouvelles qui avaient le courage de répudier les régimes anciens et de renverser les vieux trônes.

La garnison de Bruxelles était, en ce moment, composée de deux bataillons d'infanterie de la

garde, de deux bataillons de la ligne, de la garde municipale, de deux escadrons de cavalerie et de six pièces de canon. Cette garnison, qui présentait une force d'environ dix-huit cents hommes d'infanterie et deux cent cinquante chevaux, se trouvait placée sous les ordres du comte de Bylandt, gouverneur du Brabant; le gouvernement civil de cette province était confié au baron Van der Fosse, et M. de Knyff avait la direction générale de la police. Sur eux seuls allait retomber la responsabilité des événements qui se préparaient, car le roi résidait alors au château du Loo, en Hollande, ainsi que le prince d'Orange et le prince Frédéric des Pays-Bas, ses deux fils.

L'orage éclata tout à coup; depuis deux jours, une agitation inusitée avait semé dans Bruxelles de vagues inquiétudes, la police avait déjà trouvé sur les murailles de la ville des placards portant ces mots : « A bas Van Maanen ! Mort aux Hollandais ! » Le baron Van der Fosse et M. de Knyff jugèrent prudent d'ajourner les illuminations brillantes destinées à célébrer l'anniversaire de la naissance du roi, preuve irrécusable de faiblesse et de crainte dont le peuple comprit aisément les véritables motifs. Les ifs, les candélabres disposés dans le parc avaient été laissés debout; la populace les entoura dans la soirée du 23 août, en poussant des huées et des vociférations.

Le 24, des rassemblements se formèrent encore, et leur audace devint telle que les bourgeois barricadèrent leurs portes. Une troupe de jeunes gens bien vêtus, que la foule entourait et semblait protéger, s'était dirigée vers l'hôtel du prince de Gavre, grand chambellan de la reine. Aussitôt, le cri de « A bas les Hollandais ! » se fit entendre de nouveau, et, à ce signal, une volée de pierres fut lancée dans les fenêtres illuminées dont les vitres se brisèrent : la foule applaudit, et se retira sans qu'un soldat se fût montré.

Le lendemain, des rassemblements plus considérables encore occupaient, quelques heures avant l'ouverture de la salle, la place et les alentours du grand théâtre où devait être donnée une représentation de *la Muette de Portici*. Dès que les portes s'ouvrirent, la foule entra si nombreuse que plusieurs centaines de personnes se retirèrent, n'ayant pu trouver de sièges, même dans les couloirs. Ce singulier public, qui évidemment était venu chercher là des émotions révolutionnaires, faisait suffisamment connaître ses projets par sa turbulence et ses clameurs. Des acclamations accueillirent le lever de la toile, et, l'animation des acteurs répondant à l'exaltation de l'assistance, aucune des allusions patriotiques n'échappa aux applaudissements de la foule. Pendant les entr'actes, le foyer, les escaliers et le péristyle du théâtre étaient en-

combrés par des groupes qui répétaient les phrases du libretto, en s'excitant mutuellement. Le finale de la pièce fut accueilli d'une façon si bruyante que les explosions du Vésuve qui la terminent ne parvinrent pas à dominer le tumulte. En ce moment le volcan n'était plus, en effet, sur la scène, il était réellement dans la salle.

Enfin, la foule électrisée s'élança hors des portes en s'écriant : « A bas les Hollandais ! Vive la France ! Au bureau du *National* ! » Ce dernier cri fut accueilli par des hourras, et le peuple se précipita vers l'imprimerie du journal, où tout fut dévasté en quelques minutes. Une autre clameur se fit entendre : « Mort à Libri-Bagnano ! A bas le traître ! » Le rassemblement se portant alors vers la maison de l'éditeur du *National*, y brisa et détruisit tout. Fort heureusement, Libri-Bagnano, averti de l'approche de ces furieux, était parvenu à s'échapper. Dans cette maison, il ne resta rien d'intact que les quatre murs ; mais les saturnales de la populace excitée ne devaient pas s'arrêter là.

En vain quelques hommes de la police et de faibles détachements d'infanterie cherchèrent-ils à s'opposer à ce désordre ; le nombre des révoltés les contraignit à se retirer, et le vin bu dans les caves de Libri donnant aux pillards un nouveau courage, ceux-ci envahirent les boutiques des armuriers, et se dirigèrent, en tirant des coups de

fusil, vers l'hôtel du directeur de la police. M^{me} de Knyff s'y trouvait seule avec ses enfants ; réveillée en sursaut par les cris de l'émeute qui se ruait sur l'hôtel, elle n'eut pas le temps de fuir, et se vit contrainte d'assister à la dévastation de ses appartements ; ses voitures mêmes, traînées sur la grande place, furent brûlées sous les yeux du poste militaire, qui ne s'y opposa pas.

L'audace de la populace semblait s'accroître avec ses succès ; bientôt la foule armée se divisa en deux troupes, dont l'une se dirigea vers la demeure du procureur du roi Schuerman, et la dévasta, pendant que l'autre courait au Sablon, où était situé l'hôtel du ministre de la justice Van Maanen. Les portes de cet hôtel ayant été promptement forcées, les révoltés procédèrent méthodiquement à la destruction et au pillage. Puis tout à coup un cri s'éleva, auquel des bravos répondirent : « Brûlons la demeure du tyran ! » Et le feu fut aussitôt mis aux quatre coins de l'hôtel. En vain des pompiers et quelques gendarmes se montrèrent-ils en ce moment. Le peuple, irrité d'être interrompu dans son œuvre de vengeance, déchargea ses armes sur eux, et après les avoir chassés forma une farandole immense devant les décombres fumants.

Bruxelles semblait en ce moment abandonnée à cette bande de ligueurs ; nulle part les troupes

ne s'étaient montrées assez nombreuses pour rétablir l'ordre et se faire respecter; des postes avaient été désarmés; l'hôtel de M. Van der Fosse, plusieurs manufactures venaient encore d'être incendiés, et dans cette nuit terrible de pillage et d'anarchie, nul ne pouvait prévoir où s'arrêterait la fureur de l'émeute. Les citoyens honnêtes paraissaient terrifiés; ils suppliaient les généraux hollandais de rétablir l'ordre à quelque prix que ce fût; mais ceux-ci semblaient eux-mêmes succomber sous le poids d'une telle responsabilité. On savait qu'un détachement de chasseurs envoyé contre les pillards n'avait point fait usage de ses armes, d'après l'ordre de son lieutenant belge, qui lui-même avait obéi aux injonctions de la populace, et ce funeste exemple pouvait être suivi par une grande partie des troupes.

A la pointe du jour, les révoltés commencèrent à détruire les insignes de la royauté. La révolte devenait révolution. Les généraux de Bylandt et Wauthier comprirent alors qu'il était temps de la combattre sérieusement. Malheureusement, le peuple était devenu d'autant plus audacieux que la faiblesse des autorités lui avait jusque-là paru plus grande; les troupes envoyées dans les rues y furent reçues à coups de fusil; le général Wauthier se vit arracher la décoration qu'il portait; un autre officier supérieur fut désarmé; bientôt la démoralisa-

tion des soldats vint assurer le triomphe du peuple, et après quelques combats devant l'hôtel incendié de M. Van Maanen, les troupes se concentrèrent autour du palais, dans la partie supérieure de la ville.

Effrayés des progrès du tumulte et des affreux désordres qui en étaient la conséquence, plusieurs des habitants notables de Bruxelles, tels que MM. Félix de Mérode, d'Hoogvorst, de Stassart, de Sécus, Duval de Beaulieu, de Chasteler, et d'autres encore, se réunirent, dans la matinée du 26, au poste de la garde communale, et de concert avec ses officiers, procédèrent immédiatement à l'organisation d'une garde bourgeoise. On fit un appel au patriotisme des citoyens, qui recevaient des armes à mesure qu'ils se présentaient, et bientôt de nombreuses patrouilles de cette milice bourgeoise parcoururent les rues, tandis que d'autres détachements prenaient possession des postes que les troupes avaient abandonnés.

De son côté, la presse prêchait dans les termes les plus modérés l'obéissance au roi et le respect des lois : « Nous conjurons, disait le *Courrier des Pays-Bas*, nous conjurons les hommes qui possèdent quelque influence sur les classes laborieuses d'intervenir promptement. Que les ouvriers trouvent du travail, fût-il inutile ; tous ceux qui ne concourront pas au retour de l'ordre seront coupables. »

Mais il est difficile de s'arrêter sur cette pente

révolutionnaire vers laquelle les chefs de l'Union s'étaient vus si brusquement conduits. Les émeutiers avaient arboré le drapeau tricolore français; on le remplaça par la bannière rouge, jaune et noire du Brabant, et l'on vit bientôt cet étendard flotter sur la vieille tour de l'Hôtel de Ville, aux cris de « Vivent les Belges ! » On déclara que la cocarde orange, n'étant que l'emblème d'une famille, ne pouvait plus être celui de la nation, et l'on acheva d'enlever les écussons royaux des édifices publics et privés. Pendant ce temps, les troupes concluaient une sorte de trêve avec les révoltés, par l'intervention de la garde civique, et le comte de Bylandt promettait de ne pas attaquer si on laissait en repos, tout en leur procurant des vivres, les soldats qui bivaquaient devant les palais.

La milice bourgeoise, dont les rangs grossissaient à chaque instant, comptait déjà trois mille citoyens sous la bannière nationale qu'elle avait adoptée, et le baron Emmanuel d'Hoogvorst en avait pris le commandement. Les compagnies, après avoir choisi leurs chefs, furent envoyées par lui pour occuper les principaux points de la ville. Elles se faisaient précéder par des bannières sur lesquelles on lisait la formule parisienne : « Liberté, ordre public ! » et dispersaient les groupes, qui n'osaient plus se reformer ensuite.

Le soir, la ville fut illuminée ; chaque façade était éclairée par des lampions par ordre de l'autorité municipale, qui voulait remplacer ainsi les réverbères brisés les jours précédents. Grâce aux mesures prises par le baron d'Hoogvorst, et surtout grâce à la vigilance des citoyens, le repos de Bruxelles ne fut pas troublé pendant cette nuit. Toutefois personne ne se faisait illusion sur le véritable état des esprits ; personne, en effet, ne pouvait raisonnablement espérer que la multitude déchaînée eût si vite renoncé à ses prétendues vengeances et que l'émeute eût déjà dit son dernier mot.

III

Cependant les dépêches qui annonçaient l'émeute du 25 et du 26 août avaient été remises au roi Guillaume dans la soirée du 27. Le roi, profondément affecté, eut peine à surmonter sa douleur. Quittant à l'instant le château du Loo, il se rendit à La Haye, accompagné du prince d'Orange et du prince Frédéric. Un conseil de cabinet fut aussitôt assemblé, et le prince d'Orange le présida. Tous les ministres y assistaient, excepté M. Van Gobelschroy, qui se trouvait alors à Bruxelles. M. Van

Maanen offrit sa démission, et le roi la refusa. Alors, soutenu par plusieurs de ses collègues, le ministre insista pour l'adoption de mesures rigoureuses, dans le but de réduire les rebelles et de conserver la dignité de la couronne.

« Toute négociation avec les révoltés doit nécessairement, disait-il, augmenter leur audace, et peut être considérée comme une reconnaissance indirecte du droit de l'insurrection populaire; que les Belges confessent leur faute, qu'ils se soumettent à la volonté du gouvernement avant de jouir des bienfaits de sa clémence. Le royaume des Pays-Bas a été créé par les alliés, pour servir de digue entre la France et l'Europe; la Grande-Bretagne ne se départira pas des principes qui ont formé la base de sa politique étrangère pendant deux siècles; les Hollandais sont donc ses alliés naturels sur le continent, et le roi peut réclamer la coopération d'une armée et d'une flotte anglaises, si cela devient nécessaire. La faiblesse des rois a, plus souvent que la fermeté des ministres, amené la chute des empires. »

« Faites cesser sans délai les plaintes du peuple belge, répondait le prince d'Orange¹, offrez-lui quelques garanties pour l'avenir, et les signes de la rébellion disparaîtront, soyez-en sûrs. Ne comptez

1. Né le 6 décembre 1792; mort le 17 mars 1849.

ni sur les alliés ni sur l'Angleterre; dans l'état actuel de l'opinion publique en Europe, la politique et l'intérêt de tous les gouvernements les empêcheront d'intervenir en notre faveur; si nous tirons l'épée, nous ne devons rien attendre que de nos propres forces; quelques milliers de florins peuvent remédier aux dégâts faits par la populace; des millions ne sauraient rendre une couronne perdue. »

Funeste et constant antagonisme entré la politique de répression et la politique de concession que l'on voit, signal de décadence et de chute, se produire partout et toujours au milieu de circonstances de cette nature.

Confiant dans la popularité dont il jouissait en Belgique, le prince d'Orange offrit au conseil de se rendre seul à Bruxelles, chargé de pleins pouvoirs pour traiter avec la révolte. Il demandait en outre que son père acceptât la démission de M. Van Maanen; mais, obligé de céder aux volontés de la majorité, le prince dut se rendre immédiatement en Belgique, investi de pouvoirs incomplets et accompagné du prince Frédéric, son frère, auquel était confié le commandement des troupes.

Toutes les forces militaires disponibles furent aussitôt envoyées à Rotterdam, et embarquées pour Anvers. La cavalerie, l'artillerie, durent gagner rapidement les provinces méridionales par Utrecht

et la Frise. La *Schuttery*¹ fut appelée à un service permanent, et l'armée se disposa à entrer en campagne aux cris de : « A bas les rebelles ! »

Pendant ce temps, et en conséquence des pouvoirs que lui donnait l'article 97 de la Loi Fondamentale, le roi convoqua les chambres législatives pour le 12 septembre. C'était à La Haye qu'elles devaient se réunir.

Le 31 août, les princes portèrent leur quartier général d'Anvers à Vilvorde, où ils trouvèrent trois bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et huit pièces d'artillerie de campagne, qui s'y étaient arrêtés sur la demande faite au comte de Bylandt par les notables habitants de Bruxelles. D'autres troupes, échelonnées entre Gand et Alost, reçurent l'ordre de se concentrer sur Assche, et quelques détachements furent envoyés en avant pour éclairer la route depuis Vilvorde jusqu'à Laeken.

Dès que les princes furent établis à Vilvorde, un aide de camp partit pour Bruxelles, chargé de dépêches adressées au baron d'Hoogvorst, que le prince d'Orange invitait à se rendre au quartier général, pour assister à la délibération qui allait avoir lieu sur les mesures à prendre dans le but de rétablir en Belgique l'autorité du souverain

1. C'est la garde communale ou milice en Hollande.

légitime. Aussitôt la municipalité se réunit à l'Hôtel de Ville ; on discuta longuement la proposition du prince , et il fut décidé que le général d'Hoogvorst , accompagné de cinq notables influents, se rendrait à Vilvorde, pour y demander avec instance que le gouvernement accordât le renvoi de M. Van Maanen et le redressement des griefs. Cette députation devait encore inviter les princes à entrer dans Bruxelles sans autre escorte que celle de leurs aides de camp, afin de juger par eux-mêmes du véritable état des choses, marque de confiance que la population ne manquerait pas d'accueillir avec enthousiasme.

Lorsque le baron d'Hoogvorst et ses collègues furent introduits dans le cabinet du prince d'Orange, ce dernier, remarquant les rubans tricolores qui ornaient leur chapeau et la boutonnière de leur habit, dit aussitôt : « Vous connaissez le Code pénal, Messieurs, et vous savez sans doute que j'aurais le droit de vous faire arrêter si je me conformais strictement à ses dispositions , puisque vous portez un emblème de révolte ? — Nous regrettons vivement de paraître en votre présence, Monseigneur, d'une façon qui , peut-être, semble peu respectueuse à Votre Altesse, répondirent les envoyés ; ces couleurs ne sont pas le symbole de la révolte, mais celui de la nationalité belge, et elles ont été adoptées pour empêcher que le

drapeau français fût arboré sur les édifices de Bruxelles. » Après quelques instants d'un entretien plein d'affabilité, le prince ajouta que, n'ayant que des pouvoirs limités, lui et son frère demanderaient, comme mesure préliminaire, le rétablissement des insignes royaux. Vainement le baron d'Hoogvorst chercha-t-il à obtenir une modification à cette demande, les princes persistèrent dans leurs prétentions, et, au moment où la députation tout entière allait prendre congé, Guillaume d'Orange lui dit encore : « Messieurs, j'ai déjà fait connaître à deux de vos collègues ma résolution définitive ; cependant, et pour éviter toute méprise, voici une copie de mes conditions ; communiquez-les à vos concitoyens, et que Dieu vous amène à entendre la voix de la raison ; quant à moi, j'ai fait mon devoir. »

La députation était à peine rentrée dans Bruxelles que l'*ultimatum* des princes y fut généralement connu. Une excessive fermentation se manifesta bientôt, et les cris : « Aux armes ! à bas les Hollandais ! vivent nos couleurs ! » se firent entendre. La foule ne tarda pas à dépaver les rues, à abattre les arbres des boulevards pour élever des barricades, « tout comme à Paris, » disait-on. Les diligences et les voitures particulières furent renversées en travers des rues, où, avec des chariots, des tonneaux et des poutres, elles formèrent les

retranchements derrière lesquels des pavés, ces projectiles de l'émeute, furent promptement apportés. En un instant la ville fut en rumeur; les cris de la foule, le bruit des tambours, la blouse citoyenne, les armes diverses dont le peuple s'était emparé, et qui pour la plupart avaient jadis armé les soldats du duc d'Albe, tout cet ensemble frappait vivement par une extrême originalité.

Cependant les notables s'assemblaient à l'Hôtel de Ville pour y tenir un conseil, dans lequel on proposa d'accepter l'intervention des principaux membres du corps diplomatique, qui n'avaient pas encore quitté Bruxelles et s'étaient empressés d'offrir leur médiation officieuse. Bien que cette proposition fût vivement combattue par quelques-uns des membres du conseil, elle fut cependant adoptée, ainsi que le projet d'envoyer à Vilvorde une seconde députation, dans le but de demander quelques modifications aux conditions faites par les princes. Cette députation fut reçue au quartier général avec une sorte de solennité. Les deux fils du roi étaient assis devant une table, entourés de leur état-major. L'entretien s'engagea d'une façon fort animée, et le prince d'Orange renouvela l'énoncé de ses conditions. Les membres de la députation avaient, par un motif de convenance, ôté leurs rubans aux couleurs nationales; le prince revint en effet avec beaucoup de force sur la dou-

loureuse impression produite en lui par la vue de l'emblème séditieux qui avait remplacé la cocarde orange ; mais les députés discutèrent avec tant de fermeté cette question et celle de l'entrée des troupes, qu'à la suite d'une conférence des princes avec le ministre Van Gobbelschroy, il fut décidé que la garde civique de Bruxelles joindrait la cocarde des Nassau à la cocarde brabançonne, et que le prince d'Orange ; portant lui-même les couleurs nationales réunies à celles de sa famille , entrerait dans la ville le lendemain matin, accompagné seulement de son état-major.

Les députés retournèrent en toute hâte à Bruxelles ; ils avaient réussi dans leur mission. Une proclamation affichée le 1^{er} septembre à la pointe du jour fit connaître les résultats qu'ils avaient obtenus. On invita les chefs de la garde civique à réunir leurs bataillons sur la place de l'Hôtel de Ville, et la proposition relative à l'ancienne cocarde fut acceptée sans difficulté. Malheureusement le prince d'Orange, cédant aux représentations de son frère, avait, pendant la nuit, adopté la résolution nouvelle d'exiger, avant son entrée dans la ville, l'abandon des couleurs brabançonnnes. Deux aides de camp furent envoyés à quelques heures de distance pour parlementer sur cette question de détail avec les chefs de la garde civique, lesquels finirent par déclarer eux-mêmes

que désormais l'adoption simultanée de la cocarde orange et des couleurs brabançonne était devenue impossible.

Cependant, le caractère franc et chevaleresque du prince d'Orange ne pouvait s'accommoder de semblables retards; comprenant que toute demande de concession était désormais inutile, il fit donc savoir qu'il allait entrer dans Bruxelles, et céder au vœu de ses habitants; c'était, il faut le dire, une noble et courageuse détermination, car tous les officiers qui l'entouraient, et le prince Frédéric lui-même, lui reprochaient d'aller chercher ainsi un péril sans gloire. Dès que cette résolution fut connue, la garde civique se réunit : elle se composait de près de cinq mille hommes, dont une grande partie était armée de fusils. Les sections des faubourgs avaient pour armes des piques, des faux, et de vieilles arquebuses. Bientôt elle se mit en marche, ayant à sa tête le baron d'Hoogvorst, et se dirigea vers la porte de Laeken.

A midi parut le prince d'Orange, suivi de quatre officiers et d'une faible escorte de cavalerie; toute la plaine était couverte d'une foule curieuse dont les regards se portaient avidement sur la route que le prince parcourait. Au moment où il allait traverser le pont, deux de ses officiers hasardèrent encore quelques représentations. « La Providence a souvent veillé sur moi, leur dit le prince, et à

l'heure du péril, elle ne m'abandonnera pas. L'étoile qui depuis des siècles brille sur la maison de Nassau n'a pas encore pâli; je veux me confier entièrement en l'honneur et la loyauté des habitants de Bruxelles; ils peuvent être rebelles sans devenir pour cela de lâches assassins ». Et il congédia son escorte.

L'état-major de la garde civique l'attendait de l'autre côté du pont; il le reçut avec des démonstrations respectueuses; sur toute la ligne on lui présenta les armes, et les tambours battirent aux champs; mais aucun vivat ne se fit entendre. Lorsque le cortège arriva à la porte de Laeken, le prince parut éprouver une vive émotion en voyant la masse d'hommes armés qui s'étendait depuis cette porte jusqu'au centre de la ville; il s'arrêta, et se tournant vers les personnes placées près de lui, leur témoigna le désir de gagner la rue Royale, en remontant les boulevards, et de se diriger ensuite vers son palais. « Monseigneur, lui dit alors le baron d'Hoogvorst, toute la population réunie dans les rues, depuis la porte jusqu'à l'Hôtel de Ville, attend votre passage avec la plus vive impatience; éviter de prendre ce chemin produirait le plus mauvais effet. — Je me confie à vous, messieurs, » répondit le prince; et il continua sa marche.

Les rues qui avoisinaient les boulevards étaient coupées par de nombreuses barricades, en avant

desquelles on avait creusé de profondes tranchées, et ces obstacles continuels rendaient très-difficile le passage du cortège ; souvent à travers les défilés étroits ménagés au milieu des barricades un seul cavalier pouvait s'avancer à la fois, et le prince semblait étonné de ce système de défense si rapidement organisé.

Cependant le plus morne silence régnait toujours sur son passage ; pas un cri, pas un applaudissement ne venait l'interrompre ; de temps à autre, les yeux du prince s'arrêtaient avec plaisir, dans les rangs de la garde civique, sur un homme qui lui était connu ; il lui adressait alors quelques paroles flatteuses, mais aucun enthousiasme n'accueillait ses paroles, et l'émotion du prince s'accroissait d'autant plus que ce silence devenait plus significatif.

Lorsque le cortège fut arrivé à la hauteur du Marché aux Herbes, Guillaume d'Orange témoigna aux membres de la députation le désir de monter directement vers son palais ; une barricade interceptait le passage dans la rue de la Madeleine, et la populace se mit à crier : « A l'Hôtel de Ville, c'est le palais du peuple ! vive la liberté ! — Voilà une singulière liberté, dit le prince en se tournant vers M. Duval de Beaulieu, que celle qui ne permet pas à un homme de rentrer chez lui. » Mais comme les cris de la foule devenaient de plus en plus bruyants,

« Au nom de votre salut, monseigneur, répondit M. Duval de Beaulieu à voix basse, dirigez-vous vers l'Hôtel de Ville. »

Le prince dut alors commencer à craindre d'être considéré par cette population révoltée comme un otage destiné à lui garantir la paisible jouissance de ses conquêtes libérales. Toutefois, il prit le chemin de l'Hôtel de Ville, comme on le lui conseillait, et, parvenu en face du vieil édifice, il s'arrêta pour haranguer la foule en présence des membres du gouvernement provisoire réunis sur le perron.

Le prince d'Orange possédait à un haut degré cette éloquence naturelle qui frappe vivement les masses. Il termina son discours par le cri de : Vive le roi ! Mais peu de vivats répondirent à cet appel, et ils furent couverts par la grande voix de la foule qui acclamait Guillaume d'Orange et la liberté ! En ce moment, un homme du peuple mit la main sur la croupe du cheval que montait le prince ; l'animal, que les vociférations populaires avaient déjà prodigieusement effrayé pendant le trajet, frappa l'imprudent, qui fut renversé. Alors l'émotion des masses parvint à son comble. « Que le prince descende, et qu'il marche au milieu de nous ! disait-on de toute part. Nous ne sommes pas faits pour être foulés aux pieds des chevaux des Hollandais ! » Guillaume descendit alors de son cheval, prit celui d'un de ses piqueurs qui suivait

le cortège, et dit à haute voix : « Je ne veux plus monter ce cheval qui a renversé un de mes concitoyens, et je ferai au blessé une pension de cinq cents florins. »

Il est certain que le prince devait croire en cet instant que les révoltés avaient l'intention de le garder en otage, et de se servir de cette garantie contre le gouvernement dont ils auraient pu, de la sorte, braver la sévérité. Quoi qu'il en soit, du reste, et au moment même où il venait de faire entendre ces derniers mots, il dirigea rapidement son cheval vers les rues étroites qui conduisent de l'Hôtel de Ville de Bruxelles au Palais de Justice, et fut suivi de son état-major, avant même que les membres de la députation eussent pu deviner le but de cet étrange et brusque départ. Ils se mirent aussitôt en mesure de rejoindre le prince, qui, cherchant à se frayer un chemin vers le Parc, franchissait les barricades élevées sur son passage. Quelques hommes du peuple gardaient la place du Palais de Justice ; l'un d'eux s'élança vers lui en le menaçant de sa baïonnette s'il faisait un pas de plus. Heureusement un bourgeois détourna l'arme dirigée vers Guillaume, qui fut en cet instant rejoint par son état-major et parvint enfin au palais, où les membres de la députation lui témoignèrent combien ils étaient affligés des scènes qui venaient de se produire ainsi, sans qu'ils pussent les prévoir.

Après une courte explication, le prince invita plusieurs des notables à venir conférer avec lui sur les mesures capables de rétablir la tranquillité publique; on décida qu'une commission, composée de citoyens influents, serait chargée de présenter des propositions tendant à rétablir le bon accord entre le gouvernement et les habitants de Bruxelles. Enfin une proclamation annonça au peuple la détermination qui venait d'être prise à cet égard. A dater de ce jour, la garde civique adopta les mesures les plus sévères pour garantir le prince d'Orange de toute insulte de la part de la populace, et les personnages de la plus haute aristocratie se firent remarquer par leur zèle à remplir ce devoir, que la milice citoyenne avait si bien compris elle-même.

La commission devait avoir terminé son travail dans la matinée du 3 septembre; à dix heures elle fut introduite, et son président, le duc d'Ursel, annonça, en son nom, qu'elle demandait à l'unanimité la séparation des deux États. Le prince, étonné de ce vœu unanime, exprima le désir que cette grave question fût soumise sur-le-champ à une réunion de ceux des députés aux états-généraux qui se trouvaient alors à Bruxelles, des chefs de section et de tous les habitants notables. On s'empressa de faire connaître au dehors ce désir manifesté par le prince, et la réunion eut lieu. Elle

fut des plus intéressantes. « Messieurs, dit avec émotion Guillaume d'Orange, je vous ai appelés pour que vous me fissiez connaître franchement votre opinion sur les propositions de la commission. Est-il vrai que le vœu général soit pour une séparation administrative? — Oui, oui, la séparation! s'écria l'assemblée, dont la foule réunie au dehors répéta les acclamations. — Mais, dit le prince après un assez long échange de paroles, si la séparation avait lieu, jureriez-vous fidélité à la dynastie des Nassau? — Oui, répondit-on encore. — Et si les Français envahissaient le royaume, fraterniseriez-vous avec eux ou marcheriez-vous à mes côtés pour les repousser? — Nous repousserions les Français et nous résisterions de même à tous ceux qui voudraient se mêler de nos affaires. Vive la liberté! vive la Belgique! Restez parmi nous, prince; soyez notre chef, soyez notre roi! »

L'enthousiasme de l'assemblée dépassant toutes les bornes, la situation du prince d'Orange devenait de plus en plus difficile. Il remercia avec dignité des sentiments qu'on lui exprimait, ajoutant que son premier devoir envers le roi l'obligeait à donner aux Belges l'exemple de l'obéissance; mais que ses sympathies demeuraient avec eux et qu'il espérait revenir bientôt à Bruxelles, porteur de nouvelles satisfaisantes. Avant de se séparer,

l'assemblée signa la proclamation suivante, qui fut contre-signée par le prince.

« Habitants de Bruxelles, S. A. R. le prince d'Orange va se rendre immédiatement à La Haye, pour présenter nos réclamations à S. M. Il les appuiera de toute son influence, et il a lieu d'espérer qu'elles seront accueillies. Aussitôt après son départ, les troupes évacueront Bruxelles. La garde bourgeoise s'engage sur l'honneur à ne souffrir aucun changement de dynastie, et à protéger la ville et notamment les palais. »

Une heure avant le départ du prince, plusieurs citoyens influents, au nombre desquels se trouvait M. Van de Weyer, ayant sollicité l'honneur d'une dernière entrevue, le supplièrent encore de faire connaître au roi l'impérieuse nécessité de la séparation, ajoutant que, si une réponse favorable n'arrivait pas promptement, ils désespéraient de pouvoir maintenir la tranquillité dans la ville.

On assure que le prince leur répondit alors, qu'il leur déclarait confidentiellement ses sympathies pour l'opinion qu'ils venaient d'émettre au sujet de la séparation des deux pays; qu'il emploierait les meilleurs arguments pour amener le roi à céder sur ce point, mais qu'il craignait de ne pas réussir, à moins que son père ne fût con-

vaincu du désintéressement de sa conduite en cette circonstance, et que, pour arriver à ce but, il fallait qu'il pût montrer au roi une pièce confidentielle revêtue de leur signature, pièce dont ils s'engageraient à ne jamais divulguer le contenu.

Personne à Bruxelles ne met en doute aujourd'hui que cette attestation bizarre n'ait été remise aux mains du prince d'Orange, et la défiance politique de Guillaume I^{er} peut à peine faire croire à l'authenticité d'un pareil fait. Mais l'histoire, confidente de toutes les faiblesses, n'a-t-elle pas à enregistrer des faits plus étranges encore ? Après ce dernier entretien, le prince, montant à cheval, se dirigea sur Vilvorde, escorté jusqu'à Laeken par la garde bourgeoise. Désormais Bruxelles allait être confiée à la garde de ses citoyens.

IV

Revenons à la France. Assurément, si les gardes nationaux patriotes, qui s'étaient emparés, à Tours, de MM. de Peyronnet, de Guernon-Ranville et de Chantelauze ; à Granville, en Normandie, du prince de Polignac, avaient pu se douter des embarras qu'ils préparaient ainsi à ce gouvernement nouveau, qu'ils considéraient comme

le produit d'une victoire éclatante remportée sur l'ancien régime, ils eussent hésité à garder leurs prises.

C'est qu'en effet, c'était un déplorable et difficile incident au début d'une royauté encore mal affermie que le procès politique qui allait s'ensuivre et réveiller les vengeances populaires un moment endormies par le triomphe.

Louis-Philippe, dont toute la préoccupation était d'amoinrir aux yeux de l'Europe la portée révolutionnaire de la catastrophe de juillet et de se poser en conservateur devant les rois européens, lui monarque issu des barricades, Louis-Philippe avait espéré que tous les ministres de Charles X pourraient gagner les frontières et braver à l'étranger, du fond de quelque retraite, la condamnation sévère, peut-être capitale, qu'on eût jetée en pâture aux rancunes du peuple excitées par les agitateurs.

Leur arrestation modifiait nécessairement tout ce plan. Mais il faut ajouter, à l'éternel honneur de Louis-Philippe, qu'acceptant aussitôt la situation telle qu'elle lui était faite, il déclara que, quoi qu'il pût arriver, les derniers conseillers de Charles X ne périraient pas. C'était opposer une première digue au torrent révolutionnaire, et l'attitude des populations, lors du passage des voitures qui renfermaient les prisonniers pendant leur translation

à Paris, indiquait surabondamment toute la difficulté d'une pareille tâche. La Chambre des Députés se hâta de régulariser l'illégalité flagrante de ces arrestations faites spontanément et sans mandats d'amener. Dans la séance du 3 août, sur la proposition de M. Eusèbe Salverte, elle mit en accusation les ministres de Charles X pour crime de haute trahison. Dans la séance du 28 septembre, elle les traduisait devant la Chambre des Pairs, et décidait en même temps que trois commissaires, pris dans son sein, seraient nommés par elle au scrutin secret « pour en son nom faire toutes les réquisitions nécessaires, suivre, soutenir, et mettre à fin l'accusation devant la Chambre des Pairs, à qui cette résolution, et toutes les pièces de la procédure seraient immédiatement adressées. » Les commissaires nommés par la Chambre pour procéder aux premiers interrogatoires furent MM. Béranger, Mauguin, et Madier de Montjau.

Le château de Vincennes avait été choisi pour servir de prison aux quatre ministres, qui, poursuivis par des cris de mort pendant toute la durée du voyage, purent considérer ses vieilles murailles comme un véritable port de salut. Vincennes, confié à la garde du général Daumesnil, brave et inflexible soldat, dont M. Dupin a dit : « Il ne sut ni se rendre ni se vendre, » Vincennes, situé près de Paris, mais inaccessible aux fureurs populaires,

avait semblé au roi le meilleur refuge pour les ex-ministres pendant l'instruction de leur procès. Ils durent occuper d'abord quatre appartements séparés dans le pavillon de la Reine, puis on les transféra dans le donjon.

Leur attitude différait selon leurs antécédents et leur caractère : ainsi, tandis que MM. de Chantelauze et de Guernon-Ranville, pour lesquels l'infortune politique était une inconnue, paraissaient écrasés sous le poids de leur destinée, le prince de Polignac qui, par une coïncidence singulière, connaissait déjà ce donjon où il avait été renfermé sous l'Empire, conservait dans son abattement physique une apparence d'énergique impassibilité, et M. de Peyronnet un maintien d'une fierté en quelque sorte provocante, si toutefois cette épithète peut jamais être appliquée au malheur.

Des trois commissaires désignés par la Chambre des députés, M. Béranger, criminaliste très-distingué, était évidemment le plus capable et M. Mauguin le plus connu¹. M. Mauguin, esprit ardent mais léger, caractère dominateur mais inconsistant, parole facile et élégante mais froide et peu accréditée, après s'être jeté avec enthousiasme dans la mêlée révolutionnaire de Juillet, après avoir joué un rôle important comme membre du gouvernement provisoire au milieu des événements si graves

1. Mort en 1854, pauvre et ignoré.

et si rapides qui s'accomplissaient alors, M. Mauguin n'est jamais parvenu à posséder entièrement la confiance d'un parti, la faveur parlementaire, la popularité d'un tribun redouté et respecté : nature supérieure mais incomplète, comme on en rencontre si souvent dans le domaine de la politique, et radicalement impuissante à créer une position individuelle tout à la fois stable et élevée.

Les commissaires se rendirent à Vincennes dans deux voitures escortées par un peloton de gendarmerie ; ils furent reçus par le vieux général Dumesnil, à la tête de la garnison rangée en bataille ; honneurs rendus à la puissance parlementaire, et que M. Mauguin, dans son insatiable orgueil, eût souhaités plus grands et plus complets encore.

Les interrogatoires commencèrent. Un fait dominait toute la situation présente des ex-ministres. Seulement, en face de l'excitation populaire, il était difficile d'en accepter la rigoureuse logique : si les ministres, dans un gouvernement constitutionnel, sont responsables de leurs actes, c'est à la condition que cette responsabilité ne pèse jamais sur le souverain lui-même. Ici, au contraire, le chef de l'État avait été frappé aussi bien dans sa personne que dans sa dynastie, et rationnellement ses anciens conseillers politiques auraient dû être mis hors de cause. Mais les passions du moment parlaient plus haut que la stricte justice, et l'argument présenté

tout d'abord par M. de Polignac devait être écarté sans discussion sérieuse; d'ailleurs la responsabilité des vaincus vis-à-vis de leurs vainqueurs n'est-elle pas toujours, dans les choses humaines, une incontestable réalité?

Le prince se reconnut signataire des ordonnances de Juillet, refusa de dire lequel des ministres avait, le premier, conçu le plan du coup d'État, secret du conseil dont on ne pouvait convenablement exiger de lui la révélation; expliqua que le maréchal Marmont avait été tout naturellement investi du commandement de Paris, parce que le général Coutard se trouvait alors en province pour les élections, et, relativement à l'ordre donné de tirer sur le peuple, que, suivant les affirmations réitérées du maréchal, les troupes n'avaient tiré qu'après avoir été attaquées. Quant à l'ordonnance établissant l'état de siège, M. de Polignac déclara que la mesure était parfaitement légale à ses yeux, qu'il l'avait contre-signée et en assumait toute la responsabilité, quel que fût d'ailleurs le promoteur de la mesure. En somme, il s'efforça de couvrir, autant qu'il le pouvait, la personne de Charles X, et quelquefois aussi celle de ses collègues, témoignant dans cette difficile épreuve que, s'il n'avait pas eu l'habileté et la prévision politiques, il possédait du moins les vieilles traditions de la loyauté et de l'honneur.

M. de Peyronnet protesta d'abord contre le pouvoir, illégal selon lui, des commissaires désignés par la Chambre des députés. Il refusa de nommer l'auteur du rapport au roi qui précédait les ordonnances ; déclara hautement avoir rédigé celles qui dissolvaient la Chambre et qui réglaient le nouveau mode d'élections, ajoutant que l'article 14 de la Charte, dans les termes duquel le gouvernement de Charles X s'était strictement maintenu, lui attribuait complètement le droit de faire ce qu'il avait fait. M. de Peyronnet imita du reste l'exemple donné par le prince de Polignac, et, tout en déclarant qu'il était demeuré complètement étranger aux mesures militaires adoptées par le maréchal Marmont, garda un religieux silence sur les tendances personnelles de Charles X.

MM. de Guernon-Ranville et de Chantelauze ne suivirent pas une même ligne de conduite ; le premier déclara « qu'il avait combattu les mesures édictées par les ordonnances, telles que la modification du principe électoral et la suppression de la liberté de la presse. » Il ajouta que ce projet de coup d'État avait été discuté et adopté du 10 au 15 Juillet, que sa coopération personnelle s'était bornée à signer les actes qui constituaient le coup d'État lui-même, mais que, quoiqu'il ne l'eût pas souhaité, il n'en déclinait pas la responsabilité.

Le second, M. de Chantelauze, s'avoua nettement

le rédacteur du rapport qui précédait les ordonnances, rapport si remarquable, il faut bien le dire, par les vérités éternelles en politique qu'il énonçait avec une grande vigueur d'expression, et cette attitude hardie, sans provocation ni forfanterie, eût certainement suffi, dans un autre temps, pour concilier au ministre tombé les sympathies de la foule.

Puis on procéda à l'interrogatoire des témoins, parmi lesquels se trouvaient MM. Arago, Casimir Périer, Laffitte, Gérard; enfin M. Béranger prépara un rapport qui garde l'empreinte des passions de l'époque, et dont la lecture ferait sourire les hommes d'État d'aujourd'hui. L'infirmité de l'esprit humain éclate surtout dans ces contrastes que quelques années d'une génération suffisent bien souvent à produire. Leçons de l'histoire éternellement frappantes, mais aussi éternellement stériles.

Cependant plusieurs cours de l'Europe se préoccupaient déjà de l'issue de ce procès. C'était une crise fatale qui, en ébranlant le trône de Juillet, pouvait peut-être le renverser; une dangereuse et décisive épreuve de l'autorité du nouveau souverain sur les haineuses passions qui cernaient, pour ainsi dire, de toutes parts sa royale et clémentine volonté. Sortirait-il vainqueur de cette situation difficile? La question était très-sérieusement agitée par les cabinets européens.

Louis-Philippe ne l'ignorait pas, et son plan était déjà tracé ; faire présenter à la Chambre des députés une proposition tendante à l'abolition de la peine de mort et faire juger les ex-ministres par la Chambre des pairs, constituée en cour de justice, tel était ce plan, auquel adhéra le conseil, malgré quelques observations hasardées par Dupont (de l'Eure).

Dans la séance du 17 août 1830, M. Victor de Tracy proposa à la Chambre la suppression de la peine capitale. Une commission fut nommée, un rapporteur désigné. Ce rapporteur était précisément M. Béranger. Il présenta, dans les premiers jours d'octobre, son rapport qui concluait à un ajournement, et la discussion s'ouvrit sur ces conclusions. Elle fut des plus animées : MM. de Tracy, de Lafayette, de Kératry, combattirent vigoureusement la peine de mort ; ce dernier, abordant directement la question sous-entendue du futur procès des ministres, s'écria dans un langage tout académique : « Je l'atteste, Messieurs, s'il était possible de rassembler dans cette enceinte les parents et les amis des courageuses victimes de Juillet et de leur demander : Voulez-vous du sang pour du sang ? parlez ! le jury silencieux agiterait la tête en signe de refus, et retournerait avec sa noble douleur vers ses foyers déserts ! » Vainement M. Eusèbe Salverte répondit : « Ainsi donc, à en

croire la voix trompeuse de l'humanité, il faudrait dire à de grands coupables : Vous avez voulu faire tomber nos têtes, conservez les vôtres ; allez dans les pays étrangers jouir des richesses que vous avez amassées ; le temps suivra son vol , les passions seront amorties, on ne lira plus sur nos murailles l'histoire de nos troubles qu'avaient gravée les balles et la mitraille. Alors la compassion publique s'élèvera sur votre exil, elle demandera qu'on y mette un terme, et vous pourrez ramener une fois de plus votre pays sur le bord de l'abîme. » La Chambre vota, à une grande majorité, le projet d'une adresse au roi, demandant, dans certains cas, l'abolition de la peine de mort ; et une députation dut aller présenter cette adresse au chef de l'État, qui lui répondit : « Le vœu que vous m'exprimez était depuis longtemps dans mon cœur. »

Et ce n'était pas là une phraséologie vulgaire, mais bien la sincère expression d'une réelle et touchante vérité.

V

Les peuples marchent vite sur la pente des révolutions ; le jour même où le prince d'Orange sortait

de Bruxelles fut signalé par la révolte de Louvain, provoquée par des rapports exagérés sur les intentions de la garnison hollandaise, qui, disait-on, voulait désarmer et châtier les habitants de cette ville. L'évidence de la faiblesse du gouvernement devait nécessairement accroître l'audace de ses adversaires. Liège, Mons, Namur, Tournai, Ath, Charleroi, Dinan, Verviers, sympathisaient déjà avec l'insurrection et paraissaient vouloir suivre l'exemple de Bruxelles. Les gouverneurs hollandais des provinces flamandes avaient perdu toute leur autorité et devenaient incapables de s'opposer à l'explosion de l'opinion populaire.

Quant aux troupes commandées par le prince Frédéric, elles étaient ainsi réparties : un corps d'environ six mille hommes d'infanterie était réuni entre Vilvorde et Malines ; la droite de son armée s'appuyait à la route de Gand, entre Assche et Bruxelles ; la gauche s'étendait jusqu'à Dieghem, occupant la chaussée de Louvain et s'avancant jusqu'à Tervueren ; la réserve occupait Contich et Anvers. Le prince semblait vouloir attendre ou des instructions nouvelles ou des événements nouveaux, laissant des partis de volontaires sortir de Bruxelles et venir engager avec ses avant-postes d'insolentes escarmouches. Ce fut à Vilvorde qu'il reçut la députation des notables qui venaient le conjurer d'unir ses efforts à ceux de son frère

pour obtenir la séparation. Mais bientôt il recula son quartier-général jusqu'à Anvers, et assigna aux troupes hollandaises des cantonnements plus éloignés de la capitale.

Cependant le prince d'Orange s'était promptement rendu à La Haye, où son arrivée fut saluée avec enthousiasme par le peuple, qui l'avait cru perdu. Fidèle à sa promesse, il conjura son père d'accorder la séparation administrative que demandaient les Belges ; toutefois le roi Guillaume, qui avait accepté la démission de son ministre, M. Van Maanen, concession tardive accordée à l'opinion publique, ne voulut pas céder à une exigence d'une si haute portée. La session extraordinaire des États-Généraux fut ouverte à La Haye le 13 septembre, et le roi se contenta, dans son message, de les inviter à décider : « 1° si l'expérience avait démontré la nécessité de modifier les institutions nationales ; 2° si, dans ce cas, les rapports établis par les traités et par la Loi fondamentale entre les deux grandes divisions du royaume, devaient être, dans l'intérêt commun, changés pour la forme ou pour le fond. »

L'espoir que les provinces méridionales avaient conçu de voir redresser leurs griefs par les États-Généraux s'évanouit bien promptement en présence de l'exaspération antipathique que la plupart des députés hollandais manifestaient pour les inté-

rêts de la cause belge ; et pendant ce temps, l'inquiétude et le désordre faisaient à Bruxelles de trop rapides progrès.

Vainement la commission de sûreté avait menacé d'un châtimeut sévère les hommes qui troubleraient l'ordre légal ; sa proclamation fut déchirée. Bientôt le peuple s'empara de l'Hôtel de Ville, désarma plusieurs postes de la garde civique, arbora les couleurs brabançonnas, se partagea plusieurs caisses de fusils, et, après avoir déclaré la déchéance de la commission, proclama un gouvernement provisoire à la tête duquel devaient être placés MM. de Potter, Gendebien et Van de Veyer. Le club Saint-George activait le mouvement révolutionnaire par tous les moyens possibles ; il avait fait venir de la poudre en grande quantité, et, par ses inspirations, les femmes et les enfants passaient leurs journées à rouler des cartouches ou à fondre des balles. En un mot, la résistance prenait chaque jour un caractère plus sérieux.

Tandis que le peuple se préparait activement à défendre Bruxelles, de nombreux émissaires, envoyés au quartier général du prince Frédéric, affirmaient que l'anarchie et le désordre étaient dans le camp des révoltés, que la moindre démonstration de force ferait tomber les barricades et disparaître les rebelles ; enfin que la garde civique elle-même, fatiguée de l'émeute et désireuse du repos, se mon-

trerait favorable à toute entreprise du gouvernement faite dans le but de rétablir l'ordre et le règne des lois. Chaque jour, de nouvelles adresses, signées des noms les plus respectables, parvenaient au quartier général; tout semblait donc concourir à induire le prince et ses conseillers intimes en une erreur fatale par son résultat immédiat, plus fatale encore par ses conséquences.

Ajoutant foi à ces assurances mensongères, cédant à ces sollicitations si souvent renouvelées, le prince Frédéric fit partir un courrier pour La Haye, et les dépêches détaillées dont il était porteur, coïncidant avec l'avis de plusieurs membres de la première chambre des États-Généraux, le roi assembla sur-le-champ le conseil des ministres. Il y fut décidé qu'une proclamation serait immédiatement envoyée au prince, avec des pouvoirs pour agir comme il le jugerait convenable. C'était au nom du roi que la proclamation devait être faite, et, quant à la responsabilité de l'entreprise, Guillaume crut nécessaire de mettre son fils à l'abri de toutes les imputations odieuses qui pourraient lui être prodiguées si, contre toute attente, la résistance des habitants de Bruxelles amenait une déplorable effusion de sang.

Le courrier revint promptement à Anvers, et dans la nuit du 20 septembre un conseil de guerre fut tenu par le prince Frédéric. On s'occupa tout

aussitôt de faire imprimer la proclamation royale et de la distribuer à un grand nombre d'exemplaires. Un plan de campagne, dressé par le général Constant de Rebecque, avait été soumis au conseil de guerre et généralement approuvé; des ordres furent donnés aux troupes. L'armée hollandaise se composait de douze mille hommes d'infanterie, seize cents de cavalerie et quarante pièces de canon; la majeure partie de ces troupes fut dirigée sur Bruxelles; quinze cents hommes d'infanterie, quatre cents chevaux et huit pièces de canon devaient marcher sur Louvain. Le colonel Van Balveren s'avança par la route de Gand, pour occuper la porte de Flandre et les faubourgs de Bruxelles; le général de Favauge se dirigea, par la chaussée de Vilvorde, vers la porte de Laecken; MM. de Bylandt et Schuurman devaient forcer celle de Schaerbeek et pénétrer dans le Parc; enfin le général Trip marcha sur la porte de Louvain, et la batterie de réserve prit position sur l'éminence de terrain qui commandait les boulevards extérieurs, derrière le palais du prince d'Orange.

L'approche des troupes royales ne tarda pas à être connue; bien que plusieurs chefs de la garde civique et quelques-uns des membres de la commission de sûreté eussent jugé prudent de quitter la ville, la résistance s'organisa partout avec une grande énergie. En un instant les rues furent dépa-

vées, les barricades se multiplièrent, des projectiles de toutes sortes furent portés au haut des maisons pour pouvoir être lancés sur les troupes. Trois mille hommes environ de la garde civique, armés de fusils ou de pistolets, furent passés en revue sur la grande place; dans ce nombre étaient compris les quatre cents Liégeois commandés par M. Rogier, et un corps de volontaires dirigé par Grégoire, Mellinet et Niellon. Le baron d'Hoogvorst avait refusé le commandement général de huit sections dont se composait cette armée citoyenne, qui choisit pour son chef, d'abord le comte Vandermere, et ensuite le général Van Halen.

Cette revue était à peine terminée, que des paysans des villages voisins de Bruxelles entrèrent dans la ville, annonçant que les avant-postes des troupes royales n'étaient plus qu'à une portée de canon des faubourgs. L'arrivée de ces fuyards fut le signal de la plus étrange scène de désordre et de confusion; les portes et les fenêtres se fermèrent comme dans les tristes journées d'août. Le tocsin de Sainte-Gudule vint se joindre au roulement des tambours, pour appeler aux armes la population épouvantée. La majeure partie des habitants de Bruxelles croyait la résistance impossible; comment supposer, en effet, qu'une ville n'ayant pour toute défense que trois mille volontaires, téméraires mais indisciplinés, parviendrait à repousser

l'attaque des troupes réglées envoyées contre elle?

Nous avons dit que la plupart des membres de la commission de sûreté avaient abandonné Bruxelles. Toute l'autorité restait donc déposée entre les mains des chefs de la force active qui, dans ces moments difficiles, montrèrent de l'habileté et de la résolution. Voulant profiter de la confiance que les volontaires avaient en eux-mêmes, confiance qui semblait croître avec le danger, ils réunirent un corps de quinze cents hommes, le divisèrent en trois détachements, et l'envoyèrent attaquer les troupes royales; hardiesse inouïe qui, pour peu qu'elle obtînt l'apparence d'un succès, devait nécessairement donner au peuple la plus haute idée de ses défenseurs.

Les trois détachements, sortis de la ville par des portes différentes, rencontrèrent bientôt les avant-postes hollandais; ils se jetèrent dans des enclos défendus par des fossés et des arbres, et soutinrent jusqu'à la nuit une fusillade bien nourrie, puis se retirèrent sur Bruxelles en assez bon ordre, bien que la cavalerie hollandaise, les chargeant à plusieurs reprises, leur fit essuyer quelques pertes.

Enhardis par ce premier succès, les volontaires firent une nouvelle sortie dans la matinée du 22. Comme la veille, ils attaquèrent les troupes royales qui étaient restées dans une inconcevable inaction, et comme la veille aussi ils purent se retirer sans

être inquiétés; faute immense de la part des Hollandais, qui, voulant sérieusement s'emparer de la ville, souffraient ainsi que les habitants de Bruxelles pussent mettre en doute leur force pourtant si évidente.

Le 22, à six heures du soir, les chefs du mouvement se réunirent à l'Hôtel de Ville, où l'on devait discuter s'il fallait se rendre ou tenter de se défendre : les opinions furent diverses ; cependant la majorité semblait devoir adopter le premier de ces deux partis ; mais Grégoire , Roussel de Louvain , Mellinet et Niellon jurèrent, après une discussion violente, qu'ils défendraient Bruxelles jusqu'à la mort. La résistance fut donc décidée, et l'assemblée se sépara. Toutefois, à onze heures du soir, les sollicitations des négociants de la ville devinrent si vives, que l'on crut devoir revenir sur la décision qu'on avait prise. A minuit, une adresse signée par quarante notables, était rédigée et portée au prince Frédéric.

Malheureusement, dans la matinée du 23, le peuple, qui prenait goût à la petite guerre qu'on lui faisait, et peu à peu se joignait aux volontaires, se porta, comme les jours précédents, au-devant des troupes, qui cette fois paraissaient devoir attaquer sérieusement Bruxelles et s'avançaient sur quatre colonnes. « La plus calamiteuse et fragile de toutes les créatures, c'est l'homme, a dit le

vieux Montaigne, et quant et quant la plus orgueilleuse. »

La colonne de droite, ayant toute sa cavalerie en tête, traversa le faubourg et atteignit la porte de Flandre. Ne rencontrant pas de résistance, le commandant fut assez imprudent pour pénétrer dans la rue étroite qui, partant du canal de Charleroi, conduit au centre de la ville. Mais à peine ses hussards eurent-ils passé la porte de Flandre, qu'ils furent assaillis par un déluge véritable de cendres chaudes, d'huile bouillante, de chaux vive, de pierres, et par une fusillade meurtrière. Les chevaux tombaient mutilés, les hommes tués ou blessés par des mains invisibles. Les hussards, que démoralisait ce système de défense singulier et terrible, se jetèrent sur l'infanterie, et l'entraînèrent avec eux de l'autre côté du canal, où l'artillerie hollandaise était restée en batterie. Un grand nombre d'officiers et de soldats avaient succombé dans cette attaque, sous les bizarres projectiles de l'arsenal ordinaire des insurrections.

En face de la porte de Schaerbeek se trouvaient le prince Frédéric et le lieutenant général Constant de Rebecque. Le prince voulait éviter toute collision, et pensait d'ailleurs, sur la foi des adresses mensongères qui avaient été envoyées à son quartier général, que ses troupes n'allaient rencontrer aucune résistance sérieuse. Le général Constant de

Rebecque , accompagné de quelques officiers d'état-major , prenant aussitôt la tête de la colonne , s'avança vers la porte , croyant être accueilli , ainsi que le prince , par des démonstrations amicales ; son erreur ne tarda pas à lui être prouvée par la vive fusillade dirigée contre lui. Les colonnes hollandaises s'ouvrirent alors , et démasquèrent une batterie de six pièces de canon qui riposta avec avantage à la mousqueterie des barricades et des maisons. Bientôt les ouvrages extérieurs furent enlevés ; mais le feu des assiégés continuait d'une façon très-meurtrière pour les assiégeants , et les retranchements élevés devant la porte résistaient aux boulets de petit calibre des pièces hollandaises. Un détachement de sapeurs fut alors envoyé pour démolir le mur du fossé , et ce fut par cette brèche qu'une brigade d'infanterie , que protégeait le feu de quatre pièces de canon installées sur la terrasse du Jardin Botanique , pénétra dans la ville. Aussitôt elle se forma en colonne sur le boulevard , et , après une lutte assez sanglante , se jeta dans la rue Royale , où elle refoula tout ce qui se trouvait sur son passage jusqu'à la hauteur du Parc , qu'elle occupa ainsi que les palais qui l'avoisinent. Une deuxième brigade d'infanterie , ayant voulu exécuter la même manœuvre et tenter de prendre le même chemin , fut repoussée par le peuple , et forcée de suivre la ligne des boulevards pour gagner

le Parc, où elle s'enferma ainsi que la première.

Les troupes royales occupaient avant dix heures du matin les portes de Schaerbeek, de Louvain et de Namur, le Parc, les palais et la totalité des faubourgs; mais il devenait évident que le peuple était décidé à opposer une vive résistance à l'exécution du plan arrêté par le roi. Le général Trip en était, pour son propre compte, tellement convaincu, qu'aussitôt après avoir pris position sur le point qui lui avait été assigné, il adressa au prince Frédéric un rapport, dans lequel il établissait qu'il serait impossible d'occuper désormais le reste de la ville sans assiéger en quelque sorte chaque quartier, et sans dévaster la plupart des édifices importants de cette malheureuse cité, condamnée, par le mode de défense de ses habitants, à une ruine certaine et complète. A partir de ce moment, l'attaque hollandaise perdit toute son énergie.

Ce fut alors que le prince Frédéric, voulant avant tout conserver intacte sa réputation de modération et de prudence, ne pouvant d'ailleurs se résoudre à renoncer à cette trompeuse espérance qui venait de le placer dans une position si cruelle et si fausse, céda aux conseils du général Constant de Rebecque, et décida que les troupes garderaient les positions qu'elles avaient conquises, sans chercher à s'avancer davantage, et que l'on s'efforcerait d'entrer en négociations avec les chefs du peuple. Par ses

ordres, le lieutenant-colonel Gumoens fut envoyé comme parlementaire aux autorités révolutionnaires, afin d'obtenir que quelques-uns des hommes placés à la tête du mouvement vinssent au quartier général discuter avec le prince les moyens les plus convenables pour arrêter l'effusion du sang. Le parlementaire hollandais ne fut pas heureux dans sa mission. Brutalement assailli par la populace, il serait peut-être devenu sa victime, si Melinet et Niellon ne l'eussent arraché des mains de ceux qui l'avaient arrêté. Quelques heures se passèrent avant que Gumoens pût entrer en pourparler avec les chefs, qui semblaient vouloir négocier. Lorsqu'il leur eut expliqué l'objet de sa mission, ils chargèrent trois délégués de se rendre auprès du prince Frédéric; mais ceux-ci ne voulurent pas remplir leur mandat sous le feu des combattants, et le projet dut être abandonné.

MM. d'Hoogvorst et de Coppyn se montrèrent meilleurs citoyens : dès que la nuit fut venue, le feu s'étant ralenti entre les troupes et le peuple, ils s'avancèrent, un drapeau blanc à la main, vers le quartier général du prince, établi dans une maison voisine du Jardin Botanique. Admis en sa présence, ils lui exposèrent courageusement la situation morale de Bruxelles, et aussi toutes les dispositions que le peuple avait prises en vue d'une résistance désespérée. « Monseigneur, dit M. d'Hoog-

vorst ; il n'y a d'autre moyen d'obtenir une trêve et d'arrêter l'effusion du sang, que de publier le plus promptement possible une proclamation annonçant en termes positifs : 1° une amnistie générale, c'est-à-dire sans aucune exception ; 2° la certitude d'une séparation administrative ; 3° la promesse que les troupes reprendront la position qu'elles occupaient avant le 24 septembre. »

Le prince ne voulut pas prendre sur lui la responsabilité d'un acte semblable, sans avoir préalablement reçu des instructions de La Haye. La discussion fut longue ; elle dura toute la nuit, et M. d'Hoogvorst multiplia les arguments favorables à sa proposition. Cette importante entrevue ne cessa qu'aux premières lueurs du jour et aux premiers bruits du tocsin.

Désormais, l'attaque des troupes royales devait se changer en défense. Les volontaires liégeois, commandés par M. Rogier, et qui dans la matinée de la veille étaient sortis de Bruxelles, alors qu'il y avait doute sur la possibilité de la résistance, s'étaient hâtés de rentrer dans la ville, et les insurgés wallons accouraient en grand nombre par toutes les issues que les Hollandais avaient imprudemment négligé de garder. Une commission administrative provisoire s'était établie ; elle se composait de MM. d'Hoogvorst, de Coppyn, Vanderlinden, Rogier et Joly. Beaucoup de citoyens,

jusqu'alors paisibles et inquiets spectateurs de la lutte, commençaient à y prendre part et voulaient venger la destruction de leurs propriétés. MM. Gendebien et Van de Weyer avaient fait entrer dans la ville quatorze barils de poudre, et, pour exciter davantage le peuple, afficher sur toutes les places une proclamation sans signature, annonçant que le prince Frédéric avait promis à ses soldats le pillage de Bruxelles pendant deux heures. De moment en moment la position des Hollandais devenait plus critique; les volontaires, logés dans les édifices qui entourent et dominent le Parc; entretenaient contre les troupes hollandaises un feu meurtrier auquel elles ne pouvaient riposter qu'avec un désavantage évident. Une barricade avait été construite au coin de la place Royale et en face de la porte du Parc; postés derrière ce retranchement, des centaines d'insurgés faisaient continuellement pleuvoir sur les canonniers royaux une grêle de balles contre laquelle rien ne pouvait les abriter. Chose à peine croyable! les généraux hollandais, négligeant les précautions les plus ordinaires, ne firent construire aucun ouvrage pour protéger leur artillerie et leurs tirailleurs. Ces braves et malheureux soldats s'étaient créé une sorte de rempart avec les corps de leurs chevaux, mais tombaient presque tous sous les coups de leurs ennemis invisibles. Chose plus étrange encore! on ne fit aucune

tentative pour s'emparer de l'hôtel de Bellevue et des autres édifices qui servaient de forteresses aux insurgés. Le prince Frédéric s'était déterminé à rester sur la défensive, et à maintenir sa position au centre d'une ville dans laquelle il espérait toujours établir des intelligences. Martyr de ce système, aussi dangereux qu'inefficace, il ne perdit peut-être la partie que pour n'avoir pas voulu la jouer.

Durant trois jours et trois nuits, le prince demeura dans cette attitude passive; assurément, il pouvait bombarder la ville et la forcer à arborer de nouveau la bannière orange. Mais lorsque cette proposition lui fut faite, il la repoussa avec horreur; noble mouvement d'un cœur généreux, dont la population de Bruxelles ne lui tint pas compte, en calomniant son caractère et en outrageant sa clémence.

Il avait fait connaître au roi comment de faux rapports l'avaient trompé sur le véritable état des esprits dans cette ville qu'il renonçait à soumettre par la force. Des instructions paraissent lui avoir été envoyées de La Haye, et, dans la nuit du 27, l'ordre fut donné aux troupes d'abandonner Bruxelles; elles évacuèrent en silence le Parc et les palais qu'elles avaient occupés, conservèrent pendant deux jours les positions prises par elles la veille de l'attaque, et commencèrent, le 29, leur mouvement de retraite sur Anvers, où se porta le quartier général. Les divers corps furent can-

tonnés à Walhem, Dusse, Lierre et Boom. Le duc de Saxe-Weimar, qui avait pris le commandement de l'avant-garde, établit ses avant-postes au village de Sempst.

La perte des Hollandais fut environ de neuf cents soldats tués, blessés ou prisonniers ; et parmi les blessés nous devons compter le lieutenant général Constant de Rebecque. La perte des Belges fut de dix-huit cents hommes tués ou blessés. Ainsi se termina cette expédition entreprise sous l'influence d'une erreur déplorable.

Bien que la retraite des troupes royales eût été effectuée dans le plus grand ordre et sans que les Belges songeassent à les poursuivre, elle fut le signal du soulèvement général de la Belgique. Les couleurs brabançonnnes allèrent bientôt de clocher en clocher apprendre aux populations étonnées le triomphe de la cause populaire et la défaite des troupes envoyées pour comprimer la révolution naissante. Les chants de victoire qui retentissaient sur les places publiques de Bruxelles devaient promptement trouver un bruyant écho dans les Flandres, et, comme les murs de Jéricho s'écroulant aux sons de la divine trompette, l'édifice si péniblement élevé par le congrès de Vienne ne devait pas tarder à tomber aux cris d'un peuple soudainement épris de son indépendance et de sa nationalité.

LIVRE QUATRIÈME

I. Émeute du 18 octobre à Paris. Proclamation du préfet de la Seine. Changement de ministère. Cabinet du 2 novembre. — II. Gouvernement provisoire en Belgique. Mission conciliatrice du prince d'Orange. Elle échoue. La ville d'Anvers est prise par les volontaires belges. Bombardement d'Anvers. — III. Situation de l'Europe. Naples et Guillaume Pépé. Avènement de Ferdinand II. Rome. Avènement de Grégoire XVI. Piémont. Grande-Bretagne. Élections et ouverture du parlement. Chute du cabinet Wellington. Prusse. Russie. Réponse de l'empereur Nicolas à la lettre de Louis-Philippe. — IV. Le ministère Laffitte, deux systèmes en présence. — V. La Pologne. — VI. Soulèvement du 29 novembre. Dictature de Chlopicki. — VII. Translation à Paris des ministres de Charles X. Leur procès.

I

Louis-Philippe avait, en provoquant d'avance l'indulgence publique en faveur des derniers ministres de Charles X, accompli la moitié de la tâche qu'il s'était imposée ; mais il lui fallait compter avec les haines populaires excitées par le parti de la révolution en permanence. Les républicains, trouvant avec raison que l'occasion était bonne, n'eurent garde de la laisser échapper. Une sourde fermentation excitée par eux se manifesta d'abord, puis l'émeute se montra au grand jour de la rue. Le

18 octobre, des groupes nombreux qui s'étaient formés dans les faubourgs, au Panthéon, sur la place Vendôme, se rejoignirent à un moment donné. Ils marchèrent sur le Palais-Royal en criant : Mort aux ministres ! et en agitant un drapeau dont la devise reproduisait ce vœu sanginaire. L'aspect de cette émeute était alarmant ; composée d'hommes sans aveu et de meneurs prêts à tout oser, elle s'avancait en grondant vers la demeure du roi, dont elle ébranla les grilles fermées à la hâte. Quelques bataillons de la garde nationale et un régiment de ligne qu'on semblait vouloir dérober aux regards derrière les uniformes de la milice citoyenne, formaient la petite garnison du palais ; elle fit si bonne contenance, que la sauvage multitude dut s'éloigner une première fois et prit le chemin de Vincennes. Averti de l'approche de ce sinistre cortège qui prétendait pénétrer dans le château et se faire justice par ses propres mains, le vieux Daumesnil vint au-devant de lui, et déclara que, si on tentait d'aller plus loin, il ferait, plutôt que de rendre ses prisonniers, sauter le donjon en l'air. L'énergique attitude du brave soldat arrêta les bandes furieuses ; elles rétrogradèrent vers Paris, tambour en tête, et leur flot vint encore se briser contre les grilles du Palais-Royal, où le conseil des ministres s'était réuni. On raconte que Louis-Philippe, se prome-

nant en ce moment sur la terrasse accompagné par M. Odilon Barrot, et entendant les nombreux vivats qui saluaient le préfet de la Seine évidemment flatté de la popularité dont son nom et son autorité semblaient entourés, lui dit en souriant : « Autrefois et à cette même place j'ai aussi entendu crier : Vive Pétion ! » Le roi affectionnait ce retour vers le passé, ces comparaisons des hommes et des choses de la révolution de Juillet avec les hommes et les choses de sa jeunesse. Quelques années plus tard il disait aussi, en parlant d'un de ses ministres, de M. Passy : « Passy, c'est Roland sans sa femme. »

L'émeute s'était dispersée, évanouie, en présence de la force organisée, comme cela arrivera toujours lorsque cette force sera suffisante et énergiquement commandée. Ce n'était qu'un coup d'essai, du reste, et tout le monde le comprenait. Mais le préfet de la Seine et le préfet de police avaient-ils fait leur devoir, tout leur devoir, dans cette circonstance ? S'étaient-ils suffisamment renseignés sur l'importance des rassemblements, sur les tendances véritables de la foule ? Avaient-ils su prendre les mesures nécessitées par la gravité de cet incident ? Il était permis de le contester. Le préfet de police, M. Girod (de l'Ain), s'était empressé de faire afficher une insignifiante proclamation, et là s'était bornée son action sur les masses ;

tandis que, de son côté, le préfet de la Seine s'adressait au peuple parisien en termes étrangement significatifs : « Vos magistrats, disait-il, sont profondément affligés des désordres qui viennent troubler la tranquillité publique au moment où le commerce et l'industrie, qui ont tant besoin de sécurité, allaient sortir de cette crise déjà trop prolongée. Ce n'est pas vengeance que demande ce peuple de Paris qui est toujours le peuple des trois grands jours, le peuple le plus brave et le plus généreux de la terre, mais justice..... Une démarche inopportune a pu faire supposer qu'il y avait concert pour interrompre le cours ordinaire de la justice à l'égard des anciens ministres... De là cette émotion populaire qui, pour les hommes de bonne foi, les bons citoyens, n'a d'autres causes qu'un véritable malentendu. Je vous le déclare en toute assurance, mes concitoyens, le cours de la justice n'a été ni suspendu, ni interrompu, et il ne le sera pas !... »

Ainsi le préfet de la Seine, donnant, le premier, l'exemple d'une déplorable anarchie dans les pouvoirs, ne craignait pas de blâmer publiquement un acte de la Chambre des députés, résultat du vote régulier d'une majorité considérable, et, avec l'unique désir de prendre une attitude particulière, de dessiner, pour ainsi dire, son individualité politique, s'adressait au peuple dans un

langage presque aussi révolutionnaire que celui de l'émeute.

Ce début administratif de M. Odilon Barrot produisit sur les classes bourgeoises une impression des plus pénibles sans satisfaire la multitude. Il était dans la destinée de M. Barrot d'obtenir toujours ce résultat négatif lorsqu'il serait au pouvoir ; mais, en revanche, placé dans les rangs de l'opposition , de frapper les coups les plus terribles et les plus sûrs. On ne saurait trop le redire : l'instinct de l'autorité et l'instinct de la discussion se détruisent mutuellement chez l'homme. On naît monarchiste ou républicain, conservateur ou révolutionnaire, et ces tendances premières ne font que se développer durant tout le cours de la vie. La destinée politique de M. Barrot a été singulière : âme loyale, cœur excellent, doué d'un talent de parole bien précieux dans les époques parlementaires qu'il lui a été donné de traverser, il n'a su que renverser, détruire, faire involontairement couler le sang et les larmes, pousser les gouvernements dans l'abîme, et, tout dévoué à son pays, à ses intérêts, à sa gloire, que contribuer largement, pour sa part, à mettre la France à deux doigts de sa ruine. Assurément il n'est pas le seul coupable, et bien d'autres noms viendront se grouper autour du sien dans la suite de ce récit. Mais il est un des plus coupables parmi ceux-là, à cause des talents

exceptionnels que la Providence lui avait départis, et elle semble avoir voulu montrer en sa personne comment un honnête homme peut causer à sa patrie autant de maux que le plus acharné et le plus redoutable ennemi de la société.

Louis-Philippe possédait un esprit trop gouvernemental pour n'être pas péniblement frappé des termes de cette proclamation de M. Odilon Barrot. Il parla du remplacement de ce dangereux fonctionnaire; mais le général Lafayette et M. Dupont (de l'Eure) soutinrent avec tant de vivacité le préfet de la Seine, que leur mutuelle démission semblait être au bout de leurs discours. M. Laffitte lui-même, quoique avec moins de chaleur, paraissait également disposé à défendre M. Barrot. Ami et confident du roi, le général Sébastiani voulut s'entremettre et proposa d'amener le préfet de la Seine à se retirer spontanément, de sa volonté personnelle; tentative avortée, qui ne produisit que de violents orages au sein du conseil. La portion modérée du ministère, c'est-à-dire MM. Casimir Périer, Guizot, Molé, de Broglie, Dupin et Bignon, par un sentiment de convenance et de dignité bien facile à comprendre, résolurent alors de s'éloigner du pouvoir et de remettre leurs portefeuilles entre les mains du roi. Vainement Louis-Philippe, qui voyait venir avec crainte le moment du procès des ex-ministres et aurait désiré conserver son cabinet

intact, au moins jusqu'à cette époque redoutée, fit-il individuellement les plus grands efforts pour ramener les hommes et détruire les dissidences; ses efforts furent impuissants. L'homogénéité dans le conseil, quelle que fût sa nuance politique, devenait du reste une impérieuse nécessité en présence des manœuvres des factions, et le calcul du roi n'aurait été juste qu'autant qu'un ministère de coalition eût vraiment présenté à ses adversaires un personnel franchement coalisé pour les combattre. Tout ce qui est divisé doit nécessairement périr.

Après bien des difficultés et des refus, M. Laffitte parvint, le 2 novembre 1830, à former une combinaison dans laquelle il devenait président du conseil et avait le portefeuille des finances; le maréchal Gérard, le département de la guerre; le maréchal Maison, les affaires étrangères; M. de Montalivet, l'intérieur; Dupont (de l'Eure), la justice; le général Sébastiani, la marine; et M. Mérilhou, l'instruction publique. Peu de jours après, le 17 novembre, un remaniement important devait modifier cette combinaison ministérielle : le maréchal Soult remplaçait le comte Gérard au ministère de la guerre; le général Sébastiani devenait ministre des affaires étrangères, et le comte d'Argout remplaçait ce dernier à la marine.

Cependant, la Chambre des députés qui, comme

nous l'avons dit, avait dans sa séance du 28 septembre, traduit les ex-ministres présents ou contumaces ¹ devant la Chambre des pairs, procédait à la nomination des commissaires chargés par elle de soutenir l'accusation, et son choix tombait sur MM. Bérenger, Persil et Madier de Montjau, le premier ayant réuni 226 voix, le second 201, et le troisième 256 sur 260 votants.

La Chambre des pairs avait, de son côté, pris le 1^{er} octobre un arrêté ainsi conçu : « La Chambre, vu le message à elle adressé sous la date du 30 septembre dernier, portant communication de la résolution prise par la Chambre des députés dans la séance du 28 du même mois, et de la nomination des commissaires chargés de suivre et soutenir l'accusation portée par ladite résolution :

« Arrête qu'à l'effet de procéder ainsi qu'il appartiendra sur ladite résolution, elle se réunira en cour de justice lundi prochain, 4 du présent mois, à midi. »

Les débats publics du procès des ministres ne commencèrent que le 15 décembre suivant.

1. Les ministres contumaces étaient, on le sait, MM. d'Haussez, de Montbel et Capelle.

II

Après la fatale issue de son entreprise militaire sur Bruxelles, le prince Frédéric s'était retiré à Anvers, où le prince d'Orange, son frère, reçut aussitôt la mission de se rendre, accompagné du duc d'Ursel, du comte d'Aerschot et de plusieurs autres membres belges des États-Généraux. A la suite de longues délibérations avec le corps diplomatique, le cabinet de La Haye s'était décidé à accorder au prince des pouvoirs suffisants pour établir une administration nouvelle en Belgique, en attendant l'exécution complète de la séparation demandée. Trois ministres et sept conseillers furent nommés pour assister le prince dans cette mission difficile. Une proclamation fut publiée, mais elle ne produisit aucun effet.

Les Belges s'étaient empressés de constituer le gouvernement provisoire qui devait présider aux destinées de leur pays. Ils choisirent pour le composer MM. Emmanuel d'Hoogvorst, Félix de Mérode, de Potter, Alexandre Gendebien, Sylvain Van de Weyer, Charles Rogier, Coppyn et Nicolay. De Potter, qui avait été poursuivi pour délit de presse sous l'ancien gouvernement et s'était rendu

à Paris, où il avait eu de fréquents rapports avec M. de Lafayette, fit dans les Flandres une entrée triomphale. Bruxelles l'accueillit avec un inexprimable enthousiasme. On le proclamait le libérateur du peuple, l'auteur de la révolution. Qui eût dit alors que, peu de jours après, son nom serait complètement oublié en Belgique? Mais, du reste, le républicain de Potter ne devait-il pas se souvenir que la roche Tarpéienne est près du Capitole, et que la popularité des tribuns se perd aussi vite que celle des rois?

De très-grands obstacles entouraient le prince d'Orange dans sa mission conciliatrice, car les généraux hollandais, désireux de venger les outrages qui leur avaient été prodigués, se montraient peu disposés à seconder une politique favorable aux intérêts belges. Juan Van Halen, réfugié espagnol, devenu général dans l'armée bruxelloise, avait écrit au prince « qu'un libéralisme sans bornes pouvait seul désormais l'empêcher de porter la peine des fautes de sa famille, et qu'il était de la plus haute importance que l'intervention du roi ne parût dans aucune des mesures qu'il allait prendre. »

Depuis le 5 jusqu'au 16 octobre, le prince hésita entre l'intérêt politique et le devoir filial. Enfin, après avoir fait inutilement de nouvelles démarches auprès de la commission chargée par le gouverne-

ment provisoire de rédiger un projet de constitution; après avoir vu ses intentions conciliatrices entièrement paralysées par une violente proclamation de son père, qui appelait les Hollandais, au nom de leur roi, de leur patrie et de leur Dieu, à prendre les armes contre les *rebelles*, il adopta tout à coup la résolution d'interrompre toutes relations avec le gouvernement hollandais et de se mettre à la tête du mouvement. Un manifeste fut la conséquence de l'adoption de cette nouvelle ligne politique; mais il ne produisit pas l'effet qu'on en avait attendu : il offensa les susceptibilités du gouvernement provisoire, qui, dans une proclamation, déclara que l'indépendance nationale n'avait pas besoin de ratification, et d'un autre côté, le roi, irrité des tendances libérales et indépendantes que son fils avait hautement manifestées, révoqua les pouvoirs qu'il lui avait accordés. Se voyant isolé de la sorte, le prince d'Orange éprouva bientôt le désir de revenir sur ses pas, comme tout homme qui, s'étant trop avancé dans le combat, ne se voit soutenu par aucun parti. Il s'efforça de conclure un armistice, mais cette tentative fut encore repoussée. Le 24 octobre, le général Chassé, suivant les instructions qu'il avait reçues, mit en état de siège la ville d'Anvers que l'esprit révolutionnaire commençait à envahir, et le prince, après avoir délié de leur serment de fidélité les officiers

belges qui avaient offert leur démission pour ne pas marcher contre leurs compatriotes, s'embarqua pour Rotterdam dans la nuit du 25, et adressa un noble adieu à cette terre dont il s'éloignait le cœur navré.

Un événement d'une importance relativement considérable allait, du reste, briser les derniers liens qui attachaient la Belgique à la dynastie des Nassau :

Peu de jours après l'entrevue qu'il avait eue avec son frère, entrevue si pénible pour tous les deux, le prince Frédéric avait quitté Anvers profondément affecté des calomnieuses imputations dont les journalistes belges l'assaillaient dans l'ivresse de leur victoire. Les souffrances morales qu'il avait si vivement ressenties avaient porté à son comble l'irritation des généraux hollandais placés sous ses ordres, et le général Chassé, gouverneur d'Anvers, l'avait partagée à un haut degré. De graves événements ne tardèrent pas à l'accroître encore, tout en conseillant à ce vieux soldat une résolution terrible dont Anvers devait être victime.

Les Hollandais, abandonnés par un grand nombre d'officiers de leur armée, qui se soumettaient aux ordres du gouvernement provisoire, s'étaient repliés sur le Ruppel et les Deux-Nèthes. Toutes les forces belges s'étant réunies sous le commandement du général Nypels, qui avait remplacé Van

Halen, arrêté par ordre du gouvernement provisoire et accusé de viser à la dictature ¹, s'étaient mises à la poursuite des Hollandais. La colonne commandée par Niellon comptait environ trois mille hommes d'infanterie, quelques cavaliers et six pièces de canon; celle commandée par Nypels et Mellinet se composait d'environ quatre mille hommes d'infanterie et d'une compagnie d'artillerie.

Bientôt les Belges furent maîtres de tout le pays depuis la rive gauche du Ruppel et des Deux-Nèthes, jusqu'aux portes d'Anvers. Le 24 octobre, leurs chefs s'étant réunis en conseil de guerre, il fut décidé que leurs colonnes se porteraient simultanément sur Anvers par la chaussée de Lierre, Duffel et le pont de Walhem. Ces mouvements s'exécutèrent en effet dans la soirée du 22, et le 25, après plusieurs escarmouches contre les Hollandais, les deux corps réunis de Mellinet et de Niellon attaquèrent l'arrière-garde du duc de Saxe-Weimar qui occupait Berchem; combat très-vif, où le comte Frédéric de Mérode, dont on remarque le tombeau dans la cathédrale de Bruxelles, fut mortellement atteint au milieu des volontaires patriotes. A la suite de cette chaude rencontre, les

1. Il ne paraît pas que cette accusation ait eu aucune suite sérieuse, et le général Van Halen obtint, en se retirant, une pension du gouvernement belge.

Hollandais se retirèrent sous le canon de la citadelle d'Anvers, et des rapports sur la situation intérieure de la ville étant parvenus à Mellinet, ce dernier, exalté par ses succès, décida qu'une attaque serait tentée dès le lendemain matin.

Le 26 octobre, à la pointe du jour, Niellon et Nypels s'avancèrent en effet du côté du faubourg de Borgerhout, et s'étant emparés d'une demi-lune en avant de la porte, tournèrent contre Anvers les canons abandonnés par les Hollandais. Pendant ce temps, le corps de Nypels, débouchant de Berchem, marchait sur la porte de Malines, et la gauche des Belges, commandée par Mellinet, s'avancait vers Kiel, rejetant sur Anvers les colonnes ennemies.

Cependant, au bruit du canon, les insurgés de l'intérieur, que la présence du prince d'Orange avait pendant quelque temps tenus en respect, s'étaient jetés sur un petit navire rapproché du quai de l'Escaut et l'avaient pillé presque sous les yeux de l'équipage d'un bâtiment de guerre. Suffisamment armés, ils attaquèrent aussitôt les postes gardés par les Hollandais qui, forcés de se retirer devant de trop nombreux assaillants, se replièrent sur la citadelle. En un instant les portes furent brisées; Mellinet et Niellon entrèrent triomphants, et c'est ainsi qu'en moins de trois heures Anvers, ce point militaire si important, cette clef de l'Escaut, tombait aux mains des volontaires belges.

Il est vrai que le général Chassé avait commis une faute que les gens de guerre peu habitués aux combats des rues commettent assez ordinairement, celle de diviser ses forces en petits détachements, au lieu de les rassembler et de leur donner un grand centre d'action commune.

Cependant la régence, qui désirait obtenir un armistice, avait, aussitôt après le combat, envoyé à la citadelle un parlementaire que plusieurs consuls étrangers accompagnaient dans cette mission. Le général Chassé conclut avec ce parlementaire une convention verbale, et un drapeau blanc fut immédiatement hissé sur les remparts de la citadelle.

Malheureusement Mellinet et Niellon n'avaient pas été consultés par la régence. Furieux de ce qu'ils nommaient une insulte à leur mandat, ils se rendirent à l'Hôtel de Ville, où Chassé venait d'envoyer un de ses officiers pour conclure avec la municipalité l'arrangement définitif; les généraux belges déclarèrent alors que la ville ayant été prise d'assaut, et que, par ce seul fait, la régence n'existant plus, toute l'autorité se trouvait désormais concentrée entre leurs mains. Ils dressèrent sur-le-champ un inadmissible projet de capitulation qu'ils envoyèrent insolemment au général Chassé, et que le vieux soldat rejeta avec indignation. Un grand nombre de volontaires belges

s'étaient, pendant ce temps, répandus dans des rues voisines de la citadelle. Ayant aperçu quelques soldats hollandais aux fenêtres de l'arsenal, ils les insultèrent et tirèrent sur eux. Les Hollandais ripostèrent aussitôt, et la fusillade s'engagea. Bientôt aussi les Belges, protégés par le feu d'une pièce de six, attaquaient à coups de hache la porte qu'ils renversaient, et s'emparaient de l'édifice. Il était alors quatre heures du soir.

Au même instant le pavillon blanc disparut, et une effroyable détonation jeta la terreur dans l'âme des malheureux habitants d'Anvers. La citadelle, cette menace permanente inventée par le duc d'Albe, venait d'ouvrir contre la ville le feu simultané de tous ses canons, et à ce signal la flotte hollandaise, stationnée dans l'Escaut, dirigeait vigoureusement ses coups sur les quais du port où les Belges étaient embusqués. Un véritable déluge de bombes et d'obus tombant alors sur Anvers, sembla devoir écraser cette malheureuse cité. Les nombreux projectiles éclataient et anéantissaient tout ce qui se trouvait sur leur passage; les toits et les murailles ne résistaient point au choc des bombes, dont les explosions continues étaient répétées par les échos des vieilles tours de la cathédrale; lugubre harmonie bien en rapport avec le triste spectacle que présentait alors la ville. Les habitants terrifiés se précipitaient dans les rues en

jetant des cris d'épouvante, ou se retiraient dans les caves de leurs maisons, espérant y trouver un abri. Quelques-uns réunissaient à la hâte leurs principales richesses qu'ils chargeaient sur des voitures, et s'empressaient de gagner avec leurs familles les campagnes environnantes. Des vieillards, des femmes, des enfants éplorés, qui n'avaient pas la force ou la présence d'esprit de fuir le danger, s'évanouissaient au milieu des rues, et plusieurs de ces malheureux furent étouffés sous les pieds des fuyards. Le sifflement des bombes, le bruit incessant de la canonnade, la chute des maisons et les clameurs effrayantes d'une population en délire formaient alors un épouvantable ensemble.

L'obscurité de la nuit vint bientôt ajouter à l'effet de ce terrible spectacle. En voulant déloger l'ennemi de l'arsenal qu'il occupait, Chassé avait incendié cet édifice et l'entrepôt général du commerce qui l'avoisinait. Une longue colonne de feu annonça ce déplorable résultat. Dans plusieurs directions les flammes s'élevaient jusqu'au ciel, dont la voûte s'illuminant progressivement prenait une teinte sanglante que l'horizon reflétait au loin.

Plusieurs tentatives avaient été faites dans la soirée pour parvenir jusqu'à la citadelle et engager une négociation avec le général Chassé; mais le bruit de l'artillerie et la fumée avaient également empêché de voir et d'entendre les parlementaires,

dont les efforts, paralysés de la sorte, étaient devenus inutiles. Enfin vers dix heures du soir, une députation précédée par un trompette parvint à un avant-poste hollandais, et remit une lettre dont elle était chargée par M. Rogier, récemment arrivé à Anvers comme délégué du gouvernement. Bientôt on l'admit dans l'intérieur de la citadelle, et les quatre personnes dont elle se composait se trouvèrent en présence du général Chassé. La lettre qu'elles avaient apportée demandait qu'une suspension d'armes fût accordée jusqu'au jour, moment où l'on pourrait reprendre les négociations, « qui, selon toute apparence, n'avaient été interrompues que par la faute de quelques soldats ivres. » Le général Chassé répondit aussitôt « qu'il consentait à la proposition qui lui était faite, à condition que ses troupes ne seraient pas inquiétées davantage; mais qu'à la moindre agression il recommencerait le feu, et qu'il engageait le gouvernement provisoire à nommer une commission ayant des pleins pouvoirs pour traiter avec lui dans la matinée suivante. » M. Rogier ayant adhéré à ces conditions, le général Chassé donna immédiatement à la flotte et aux batteries de la citadelle l'ordre de cesser le feu. Le bombardement avait duré depuis quatre heures jusqu'à onze heures du soir. Le mal qu'il causa fut très-grand sans doute, mais dans le moment même on l'exagéra. L'estima-

tion générale des pertes s'éleva à près de quatre millions de florins. Il y eut de part et d'autre environ cent hommes tués et deux cents blessés. Les deux partis se sont renvoyé mutuellement le reproche de cette catastrophe. L'histoire, pour être impartiale, doit dire que les généraux belges eurent le tort immense de soutenir l'attaque engagée par les leurs ; mais qu'en profitant si vite de l'occasion qu'on lui offrait, le général Chassé se montra trop sévère. Il y a telles occasions où la patience change de nom et s'appelle générosité.

III

Cependant le bruit du canon de Juillet semblait être devenu pour l'Europe le tocsin des révolutions. Après avoir cherché un refuge momentané en Portugal et en Espagne, à l'issue du mouvement napolitain de 1821, le général Guillaume Pépé s'était embarqué pour Londres, où il ne tarda pas à se mettre en rapport avec les radicaux anglais de cette époque, sir Francis Burdett, sir Robert Wilson et le major Cartwright. Il voulut y poser les bases d'une société secrète, déjà nombreuse en Italie, celle « des frères constitutionnels européens » ; mais il s'aperçut bientôt qu'en Angleterre, dans ce

pays de grande liberté, de grande publicité, une société secrète semblait une anomalie véritable. Le duc de Sussex et sir Robert Wilson voulurent en connaître les statuts, uniquement par curiosité, et un jour que Pépé causait avec lord Holland de la société des Frères constitutionnels européens : « Je n'aime point, lui dit lord Holland, que l'on me parle de choses secrètes, parce qu'il m'arrive quelquefois d'improviser à la Chambre des lords, et alors je dis tout ce que je sais. »

En revanche, Guillaume Pépé obtint l'adhésion du général Lafayette, et lorsque la révolution de 1830 éclata tout à coup en France, il s'empressa de se rendre à Paris de Bruxelles où il était venu se fixer. Ses premières paroles furent pour demander le concours de la France dans l'entreprise qu'il méditait. « De quels secours auriez-vous besoin ? lui demanda Lafayette. — De deux mille hommes, répondit Pépé ; de dix mille fusils de munition, et de deux frégates qui escorteront l'expédition. » Lafayette, trouvant ces prétentions très-modérées, demanda cinq ou six jours pour arranger, disait-il, cette affaire avec le lieutenant général du royaume qui devait bientôt être proclamé roi des Français.

Les jours se succédèrent pourtant, et Pépé n'obtint point de réponse. Enfin, M. de Lafayette ayant appelé auprès de lui le général napolitain, lui dit que le roi des Français « semblait désirer beaucoup

voir le royaume des Deux-Siciles soumis à un régime constitutionnel, mais que, dans les circonstances où l'on se trouvait alors, Louis-Philippe ne pouvait faire autre chose que d'envoyer à son beau-frère, le roi François I^{er} 1, un mémoire où Guillaume Pépé exposerait de quelle façon on pourrait donner une constitution aux Deux-Siciles en évitant la moindre commotion révolutionnaire. »

Alors Pépé remit à M. de Lafayette un très-curieux mémoire qu'il avait fait rédiger, mais dont les idées politiques lui appartenaient en propre, et où nous trouvons le passage suivant :

« Dans l'état de détresse, de violence et de compression morale et matérielle où se trouve actuellement le royaume de Deux-Siciles, une nouvelle révolution dans ce pays est désormais devenue inévitable, et elle sera sanglante, parce que l'irritation des peuples est à son comble, et que maintenant il s'agit moins de sauver quelques principes que de défendre le droit sacré de l'existence de la nation. Là tout le monde est persuadé qu'il n'y a plus lieu à transaction : il faut que le gouvernement et les gouvernés se rencontrent sur le champ de bataille pour décider la lutte. En 1820, le peuple montra à quel degré de civilisation et de sagesse il était parvenu ; il fit une de ces révolutions de salut

1. Né le 19 août 1777; mort le 8 novembre 1830.

qui visent aux choses et non pas aux personnes. Il est à craindre qu'il ne se jette aujourd'hui dans une révolution de vengeance qui renverse les personnes et les choses.

« Ainsi le moyen unique de maîtriser une révolution imminente dans les Deux-Siciles est celui de la prévenir en se rangeant du côté de la raison et de l'inflexible nécessité. Il faut que le roi lui-même en prenne franchement l'initiative, et qu'il donne la Constitution établie en France, sauf toujours les modifications qui pourraient être exigées par des circonstances de localité. Le roi de Naples a certainement le droit de le faire, à moins qu'il ne veuille se considérer lui-même comme dépouillé de son autorité souveraine. La possibilité du succès est assurée, parce que la nation française, placée à la tête de la civilisation européenne, riche de force et de gloire, avec un prince qui se trouve attaché à la dynastie de Naples par les liens du sang, ne refusera certainement pas de faire usage de sa prépondérance morale et redoutable pour le soutenir dans une aussi salubre entreprise. »

Ce Mémoire semblait prédire tous les faits qui se sont produits plus tard ; il fut envoyé à Naples par le roi et la reine des Français. François I^{er}, déjà souffrant de la maladie qui devait le conduire au tombeau, fit répondre qu'il remerciait Pépé et qu'il songerait à son Mémoire, mais que le

danger n'était pas si prochain qu'il le croyait.

François I^{er}, homme politique éminent, avait jugé juste. Les embarras prévus par Pépé ne devaient, à dix-huit ans de distance, troubler que son successeur.

Il mourut le 8 novembre 1830, et ce successeur, Ferdinand II¹, en déclarant dans sa proclamation qu'il garderait les ministres de son père, indiqua que rien ne serait modifié de longtemps dans le système politique suivi jusqu'alors par le gouvernement napolitain.

Le cardinal François-Xavier Castiglione avait été élu pape, sous le nom de Pie VIII, le 31 mars 1829 ; après un pontificat de vingt mois, il mourut également dans la nuit du 30 novembre 1830. Pie VIII avait compris l'esprit et les besoins du siècle ; il s'était efforcé de les combiner avec les intérêts de la religion ; aussi reçut-il sans s'émouvoir le choc de la révolution de Juillet, révolution qu'il n'hésita pas un instant à reconnaître. On célébra les obsèques du pontife avec le cérémonial accoutumé, et le gouvernement provisoire fut composé, jusqu'à l'élection de son successeur, des trois chefs d'ordre et du camerlingue, réunis par le cardinal Pacca, doyen des cardinaux. Bientôt le conclave se forma, et le marquis de Latour-Maubourg,

1. Né le 12 janvier 1810.

ambassadeur du roi Louis-Philippe, vint offrir au sacré collège les compliments et les vœux du roi très-chrétien.

« Sa Majesté, disait-il, a éprouvé une vive douleur en apprenant la mort d'un pontife qui, dans un règne de trop courte durée, a fait briller sur la chaire de saint Pierre les dons de sagesse, de conciliation, de tolérance chrétienne si appropriés aux nécessités du temps dans lequel il a vécu. Le roi, dont la politique s'appuie sur le principe de non-intervention, fondement solide de l'indépendance des États, ne saurait avoir la prétention d'influer sur les sublimes travaux auxquels Vos Éminences se consacrent en ce moment. Mais ces travaux intéressent à un trop haut degré le bien général de la religion et l'avantage de la grande majorité des Français, pour que Sa Majesté puisse négliger de s'y associer par des vœux ardents et sincères. » Langage bien fait pour rassurer complètement sur les tendances de cette révolution de 1830 qui, dans le premier moment, avait effrayé la pieuse Italie par ses conséquences possibles, au point de vue de la religion.

Le cardinal Mauro Capellari fut désigné par le conclave pour succéder à Pie VIII, sous le nom de Grégoire XVI. Né à Bellune le 18 septembre 1765, et simple moine camaldule, il s'était promptement rendu célèbre non-seulement par la vivacité de sa foi, mais encore par l'étendue de ses connaissances

dans la science ecclésiastique et dans les langues anciennes. Mauro Capellari avait été proclamé cardinal le 13 mars 1826 ; il devait, ainsi que nous le verrons, avoir un pontificat long, et sinon très-brillant, du moins fort utile à la chrétienté.

On prit en Piémont les mesures les plus sévères pour que les communications avec la France fussent complètement interdites. Le cabinet de Turin entra plus intimement que jamais dans la politique de l'Autriche, et, tout en conservant ses relations avec le cabinet du Palais-Royal, tout en répondant à la notification de l'avènement du roi Louis-Philippe, il ordonna un désarmement général en Savoie, mit les forteresses en état de défense et l'armée sur le pied de guerre.

François IV, duc de Modène, tenait de son côté une conduite bien différente : il refusait de reconnaître Louis-Philippe et encourageait secrètement les projets des conspirateurs italiens, dans un but d'ambition personnelle. Ami du célèbre Menotti, François IV favorisait les plans formés par ce dernier pour l'indépendance de l'Italie, mais c'était avec la pensée d'y gagner une couronne, et sa franche adhésion aux projets des conspirateurs semblait devoir être entièrement subordonnée à leurs succès. Il était impossible, du reste, que la vive sensation produite par la révolution française de 1830 ne fit pas éclater un mouvement sem-

blable dans l'Italie centrale. On n'y était point d'accord, sans doute, sur les moyens d'exécution; mais le principe même d'un soulèvement révolutionnaire était admis par tous les hommes qui pouvaient ou devaient y prendre part. La conspiration s'y était graduellement formée, comme ces orages qui s'amoncellent lentement, puis éclatent tout à coup, à un instant donné, et embrasent tout l'horizon.

Ce fut au milieu de l'émotion générale suscitée par la révolution de Juillet que s'achevèrent les élections anglaises. Sur les quatre-vingt-deux membres élus par les comtés, le cabinet put réunir à peine vingt-huit partisans, et parmi les représentants des villes et des bourgs, trois seulement s'avouèrent ministériels. Dès ce jour, le duc de Wellington comprit que le pouvoir lui échappait.

Les élections eurent en Irlande une physionomie essentiellement révolutionnaire, des meetings y furent tenus par les soins des chefs de l'association réformiste; on y commenta les événements survenus en France et dans les Pays-Bas. O'Connell, tout en parcourant les comtés, soulevait les populations, disant, avec son éloquence âpre et passionnée, que l'Irlande devait se séparer de l'hérétique Angleterre, de même que la Belgique catholique avait déchiré le pacte qui l'incorporait à la Hollande protestante. A Tipperary, le peuple se ré-

volta, et si les autres provinces eussent secondé l'impulsion, nul doute qu'une révolution n'eût éclaté, d'où serait évidemment sortie l'entière émancipation de l'Irlande. Fort heureusement pour le cabinet anglais, les troupes royales parvinrent à étouffer ce commencement d'insurrection. Quant à l'Angleterre elle-même, le parti démocratique, affaibli par ses dissensions, n'y fit que des tentatives isolées qui, sans renverser la Constitution, causèrent de grands désordres et de grands malheurs. Les ouvriers désertèrent leurs ateliers et se répandirent par troupes dans les campagnes, pillant les fabriques et les maisons de plaisance, détruisant les machines, brûlant les manufactures, et menaçant la vie des fabricants après avoir dévasté leurs propriétés.

Le 2 novembre, le roi Guillaume ouvrit la première session du nouveau parlement, et le discours qu'il prononça en cette occasion renfermait le passage suivant, dont la haute signification fut longuement commentée dans toute l'Europe : « La branche aînée de la maison de Bourbon a cessé de régner en France, et le duc d'Orléans a été appelé au trône, sous le titre de roi des Français; ayant reçu du nouveau souverain l'assurance de son désir sincère d'entretenir avec ce pays des rapports de bonne intelligence et de maintenir inviolablement tous les engagements existants, je n'ai pas hésité à

continuer mes relations diplomatiques et amicales avec la cour de France.

« J'ai appris avec un profond regret la situation des affaires dans les Pays-Bas. Je déplore que le gouvernement de Sa Majesté Néerlandaise ait été impuissant pour préserver ses États de la révolte, et que la sage mesure par laquelle il a soumis les vœux et les griefs de son peuple aux délibérations d'une assemblée extraordinaire des États-Généraux n'ait pas amené de résultat satisfaisant. »

Ce discours de Guillaume IV exprimait nettement la pensée politique du cabinet. La révolution survenue en France y était acceptée par des expressions mesurées, presque bienveillantes, tandis que la révolution de Belgique, au contraire, inspirait la désapprobation la moins déguisée. A quoi tenait cette différence? Pourquoi le cabinet de Londres approuvait-il les événements qui avaient éloigné le roi Charles X du trône de France, et blâmait-il ceux qui venaient de séparer la Belgique de la Hollande?

C'est que le gouvernement britannique n'avait pas vu sans irritation et sans crainte la politique française adopter, dans les dernières années de la Restauration, une marche toute nouvelle, et M. de Polignac travailler à former avec la Russie une alliance étroite dirigée surtout contre l'Angleterre. Plan qui pouvait sembler national, puisque, s'il

permettait à la Russie d'établir sur le Bosphore sa prépondérance matérielle ou morale, il devait en revanche rendre à la France ses frontières du Rhin et toute la puissance territoriale que les traités de 1815 lui avaient ravie. Ajoutons que le roi des Français était bien connu en Angleterre par le long séjour qu'il y avait fait pendant l'émigration, et les relations intimes qu'il n'avait cessé d'entretenir avec les grands seigneurs de ce pays, entre autres le duc de Clarence et le comte Grey.

La position de l'Angleterre à l'égard de la Belgique était complètement différente. La révolution belge avait, pour le cabinet anglais, l'immense tort d'apporter une grave modification aux traités de Vienne. En détruisant ce royaume des Pays-Bas, que les puissances signataires avaient mis tant de soins à édifier, elle ouvrait à l'ambition française une issue facile vers le Rhin et l'Allemagne. Il était à craindre pour l'Angleterre, dans le cas où les Belges voudraient s'unir à la France, que cette dernière nation ne contraignît le roi Louis-Philippe à subir l'incorporation malgré ses répugnances manifestes. Il y avait, de plus, dans la révolution belge des affinités redoutables ; l'Irlande pouvait être entraînée d'autant plus facilement à en imiter l'exemple, qu'elle aussi dépendait d'un gouvernement qui ne parlait pas sa langue et ne professait pas son culte.

Telles étaient les appréhensions du cabinet britannique, lorsque le marquis de Bute vint présenter dans la Chambre des lords le projet d'adresse en réponse au discours de la couronne, projet qui, selon l'usage anglais, était l'exacte paraphrase des paroles royales. De vives interpellations furent adressées aux ministres, particulièrement par le comte Grey : « De quel droit, s'écria-t-il, le cabinet ose-t-il blâmer la conduite politique des Belges, faire l'éloge du gouvernement qu'ils ont abattu, et les signaler comme des sujets révoltés? Ne devrions-nous pas plutôt mettre à profit les cruelles leçons que cachent ces événements, et quand l'esprit de liberté se soulève de toutes parts autour de nous, préserver nos institutions du péril qui les menace en y introduisant des réformes tôt ou tard inévitables? »

Le duc de Wellington ¹ répliqua : « Loin de m'associer aux mesures auxquelles le noble lord vient de faire allusion, je déclare, en ce qui me concerne, que tant que je conserverai quelque autorité dans l'administration du pays, je croirai de mon devoir de m'y opposer. » Mais ces paroles, qui constataient que le ministre se départirait moins que jamais des doctrines exclusives et un peu surannées du parti tory, avaient perdu toute por-

1. Né le 1^{er} mai 1769; mort le 14 septembre 1852.

tée par suite de la position désespérée où se trouvait le ministère lui-même. Les attaques véhémentes qu'il eut à subir pendant la discussion de l'adresse donnèrent quelque éclat à cette longue agonie politique; elle devait être abrégée par une circonstance assez puérile dans son principe, mais dont les passions des adversaires du cabinet parvinrent sans peine à agrandir les proportions.

Selon une coutume anglaise, le nouveau souverain à son avènement au trône, et sur l'invitation qui lui en est faite par le lord-maire au nom de la Cité de Londres, doit dîner en grande pompe à Guildhall. M. Key ayant en conséquence présenté au roi la requête habituelle, la cérémonie avait été fixée au 9 novembre; mais le 7, les ministres informèrent le représentant de la Cité que la réunion ne pouvait avoir lieu. La nouvelle, rapidement propagée, émut au plus haut degré la population, et les membres du cabinet, interpellés dans les deux Chambres, déclarèrent que M. Key avait appris de bonne source qu'on devait profiter du désordre inséparable de toute solennité publique pour attaquer la suite du roi, et pour assassiner le duc de Wellington.

L'esprit de parti, s'emparant aussitôt de cette déclaration, reprocha aux ministres une impopularité qui contraignait le roi à priver les habitants de Londres de sa présence, et on alla jusqu'à les

accuser de félonie, puisqu'ils auraient dû, disait-on, exposer mille fois leur vie plutôt que de laisser un seul instant supposer que Guillaume IV pût trouver des ennemis parmi ses sujets. En Angleterre, de pareilles attaques sont mortelles. Il ne s'agissait donc plus pour le cabinet que de se retirer sans honte, lorsqu'un vote hostile des Communes vint fort à propos lui en offrir l'occasion.

Le 15 novembre, le lord grand chancelier présentait à la Chambre haute un nouveau bill ainsi conçu :

« Qu'il plaise à Leurs Seigneuries de décréter que si le roi actuel ne laisse pas d'enfants à sa mort, la duchesse de Kent, auguste mère de la princesse Victoria (née le 26 mai 1819, âgée par conséquent de onze ans et demi), héritière présumptive de la couronne, sera tutrice de la jeune reine et régente du royaume jusqu'à ce que la princesse Victoria ait atteint l'âge de dix-huit ans ; que si le roi Guillaume IV laisse la reine enceinte, et qu'il naisse un enfant posthume, la reine actuelle sera la tutrice de son enfant et régente du royaume jusqu'à sa majorité. »

Au même moment, le chancelier de l'échiquier soumettait à la Chambre des communes le bill concernant la liste civile du nouveau roi. L'opposition s'accrut en remarquant que le chapitre des pensions, ou grâces particulières, absorbait à lui seul

la moitié du chiffre total proposé, et elle n'hésita point à exprimer, dans l'amendement suivant de sir Henry Parnel, son improbation et ses défiances :

« Je demande qu'il soit nommé un comité spécial afin de prendre en considération les propositions faites par ordre de Sa Majesté pour l'établissement de sa liste civile. »

En vain M. Peel protesta-t-il avec une grande vivacité contre cette rédaction injurieuse, vingt-neuf voix de majorité adoptèrent l'amendement; puis, comme pour rendre la blessure plus profonde et la manifestation plus décisive, les Communes désignèrent, séance tenante, les membres du comité spécial.

Les ministres présentèrent alors au roi leurs démissions, qui furent acceptées, et le comte Grey fut invité à réunir les éléments d'une administration nouvelle. Il s'acquitta du reste de cette tâche avec une extrême facilité; car, prévoyant son entrée aux affaires, il s'était à l'avance assuré du concours de ceux de ses amis qu'il voulait associer à sa fortune. Le roi ratifia les choix du premier ministre; ce ne fut cependant que sur l'insistance obstinée du comte Grey qu'il se décida à faire entrer dans le ministère M. Brougham, qui s'était attiré son inimitié par les formes quelquefois acerbes de son caractère et la spirituelle ironie de sa parole.

Le 22 novembre, le comte Grey apporta aux

Chambres son manifeste ministériel, et le termina en exposant qu'il n'avait accepté le pouvoir qu'après avoir obtenu de la couronne l'autorisation de présenter un bill pour la réforme parlementaire, bill dont il prétendait faire une question de cabinet.

Les Chambres votèrent, peu de jours après, la liste civile du roi ainsi que le bill de régence, auquel il fut ajouté que la princesse Victoria ne pourrait, sans le consentement du Parlement, contracter mariage avant sa majorité. Il y était également stipulé que si la duchesse de Kent venait à former une seconde union sans l'assentiment royal, elle se trouverait déchuë de ses droits à la régence. Ces dispositions réglées, le Parlement, à l'occasion des fêtes de Noël, s'ajourna au 3 février 1831, donnant ainsi au cabinet le répit nécessaire à l'élaboration des diverses mesures qui devaient servir à inaugurer son avènement.

La Prusse offrait alors un spectacle non moins intéressant que l'aspect politique de l'Angleterre.

Il semble, quand on étudie avec soin la pensée du gouvernement prussien pendant la période historique qui commence en 1820 et finit en 1830, que toute la politique du cabinet de Berlin ait consisté, durant cette époque, en un combat intime mais incessant entre le souvenir des promesses passées, des promesses de 1813, et la persuasion d'une nécessité présente, entre certaines velléités

libérales, dans le sens germanique du mot, et la terreur du radicalisme professé par les sociétés secrètes; enfin entre l'instinct de fierté nationale et le sentiment des devoirs imposés par la Sainte-Alliance.

Lorsque la révolution française de 1830 fut soudainement annoncée à Berlin, cet événement si étrangement rapide parut devoir rendre difficile la situation de Frédéric-Guillaume III¹. Possesseur des provinces rhénanes dont la France avait été dépouillée, entouré d'ardents conseillers qui dédaignaient ou ne voulaient pas reconnaître tous les avantages de la prudence, il lui fallut la sagacité profonde dont la nature l'avait doué pour lui faire comprendre sur-le-champ le caractère véritable de cette révolution bourgeoise que l'on présentait comme la conséquence et la solution de celle de 1789. Son attitude vis-à-vis de la France devint aussitôt froide, mais expectante et calme, et sa politique intérieure subit d'intelligentes modifications. C'est ainsi qu'abandonnant momentanément son système d'union religieuse, il s'occupa davantage de resserrer les liens politiques et industriels qui devaient assembler un jour dans un même intérêt matériel et moral toutes les populations allemandes.

1. Né le 3 août 1770; mort le 7 juin 1840.

Plus que jamais aussi le gouvernement prussien établit alors dans ses journaux la comparaison des *garanties réelles* offertes par les institutions prussiennes avec les théories écrites des Chartes constitutionnelles, et la *Gazette d'État*, de Berlin, alla même jusqu'à insérer dans ses colonnes cette phrase au moins singulière : « La Prusse est une monarchie absolue entourée d'institutions républicaines. » Une plus grande liberté était en même temps accordée à la presse, et les rigueurs de la censure furent momentanément adoucies.

Mais un coup plus rude que celui de la révolution de Juillet 1830 ne devait pas tarder à être porté au système de modération adopté par Frédéric-Guillaume : nous voulons parler de cette révolution belge que nous avons précédemment racontée avec tous ses détails. L'insurrection de Bruxelles, sœur jumelle, du moins quant à la forme, de la révolution de Paris, venait en effet de renverser une des barrières élevées par les traités entre la Prusse et la France, mettant ainsi à découvert toute la ligne de frontières de ces provinces rhénanes qu'un parti français avouait hautement vouloir reconquérir à tout prix. De plus, la révolution belge s'attaquait directement à la puissance des Nassau, famille à laquelle Frédéric-Guillaume se trouvait attaché par les liens du sang et de la sympathie. Enfin la maison d'Orange

réclamait, en invoquant les traités de 1815, un concours que les stipulations de la Sainte-Alliance devaient nécessairement lui faire espérer.

La situation du roi de Prusse devint donc singulièrement pénible : inquiet de l'avenir, poussé à la guerre par la Russie et par le parti militaire, à la tête duquel se trouvait le prince royal, il lui fallut encore résister énergiquement à des sollicitations d'autant plus difficiles à repousser qu'on invoquait tout à la fois et la raison d'État, et les liens de famille, et la foi jurée. Un seul instant, la sagesse de Frédéric-Guillaume pensa faiblir, ce fut lorsque le bruit de la canonnade d'Anvers alla réveiller les échos du Rhin et faire tressaillir les mânes de Blücher. Une armée d'observation de vingt mille Prussiens était alors concentrée entre la Meuse et le Rhin.

Ajoutons, sans vouloir anticiper sur les événements, que ce fut un des plus grands faits du règne de Frédéric-Guillaume III que la réalisation de l'union politico-commerciale de l'Allemagne, expression fidèle de la pensée du grand Frédéric; à la Prusse en revient la gloire tout entière. Comme le vieillard de la fable, elle a su réunir en un seul faisceau les javelots désunis de la vieille terre germanique.

Quant à la Russie, on conçoit que tout en surprenant le cabinet de Saint-Pétersbourg, la révo-

lution de Juillet devait modifier profondément la politique de l'empereur Nicolas à l'égard de la France. Le gouvernement de la Restauration s'était, nous l'avons dit, montré très-partisan de l'alliance russe et disposé à entrer résolument dans un système d'une grande nouveauté, d'une grande hardiesse, qui eût créé pour la Russie comme pour la France une situation tout exceptionnelle en Europe. Avec la branche aînée de la maison de Bourbon ce système disparaissait, et le gouvernement nouveau allait chercher son point d'appui d'un autre côté. On savait ses prédilections plutôt anglaises que russes, et d'ailleurs la nomination du prince de Talleyrand au poste d'ambassadeur à Londres les indiquait surabondamment.

Mais en dehors de cette appréciation toute personnelle, il y avait un point de vue plus général auquel le Tsar devait nécessairement se placer : l'établissement du trône de 1830 ; c'était un nouveau triomphe de la Révolution en Europe ; et admettre par une attitude bienveillante, par des empressements diplomatiques, un fait politique de cette nature, c'eût été en quelque sorte se faire le complice de la révolution dont on prétendait au contraire se déclarer le plus ardent adversaire.

Voici quelle fut la réponse de l'empereur de Russie à la lettre autographe de Louis-Philippe :

« J'ai reçu des mains du général Athalin la lettre

dont il a été porteur. Des événements à jamais déplorables ont placé Votre Majesté dans une cruelle alternative. Elle a pris une détermination qui lui a paru la seule propre à sauver la France des plus grandes calamités, et je ne me prononcerai pas sur les considérations qui ont guidé Votre Majesté ; mais je forme des vœux pour que la Providence divine veuille bénir ses intentions et les efforts qu'elle va faire pour le bonheur du peuple français. De concert avec mes alliés, je me plais à accueillir le désir que Votre Majesté a exprimé d'entretenir des relations de paix et d'amitié avec tous les États de l'Europe. Tant qu'elles seront basées sur les traités existants et sur la ferme volonté de respecter les droits et obligations, ainsi que l'état de possession territoriale qu'ils ont consacré, l'Europe y trouvera une garantie de la paix, si nécessaire au repos de la France elle-même. Appelé conjointement avec mes alliés à cultiver avec la France, sous son gouvernement, ces relations conservatrices, j'y apporterai, pour ma part, toute la sollicitude qu'elles réclament, et les dispositions dont j'aime à offrir à Votre Majesté l'assurance, en retour des sentiments qu'elle m'a exprimés. Je la prie d'agréer en même temps, etc.

« NICOLAS ¹. »

1. Né le 6 juillet 1796.

A partir de cette époque, les dispositions de l'empereur Nicolas, non pour la France, mais pour le gouvernement français, furent complètement changées. Ajoutons que, vivement préoccupé de la révolution belge et des mouvements qui s'étaient produits sur plusieurs points de l'Allemagne, l'empereur réunissait sur ses frontières un corps d'armée considérable, destiné à aller combattre, fût-ce au delà du Rhin, le fantôme révolutionnaire, lorsque éclata l'insurrection polonaise, qui comprima ce premier élan et absorba naturellement toutes les forces de l'Empire.

IV

Le ministère Laffitte, composé d'éléments plus homogènes en apparence que celui qui l'avait précédé, et d'une nuance plus indiquée dans le sens révolutionnaire de Juillet, avait à lutter contre des difficultés nombreuses et diverses. Si les questions politiques se présentaient embrouillées et redoutables, la situation financière apparaissait également assez sombre; si dans le sein de la Chambre des députés, partiellement rajeunie par cent treize réélections qui allaient grossir le noyau du parti qu'on a nommé depuis parti conservateur, un com-

menacement d'opposition, de résistance aux tendances révolutionnaires, semblait prêt à se manifester par le seul effet du sentiment de lassitude qui suit toujours les grandes crises, le cabinet ne devait pas non plus compter beaucoup sur l'assentiment et le concours de Louis-Philippe, en adoptant une politique d'allures un peu vives et belliqueuses ; car la grande préoccupation du roi était, surtout dans ces premiers mois de règne, de ne pas « se faire d'affaires » avec les souverains de l'Europe, parmi lesquels il était venu prendre place.

M. Laffitte avait apporté au pouvoir une réputation d'habileté et de capacité qui s'évanouit promptement, laissant voir l'homme tel qu'il était en réalité, honnête, vaniteux et léger. Ses indiscretions prenaient quelquefois les proportions de fautes véritables : « Croiriez-vous, disait-il à des membres du corps diplomatique, au moment de la formation de son ministère, croiriez-vous que nous ne pouvons pas trouver un ministre des affaires étrangères ? » Son excessive personnalité devenait aussi très-souvent pour le cabinet une cause d'embarras intimes. Il aimait le roi, mais il l'aimait égoïstement, comme on aime son œuvre, et bientôt, par des raisons toutes personnelles, cette sympathie se changea en haine. Il y a certains détails qui, pour ne pas appartenir directement

à l'histoire, n'en servent pas moins à l'expliquer, à la faire comprendre. Peu de temps après la révolution de Juillet, la fortune de M. Laffitte, ébranlée comme tant d'autres et plus que bien d'autres, semblait avoir besoin d'un soutien momentané. Louis-Philippe proposa au banquier de lui acheter un domaine important, la forêt de Breteuil, et M. Laffitte accepta. Mais, orgueilleux dans sa détresse, et désirant qu'aucun soupçon ne pût s'élever sur la véritable situation de ses affaires embarrassées, il demanda que l'acte qui constatait cette vente ne fût pas soumis à la formalité ordinaire de l'enregistrement. Le roi consentit d'abord, puis, sous l'inspiration d'un conseiller intime, Louis-Philippe qui, par un premier mouvement de bienveillance, avait déserté de la sorte le culte de ses intérêts privés, redevenant promptement lui-même, prévint tout à coup M. Laffitte qu'il avait fait enregistrer l'acte de vente. Et le banquier ne pardonna jamais au roi d'avoir, par une publicité compromettante, pu contribuer à détruire dans l'opinion publique un crédit qui chancelait déjà de toutes parts.

Bien que les tendances conservatrices de la Chambre des députés fussent parfaitement évidentes pour tous les hommes habitués à l'étude des grandes assemblées, M. Laffitte n'apercevait pas encore ces symptômes précurseurs de l'orage qui allait s'élever contre son ministère, et ne jugeait pas la situa-

tion telle qu'elle se présentait en réalité. Sa confiance en lui-même ne lui permettait pas de supposer un instant que la Chambre fût disposée à le renverser; illusion qu'il conserva jusqu'au dernier jour. Trois hommes dominaient presque entièrement l'assemblée, trois des ministres qui avaient appartenu au dernier cabinet, MM. Casimir Périer, Guizot et Dupin. Tous trois, en suivant des voies différentes, marchaient au même but : la consolidation de la monarchie de Juillet par l'ordre et la résistance aux doctrines révolutionnaires. Tous trois, diversement inspirés, détestaient également l'anarchie dans les idées et dans les choses : Casimir Périer comme industriel, M. Guizot comme historien, M. Dupin comme jurisconsulte; chacun sous l'empire de ses instincts d'autorité gouvernementale.

Dès la première séance après les élections, le 4 novembre 1830, la Chambre montra bien quelle était la nuance politique de sa majorité en appelant à la présidence Casimir Périer¹ lui-même. Le ministère, qui avait présenté M. Girod (de l'Ain), ne voulut pas voir un échec dans cette nomination. C'était toutefois un avertissement dont il aurait pu profiter, mais il n'en fut rien. Les bancs ministériels, momentanément déplacés, allaient jusqu'à nouvel ordre se trouver transportés à gauche. MM. de Lafayette, Audry de Puyraveau, Mauguin,

1. Né en 1777; mort en 1832.

Odilon Barrot, devenaient les défenseurs naturels du cabinet.

La situation des deux partis ne tarda pas à se dessiner, et au sujet d'une proposition de M. Baveux relative à l'affranchissement des journaux, M. Guizot fit entendre ces paroles : « On nous a accusés plus d'une fois de ne pas comprendre la révolution de Juillet, de ne pas être dans le mouvement, de ne pas pousser cette révolution jusqu'au bout, telle qu'elle avait été commencée; c'est là qu'est la question. Je la pose entre mes adversaires et nous, et je dis que ce sont eux qui ne comprennent pas la révolution; qu'au lieu de la continuer ils la dénaturent; je dis que c'est nous qui la comprenons. Je suis obligé de parler avec franchise. C'est nous, je le répète, qui avons compris notre révolution, qui avons travaillé à lui conserver son véritable caractère, tandis que nos ennemis ont travaillé à la dénaturer, à la pervertir..... Quel a été le caractère de cette révolution? Elle a changé une dynastie en resserrant ce changement dans les plus étroites limites possibles, elle a cherché le remplaçant aussi près qu'elle pouvait de la dynastie tombée. L'instinct national de liberté a poussé le pays au moment où la nécessité de modifications profondes se faisait partout sentir, l'a poussé, dis-je, à restreindre ce changement dans la plus étroite limite possible. »

A cette déclaration catégorique, M. Barrot répondit avec véhémence : « Je crois que les membres qui se sont retirés du conseil ont eu le tort de se méprendre sur les principes et la portée de la Révolution, et que c'est pour cela qu'avec des éléments immenses de force ils n'ont pas pu la continuer et la diriger. En effet, lorsqu'on vous a dit que la dynastie nouvelle a été choisie parce qu'elle était la plus rapprochée de la dynastie déchue, on vous a révélé tout le système de cette doctrine. Oui, on ne veut voir dans le nouvel état de choses qu'une espèce de continuation de la Restauration. Je dis que, dans mon opinion, c'est par ses dissemblances et non par ses ressemblances que notre nouvelle dynastie se recommande à l'estime, à la confiance et à l'amour du pays; c'est parce qu'elle est séparée de l'ancienne dynastie par une immense distance, c'est parce qu'elle a son principe dans le vœu de tous, qu'elle se fonde sur un contrat libre et réciproque et non sur la force étrangère, sur un droit divin que l'on ne fera plus jamais comprendre aux peuples. » C'est ainsi que s'établit ouvertement l'antagonisme qui devait diviser les deux partis durant tout le règne de Louis-Philippe; c'est ainsi que se trouva nettement posée la distinction entre les deux systèmes qui allaient désormais séparer les hommes de Juillet.

Le 13 novembre, M. Mauguin interpella les mi-

nistres sur la politique qu'ils entendaient suivre à propos de la question belge; mais généralisant sa pensée, il parla des traités de 1815, des réfugiés espagnols auxquels, disait-il, le pouvoir n'accordait pas un suffisant appui, et termina en exprimant des craintes sur les intentions du gouvernement relativement à la conservation de notre conquête d'Alger. L'honorable maréchal Maison n'était pas de force à répondre à ce discours, qui avait passionné l'Assemblée. Il crut devoir le tenter comme ministre des affaires étrangères, mais cette tâche ne fut qu'incomplètement remplie. M. Bignon lui succéda, et insistant sur le mot de révolte prononcé dans le discours du roi d'Angleterre à propos de la révolution belge, il fit une allusion, presque un appel aux passions guerrières de la France. Quelques jours plus tard, le 1^{er} décembre, M. Lafitte crut également utile de faire entendre à la Chambre des paroles belliqueuses tout en indiquant clairement quelles étaient les vues et quelle serait la politique du cabinet. M. Thiers dut rédiger un discours que le président du conseil viendrait lire à la tribune, et il y mit toute la chaleur, toute la passion d'un esprit dont la tendance était naturellement guerrière. Le roi avait trouvé ce discours trop hardi, il y avait même fait de sa main d'assez nombreuses corrections, mais M. Dupont (de l'Eure) lui adressa sur ce sujet de rudes

remontrances ; il alla même jusqu'à menacer de déposer son portefeuille, et Louis-Philippe, qui avait encore besoin de ce ministère, céda momentanément, sauf à prendre plus tard sa revanche.

M. Laffitte prononça donc le discours en présence d'un auditoire nombreux et ému : « Nous continuerons à négocier, dit-il, et tout nous fait espérer que ces négociations seront heureuses ; mais en négociant, nous armerons. Sous très-peu de temps nous aurons, outre nos places fortes approvisionnées et défendues, cinq cent mille hommes en bataille, bien armés, bien organisés, bien commandés ; un million de gardes nationaux les appuiera, et le roi, s'il en était besoin, se mettrait à la tête de la nation. Nous marcherions serrés, forts de notre droit et de la puissance de nos principes. Si les tempêtes éclataient à la vue des trois couleurs et se faisaient nos auxiliaires, nous n'en serions pas comptables à l'univers. »

Paroles chaleureusement applaudies et destinées à avoir un grand retentissement à l'étranger, si un événement plus retentissant encore n'était venu, tout en leur donnant un prompt et cruel démenti, absorber l'attention des cabinets européens. Cet événement grave et inattendu, c'était la révolution du 29 novembre à Varsovie.

V

Longtemps l'opposition parlementaire qui, après les événements de 1815, s'était formée dans la diète polonaise, avait cru que la Constitution octroyée par l'empereur Alexandre suffirait seule pour détruire, par une action sourde mais continue, la puissance russe dans le vieux royaume des Jagellons. Toutefois l'impatience s'en mêla, et, d'ailleurs, le moyen était-il bien efficace? Une franc-maçonnerie politique se produisit bientôt. L'association des *Faucheurs*, la société des *Templiers*, se formèrent sous les inspirations de Lukasinski et de Maiewski. Alors, également, la police russe redoubla de sévérité et de vigilance. Le prince Zaionzek, lieutenant du royaume, était mort huit mois après l'empereur Alexandre, et le grand-duc Constantin se trouvait investi de toute l'autorité. Des recherches minutieuses, dirigées par la police en Pologne et en Lithuanie, suivirent l'avortement de l'insurrection de 1825 à Saint-Pétersbourg, et un comité d'enquête extraordinaire y fut constitué. Il se composait de cinq Russes et de cinq Polonais. Plus de deux cents personnes furent arrêtées à cette époque, mais huit seulement

furent inculpées, et plus tard graciées; la prudence des conspirateurs empêcha qu'on découvrit alors aucune trace du complot.

Il existait cependant comme le feu qui couve sous la cendre; il existait et étendait peu à peu ses ramifications dans l'armée polonaise; seulement il lui fallait un chef, une tête, et l'on convint de s'adresser à l'un des généraux qui, par suite de quelque mécontentement, s'étaient retirés du service. On avait songé au général Chlopicki, que sa réputation militaire et son caractère honorable plaçaient en effet au premier rang. Chlopicki, homme d'initiative et de franches allures, n'aimait pas les sourdes menées, les intrigues nombreuses d'une conjuration; il s'abstint, vécut à l'écart, et parut ne vouloir prendre aucune part aux projets insurrectionnels formés par ses compatriotes.

Le complot militaire, privé de chef, mais fort des sympathies qu'il rencontrait, n'en devint pas moins de jour en jour plus sérieux et plus puissant. L'école des porte-enseignes, foyer de propagande active, était presque exclusivement composée de conjurés dont la jeunesse exaltait le patriotisme. Pierre Wysocki, Nowosielski, Szlegel, Xaliwski, s'y faisaient remarquer par leur audace; Wysocki, chargé de communiquer avec les jeunes officiers de l'armée, fonda, le 15 décembre 1828, une association pour l'indépendance nationale. Un mois

après, il comptait de nombreux complices dans la garnison de Varsovie. Plusieurs députés, entre autres Gustave Malachowski et Valentin Zwierkowski, se mettaient en rapport avec lui. Les lenteurs de la guerre de Turquie semblaient alors devoir favoriser les desseins de la conspiration polonaise. Ce fut au milieu de ces circonstances que le tsar vint à Varsovie en 1829, pour se faire couronner roi de Pologne. Les conjurés formèrent aussitôt le plan d'un soulèvement, en lui donnant, dans le but de le fortifier et de le généraliser, l'apparence des formes légales. On décida qu'une députation de la chambre des nonces présenterait à l'empereur une requête tendant à obtenir la révocation de l'article additionnel qui annulait la publicité des débats de la diète. Si Nicolas refusait, comme la chose était probable, on devait également refuser de lui prêter serment, et alors la révolution éclatait. Ce plan ne put se réaliser; le grand-duc Constantin annonça lui-même que la députation ne serait pas reçue par le tsar, et, l'ancien projet se trouvant ainsi renversé, il fallut recourir à une combinaison nouvelle beaucoup plus audacieuse que la première : il ne s'agissait de rien moins, cette fois, que de frapper l'empereur ainsi que tous les membres de sa famille, et la hardiesse même de ce dessein le fit complètement avorter. Les conjurés y renoncèrent la veille de son exécution, laissant ainsi se terminer

sans catastrophe les fêtes brillantes du couronnement.

Cependant la diète avait été convoquée pour le 28 mai 1830, après une interruption de cinq années, contraire à la lettre de la Constitution. La loi sur le mariage et le divorce, votée une première fois, mais dont l'application avait produit des résultats déplorable, fut soumise à une nouvelle appréciation des chambres. Le sénat l'accepta; la chambre des nonces la repoussa après une discussion dans laquelle son hostilité à l'égard du gouvernement s'était manifestée de la façon la plus significative. Enfin, peu de jours avant la clôture de la diète, le nonce Malachowski rédigea et présenta un acte d'accusation contre les ministres de la justice, des finances, de l'instruction publique et de la police. Les voix s'étant partagées également à une première épreuve, le parti gouvernemental craignit que l'opposition ne l'emportât en définitive, et traîna si bien les choses en longueur, que la clôture de la diète fût prononcée avant qu'on pût en venir à une épreuve nouvelle.

Ces faits parlementaires étaient d'autant plus graves qu'ils se passaient sous les yeux de l'empereur, dont le séjour s'était prolongé jusqu'à la fin de la session. Les tendances insurrectionnelles de la Pologne n'avaient pas dû lui échapper, et, pour tout esprit clairvoyant, il devenait évident, en

effet, que la moindre commotion politique en Europe provoquerait un mouvement à Varsovie. Aussi les précautions redoublèrent-elles sans pouvoir toutefois arrêter le travail révolutionnaire qui s'étendait sourdement dans les diverses classes de la population, et le tsar était à peine revenu à Saint-Pétersbourg, que la révolution de Juillet éclata en France.

Trois mois après, Wysocki rassemblait autour de lui un certain nombre d'officiers pris parmi les divers corps qui formaient la garnison de Varsovie; soixante-dix délégués étaient élus par eux, et devaient être assistés par des émissaires nombreux dans la tentative insurrectionnelle qui leur était imposée. On comptait toujours sur le général Chlopicki pour diriger le grand mouvement qu'on méditait, sans toutefois que le général eût pris le moindre engagement à cet égard. A la suite de ces conciliabules, le 29 novembre 1830 fut fixé par les conjurés pour le soulèvement national qu'ils avaient si mûrement conçu, si longtemps préparé : rêve d'indépendance, suivi pour la Pologne du terrible réveil qu'elle pouvait trop facilement prévoir.

VI

La matinée du 29 novembre 1830 s'écoula dans un calme trompeur ; mais à six heures du soir, deux incendies allumés simultanément, l'un dans une brasserie située sur le quai de Solec, l'autre dans des masures en bois, voisines de l'Arsenal, vinrent, par leur éclat sinistre, donner soudainement le signal de l'insurrection. Aussitôt, Wysocki courut à la caserne des porte-enseignes, les appela aux armes, fit distribuer des cartouches, et, se mettant à la tête de l'école, qui pouvait former une colonne de près de deux cents hommes, se porta sur les casernes de la cavalerie russe. Pendant ce temps, dix-huit conjurés, pour la plupart étudiants de l'Université, se dirigeaient dans l'ombre vers le palais du Belvédère, afin de s'emparer de la personne du grand-duc Constantin. Ils surprirent et frappèrent les sentinelles, s'élancèrent dans le palais où cette attaque inattendue jeta un inexprimable désordre, et pénétrèrent dans les appartements en poussant des cris de vengeance.

Le grand-duc, à demi vêtu, était couché sur son lit de camp. Un valet de chambre le réveille, l'enlève du lit de repos, jette un manteau sur ses épaules, et lui ouvre la porte d'un escalier dérobé

qui conduisait dans les jardins de la résidence, Constantin s'y précipite. Il se dérobe ainsi à la fureur des assaillants, dont on ignore le nombre véritable, tandis que le général Gendre et Lubowicki, vice-président de la police, tombent, en essayant de s'enfuir, percés de coups de baïonnettes.

Mais la tentative était avortée; les dix-huit conjurés, après avoir parcouru tout le palais, s'éloignent la rage dans le cœur, et opèrent leur retraite par le bois qui touche la résidence de Lazienki, pour rejoindre leurs camarades et coopérer à l'attaque des casernes.

La fusillade retentissait au loin. Wysocki rencontrait une résistance sérieuse de la part des cavaliers russes, qui s'étaient promptement aperçus du petit nombre de leurs adversaires et reprenaient successivement les positions qu'ils avaient perdues. Les porte-enseignes se retirèrent en bon ordre, repoussant un escadron qui s'était élancé à leur poursuite, et gagnèrent la place de l'église d'Alexandre, où ils espéraient trouver réunies plusieurs compagnies polonaises commandées par des officiers engagés comme eux dans le complot; mais à leur profond étonnement, ils ne rencontrèrent personne sur ce point; le silence régnait dans le centre de la ville, et l'incendie du quai de Solec paraissait complètement éteint. Wysocki et ses

complices durent éprouver alors d'indicibles angoisses; et il est certain que de ces débuts de l'insurrection dépendait en effet tout son succès.

Bientôt cependant des rassemblements se formèrent au bruit de la mousqueterie; les compagnies qui devaient se trouver au rendez-vous et qui en avaient été successivement écartées par les efforts du général Stanislas Potocki, revinrent sur leurs pas. Sauf quelques exceptions, la partie polonaise de la garnison s'ébranlait de toutes parts; les porte-enseignes, reprenant confiance, s'élancèrent vers l'arsenal, et les soldats insurgés les suivirent en entonnant un chant patriotique. Le désordre et la confusion étaient partout. Plusieurs généraux s'efforçaient de faire rentrer les révoltés dans l'obéissance, et payaient presque tous de leur vie ces vaines tentatives de répression. Kurnatwsky, à la tête de la garde à cheval polonaise demeurée fidèle au grand-duc, essaya de balayer la foule armée qui surgissait de tous côtés; mais il fut repoussé lui-même jusque dans le faubourg de Cracovie. Alors plusieurs bataillons d'infanterie volhynienne, chargés de défendre l'arsenal sur le point d'être envahi, s'avancèrent contre le 4^e de ligne polonais et les grenadiers du 5^e conduits par le sous-lieutenant Lipowski. Un engagement des plus vifs s'ensuivit, et le résultat en devenait douteux, lorsque les élèves de l'école d'artillerie arri-

vèrent avec des pièces de canon, et, se rangeant du côté des insurgés, déterminèrent la victoire. L'arsenal était emporté : à partir de ce moment l'insurrection triompha sur tous les points; mais comme toujours, le désordre signala les premières heures de cette révolution soudaine; le pillage des riches boutiques des juifs; l'assassinat des généraux Stanislas Potocki, Haucke, ministre de la guerre, Trembicki, Blumer, Siémiontkowski, Nowicki, patriote cependant, mais pris dans le tumulte pour un général russe; le meurtre de plusieurs autres officiers uniquement coupables de demeurer fidèles au serment qu'ils avaient prêté, signalèrent douloureusement cette nuit célèbre du 29 novembre 1830. Le lendemain, les Polonais, maîtres de toutes les positions importantes de Varsovie, eurent encore quelques combats à soutenir dans les faubourgs, mais ces engagements nouveaux ne pouvaient plus modifier un résultat désormais acquis.

Il s'agissait maintenant pour eux de composer une administration, tâche plus difficile peut-être que celle de la veille. Le prince Lubecki, ministre des finances, avait convoqué à la hâte le conseil administratif du royaume au palais de la Banque. Il lui adjoignit des hommes dont les sentiments patriotiques et les noms populaires pouvaient donner des gages à la révolution naissante. C'étaient les princes Adam Czartoryski et Michel Radziwill,

MM. Kochanowski, Niemcewicz et le général Pac ; ce nouveau conseil prit aussitôt la direction des affaires , et chercha tout d'abord à comprimer le désordre.

Wengrzecki fut nommé président de la ville de Varsovie ; Pac reçut le commandement provisoire de l'armée. On comptait toujours sur Chlopicki , et , avec ses antécédents militaires , il était difficile en effet qu'il ne prît pas une certaine part au mouvement national qui venait de s'opérer ; mais , loin de témoigner un grand empressement pour une cause qu'il jugeait perdue dès le début , Chlopicki avait tout d'abord cherché à se dérober aux honneurs qu'on lui destinait. Ainsi , au moment de la prise de l'arsenal , et lorsque les colonnes insurgées conduites par Dobrowolski avaient pénétré dans le théâtre des *Variétés* en criant : « Aux armes ! » on assure que le général , qui assistait à la représentation , quitta le théâtre et se retira au palais du Primat. Toutefois , il faut le reconnaître , il y eut dans la conduite de Chlopicki bien plus de véritable patriotisme qu'on n'a voulu le croire ; l'homme politique qui , par honneur , et sachant une cause perdue , la soutient cependant de son conseil et de son épée , ne devient-il pas un véritable martyr ?

Quoi qu'il en soit , l'administration nouvelle comprit toute la puissance de ce nom populaire , elle

vèrent avec des pièces de canon, et, se rangeant du côté des insurgés, déterminèrent la victoire. L'arsenal était emporté : à partir de ce moment l'insurrection triompha sur tous les points ; mais comme toujours, le désordre signala les premières heures de cette révolution soudaine ; le pillage des riches boutiques des juifs ; l'assassinat des généraux Stanislas Potocki, Haucke, ministre de la guerre, Trembicki, Blumer, Siémiontkowski, Nowicki, patriote cependant, mais pris dans le tumulte pour un général russe ; le meurtre de plusieurs autres officiers uniquement coupables de demeurer fidèles au serment qu'ils avaient prêté, signalèrent douloureusement cette nuit célèbre du 29 novembre 1830. Le lendemain, les Polonais, maîtres de toutes les positions importantes de Varsovie, eurent encore quelques combats à soutenir dans les faubourgs, mais ces engagements nouveaux ne pouvaient plus modifier un résultat désormais acquis.

Il s'agissait maintenant pour eux de composer une administration, tâche plus difficile peut-être que celle de la veille. Le prince Lubecki, ministre des finances, avait convoqué à la hâte le conseil administratif du royaume au palais de la Banque. Il lui adjoignit des hommes dont les sentiments patriotiques et les noms populaires pouvaient donner des gages à la révolution naissante. C'étaient les princes Adam Czartoryski et Michel Radziwill,

tivement à celles de la Russie, qu'une négociation pourrait s'engager entre lui et les nouvelles autorités nommées par le conseil administratif. Mais un mouvement aussi national que celui de Varsovie ne pouvait pas être ainsi comprimé, et la suite ne prouva que trop bien au grand-duc qu'il devait plus compter sur les dissensions intestines de la Pologne que sur sa soumission. Il demanda que les vœux de la nation lui fussent exposés par une députation prise dans le sein du conseil administratif, et, pour obtempérer à ce désir, les princes Czartoryski et Lubecki, MM. Lelewel et Wladislas Ostrowski se rendirent à son quartier général.

Cette députation fit connaître au prince qu'après le mouvement national qui venait de se produire, les Polonais lui laisseraient en toute liberté regagner les frontières du royaume, pourvu que la Russie s'engageât à remplir les promesses de l'empereur Alexandre concernant la restitution des provinces incorporées à l'empire, et la fidèle exécution, dans toute sa teneur, de la constitution qu'il avait accordée. La conférence dura plusieurs heures. Le grand-duc, dont la position était si difficile, ne prit aucun engagement, mais consentit à la rentrée dans Varsovie des troupes polonaises qui l'avaient suivi à son quartier général, et les résultats de l'entrevue furent consignés dans une lettre adressée par lui, le 3 décembre, au conseil administratif.

« Je permets, disait-il, aux soldats polonais qui me sont demeurés fidèles jusqu'au dernier moment de rejoindre leurs compatriotes. Je m'éloigne de Varsovie avec les troupes impériales, et j'espère de la loyauté polonaise qu'elles ne seront pas inquiétées dans leur marche pour regagner l'empire. Je recommande également à la protection de la nation polonaise tous les établissements, propriétés et individus russes, et je les mets sous la sauvegarde de la foi la plus sacrée. »

Puis, tandis que les gardes polonaises revenaient vers les faubourgs de Varsovie, l'armée russe évacuait Mokotow, se dirigeant sur Pulawy et Lubartow, c'est-à-dire remontant la Vistule. Telle fut en quelque sorte la fin du premier acte de ce grand drame, qui désormais allait tenir toute l'Europe attentive à ses nombreuses et sanglantes péripéties.

Cependant, un corps russe de deux cent mille hommes était réuni au delà du Bug, et n'attendait qu'un signal pour entrer en campagne. Il n'est plus douteux aujourd'hui que l'empereur Nicolas, en concentrant sur ce point des forces considérables, et en rassemblant dans la forteresse de Modlin une immense quantité d'armes et d'approvisionnements de guerre, n'ait eu l'intention d'aller combattre, même au delà du Rhin, les idées révolutionnaires dont il pouvait redouter alors les développements

probables; mais il n'avait pas compté que la révolution viendrait le chercher ainsi jusque chez lui, et ses puissants efforts allaient immédiatement se diriger contre elle.

Le danger était grand pour la Pologne; les hommes chargés des destinées de la nation le comprirent, et voulurent constituer promptement un gouvernement sérieux. Czartoryski, Kochanowski, Pac, Dembowski, Niemcewicz, Lelewel et Władislas Ostrowski, composèrent le gouvernement provisoire qui devait remplacer le conseil administratif. Tous ces noms donnaient à la nation des garanties politiques. Les services publics furent immédiatement organisés. On constitua une garde nationale et une légion universitaire; en un mot, on chercha à régulariser la révolution, et, pour donner au pouvoir l'unité qui, d'après les idées de toute sa vie, devait en être la condition première, le général en chef Chlopicki publia, le 5 décembre, la proclamation suivante : « Notre position critique réclamant la plus grande énergie, et tout ce qui entraverait la marche des affaires pouvant devenir fatal à la cause publique, non par ambition ni par amour du pouvoir (j'en suis bien éloigné), mais en égard aux circonstances, et prenant pour exemple les Romains qui, lors du danger planant sur la patrie, confiaient à un seul la puissance suprême, je vous déclare aujourd'hui, Polonais, que »

m'empare pour peu de jours, c'est-à-dire jusqu'à la réunion des chambres, de la charge de dictateur. Je remettrai mon pouvoir aux mains des mandataires de la nation. Croyez, compatriotes, que j'userai de ce pouvoir pour votre bien seulement. Vive la patrie ! »

Cet acte d'autorité ne fut que faiblement combattu, parce que, dans des circonstances aussi critiques, assumer ainsi toute la responsabilité matérielle et morale des faits, pouvait passer pour un grand acte de courage. Mais la révolution polonaise entrait dans une phase nouvelle : désormais prendrait-elle l'initiative ; s'avancerait-elle en Lithuanie, et insurgerait-elle les anciennes provinces partagées, ou bien, restant sur la défensive, concentrerait-elle la résistance dans les huit palatinats de la Pologne réduite par les traités ? Grande question d'où dépendait peut-être l'avenir du mouvement national de 1830.

VII

Nous avons dit que les débats du procès des ministres de Charles X devaient commencer le 15 décembre. Le baron Pasquier, président de la Chambre des pairs, s'était adjoint le premier

président Séguier et le comte de Bastard pour procéder à l'instruction préparatoire ordonnée par l'arrêt du 4 octobre. M. de Bastard avait été chargé de rédiger le rapport de la commission, et il s'acquitta de cette tâche avec une supériorité véritable.

Par l'effet d'un hasard singulier, et tant il est vrai que la fatalité semble présider aux choses de ce monde, c'est M. de Peyronnet lui-même qui, succédant à M. Ravez dans les fonctions de procureur général près la Cour des pairs lors de l'affaire dite de la conspiration militaire, sous la Restauration, avait obtenu que les appartements précédemment occupés au Petit-Luxembourg par M. de Barentin, beau-père du chancelier Dambray, seraient convertis en cellules grillées destinées à recevoir de nombreux détenus. Ce même local, restitué depuis lors à la famille du chancelier, allait redevenir prison, et renfermer précisément dans son enceinte, soigneusement gardée, l'homme sous les auspices duquel il avait reçu d'abord cette destination sévère.

L'appartement des ministres se composait de quatre chambres principales et d'un parloir où pourraient se présenter les parents et les défenseurs. Autour du parloir et des chambres devaient se tenir de nombreuses sentinelles, et à l'extérieur, dans la rue de Vaugirard comme dans le

jardin du Luxembourg, on n'avait pas pris de moindres précautions.

C'est qu'en effet la situation d'esprit de cette portion de la population parisienne sur laquelle le parti républicain exerçait une influence directe pouvait encore donner lieu aux craintes les plus sérieuses. Un complot se tramait dans les rangs de l'artillerie de la garde nationale, et, sous le prétexte d'assouvir la vengeance populaire contre les derniers conseillers de Charles X, on préparait habilement et sourdement une émeute des plus dangereuses.

Aussi était-ce avec une vive préoccupation que le gouvernement et la bourgeoisie paisible attendaient l'ouverture de ces débats solennels d'où pouvaient éventuellement surgir tant de périls politiques et sociaux, mais qui devaient nécessairement influencer de la façon la plus déplorable sur le commerce et l'industrie.

Ce fut dans la matinée du 10 décembre 1830, que les ministres furent transférés de Vincennes à Paris avec toutes les précautions militaires exigées pour leur sûreté. Une forte escorte de cavalerie, fournie par la garde nationale et par l'armée, entourait la voiture dans laquelle se trouvaient MM. de Polignac, de Peyronnet et de Guernon Ranville. Quant à M. de Chantelauze, trop souffrant pour pouvoir accompagner immédiatement ses collègues, il fut amené plus tard à la prison du Luxembourg

par le général Daumesnil, dans une voiture du général qui la conduisait lui-même. Le roi attachait une si grande importance à ce que la translation des accusés se fit sans incident fâcheux, que M. de Montalivet, à cheval ainsi que les généraux Fabvier et Carbonnel, accompagna la voiture des ex-ministres pendant tout le trajet de Vincennes à Paris, trajet qui, sauf quelques cris hostiles, s'accomplit heureusement.

La commission d'instruction de la Cour des pairs avait longuement et consciencieusement accompli sa tâche. Divers incidents vinrent la compliquer, ce dernier surtout, que nous citerons avec quelques détails.

Un nommé Berrié, détenu à la maison d'arrêt de Toulouse, publia le 2 octobre, dans le journal intitulé *la France méridionale*, une lettre qu'il adressait à M. Bérenger, président de la commission d'accusation nommée par la Chambre des députés, lettre dans laquelle il prétendait que des malheurs personnels l'ayant forcé à devenir l'instrument du parti qui avait organisé un vaste système d'incendie en Normandie et devait l'étendre sur toute la France, le cri d'alarme jeté par les populations lui avait inspiré une véritable horreur pour la mission dont il s'était chargé; qu'il avait pris la fuite pour se soustraire à la rage des chefs de ce parti, et arrêter ainsi le cours des dévastations qu'il devait

organiser dans le Languedoc, la Provence et le Dauphiné; que cette existence fugitive l'avait réduit à la plus extrême misère; enfin que, n'osant plus se montrer, cédant à la nécessité et à l'égarement de son esprit, il s'était fait arrêter à Toulouse pour un délit de peu d'importance, afin de n'avoir plus à se rendre coupable de forfaits bien plus grands et plus odieux encore.

Cet homme ajoutait qu'il était affilié à la congrégation de Montrouge, laquelle lui transmettait les ordres qu'elle recevait du prince de Polignac; sa volumineuse correspondance, ses instructions écrites, les listes qui désignaient les propriétés à incendier, ainsi qu'un sauf-conduit signé par le prince, étaient, disait-il, à sa disposition; mais il ne les livrerait que lorsqu'on lui aurait promis qu'il ne serait rien fait à la personne qui en était dépositaire, et que lui-même obtiendrait quelque adoucissement aux peines qui pourraient lui être infligées.

Assurément un incident de ce genre, dégagé des circonstances qui l'entouraient, n'eût produit en tout autre temps aucun effet sérieux; mais il faut se reporter à cette époque de prévention et de haine politique. Les conseils du prince de Polignac, MM. de Martignac et Mandaroux-Vertamy, craignant que l'opinion ne s'égarât sur l'importance réelle de ces révélations promises, envoyèrent aux journaux une lettre signée par le prince, et adres-

sée aux membres de la commission d'instruction de la Cour des pairs. Cette lettre renfermait le passage suivant :

« Dans une situation ordinaire, je laisserais à la raison publique le soin de faire justice de cette absurde et odieuse tentative; mais, placé sous le poids d'une accusation qui ouvre à tous les soupçons un accès trop facile, je ne puis dédaigner une attaque aussi directe et aussi personnelle, et mon devoir est de saisir toutes les occasions de faire éclater la vérité. Les révélations faites à Toulouse, qui se rapportent à un infâme complot, doivent être éclaircies. Quel que soit l'homme qui les fait, quelle que soit la cause de son arrestation, quelque défiance qu'il inspire, ses offres ne peuvent être rejetées, et, dans tous les cas, on ne peut me contester, à moi, le droit de les accepter. Je puis, sans doute, attendre avec calme le moment où il me sera permis d'examiner en présence de mes pairs, et aux yeux de la France, les actes de ma vie politique; mais je ne puis être condamné à subir en silence cette publique et formelle imputation du crime le plus lâche et le plus odieux. »

Des ordres ayant été envoyés à Toulouse, Berrié fut extrait de sa prison et amené à Paris dans la malle-poste, accompagné de gendarmes costumés en bourgeois. On l'enferma à la Force, où les huissiers de la Chambre des pairs vinrent le

prendre pour le conduire à l'audience de la commission, devant laquelle il renouvela ses déclarations précédentes. La Cour des pairs envoya une commission rogatoire à Bordeaux, pour vérifier quelques-uns des faits affirmés par Berrié et s'enquérir de la conduite que cet homme y avait tenue. D'un autre côté, et afin d'éclaircir le plus possible la triste question des incendies de Normandie, la Cour faisait transférer à Paris deux jeunes filles, Pauline Ledoux et Joséphine Bailleul, condamnées à mort par la cour d'assises de Caen, et dont les réticences semblaient tenir à quelque engagement mystique. Mais, après de longs interrogatoires, on ne put rattacher ces affaires diverses au grand procès qui allait se juger, et quant à Berrié, il fut prouvé que cet homme, qui avait su par des dehors religieux tromper la bonne foi de personnages honorables, avait les plus déplorables antécédents. Condamné plusieurs fois sous un autre nom pour vol et escroqueries, sa démarche n'était qu'un moyen de faire trêve à une longue détention tout en provoquant peut-être l'indulgence et en excitant la curiosité publique.

M. de Bastard avait dit dans son rapport que le procès des ministres était en dehors du Code pénal, et cette procédure exceptionnelle devait présenter de grandes difficultés de détail. C'est pour résoudre d'avance toutes les questions de forme

qui pourraient se produire pendant la durée des débats que le baron Pasquier, esprit souple, orné, pratique, rompu aux affaires, et tout imbu des grandes traditions administratives de l'Empire, réunit autour de lui une commission composée des membres les plus éclairés et les plus spéciaux de la Chambre des pairs. Cette commission avait décidé que, dans le silence de la loi, et lorsque aucune peine n'était exactement et régulièrement définie pour être appliquée à un crime de cette nature, la Cour des pairs, tribunal essentiellement politique, devait, pour un cas d'exception, procéder par des mesures tout exceptionnelles. Cette règle, invariablement admise, fut constamment suivie durant ce célèbre procès.

Le 15 décembre 1830, jour fixé (ainsi que nous l'avons dit) pour l'ouverture des débats, les masses populaires se groupèrent de bonne heure dans les environs du Luxembourg où une force armée imposante avait été réunie. M. de Lafayette, commandant en chef des gardes nationales, avait également reçu du roi le commandement des troupes de ligne qui seraient de service à l'occasion du procès des ministres. Les généraux Fabvier et Carbonnel étaient placés sous ses ordres. M. Ladvocat, lieutenant-colonel de la 12^e légion, fut chargé de la garde du palais du Luxembourg.

Bien avant l'heure de l'audience, les tribunes

étaient envahies par une foule avide d'émotions et curieuse de contempler les acteurs de ce grand drame judiciaire. Lorsque les pairs, au nombre de cent soixante-trois, eurent pris place dans l'enceinte, on introduisit les accusés, et l'on vit se diriger lentement vers les sièges qui leur avaient été désignés : M. de Polignac, dont les traits calmes et résignés ne trahissaient aucune émotion ; M. de Chantelauze, pâle et chancelant sous l'influence des souffrances physiques qu'il ressentait depuis sa captivité ; M. de Peyronnet, fier et maître de lui ; et enfin M. de Guernon-Ranville, philosophiquement indifférent à tout ce qui l'entourait, hommes et choses.

Leurs défenseurs avaient pris place devant eux ; c'étaient (comme nous l'avons déjà vu), M. de Martignac, assisté de M. Mandaroux-Vertamy, pour le prince de Polignac son ancien adversaire politique, le président du cabinet qui avait remplacé le sien, et voici en quels termes M. de Martignac, déjà frappé dans sa santé par la maladie et les agitations de la pensée, avait annoncé à la Chambre des députés qu'il acceptait le mandat confié à son talent et à son honneur. « Au moment où une accusation capitale est près de le frapper, qu'il se voit menacé dans sa vie, M. le prince de Polignac s'est souvenu de moi ; hier il a fait réclamer mon secours auprès des juges qui doivent

prononcer sur son sort. J'ai été ému autant que surpris du témoignage d'une confiance à laquelle rien ne m'avait préparé. Toutefois, je n'ai pu voir que le danger qui le menaçait; j'ai consulté mon cœur, et j'ai cru que le refus, à moi, ne m'était pas possible. » Simples et généreuses paroles qui dévoilaient toute la grandeur de ce beau caractère. M. de Chantelauze avait pris pour défenseur un jeune avocat appartenant au barreau de Lyon, M. Sauzet, renommée naissante que le retentissement de ce procès devait consacrer en la grandissant. M. de Peyronnet avait demandé le concours de M. Hennequin, homme honnête et habile qu'il allait, du reste, dominer lui-même par l'éclat de sa parole éloquente. Quant à M. de Guernon-Ranville, moins bien inspiré que ses collègues, il s'était adressé à M. Crémieux, et le succès ne devait pas légitimer ce choix dicté, croyons-nous, par quelques souvenirs de province.

Les interrogatoires commencèrent, dirigés avec une grande habileté par le baron Pasquier. Ils eurent principalement pour but de faire apparaître aux yeux de tous la volonté personnelle du roi Charles X dominant toutes les volontés avant et pendant ces déplorables événements de Juillet dont chaque témoin venait révéler un détail nouveau. Mais les quatre ministres déclarèrent, toutes les fois qu'on fit allusion aux ordonnances et à leurs

causes directes, qu'ils entendaient en prendre l'entière responsabilité, tout en gardant un silence absolu sur les discussions qui avaient pu se produire dans le sein du conseil au sujet de ces mesures et avant leur exécution. Après les interrogatoires vinrent les dépositions; et parmi ces nombreux témoignages, ceux de MM. Arago, Lafitte, Gérard, de Champagny, les généraux Talon et de Saint-Chamans, Bayeux, avocat général à la cour royale, et de Sémonville, grand référendaire de la Chambre des pairs, attirèrent particulièrement l'attention publique. Le récit fait par ce dernier de sa démarche auprès des ministres et de son voyage à Saint-Cloud, impressionnèrent surtout l'assemblée et le public; les phases diverses de ces douloureuses journées de Juillet passèrent ainsi sous leurs yeux, reproduites dans les émouvants récits de témoins oculaires qui souvent y avaient pris une importante part.

Puis vint le tour de l'accusation. M. Persil se leva, et, dans un réquisitoire ardent tout empreint des idées et des rancunes de Juillet, il s'efforça de prouver la culpabilité des ministres par la violation de la Charte, et nia énergiquement les inductions que l'on prétendait tirer de l'article 14; pour lui, cet article, si clairement, si évidemment introduit cependant dans le pacte fondamental pour pouvoir, à un moment donné,

modifier ou confisquer entièrement la Charte elle-même, n'avait pas en réalité la signification qu'on lui prêtait; il était détruit d'ailleurs par l'article 15, aux termes duquel le pouvoir législatif devait être exercé *collectivement* par le roi et les Chambres. Donc les ministres, les conseillers de la couronne, avaient commis un acte de haute trahison, et devaient en porter la peine.

« Ce n'est pas, disait M. Persil, que nous allions jusqu'à prétendre que, s'il se présentait quelque grand danger, le roi n'eût pas le droit de s'emparer momentanément de tous les pouvoirs de l'État; mais nous disons que ce ne serait pas en vertu de l'article 14, qui suppose l'usage des moyens légaux, mais en vertu de la nécessité, qui ne reconnaît ni temps, ni lieux, ni conditions. » Aveu qu'on aurait pu tourner contre l'accusation elle-même, car qui donc après tout pouvait, sinon le chef de l'État, être juge de cette nécessité, qui ne reconnaît ni temps, ni lieux, ni conditions? Charles X s'était trompé, il est vrai, et cette nécessité n'existait pas; mais, enfin, il avait cru être dans son droit comme dans son devoir, et de plus il s'était vu personnellement puni de cette irréparable faute. Son inviolabilité, garantie par la Charte comme la responsabilité de ses ministres, n'avait pas été respectée, et l'on venait maintenant rendre responsables les conseillers de sa couronne tombée? argument

auquel, il faut bien le dire, l'accusation ne pouvait pas répondre, et auquel elle ne répondit pas.

Après ce réquisitoire assez amer, mais aussi habile que possible eu égard à la fiction constitutionnelle sur laquelle il était basé, réquisitoire qui aurait pu se résumer par cette seule et éternelle raison : la raison du plus fort, M. de Martignac prit la parole. Les sympathies publiques entouraient cet homme de bien qui venait de la sorte remplir un loyal et pieux office en faveur d'un adversaire malheureux. M. de Martignac, revêtu d'un frac noir sur lequel brillaient les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur, portait déjà dans ses traits amaigris, sur sa pâle figure, les indices trop visibles d'une fin prochaine. Sa douce éloquence s'empara bien vite de l'attention de l'auditoire, et quelques-uns de ses arguments eurent assez de force pour demeurer irréfutables. « Il n'y a de responsabilité pour les ministres, disait-il, que là où il y a une couronne à l'abri de tous les orages et de toutes les révolutions ; puisque vous avez renversé le prince, brisé son trône, les ministres ne sont pas plus responsables que l'officier qui, par ordre supérieur, a fait feu sur le peuple. Ensuite, quels juges donnez-vous aux accusés ? retrouvent-ils, dans l'état actuel des institutions, les garanties que la Charte leur avait promises, en soumettant leur responsabilité au jugement d'un

tribunal dont les éléments sont aujourd'hui décomposés? »

Un beau mouvement oratoire termina cette sympathique plaidoirie. « Vous jetez, dit l'orateur, les fondements d'un trône nouveau, ne lui donnez pas pour appui une terre détrempée avec du sang et des larmes. Le coup que vous frapperiez ouvrirait un abîme, et ces quatre têtes ne le combleraient pas ! »

M. de Peyronnet prit la parole dans la séance suivante. Sa courte et brillante harangue, prononcée avec une grande dignité, avait pour but de raconter sa vie et d'en tirer des arguments favorables à l'indulgence qu'il réclamait de l'opinion publique tout aussi bien que du tribunal suprême auquel il s'adressait. Il rappela qu'il avait provoqué deux amnisties; que, grâce à lui, un grand nombre de condamnés politiques avaient été arrachés à l'échafaud. « Prisonnier dans un événement militaire, ajoutait-il, s'il me faut une rançon, messieurs, elle est payée d'avance, j'ai rendu à l'ennemi trois cents têtes des siens pour la mienne. » Il ne s'était pas enrichi au service du roi; il insista sur cette modicité de fortune qui avait engagé le roi Louis XVIII à doter lui-même les enfants de son ministre, et dit en terminant : « Non, je n'ai point imité l'exemple du comte de Melford; non, je n'ai pas déshonoré mon malheur par des lâchetés.

Je pouvais fuir le 29 et le 30 ; il en était encore temps. Une retraite m'a été offerte, et je ne l'ai pas acceptée. Je n'étais plus ministre cependant, et n'en avais plus les devoirs ; mais, à défaut de ceux-là, il me restait ceux de l'honneur. Je ne me suis éloigné que sur l'ordre du roi, sur son ordre formel et réitéré ; quand il n'y avait plus d'espérance, pas même celle de mourir à côté de lui ; quand la fuite, devenue presque impossible, n'était pour moi qu'un danger de plus. Le sang a coulé, voilà le souvenir qui pèse à mon cœur. Paix à ceux qui ont succombé, paix et consolation à ceux qui ont survécu. Quelque dur qu'ait été mon sort, quelques grandes qu'aient été les injustices que l'on m'a faites, aucun sentiment ne peut surmonter en moi celui de la sympathie et de la pitié ; rien ne peut m'empêcher de verser des larmes sur le sang qui a été versé. J'en devrais davantage si j'avais été cause de ces malheurs ; j'en dois encore beaucoup, quoique je ne me les reproche point. Que les amis et les ennemis acceptent également ce triste et légitime tribut que je leur paie à tous, et que je leur paierais encore quand même ils le repousseraient. Un malheureux, frappé comme moi, n'a guère plus que des larmes, et l'on doit peut-être lui tenir compte de celles qu'il ne garde pas pour lui-même. »

L'éloquence du client laissait peu de choses à

dire à l'avocat, M. Hennequin le comprit, et se borna, dans une plaidoirie habilement sobre, à insister sur certains points de détails que M. de Peyronnet avait dû négliger pour ne pas nuire à l'effet général de son discours. Après lui, vint le défenseur de M. de Chantelauze, M. Sauzet, dont le début à Paris était attendu avec une certaine impatience, début éclatant qui devait promptement transformer le jeune avocat en homme politique et l'amener sur les bancs du palais Bourbon.

M. Sauzet sut, même après MM. de Martignac et de Peyronnet, émouvoir et charmer son grave auditoire par l'élégance peut-être un peu prétentieuse d'une parole écoutée avec sympathie. Son succès fut immense, moins grand encore à Paris qu'en province, car la province s'enthousiasma pour le jeune orateur. Il y a des hommes qui ont ainsi un jour, une heure qu'ils ne retrouveront jamais ensuite dans tout le cours de leur vie; mais ce jour, cette heure ont suffi à leur renommée en incrustant, pour ainsi dire, leurs noms dans l'histoire. Seulement il est quelquefois bien curieux de relire, à un quart de siècle de distance, ces discours qui ont ému toute une assemblée, auxquels toute une génération a applaudi. Voici la péroraison de M. Sauzet; elle porte singulièrement sa date : « Mais si quelques murmures secrets et légitimes se faisaient encore entendre... il me resterait

à achever ma tâche. J'irais alors chercher quelques compatriotes de cette grande famille de France, et tous, revêtus de cet uniforme de soldat citoyen qui commande partout la même fidélité et les mêmes sacrifices, nous descendrions sur les places publiques, et nous nous adresserions ainsi à l'héroïque population de Paris : « Tendez-nous une main confiante ; ce sont vos frères des départements de France. La justice a parlé : respectez ses arrêts. C'est là le plus beau, le plus brillant hommage que vous puissiez rendre aux mânes des victimes. Nous aussi, à la première nouvelle de vos premiers efforts, nous nous sommes armés, mais nous n'avons pas combattu : à vous seuls la gloire. Le pays tout entier possède la liberté ; vous seuls l'avez payée du prix de votre sang. Vous êtes les dignes enfants de cette grande capitale, faite pour dominer la France par sa grandeur, comme elle l'a dominée par son courage. Réunis à vous, nous rendons hommage à ces tombes qui seront longtemps honorées, parce qu'elles seront les dernières.

« Peut-être dans quelque temps verrez-vous se glisser timidement vers ces tombes quatre familles françaises qui viendront présenter leurs hommages aux mânes de nos frères d'armes ; vous ne vous détournerez pas ; des enfants qui ne seront pas orphelins viendront jeter des fleurs sur ces tombes. C'est alors que vous comprendrez votre grandeur,

que la nation signera la paix aux pieds même des tombeaux, et offrira le plus beau spectacle qui soit au monde, celui d'une grande nation bien unie sous la protection des lois. »

M. Crémieux prit ensuite la parole pour M. de Guernon-Ranville. Sa robe d'avocat entr'ouverte laissait paraître un uniforme de garde national. Il commença sa plaidoirie en reproduisant à peu près tout ce qui avait été dit avant lui, mais bientôt ses esprits parurent se troubler complètement. Voici textuellement, du reste, la partie du compte-rendu sténographique de la séance qui se rapporte à cet incident. « Après avoir terminé ses développements, le défenseur se livre à une hypothèse. Il suppose qu'un jour Paris a été détruit, non par la guerre étrangère, car on ne dompte pas un peuple qui peut se défendre, mais par quelque grande catastrophe du globe. Deux monuments seuls restent debout : une colonne triomphale et le temple de la Gloire. Le voyageur, conduit par son guide dans l'enceinte où fut le Panthéon, lit encore sur les murs les noms de ceux à qui des inscriptions ont été dédiées. Les noms de Manuel, Foy, Benjamin Constant..... (Ici la voix de M^e Crémieux s'éteint tout à coup, ses jambes fléchissent sous lui, il tombe évanoui entre les bras de ses confrères ; plusieurs personnes réunissent leurs efforts pour le transporter hors de la salle). »

Cette singulière et presque ridicule défaillance de M. Crémieux coïncidait du reste avec les sourdes rumeurs de l'émeute qui ébranlait pour ainsi dire les grilles du Luxembourg. L'émeute qui, dès le premier jour du procès, s'était montrée sinistre et menaçante, s'efforçait en effet d'effrayer de nouveau les juges des ministres en leur faisant entendre des cris de mort. Une foule immense occupait toutes les rues voisines du palais de la Chambre des pairs. Difficilement contenue par les gardes nationaux et par les soldats, elle écoutait en frémissant tous les bruits qui lui venaient de l'intérieur de ce palais, où la justice se rendait avec une lenteur qui contrariait son impatience. C'était le tigre attendant la proie qu'il croit dévorer, et contenant mal ses sanguinaires ardeurs.

Le commissaire de la Chambre des députés, M. Bérenger, prenant la parole après l'évanouissement de M. Crémieux, avait continué l'œuvre de l'accusation et cherché à amoindrir les impressions produites par l'éclat d'une partie de la défense. Mais les pairs inquiets ne prêtaient plus à l'orateur qu'une attention distraite, et pendant ce discours, commencé vers trois heures et demie, ils avaient remarqué que de fréquents messages étaient adressés au baron Pasquier. L'émeute, disait-on, grossissait en dehors, et des bruits alarmants circulaient dans les tribunes. Le roulement lointain

des tambours augmenta tout à coup cette inquiétude, bien qu'il annonçât l'arrivée du général Lafayette qui venait prendre le commandement des troupes destinées à protéger la Chambre. M. Madier de Montjau s'étant alors levé pour répliquer, un grand nombre de pairs exprima le désir de voir renvoyer l'audience au lendemain, et, malgré les observations de M. de Martignac qui demandait que le troisième commissaire de la Chambre des députés fût entendu sur-le-champ, le président Pasquier, auquel M. Ladvocat venait d'adresser quelques mots, dit à la Chambre : « M. le commandant de la garde nationale m'annonce qu'il désirerait que l'audience fût levée avant la chute du jour. » Et cette séance du 20 décembre se termina au milieu d'un trouble qui, noblement contenu par les juges, n'en existait pas moins chez la plupart d'entre eux.

La journée du 21 allait être décisive ; décisive pour le procès, décisive pour l'émeute. La Cour devait entendre la réplique de M. Madier de Montjau, et rendre un arrêt qui, s'il n'était pas d'une sévérité suprême, pouvait devenir pour les masses égarées par les agitateurs le signal d'un mouvement dont les conséquences seraient incalculables. Aussi dut-on redoubler de précautions, et prendre toutes les mesures militaires que la situation exigeait si clairement. Le général Lafayette vint s'in-

staller au Luxembourg, où il coucha dans un des appartements du rez-de-chaussée. Il se trouvait ainsi rapproché du baron Pasquier, avec lequel ses conférences devaient être fréquentes. La confiance illimitée que M. de Lafayette avait dans sa popularité lui faisait supposer que, placés sous sa protection, les ministres, quelle que fût d'ailleurs l'issue du procès, n'avaient rien à craindre des fureurs populaires. Il s'était exprimé en ce sens devant le roi, que ses assurances n'avaient pas convaincu. Plus tard, dans une conversation avec M. Pasquier, qui se préoccupait des moyens à employer pour mettre en sûreté les prisonniers après le prononcé du jugement, il avait même parlé de leur faire traverser Paris au pas et en plein jour sous la seule égide de son nom et de sa personne, moyen vivement combattu par M. de Montalivet. Ce dernier proposait au contraire de conduire rapidement et par un chemin détourné les ex-ministres à Vincennes aussitôt après la clôture des débats, c'est-à-dire avant le prononcé de la sentence. Des ordres furent donnés pour que, dans la matinée du 21, les abords et le jardin du palais fussent gardés par une force imposante. Près de trente mille hommes de garde nationale et de troupes de ligne prirent en effet position dans les rues et sur les places voisines du Luxembourg.

Un complot existait, ainsi que nous l'avons dit,

dans l'artillerie de la garde nationale, corps d'élite où s'était réfugiée l'opinion républicaine militante. MM. Cavaignac, Bastide, Thomas, Guinard, y avaient des grades élevés, et, sur les quatre batteries qui la composaient, trois appartenaient à l'opinion radicale. Leur action favorable au mouvement eût facilement paralysé celle de la quatrième batterie, et l'on comprend quel dangereux concours l'émeute pouvait trouver dans ce noyau d'hommes jeunes, hardis, prêts à tout entreprendre pour la réalisation de l'utopie politique qu'ils caressaient avec d'autant plus d'ardeur que cette brillante chimère ils se l'étaient vu arracher, pour ainsi dire, à l'Hôtel de Ville après le combat de Juillet. Mais le gouvernement suivait de l'œil ces tendances républicaines et insurrectionnelles. M. de Pernety, colonel de l'artillerie, avait reçu des instructions, et à l'aide d'un certain nombre d'hommes dévoués, recrutés dans les quatre batteries, il s'était mis en mesure de neutraliser au besoin la possession des canons, en les enclouant à un signal donné. Nous allons voir, du reste, comment on compléta au moment décisif le système de précautions qu'on avait cru devoir appliquer à ce côté de l'émeute.

L'audience du 21 commença sous de sombres auspices. Les pairs étaient aussi nombreux que les premiers jours. Tous répondirent à l'appel de leur

nom, excepté le comte Mollien, retenu chez lui par une indisposition des plus graves. Les ministres, qui paraissaient pour la dernière fois devant leurs juges, témoignaient par leur contenance digne et résignée un certain abattement qui faisait comprendre que les cris de mort de la foule étaient parvenus jusqu'à leurs oreilles, triste avertissement des dangers qui les menaçaient. M. Madier de Montjau renouvela l'accusation, et M. de Martignac répliqua avec une émotion contenue qui ajoutait encore au charme de sa parole. C'était pour lui le chant du cygne. Enfin, après quelques mots par lesquels, en terminant sa tâche, M. Bérenger demandait au nom du pays « bonne et sévère justice, » les débats furent clos, et les accusés sortirent de la salle au milieu d'un imposant silence.

On les conduisit rapidement vers cette prison du Petit-Luxembourg où de si tristes heures venaient de s'écouler pour eux. Les formes exceptionnelles de la procédure adoptées par la Chambre des pairs, dans cette circonstance solennelle, permettaient de réaliser la translation immédiate des prisonniers à Vincennes, car l'arrêt ne devait être prononcé qu'en présence de leurs défenseurs, et leur serait notifié ensuite par le greffier de la Cour. M. de Montalivet, dont le dévouement et l'activité ne se démentirent pas un seul instant, avait fait

préparer une voiture où les quatre ministres monterent. Le roi avait exprimé le désir que son jeune ministre de l'intérieur commandât lui-même l'escorte des prisonniers. Des chevaux étaient préparés pour lui et le colonel Ladvocat. Tous deux se placèrent aux portières de la voiture, et se comportèrent envers le malheur comme ils l'eussent fait envers la royauté. Le cortège partit, traversant d'abord avec une certaine lenteur les rangs de la garde nationale étonnée, mais silencieuse; deux cents cavaliers, placés sous les ordres du général Fabvier, l'attendaient sur le boulevard extérieur. Dès que la voiture les atteignit, elle partit au galop dans la direction de la barrière du Trône, qu'elle franchit heureusement après avoir évité les faubourgs. Alors, suivant les instructions qu'il avait reçues de Louis-Philippe, M. de Montalivet lui fit rapidement parvenir un billet ainsi conçu : « Sire, nous avons franchi la moitié de l'espace; encore quelques instants de danger et nous sommes à Vincennes, et tout est sauvé. »

Cependant, avec ou sans la participation du gouvernement, on avait répandu dans les masses populaires la nouvelle d'une condamnation à mort, et ce bruit, accueilli par les démonstrations d'une satisfaction bruyante, s'était transmis de bouche en bouche jusque dans les quartiers les plus éloignés de la ville. La rumeur contraire de la trans-

lation des prisonniers à Vincennes, et de la possibilité d'une condamnation moins sévère, porta au plus haut degré l'exaspération de la foule, que quelques gardes nationaux semblaient malheureusement partager; les cris de mort se firent entendre de nouveau; des quais et des hauteurs du Panthéon s'avancèrent les colonnes populaires, vers ce Luxembourg hérissé de baïonnettes qu'elles auraient voulu emporter d'assaut. Les républicains se précipitèrent vers le Louvre, d'où ils espéraient voir sortir l'artillerie de la garde nationale; mais les grilles en étaient fermées, et dans l'intérieur de la cour la troupe de ligne et la garde nationale, faisant face aux artilleurs, paraissaient disposés à tirer sur eux s'ils faisaient mine d'enlever leurs pièces ou de les livrer au peuple. Autour du Luxembourg, M. de Sussy, colonel de la 11^e légion, fut frappé et renversé de cheval; MM. de Lafayette et Arago virent leur patriotisme méconnu, leurs efforts impuissants. Mais derrière eux la bourgeoisie armée, qui commençait à craindre le pillage, croisa énergiquement la baïonnette, et opposa un mur de fer à la populace envahissante. Celle-ci s'arrêta surprise en présence de cette attitude décidée, et se borna pendant le reste de la soirée à faire entendre d'impuissantes clameurs.

Les débats avaient été clos à deux heures. A dix heures du soir, les pairs entrèrent dans la

salle de leurs séances, sombre, silencieuse, presque entièrement déserte, et là, en face des défenseurs, pâles et abattus, M. Pasquier prononça l'arrêt, qui se terminait ainsi :

« La Cour des pairs, considérant que ces actes constituent le crime de trahison prévu par l'art. 26 de la Charte de 1814; — déclare Auguste-Jules-Armand-Marie, prince de Polignac; Pierre-Denis, comte de Peyronnet; Jean-Claude-Balthazar-Victor Chantelauze; et Martial-Côme-Annibal-Perpétue-Magloire, comte de Guernon-Ranville, coupables du crime de trahison; — considérant qu'aucune loi n'a déterminé la peine de la trahison, et qu'ainsi la Cour est dans la nécessité d'y suppléer; — vu l'art. 7 du Code pénal, qui met la déportation au nombre des peines afflictives et infamantes; — vu l'art. 17 du même Code, qui porte que la déportation est perpétuelle; — vu l'art. 18, qui déclare qu'elle emporte la mort civile, — vu l'art. 25 du Code civil, qui règle les effets de la mort civile; — considérant qu'il n'existe hors du territoire continental de la France aucun lieu où les condamnés à la peine de la déportation puissent être transportés et retenus; — condamne le prince de Polignac à la prison perpétuelle sur le territoire continental du royaume, le déclare déchu de ses titres, grades et ordres, le déclare

mort civilement, tous les autres effets de la déportation subsistant, ainsi qu'ils sont réglés par les articles précités. — Ayant égard aux faits de la cause, tels qu'ils sont résultés des débats; — condamne le comte de Peyronnet, Victor Chantelauze, et le comte de Guernon-Ranville, à la prison perpétuelle. Les déclare pareillement déchus de leurs titres, grades et ordres. — Condamne le prince de Polignac, le comte de Peyronnet, Victor Chantelauze, et le comte de Guernon-Ranville, personnellement et solidairement au frais du procès. — Ordonne que l'expédition du présent arrêt sera transmise à la Chambre des députés par un message; — ordonne qu'il sera imprimé et affiché à Paris et dans toutes les autres communes du royaume, et transmis au garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, pour en assurer l'exécution. »

Aussitôt après la lecture de l'arrêt, la séance fut levée et les juges se dispersèrent. Un rugissement de colère retentit dans les masses frémissantes. Mais la bourgeoisie armée avait compris que derrière quelques fanatiques, dont les seuls mobiles étaient l'irritation et la vengeance, se cachaient des conspirateurs rêvant au profit de leurs ambitieux appétits ou de leurs inexplicables utopies une révolution nouvelle qui surgirait tout

à coup d'un grand désordre à l'instar de la révolution de Juillet. Elle devint de son côté fanatique d'ordre ~~et~~ de repos, malgré les instincts vindicatifs qu'elle trahissait partiellement contre les derniers conseillers de Charles X. Sa contenance demeura ferme, et l'émeute recula devant elle. Pendant toute cette nuit d'émotions et de trouble, la garde nationale bivouaqua autour de grands feux sur les places et dans les carrefours de la cité, trop inquiète pour s'endormir.

Le lendemain 22, tout Paris connaissait l'issue de ce procès, et les agitateurs s'efforçaient de soulever la colère des masses contre l'arrêt rendu par la Cour des pairs. L'émeute se renouvela ; mais la garde nationale reçut bientôt un renfort inattendu : celui des écoles. Les étudiants avaient spontanément offert leur concours à M. Odilon Barrot, et le préfet de la Seine, les encourageant dans cette bonne voie, s'était empressé de l'accepter. Ils parcoururent les divers quartiers de Paris, en faisant entendre des paroles sages et généreuses au peuple, sur lequel ils avaient depuis les journées de Juillet conservé un certain empire. Fiers de cette popularité encore vivace, s'ils mirent un puéril enthousiasme à la bien constater, c'était du moins dans un grand intérêt public, et lorsqu'ils se présentèrent au Palais-Royal, Louis-Philippe leur fit un accueil qui les flatta profondément.

Le parti républicain avait compté sur ces terribles journées pour renverser l'édifice gouvernemental inauguré cinq mois avant. Il ~~rentre~~ un peu étonné sous sa tente ; car d'un côté des alliés qu'il se croyait acquis lui faisaient subitement défaut, et il était également certain que le lien qui unissait la garde nationale, c'est-à-dire la bourgeoisie armée, à la dynastie de Juillet, s'était resserré en présence d'un danger commun : l'anarchie. Le drapeau noir, un instant déployé, disparut dans l'ombre. Mais le petit groupe représentant toutes les nuances de la démocratie radicale pensa que des occasions nouvelles et propices ne tarderaient peut-être pas à se produire. Il ne se découragea pas, parce qu'il espéra qu'un antagonisme, fût-il passager, se manifesterait un jour entre la bourgeoisie de Paris et la royauté des barricades. Il ne se trompait pas dans ses calculs. Seulement il lui fallut attendre dix-huit ans.

Quant au gouvernement, il avait accompli un noble et difficile devoir. Les cabinets étrangers prirent pour lui de l'estime en lui découvrant de la force et du courage.

LIVRE CINQUIÈME

I. Attitude du général Lafayette. L'opinion se soulève contre son autorité irresponsable. Sa démission. Modifications dans le personnel gouvernemental. — II. La conférence de Londres. Ses premiers travaux. Réunion du congrès belge. Il adopte la forme monarchique, et vote l'exclusion du trône de la famille d'Orange-Nassau. Protocoles 11 et 12 de la conférence de Londres. — III. Le ministère Laffitte en face des partis. Les Bourbons exilés. Anniversaire de l'assassinat du duc de Berry. Pillage de Saint-Germain-l'Auxerrois. Destruction de l'Archevêché de Paris. Les fleurs de lis effacées. Faiblesse du pouvoir. — IV. Le duc de Mortemart à Saint-Petersbourg. Débuts de la révolution polonaise. Premières luttes. Batailles de Wawer et de Grochow. — V. Le congrès belge. Intrigues diplomatiques. Élection du duc de Nemours. Louis-Philippe refuse la couronne pour son fils.

I

M. de Lafayette venait de rendre des services; honnête homme, il s'indignait à l'idée du sang versé, et son attitude durant les dernières heures du procès des ministres avait du moins prouvé ses bonnes intentions. Mais ce n'était pas sans arrière-pensée que M. de Lafayette avait agi de la sorte; il voulait, tout en constatant clairement l'espèce

de dictature que lui conférait sa situation de commandant général des gardes nationales du royaume, faire servir au développement de ses idées politiques l'influence que les derniers événements lui avaient donnée. Son ordre du jour du 24 décembre se terminait par ces phrases significatives : « La capitale, dont la sécurité a été garantie avec une sage fermeté, est contente de nous; il en sera de même dans toute la France. Les affaires comme notre service reprennent leur cours ordinaire; la confiance va se rétablir; l'industrie va se ranimer; tout a été fait pour l'ordre public; notre récompense est d'espérer que tout va être fait pour la liberté. »

Cette situation de protecteur du gouvernement de Juillet, que l'importance extra-légale de ses fonctions donnait à M. de Lafayette, préoccupait naturellement les cabinets étrangers. Elle frappa également la Chambre, parce que l'opinion publique commençait à s'en émouvoir. On savait que certaines conditions étaient impérativement mises en avant par le vieux général; que, par exemple, il demandait la dissolution immédiate de la Chambre, dont la majorité lui semblait sans doute trop conservatrice, de plus, une loi électorale appelant à voter presque tous les citoyens contribuables, et enfin, une pairie élective comme le sénat des États-Unis. Ces tendances effrayaient, on les savait

approuvées d'ailleurs et appuyées par MM. Dupont (de l'Eure), dans les conseils du roi, et Odilon Barrot hors du ministère. Les journaux anglais, même ceux appartenant au parti whig, ouvrirent le feu contre cette autorité abusive, exceptionnelle, irresponsable, de M. de Lafayette ; ils en firent ressortir toute l'irrégularité, tous les dangers. Les journaux français, excepté ceux de l'extrême gauche, continuèrent vivement l'attaque, que Louis-Philippe voyait sans déplaisir. La Chambre elle-même, jalouse de ses prérogatives, ennemie (comme cela se disait alors) de toutes les dictatures, qu'elles procédassent du peuple ou du droit divin, parut s'émouvoir tout à coup de la situation exceptionnelle qui créait un pouvoir sans contrôle, presque sans limites, en dehors des pouvoirs constitutionnels et réguliers. On a dit qu'il n'y a rien de plus hypocrite que les assemblées parlementaires, et c'est une grande, une incontestable vérité : tandis que la Chambre prodiguait au héros des deux mondes les qualifications les plus louangeuses, elle ne songeait déjà plus qu'à détruire, qu'à renverser cette puissance rivale qui la troublait et l'offusquait.

Elle l'attaqua avec une merveilleuse adresse, mais aussi avec une rare duplicité : le ministère avait présenté un projet de loi sur la garde nationale, et ce projet renfermait l'article suivant :

« Dans les communes ou cantons où la garde nationale formera plusieurs légions, le roi pourra nommer un commandant supérieur, mais il ne pourra être nommé de commandant supérieur des gardes nationales de tout un département, ou même d'un arrondissement de sous-préfecture. » La discussion de cet article, en se généralisant, fit surgir tout à coup le nom de M. de Lafayette, et, en effet, si le pouvoir de nommer un commandant supérieur dans un département n'était pas laissé au chef de l'État, comment serait-il possible d'admettre qu'un citoyen, quelque grand qu'il fût d'ailleurs, pût être investi du commandement en chef des gardes nationales du royaume? M. Charles Dupin fit entendre ces paroles :

« Depuis le 30 juillet, le général Lafayette a été la loi vivante de la garde nationale; il a recueilli une gloire immense par la manière dont il a rempli cette grande mission; mais l'ami, le compagnon, l'émule de Washington sent très-bien qu'un homme ne peut rester toute sa vie la loi vivante, à moins que la loi écrite ne soit morte. Ce grand ami de la liberté, s'il se trouvait dans cette enceinte, serait le premier à dire : « Je veux que la loi vive, et moi je redeviens ce que je suis, le citoyen des deux mondes. »

On applaudit; on accabla d'éloges M. de Lafayette; mais enfin on supprima aussi régulière-

ment, aussi constitutionnellement que possible, les hautes fonctions que la révolution de Juillet lui avait décernées, couronne civique dont il était si heureux et si fier. Vivement froissé dans son amour-propre, le général, averti du vote de la Chambre, écrivit au roi une lettre dont voici quelques passages : « Sire, la résolution prise hier par la Chambre des députés, avec l'assentiment des ministres du roi, pour la suppression du commandement général des gardes nationales, à l'instant même de la loi qui va être votée (*sic*),- exprime déjà le sentiment de deux branches de la puissance législative, surtout de celle dont j'ai l'honneur d'être membre. Je croirais lui manquer de respect, si j'attendais toute autre formalité pour envoyer au roi, comme je le fais ici, ma démission des pouvoirs que son ordonnance m'avait conférés..... Le président du conseil a bien voulu proposer de me donner le titre de commandant honoraire : il sentira lui-même, et Votre Majesté jugera que ces décorations nominales ne conviennent ni aux institutions d'un pays libre, ni à moi..... Je prie Votre Majesté d'agréer l'hommage bien cordial de mon attachement et de mon respect. »

Et le roi lui répondit :

« Je reçois à l'instant, mon cher général, votre lettre qui m'a peiné autant que surpris par la décision que vous prenez ; je n'ai pas encore eu le

temps de lire les journaux. Le conseil des ministres s'assemble à une heure ; après je serai libre, c'est-à-dire, entre quatre et cinq, que j'espère vous voir, et vous faire revenir sur votre détermination. x

Cette lettre était singulière ; le roi déguisait un peu trop sa pensée pour conserver bien intacte en cette circonstance la dignité de son attitude. Était-il possible, en effet, qu'il ignorât si complètement ce qui se passait, et qu'il y fût aussi étranger qu'il voulait le paraître ? Toute la portion gouvernementale du cabinet, le maréchal Soult, MM. Sébastiani, de Montalivet, d'Argout, n'avaient-ils pas fréquemment parlé devant lui de la dictature de M. de Lafayette, de la nécessité de se défaire de l'apparente tutelle de ce maire du palais ? Louis-Philippe s'est souvent rapetissé par d'inutiles ombrages. Il n'a pas toujours compris que la ligne droite était non-seulement la plus courte, mais aussi la plus habile des voies politiques. Appuyé sur la Chambre, il pouvait agir nettement en cette circonstance. Mais ce n'était pas dans sa nature, et il se contenta de se réjouir au fond de son cabinet de la chute d'un pouvoir rival qu'il avait toujours détesté.

Après avoir avec amertume et franchise exposé tous ses griefs au roi, M. de Lafayette maintint en effet la démission qu'il avait donnée. Toutefois M. de Lafayette n'était pas une individualité isolée ; c'était un parti, et ce parti avait des représen-

tants dans le ministère, dans l'administration, dans la Chambre, tout aussi bien que dans la garde nationale elle-même.

La retraite de M. de Lafayette entraîna la démission de M. Dupont (de l'Eure), et le remplacement du préfet de police, M. Treilhard, qui avait succédé dans ce poste à M. Girod (de l'Ain). La préfecture de police fut confiée à M. Baude, sous-secrétaire d'État au département de l'intérieur. Quant à M. Odilon Barrot, atteint dans ses plus chères affections politiques, il garda cependant la situation de préfet de la Seine. Les instances de M. Laffitte furent pour beaucoup dans cette détermination d'autant plus inattendue que M. Barrot se trouvait, par la nature de ses fonctions, placé sous les ordres administratifs du jeune ministre de l'intérieur, M. de Montalivet, dont la vigoureuse initiative s'était très-clairement produite dans cette campagne du cabinet contre le pouvoir exorbitant, extra-constitutionnel, du général Lafayette. Ce fut par le général Mouton, comte de Lobau, que ce dernier fut remplacé, et le choix habile de cette illustration de l'Empire fut accueilli avec satisfaction par la garde nationale de Paris, dont il flattait singulièrement les instincts et les prétentions militaires.

M. Mérilhou, ministre de l'instruction publique, fut nommé garde des sceaux à la place de Dupont (de l'Eure); M. Barthe, président de chambre à

la Cour royale de Paris, remplaça M. Mérilhou. Ce dernier, ancien avocat et distingué dans cette profession, n'avait pas toute l'ampleur, toute la décision qui signalent les véritables hommes d'État. Il appartenait d'ailleurs à la coterie de gauche, qui ne pouvait combattre logiquement l'anarchie, et il ne devait apporter aucune force au pouvoir. Quant à M. Barthe, esprit fin, délié, gouvernemental, il avait promptement rompu avec le passé de sa jeunesse politique; ancien *carbonaro* sous la Restauration, il avait prouvé une fois de plus, comme M. Persil, comme tant d'autres, qu'un homme d'une intelligence exceptionnelle, doué d'une juste ambition, prend quelquefois des chemins bien détournés pour arriver à l'exercice de ce pouvoir qu'il combattait et sapait chez les autres, sauf à ne s'en servir que comme eux-mêmes; car, après tout, le pouvoir ne s'exerce utilement que d'une seule manière depuis l'origine et l'organisation des sociétés.

II

Une conférence s'était ouverte à Londres avec la pensée dominante du principe de non-intervention, et le 4 novembre 1830 elle tint sa première délibération au *Foreign-Office*. Le roi des Pays-

Bas avait obtenu que les puissances prendraient au moins le titre et le caractère d'arbitres. M. de Falk, plénipotentiaire hollandais, fut invité à assister à la conférence, mais seulement comme témoin, et sans avoir le droit de signer. L'Autriche y était représentée par le baron de Wessenberg; la France, par le prince de Talleyrand; l'Angleterre, par le duc de Wellington; la Prusse, par le baron de Bulow, et la Russie par les comtes Matuszewitch et Lieven. M. de Falk défendait les intérêts de la Hollande, et M. Sylvain Van de Weyer la cause de la Belgique.

Bientôt un premier protocole vint apprendre à l'Europe attentive que la conférence de Londres se posait en tribunal politique, et se préparait à juger le différend, non plus selon la lettre des traités, mais suivant les exigences du moment. Par les protocoles des 14 et 17 novembre, la conférence reconnaissait le gouvernement provisoire de la Belgique, et consentait à traiter avec lui. Par celui du 20 décembre, elle déclarait que « les événements des quatre mois qui venaient de se passer, avaient malheureusement démontré que l'union parfaite et complète que les puissances avaient voulu effectuer entre les deux pays n'avait pas été obtenue; qu'à l'avenir il était impossible de la renouveler; que le fait de l'union se trouvait en conséquence détruit, et qu'il était indispensable de

recourir à d'autres arrangements pour arriver au but qu'on avait voulu atteindre. »

Le premier protocole était à peine rédigé que, sur la demande de M. de Falk, MM. Bresson et Cartwright furent envoyés en Belgique pour le communiquer au gouvernement provisoire. Ces deux diplomates arrivèrent à Bruxelles le 7 novembre, et après l'échange de quelques notes au sujet des limites territoriales, une suspension d'armes fut signée le 10. Quelques jours après, au retour de Londres de MM. Cartwright et Bresson, qui avaient été faire connaître le résultat de la mission confiée à leur zèle, une trêve fut acceptée par la Hollande; toutefois les Hollandais continuèrent d'entraver la navigation de l'Escaut, et les Belges de bloquer Maestricht.

Le 10 novembre, le congrès national s'était réuni au palais des États-Généraux, et y avait tenu sa première séance après avoir été installé, au nom du gouvernement provisoire, par M. de Potter; le nombre de ses membres était de deux cents, élus par un mode d'élection directe. Le gouvernement provisoire avait déclaré que pour être électeur et éligible il fallait être né ou naturalisé Belge, avoir vingt-cinq ans, et payer soixante-quinze florins de contributions dans les provinces les plus riches, ou treize florins dans les plus pauvres.

Les Belges virent avec joie cette assemblée na-

tionale siégeant dans leur capitale. Son installation se fit avec une sorte de solennité ; les tribunes de la salle étaient envahies, et l'on était curieux de connaître les hommes qui allaient avoir des questions si graves à décider. Quoique les députés fussent, en général, complètement étrangers aux usages parlementaires, l'assemblée présentait cependant un aspect simple et imposant, qui prouvait qu'elle avait compris sa haute mission ; le baron Surllet de Chokier en fut nommé président. Les membres du gouvernement provisoire s'étaient, comme on l'a vu, élus de leur autorité privée et par le seul fait de leur volonté. Ils désirèrent que leur mandat fût confirmé par les représentants de la nation, et offrirent leur démission au congrès, qui, de la façon la plus flatteuse, confirma le pouvoir qu'ils s'étaient arrogé ; mais M. de Potter, déçu peut-être dans ses ambitieuses espérances, et persuadé sans doute que son importance politique, basée sur la faveur populaire, était trop grande pour qu'il pût agir avec autant d'humilité que l'avaient fait ses collègues, se sépara d'eux en cette circonstance, protestant contre la suprématie du congrès, et lui déniait le droit de confirmer les pouvoirs du gouvernement provisoire, puisque ceux-ci étaient émanés de la souveraineté du peuple.

Le gouvernement provisoire s'empressa de re-

connaître les cinq grandes puissances comme arbitres de la question internationale qui s'agissait entre la Belgique et la Hollande, et une note en ce sens fut adressée par lui au *Foreign-Office*.

Trois questions non moins graves furent bientôt soumises au congrès. Le 18 novembre, le principe de l'indépendance de la nation belge fut adopté à l'unanimité. Le 22, cent soixante-quatorze voix contre treize décidèrent l'adoption d'une monarchie constitutionnelle héréditaire. Enfin, le 23, M. Constantin Rodenbach, l'un des membres les plus actifs de l'Union catholique, proposa l'exclusion à perpétuité de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir dans le pays. La discussion fut des plus animées. Le nombre des votants était de cent-quatre-vingt-neuf. Cent soixante et une voix se prononcèrent pour la proposition, et vingt-huit contre. Le président se levant alors, déclara « tous les membres de la famille d'Orange-Nassau exclus à perpétuité de tout pouvoir en Belgique. » Sentence politique qui fut accueillie dans les tribunes par d'assez vifs applaudissements, mais au dehors avec certaines marques d'appréhension pour l'avenir. Les peuples auxquels on improvise ainsi une existence nouvelle n'ont-ils pas le droit de s'informer du lendemain ? Nous verrons bientôt d'ailleurs que le prince d'Orange avait encore un sérieux parti dans les Flandres.

Le congrès, poursuivant son œuvre, souleva et résolut bientôt la question importante de l'institution d'un sénat; les principes de l'hérédité et de la nomination par le roi ayant été repoussés, on adopta une combinaison par laquelle les sénateurs seraient soumis à l'élection comme les membres de la Chambre des représentants eux-mêmes, mais à un degré d'élection différent. La question de la liberté de la presse fut également soumise au congrès, dans ces premiers moments de son existence, et le projet de loi immédiatement voté à la presque unanimité des suffrages. Bientôt aussi la Belgique dut songer à établir de sérieuses relations diplomatiques avec les puissances étrangères. M. Lehon fut envoyé à Paris et M. Vilain XIII partit pour Londres. Pendant ce temps, lord Ponsonby arrivait à Bruxelles, où, comme nous l'avons dit, la France était en ce moment représentée par M. Bresson. Ces deux derniers diplomates se trouvaient réciproquement dans une position aussi délicate que difficile : devant réunir leurs efforts lorsqu'il s'agirait d'imposer à la Belgique les décisions prises par la conférence, et contraints aussi de surveiller en quelque sorte leur attitude respective.

La position de M. Bresson offrait encore plus de difficultés, il faut bien le dire, que celle de lord Ponsonby, car les dépêches qui lui arrivaient de

Paris, signées du général Sébastiani comme ministre des affaires étrangères, contrariaient quelquefois les protocoles qui lui parvenaient de Londres signés par le prince de Talleyrand. Ce fut ainsi que la France, après avoir adhéré aux dix premiers protocoles, refusa de ratifier ceux portant les numéros 11 et 12, produits en janvier 1831. L'ensemble des articles de ces deux protocoles était destiné à former une espèce de convention préliminaire, et à constituer les bases de l'indépendance et de l'existence future de la Belgique; il y était question des limites territoriales qui devaient séparer la Belgique de la Hollande, et de l'intention de constituer la première comme pays neutre à perpétuité. On y statuait également sur les arrangements financiers qui devaient terminer toute contestation entre les deux États¹. Le congrès avait protesté solennellement contre le 11^e protocole, et le comité diplomatique avait chargé le ministre des affaires étrangères de renvoyer le 12^e à lord Ponsonby, en l'accompagnant d'une note par laquelle il déclarait que ce dernier acte accusait une partialité évidente de la part des puissances, qui paraissaient dévier du principe de

1. La conférence proposait d'attribuer à la Belgique les 16/31^{es} de la totalité de la dette inscrite au grand livre du royaume des Pays-Bas, et dont les intérêts à 2 1/2 p. 100 s'élevaient en total à la somme de 27,772,275 florins.

simple médiation, objet avoué de la conférence. MM. Van de Weyer et Vilain XIII avaient en effet reçu des instructions pour réclamer la possession de toute la rive gauche de l'Escaut, du Luxembourg, sauf les points qui entraient dans la confédération germanique, et du Limbourg, en y comprenant Maestricht.

Ces prétentions furent rejetées par la conférence, et les deux envoyés belges quittèrent Londres après avoir adressé aux plénipotentiaires une note assez énergique au sujet de la libre navigation de l'Escaut. Pendant ce temps, le cabinet hollandais, auquel les propositions contenues dans les protocoles déjà mentionnés, surtout celle qui concernait la dette, présentaient un avantage évident, s'empressait habilement d'adhérer aux actes émis par la conférence, dont la préoccupation majeure était de paraître omnipotente.

III

Le ministère Laffitte, même avec les nouveaux éléments dont on venait de le renforcer, était-il bien capable de résister aux partis qui, trompés une première fois dans leurs calculs, dans leurs espérances, allaient se déchaîner, non pas seule-

ment contre lui, mais encore et surtout contre l'établissement de Juillet ? Malgré l'heureuse issue du procès des derniers conseillers de Charles X, l'anarchie était grande, plus grande peut-être dans les esprits que dans la rue. Les écoles, officiellement remerciées par la Chambre pour leur attitude pendant les dernières émeutes, ne craignaient pas de dire dans une protestation livrée à la publicité : « Les écoles avaient été calomniées ; on les accusait de vouloir se mettre à la tête des artisans de troubles, et obtenir par la force brutale les conséquences du principe consacré par notre sang. Nous avons protesté solennellement, et nous avons payé comptant la liberté qu'on nous marchande ; nous avons prêché l'ordre public, sans lequel il n'y a point de liberté. Mais l'avons-nous fait pour provoquer les remerciements et les battements de mains de la Chambre des députés ? Non, nous avons accompli un devoir : ah ! sans doute, nous serions fiers et glorieux des remerciements de la France ; mais nous cherchons vainement la France dans la Chambre des députés.... »

Et, du reste, certains orateurs, tels que Dupont (de l'Eure) et Eusèbe Salverte, ne respectaient pas beaucoup plus l'autorité de la Chambre que les étudiants eux-mêmes. « La liberté, disait M. Guizot dans son grave et philosophique langage, la liberté est venue après plusieurs révolutions, et je

ne doute pas que notre génération de Juillet ne la porte aussi dans son sein ; mais l'esprit des révolutions, des insurrections, lui est radicalement contraire. Les pouvoirs insurrectionnels sont très-propres à accomplir une révolution, mais ne leur demandez pas la liberté, ils sont incapables de la produire..... Le mal véritable et profond qui vous travaille, c'est donc cette tentative de rétablir au profit de l'insurrection l'article 14 de la Charte. » Le mal était là en effet, et il eût été difficile de l'indiquer d'une façon plus ingénieuse. Le péril de la situation apparaissait, du reste, avec toute sa gravité aux hommes doués de l'instinct gouvernemental, quelle que fût d'ailleurs leur nuance d'opinion. « Depuis cinq mois, disait à son tour M. Mauguin, l'ordre a été troublé dans la capitale ; depuis cinq mois le crédit public a été atteint, le commerce ruiné, l'industrie anéantie ; depuis cinq mois enfin, quand on jette un regard sur la France, on aperçoit presque dans chaque département des mouvements partiels de mécontentement populaire. Ce sont là des indices d'un malaise profond qu'il faut étudier et connaître, afin qu'il n'amène pas un jour des maux plus grands encore. Quel est donc cet ordre social si frêle et si agité, cet ordre social qui n'offre de sécurité ni aux personnes ni aux intérêts ? Législateurs ! ces questions sont graves, et c'est déjà un malheur d'avoir à les poser. »

Il est douloureux en effet de sonder une plaie, mais ne faut-il pas toujours en avoir le courage ? Les partis étaient disposés à relever la tête, la chose était certaine ; celui de la république, étonné de l'insuccès de sa dernière tentative, et abattu par la mesure vigoureuse que M. de Montalivet n'avait pas hésité à prendre en licenciant l'artillerie de la garde nationale de Paris, ne paraissait pas le plus redoutable en ce moment ; mais il ne lui fallait qu'une occasion pour se produire de nouveau, et l'imprudence du parti légitimiste allait précisément la lui fournir.

Le gouvernement de la Restauration avait des racines dans le pays. On conçoit, en effet (sans parler des traditions, des souvenirs, que le retour de cette vieille race de rois avait réveillés en France), qu'on ne gouverne pas pendant quinze années un grand peuple sans laisser derrière soi quelques traces, quelques amis. Si, en trois jours, et grâce à ses propres fautes matérielles, la royauté légitime avait été matériellement vaincue, sa souveraineté morale n'avait pas disparu avec elle. En un mot, les Bourbons en tombant, et précisément à cause de la rapidité de leur chute, n'étaient pas tombés tout entiers.

Il n'est pas inutile de le remarquer d'ailleurs : si aujourd'hui, fatiguées, saturées de changements politiques, blasées sur les révolutions, les popula-

tions françaises, indifférentes à tout ce qui ne touche pas leurs intérêts personnels, se montrent disposées à soutenir, à défendre un gouvernement, parce que ce gouvernement, en garantissant ces intérêts, leur donne des preuves de force, des gages de stabilité, il n'en était pas de même alors, et le sentiment politique, l'opinion, existaient encore dans les masses, quoique moins ardemment qu'au commencement du siècle. Ainsi, il pouvait être vrai de dire que les riches individualités légitimistes, stupéfiées du rapide triomphe révolutionnaire dû à la centralisation parisienne, et qui frondaient de loin, retirées qu'elles étaient dans leurs vieux manoirs de province, ne constituaient pas un parti sérieux, un parti redoutable, précisément parce qu'elles ne descendraient jamais dans la rue le fusil à la main, et ne construiraient pas de barricades; mais il n'en était pas moins certain que dans les départements du midi, en Bretagne, dans la Vendée, et sur plusieurs points isolés du centre de la France, les masses étaient très-nettement légitimistes, et que le noyau des fidèles épars, joint aux officiers licenciés ou démissionnaires de la garde royale et de la maison du roi, pouvait à un jour donné causer, en s'unissant à ces populations guerrières, convaincues, de très-graves embarras au gouvernement de Juillet. Seulement une direction habile, sage, acceptée de tous, manquait au

parti de la branche aînée. Des divisions existaient d'ailleurs dans son sein.

Charles X et son fils, le Dauphin, recueillis d'abord au château de Lullworth, en quittant les côtes de France, puis autorisés par le roi Guillaume IV à habiter le palais d'Holy-Rood, n'avaient d'abord, tout absorbés qu'ils étaient par les détails pénibles, douloureux, de la vie nouvelle qui leur était faite, songé qu'à leur attitude privée, qu'à la dignité de leur maintien en face de la France et de l'Europe. Mais, après les premières heures de l'exil, les préoccupations politiques revinrent. Charles X et le Dauphin n'avaient abdiqué que sous la condition expresse de la royauté du duc de Bordeaux. Cette royauté de Henri V, que devait protéger la lieutenance générale du duc d'Orléans, n'avait pas été proclamée, et, la condition n'étant pas remplie, l'acte pouvait paraître nul aux yeux du vieux roi et de son fils. Mais le plus grand nombre des légitimistes n'acceptait pas cette distinction, tenait les deux abdications pour un fait sérieusement accompli, et reconnaissait la royauté mineure du duc de Bordeaux, avec la tutelle de M^{me} la duchesse de Berry.

Cependant la famille royale exilée était loin d'admettre ce dernier point. Charles X, M^{me} la Dauphine et leur entourage habituel, MM. le cardinal de Latil, de Blacas et de Damas, trouvaient

la duchesse de Berry impatiente, imprudente, trop jeune d'esprit et d'imagination. Charles X tenait particulièrement d'ailleurs à conserver la tutelle et la garde de son petit-fils, auquel il avait donné M. de Blacas pour gouverneur. Le vieux roi voulait ainsi demeurer à la tête de son parti, en garder la direction, et la division qui s'était produite à cet égard dans le sein de la famille royale avait été assez grande pour que M^{me} la duchesse de Berry, au lieu d'aller habiter le palais d'Holy-Rood avec ses enfants, eût fixé sa résidence à Londres, d'où il lui était plus facile, du reste, d'entretenir d'actives relations avec les cours de Naples, d'Espagne, de Piémont, et avec ses amis de France.

M. de Talleyrand, bien placé pour étudier cette double situation dans ses moindres détails, ne manquait pas d'en instruire directement Louis-Philippe par une correspondance secrète, où, avec des termes d'une convenance parfaite, il lui dépeignait d'un côté Charles X entouré de son conseil, composé de MM. de Montbel, d'Haussez, le baron Capelle, le maréchal de Bourmont, indépendamment des personnages que nous avons déjà cités; de l'autre M^{me} la duchesse de Berry au milieu des officiers de la garde, des jeunes Vendéens et Bretons, qui venaient lui offrir le concours de leur épée : l'un représentant le vieux parti royaliste avec ses instincts, ses affections, ses répugnances,

sa diplomatie occulte, dirigée par le duc de Blacas ; l'autre personnifiant le jeune parti légitimiste, ardent, romanesque, tout prêt à se jeter dans les aventures, prenant pour patrons de sa politique MM. de Chateaubriand, de La Ferronnays, de Latour-Maubourg ¹.

Ces deux fractions d'un même parti se détruisaient mutuellement, il est aisé de le comprendre ; l'action de l'une annihilait presque toujours les desseins de l'autre, et lorsque M^{me} la duchesse de Berry envoyait ses agents auprès des souverains étrangers pour solliciter leur concours dans une prochaine prise d'armes, on lui répondait le plus souvent par la communication de la correspondance calme, patiente, hostile à toute expédition aventureuse, de M. le duc de Blacas.

Les illusions n'en étaient pas moins grandes parmi les enfants perdus du parti royaliste et les individualités dont les intérêts avaient été froissés par la révolution de Juillet. Il ne manquait pas à Paris de pensionnaires de l'ancienne liste civile, de gardes du corps licenciés, prêts à tout risquer pour la royauté de la branche aînée. On voulut provoquer une manifestation d'opinion légitimiste, sans songer que Paris était précisément le lieu de

1. L'ancien gouverneur des Invalides, mutilé sur le champ de bataille de Leipsick ; véritable type d'honneur et de fidélité.

toute la France le plus mal choisi pour en faire le théâtre d'une semblable tentative.

Déjà les journaux *royalistes* (car on désignait de ce nom les feuilles dévouées à la branche aînée sous la royauté de la branche cadette) avaient célébré par des articles d'une violence très-remarquée le déplorable anniversaire du 24 janvier. La date du 13 février, anniversaire également fatal de l'assassinat du duc de Berry, parut favorable, par les douloureux souvenirs qu'il rappelait, à la manifestation que l'on voulait produire. Le ministre de l'intérieur fut informé qu'un service funèbre avait été demandé au curé de Saint-Roch, et qu'il devait servir de prétexte à une démonstration du parti légitimiste ; il en prévint sur-le-champ le préfet de police, M. Baude, et M. Barthe, ministre des cultes. Sa lettre au préfet de police était ainsi conçue : « Monsieur le préfet, un service funèbre doit avoir lieu à Saint-Roch, pour l'anniversaire de la mort de M. le duc de Berry. Si j'en crois divers rapports qui me sont adressés, l'ordre pourrait être troublé dans cette circonstance. D'un côté, les carlistes se sont donné rendez-vous ; ils ont demandé, dit-on, au curé de Saint-Roch, que le catafalque fût orné des insignes de la branche aînée de la famille des Bourbons ; d'un autre côté, on annonce que les jeunes gens des Écoles et des Sociétés populaires doivent se porter en grand

nombre sur les lieux, bien décidés à ne pas souffrir cette manifestation. Je vous invite à vérifier ces faits et à prendre les mesures de police que vous jugerez convenables. »

Quant à M. Barthe, il était également invité par son collègue à s'entendre avec l'archevêque de Paris, M. de Quélen, et avec le curé de Saint-Roch, sur les mesures de prudence que semblait réclamer l'intérêt de la tranquillité publique. Il se concerta, en effet, avec l'archevêque dans lequel il trouva tout le concours qu'il avait pu espérer. La cérémonie qui devait avoir lieu à Saint-Roch fut interdite par le prélat; mais un avis secrètement répandu dans Paris par les meneurs légitimistes, apprit à leurs adhérents qu'un service aurait lieu, le même jour, à Saint-Germain-l'Auxerrois. Chacun d'eux y accourut comme à un rendez-vous d'honneur, et l'église, au milieu de laquelle s'élevait un catafalque fleurdelisé, se trouva trop petite pour contenir les anciens gardes royaux qui, mêlés à des notabilités du parti, à des gardes du corps, à de vieux serviteurs de la branche aînée, s'exaltèrent bientôt au point d'attacher sur le catafalque une gravure représentant le jeune Henri V couronné, portrait qu'ils entourèrent de guirlandes d'immortelles.

Cependant les craintes manifestées par M. de Montalivet, dans sa lettre au préfet de police, commençaient à se réaliser : des groupes nombreux,

animés, se formaient sur la place de Saint-Germain-l'Auxerrois. Les passions populaires s'éveillaient menaçantes, terribles, et, cette fois, elles ne devaient pas trouver une digue, une barrière dans les passions de la bourgeoisie ; car cette dernière était irritée de voir, après quelques mois de souveraineté, un audacieux parti venir ainsi remettre en question son triomphe des trois jours. Le gouvernement lui-même n'était pas assez régulièrement constitué, assez fort, pour dédaigner la triste satisfaction de laisser le peuple donner une leçon aux légitimistes et au clergé qu'il réunissait dans ses préventions, dans sa haine. Passant rapidement des menaces et des propos à la réalité des actes, une populace furieuse s'élance dans l'église. En un instant Saint-Germain-l'Auxerrois, ce chef-d'œuvre de la renaissance, est saccagé, dévasté, profané. L'autel et la chaire sont renversés ; les tableaux, les statues, détruits. La croix fleurdelisée qui s'élevait au-dessus de l'édifice tombe enfin brisée aux pieds des démolisseurs, et les ornements sacerdotaux enlevés au sanctuaire sont promenés dans les rues avec des cris et des huées.

Au premier avertissement des dispositions menaçantes de la foule, le préfet de police, M. Baude, s'était dirigé vers la place de Saint-Germain-l'Auxerrois, à la tête de quelques gardes municipaux.

paux ¹. Son intervention ne servit qu'à sauver un ou deux individus que le peuple voulait jeter à la rivière en criant : « A bas les jésuites !... » Et l'attitude embarrassée des autorités, de la garde nationale accourue au premier appel, donnait trop beau jeu à l'instinct destructeur des masses surexcitées pour que ces dernières ne se portassent pas à des excès plus déplorables encore que ceux qui venaient de se commettre.

L'embarras du pouvoir se trahit en effet durant ces tristes journées d'une façon bien significative ; on vit avec étonnement M. de Montalivet, l'un des plus fermes représentants du principe d'autorité dans le sein du cabinet, dire dans une proclamation adressée au peuple à propos de la dévastation d'une église : « Citoyens de Paris, respect aux *monuments publics* ! Ces mots adressés à une nation civilisée ne seront pas prononcés en vain. Le peuple parisien, offensé par des démonstrations hostiles à notre roi citoyen et à la révolution de Juillet, ne démentira pas la noblesse tant de fois éprouvée de ses sentiments. » Tandis que de son côté le préfet de police faisait afficher les paroles suivantes :

« Nos lâches ennemis n'ont qu'un moyen de compter encore dans notre pays. C'est de nous

1. La garde municipale de Paris était une des créations récentes du gouvernement de Juillet.

diviser, c'est de répandre parmi nous les méfiances et les discordes. Cette tactique a fait depuis quarante ans trop de mal à la France pour qu'ils n'y reviennent pas aujourd'hui. Souvenez-vous que depuis un siècle le mot d'ordre du jésuitisme est « haine à la famille d'Orléans ! » Confions-nous au roi, que cette haine et ces persécutions ont identifié avec notre cause..... On veut pousser le peuple au désordre pour éloigner de lui le travail et la sécurité. La raison du peuple rejettera ces perfides insinuations, il cessera de dévaster les propriétés publiques. Le Gouvernement connaît le dévouement de la garde nationale pour le roi, à nos institutions, à l'ordre. Ce dévouement ne se démentira jamais, et cette grande cité sera préservée de tous les excès qui pourraient compromettre sa tranquillité et son repos. »

Ce qui n'empêcha pas que, le lendemain¹, l'émeute ne se portât vers l'Archevêché sous le faux prétexte que M. de Quélen avait autorisé la cérémonie funèbre. Là, comme à Saint-Germain-l'Auxerrois, le torrent populaire emporta tout sur son passage. Après avoir saccagé l'intérieur du bâtiment et jeté dans la Seine les meubles, les

1. Dans cette même soirée des groupes se dirigèrent vers la maison occupée par M. Dupin en criant : « A bas le jésuite ! » Était-ce parce que M. Dupin avait courageusement défendu l'immovibilité des magistrats ?

ustensiles, les livres rares et précieux d'une bibliothèque qui renfermait d'inappréciables richesses, la foule immonde s'était précipitée sur cette proie sans que personne se présentât pour la lui disputer. Elle ne voulut pas qu'il restât debout une seule pierre de la demeure de l'archevêque. Tout disparut comme dans une tourmente, au milieu des imprécations, des rires et des cris furieux. De nouvelles profanations signalèrent le passage de ces hordes de Vandales. On était dans ces jours de folie qui terminent le carnaval. Des masques parcouraient les rues, et l'on vit des misérables se mêler à eux revêtus des dépouilles religieuses qu'ils venaient d'enlever à l'Archevêché. Tristes jours, époque déplorable ! car à quelques pas de toutes ces turpitudes, de toutes ces ruines, des détachements de garde nationale stationnaient l'arme au bras sans ordre de l'autorité, et n'ayant pas une conviction assez profonde de leur droit de répression pour assumer la responsabilité d'une initiative vigoureuse.

Comment aurait-il pu en être autrement, du reste, alors que des fonctionnaires élevés dans la hiérarchie gouvernementale, irresponsables il est vrai, ne craignaient pas de venir regarder en curieux ces saturnales infâmes auxquelles ils applaudissaient hautement, parce que c'était » une leçon pour les carlistes. » L'autorité municipale

avait, dans le 4^e arrondissement de Paris, donné l'ordre d'abattre les croix pour que la populace ne les abattît pas elle-même. Le ministre de l'intérieur eut la faiblesse de généraliser cet ordre de telle sorte, qu'à Paris comme en province l'étendard du christianisme disparut des places publiques et des monuments sacrés. Mais les républicains, avec un malicieux acharnement, s'étaient aussi attaqués aux fleurs de lis ! partout elles furent grattées, même sur l'écusson de Louis-Philippe. Une note venant du cabinet du roi, et rédigée en ces termes, fut communiquée aux journaux.

« En conservant les fleurs de lis sur le sceau de l'État, le roi n'y avait vu qu'un emblème, qui avait été celui de la France pendant plusieurs siècles, et auquel se rattachaient des souvenirs honorables pour ses ancêtres, et glorieux pour la nation. Mais depuis que de coupables tentatives en ont fait un signe de ralliement des ennemis de la nouvelle dynastie et de nos institutions, et que l'opinion publique ne voit plus dans cet emblème que des souvenirs récents qui lui sont odieux, le roi a écarté toute autre considération, et a rendu une ordonnance pour changer le sceau de l'État. En même temps le roi a donné des ordres pour faire disparaître les fleurs de lis partout où on pourra le faire sans dégrader les monuments publics, et sans renouveler les mutilations auxquelles donna lieu,

en 1814, l'enlèvement des emblèmes de la République et du règne de Napoléon. »

Cette dernière faiblesse, qui se cachait sous le nom de concession à l'opinion publique, avait été sollicitée par M. Laffitte et deux autres membres du ministère. Elle coûta sans doute au descendant de Henri IV, mais il dut s'en consoler en pensant qu'elle n'était peut-être pas inutile à sa politique. Quant au cabinet, une telle secousse devait l'ébranler jusque dans ses fondements. L'Europe, qui s'était rassurée en voyant l'issue du procès des ministres et la démission de M. de Lafayette, s'émut de nouveau de ces déplorables défaillances du gouvernement français, et si à l'extérieur de tels symptômes effrayèrent, à l'intérieur un sentiment d'angoisse et de réaction conservatrice se manifesta également d'une façon très-significative.

Du reste, et comme il arrive toujours en pareil cas, chacun chercha à se disculper devant la représentation nationale des fautes qu'il avait pu commettre, ou, pour mieux dire, s'efforça de les rejeter sur autrui. Ce fut M. Delessert qui, le premier, **attaqua** le ministère, à propos des déplorables événements qui venaient de se produire, et ne pouvaient manquer, ajoutait-il, de donner avec raison à la France comme à l'étranger une fausse idée des sentiments de la population parisienne. « Si la dévastation a ~~dépassé~~ **dépassé**, dit-il, toutes les bornes du

ressentiment, c'est qu'il a été excité par des hommes animés sans doute par des desseins secrets, qui voulaient faire croire que la religion était proscrite, et qu'il n'y avait plus de police ni d'ordre à Paris, puisque les églises étaient profanées, et que le signe révéral par tant de nations et tant de siècles était abattu. » C'était railler impitoyablement l'incurie ministérielle. M. de Montalivet chercha à détourner l'attention de la Chambre, en insistant sur les menées du *parti carliste*. Il était dans son droit, mais cela ne couvrait pas les fautes du ministère. M. Baude, préfet de police, essaya de se disculper, et finit par dire : « Il faut, après les journées de février, faire ce qu'on aurait dû faire après celles de Juillet et de Décembre, étudier le secret de ces grands événements, celui des dispositions qui les produisent ; et quand ces dispositions existent, croyez que les occasions ne manquent jamais à leur manifestation. Il faut le dire, si le gouvernement (et ici j'entends ce mot dans son acception la plus étendue, et j'y comprends le ministère et les Chambres), si le gouvernement restait dans les errements qu'il a suivis depuis six mois, il laisserait notre pays à la merci des circonstances, et nul ne peut prévoir les conséquences qui en résulteraient. » L'accusé s'efforçait, on le voit, de se faire accusateur. M. Persil dénonça l'absence de toute répression au milieu des scènes

scandaleuses dont la capitale venait d'être le théâtre. « Peut-on concevoir, dit M. de Salvandy, esprit ferme, caractère chevaleresque, un de ces hommes dont le loyal langage produit une diversion heureuse dans des crises de cette nature, peut-on concevoir que, pendant trois jours consécutifs, des monuments aient pu être dévastés impunément? Fallait-il que le gouvernement souffrît que la croix, ce signe révéral, fût renversée sous ses yeux? et devait-il rester spectateur impassible de ces scènes renouvelées des temps d'anarchie? Fallait-il que, sous le gouvernement de Philippe d'Orléans, nous vissions les fleurs de lis arrachées à l'écu de Bayard et au bâton de Turenne? Je ne comprends pas une réaction contre l'histoire! » M. Odilon Barrot avait abordé la tribune avec une colère contenue. Son discours, véritable réquisitoire contre le ministère, se terminait par les paroles suivantes : « Comme magistrat, je suis resté complètement étranger aux actes officiels que le ministre de l'intérieur et le préfet de police ont faits pour rétablir l'ordre; j'y suis resté complètement étranger, et cela, non par un effet de ma volonté, ni par une réserve que j'aurais pu m'imposer à la suite d'autres circonstances, et dont je me serais assurément départi au moment du danger, mais par l'effet d'une impérieuse nécessité. Je n'ai connu les proclamations aux habitants de

Paris, les réquisitions faites à la garde nationale, les instructions données aux maires, que par les journaux. Cependant, j'ai cru, au risque de sortir de l'enceinte où l'on paraissait vouloir me circonscire, que mon devoir de citoyen m'imposait une sorte d'intervention; je me suis transporté de ma personne à Saint-Germain-l'Auxerrois; j'ai, autant qu'il était en moi, fortifié la garde nationale dans ses bonnes et honorables dispositions; j'ai, autant que je l'ai pu, calmé l'effervescence des masses. Je me suis rendu de là à l'Archevêché, où j'ai conféré avec mon honorable collègue M. de Schonèn; je me suis entendu avec lui (mais officieusement seulement, car je ne pouvais rien de plus) pour garantir, si cela était possible, les bâtimens de l'Archevêché d'une entière dévastation. Voilà ce que j'ai fait. En cela, je le répète, j'ai agi d'après la seule impulsion de ma conscience, et par le besoin que tout citoyen digne de ce nom éprouve toujours de concourir au maintien de l'ordre. J'ai agi sans instruction supérieure, sans direction aucune, sans qu'on m'ait communiqué aucun ordre, alors cependant (qu'il me soit permis de m'en plaindre hautement ici), alors cependant qu'il était naturel que les instructions aux maires et les réquisitions à la garde nationale passassent par mon intermédiaire. »

De telles susceptibilités hiérarchiques, parfait-

tement concevables en temps ordinaire, étaient-elles admissibles dans une circonstance semblable ? Telles furent les explications de M. Barrot ; l'histoire impartiale enregistre ; les générations apprécient ; mais, dans tous les cas, l'attitude du préfet de la Seine ne justifiait-elle pas entièrement cette phrase célèbre que lui adressa M. Royer-Collard : « Il y a longtemps que je vous connais, Monsieur, vous vous appelez Pétion. »

Ces événements de février 1834 eurent pour conséquence d'attirer les rigueurs du gouvernement sur le parti légitimiste, et sur l'archevêque de Paris. Ce prélat, parfaitement innocent de ce qui venait d'arriver, s'était caché pour se soustraire aux fureurs populaires. Un mandat d'amener fut dans le premier moment lancé contre lui. Mais bientôt on devait lui rendre justice, et le roi lui-même disait au duc d'Orléans en parlant de M. de Quélen : « Vous vous trompez sur le compte de l'archevêque ; il peut bien ne pas nous aimer, mais c'est un honnête et saint homme. »

M. Félix de Conny fut arrêté ; on ordonna des visites domiciliaires dans les départements, et des perquisitions furent faites, entre autres, chez MM. Dambray, Forbin des Issarts, et le colonel Louis Cadoudal. Le ministère voulait maintenant affecter la force aux yeux de l'Europe effrayée de sa faiblesse. Mais derrière lui se levait déjà l'étoile

politique d'un homme admirablement réparateur, d'un véritable et grand ministre, de Casimir Périer.

IV

« La guerre, avait dit le général Lamarque dans la séance du 15 janvier 1831, à la Chambre des députés, la guerre est un ciment si puissant, elle environne un trône d'une si brillante auréole, elle fait jeter de si profondes racines à une dynastie nouvelle, qu'il est politique de la vouloir même sans motifs. » Le roi Louis-Philippe ne partageait en aucune façon l'opinion du général Lamarque, et, comme sa pensée se portait avec inquiétude sur les conséquences possibles de l'insurrection de Varsovie, il hâta le départ pour Saint-Pétersbourg de M. le duc de Mortemart qui, pressé par le roi et rassuré par l'ambassadeur russe, M. Pozzo di Borgo, avait fini par accepter cette mission délicate. Les instructions de M. de Mortemart étaient, en substance, de déclarer que le gouvernement français ne voulait pas faire une guerre de propagande; qu'il ne tendait qu'à développer *régulièrement* son action à l'extérieur comme à l'intérieur, et n'interviendrait en faveur de la Pologne que diplomatiquement, dans l'unique but d'assurer,

quant à l'existence de la nationalité polonaise, l'exécution des traités de Vienne.

L'hésitation des chefs polonais dans le choix d'une direction politique et militaire, fait incontestablement acquis à l'histoire, commençait, du reste, à préoccuper l'opinion, mais elle n'avait assurément rien qui pût surprendre. Quelle était, en effet, la situation de la Pologne au lendemain de sa première victoire sur la domination étrangère?

Naturellement cette situation était loin de présenter un ensemble satisfaisant : des finances où la révolution elle-même portait un véritable désordre; une armée belle et homogène, sans doute, mais dont la proportion numérique ne pouvait, en regard des forces immenses que la Russie allait faire mouvoir, présenter aucune sérieuse garantie d'avenir; la division qui commençait à se produire dans les hautes régions gouvernementales, tout cela devait nécessairement rendre incertains les premiers pas de la révolution polonaise et indécise sa politique de la première heure.

Et puis, quels intérêts cette révolution était-elle donc appelée à sauvegarder, à défendre? Ceux de l'aristocratie ou ceux du peuple? Ici, il pouvait encore y avoir du doute : aucun pays, en face du progrès des idées modernes, n'était demeuré plus fidèle aux traditions féodales. La noblesse polonaise, avec ses fiefs immenses et ses nombreux

vassaux, pouvait bien rêver comme jadis les grands coups de lance au profit de son indépendance et de ses privilèges ; elle pouvait regretter le temps des diètes à cheval où la couronne était fréquemment dévolue à quelqu'un de ses membres ; mais la bourgeoisie, quel intérêt avait-elle aux révolutions qui détruisent, aux guerres qui paralysent pour de longues années les efforts de l'industrie et du commerce ? Mais le clergé, quel avantage devait-il attendre de bouleversements nouveaux ? Et le peuple, enfin, avait-il à espérer de cette lutte un accroissement de sécurité ou de bien-être ?

Jamais les paysans polonais n'avaient été plus heureux que sous les règnes des empereurs Alexandre et Nicolas. Leur situation matérielle s'était progressivement améliorée, et un grand nombre d'entre eux avaient été libérés du servage. Pour les uns, cette émancipation due à l'initiative de l'empereur Alexandre, pour les autres, une amélioration très-sensible dans les conditions matérielles de l'existence, étaient des motifs puissants de renoncer aux agitations révolutionnaires. Le peuple des villes se montrait plus enthousiaste que celui des campagnes, mais plus par irréflection et par goût pour les innovations et le mouvement, que par l'entraînement d'un patriotisme prêt à tous les sacrifices. Quant à la bourgeoisie, parmi laquelle les juifs se distinguaient autant par leur nombre

que par des instincts particuliers qui les caractérisent en tous temps et en tous lieux, elle était presque indifférente; car elle comprenait que les intérêts qui allaient ainsi se débattre n'étaient point en réalité des intérêts qui lui fussent propres.

Et maintenant, si après avoir consulté les tendances intérieures on passait à l'examen de la question étrangère, on pouvait encore y trouver des motifs de lenteurs et de prudence : l'Autriche et la Prusse s'étaient, à la première nouvelle de l'insurrection de Varsovie, empressés d'adopter une ligne de conduite qui ne faisait que trop bien pressentir leur attitude en face de la révolution polonaise. Les ministres russes accrédités auprès des cours de Berlin et de Vienne, avaient pour instructions de demander « quel serait le concours que l'Autriche et la Prusse prêteraient à une répression contre les Polonais, et dans quelles limites un appui serait donné à la Russie par ces deux puissances. » Elles répondirent en établissant chacune un corps de soixante mille hommes, la Prusse dans le duché de Posen, l'Autriche dans la Gallicie, et en arrêtant entre elles les dispositions suivantes : « Nulle correspondance ne pourrait passer par la Prusse ou l'Autriche; nul secours aux insurgés ne serait favorisé ou toléré; les ports, tels que Dantzick, Kœnisberg, seraient fermés à tous convois d'armes et de munitions, vinssent-ils même de la France et de

l'Angleterre ; les fonds du royaume de Pologne déposés à la banque de Berlin seraient placés sous le séquestre et mis à la disposition de l'empereur Nicolas ; puis, si l'esprit de révolte s'étendait de Varsovie sur Cracovie , et de là dans le duché de Posen ou la Gallicie , alors immédiatement les troupes prussiennes et autrichiennes agiraient de concert avec la Russie pour assurer le maintien des traités de 1814 et 1815 , sans craindre les notes ni les menaces de la France. »

Quant à la France elle-même , elle avait tout sacrifié à la révolution belge , et , malgré les frémissements de l'opinion démocratique en faveur de la Pologne , son gouvernement était , ainsi que nous l'avons dit , parfaitement décidé à ne point intervenir par les armes dans cette question brûlante. Maintenir les garanties consacrées par les traités de Vienne , telle était la dernière expression de la politique de la France à l'égard de la Pologne , et , comme nous l'avons dit plus haut , le duc de Mortemart , chargé de représenter à Saint-Pétersbourg la pensée intime du roi Louis-Philippe , n'avait pas d'autres instructions que celles-là.

Ainsi donc , au lendemain de la révolution polonaise , les hommes qu'elle avait chargés de l'organiser et de la défendre , pouvaient , sans être accusés de faiblesse et de pusillanimité , éprouver un instant d'indécision et de vertige ; la nation elle-même ,

qui n'avait pas hésité dans l'insurrection, pouvait réfléchir avant d'en venir à une séparation violente et irrévocable de cet empire immense, prêt à fondre sur elle et à venger son injure.

Mais aussi le peuple polonais était un peuple de soldats, et les souvenirs chevaleresques de son passé, joints à la vivacité de son imagination ardente, triomphèrent presque immédiatement de l'étonnement et de la prudence des premières heures. Le prince Lubecki partit pour Saint-Pétersbourg, accompagné du nonce Jezierski, dans le but d'entamer avec l'empereur des négociations qui eussent permis d'espérer un arrangement entre les deux pays violemment séparés, entre les deux peuples prêts à se ruer l'un sur l'autre. Cette tentative n'aboutit pas, et peut-être, dans l'esprit de Lubecki, n'était-ce qu'un moyen de gagner du temps. Mais alors, à qui le temps devait-il profiter? Assurément ce n'était pas à la Pologne.

Cependant la diète se réunissait sous la présidence du maréchal Wladislas Ostrowski, et son premier acte était une adhésion formelle à l'insurrection polonaise contre la domination du Tsar, résolution dont le dictateur se montra assez irrité pour déposer aussitôt l'autorité qu'il avait assumée. C'était, en effet, jeter le gant à la Russie, que d'approuver solennellement et sans restriction la révolution du 29 novembre; c'était ouvrir impru-

demment la lice où deux nationalités allaient si violemment se heurter; et Chlopicki avait trop bien compris les dangers d'une telle lutte pour ne pas employer tous ses efforts à maintenir sur le terrain de la diplomatie la formidable question qui devait se résoudre par les armes. Cette tâche ingrate, la Pologne ne devait lui en tenir aucun compte; et le patriotisme sincère qui l'avait provoquée fut même injustement contesté. Mais la diète n'accepta pas cette démission que lui offrait le dictateur; bien plus, tout en publiant un manifeste qui exposait les griefs de la Pologne contre la domination du Tsar, elle investit légalement Chlopicki de la dictature qu'il venait d'abdiquer, témoignant ainsi toute sa confiance, et l'espoir qu'elle plaçait dans le seul homme capable de dominer la situation difficile où le pays se trouvait engagé.

Le manifeste, publié le 5 janvier 1831, était conçu en des termes d'une exaltation qui ne manquait pas de grandeur, et ses dernières phrases renfermaient cette prédiction sinistre de l'avenir, prédiction dont l'accomplissement était proche : « Si la Providence a destiné cette terre à un asservissement perpétuel, et si dans cette dernière lutte la liberté de la Pologne doit succomber sous les ruines de ses villes et les cadavres de ses défenseurs, notre ennemi ne régnera que sur des déserts, et tout bon Polonais emportera en mourant cette

consolation que, si le ciel ne lui a pas permis de sauver sa propre patrie, il a du moins, par ce combat à mort, mis à couvert pour un moment les libertés de l'Europe menacée. »

C'était prononcer par avance l'oraison funèbre de la Pologne; mais sous ce langage sinistre se cachait, il faut bien le dire, une espérance insensée. On comptait sur la révolution, ce fantôme menaçant que les journées de Juillet 1830 avaient montré de nouveau à l'Europe monarchique; on comptait sur la France et sur son armée, sans apprécier mûrement et de sang-froid la situation de la France elle-même.

L'attitude de la Russie en présence de cette révolution polonaise si soudaine, si impétueuse, était pleine de dignité et de hauteur. Le prince Lubecki n'avait été reçu par l'empereur que comme plénipotentiaire des révoltés de Varsovie. La distinction que l'empereur avait voulu établir tout d'abord, faisait prévoir d'avance l'issue de cette négociation impossible. Les vieux boyards frémissaient de l'injure faite au Tsar, qui lui-même, après avoir instruit les officiers des gardes des événements qui venaient de se produire dans la capitale de la Pologne, avait ajouté : « J'espère que si les circonstances me forçaient à me mettre à la tête de mes gardes, vous me montrerez l'attachement dont vous m'avez toujours donné des preuves; mais je vous

prie, Messieurs, de ne pas porter une haine générale à tous les Polonais; ils sont nos frères, la révolte n'a été fomentée que par quelques hommes mal intentionnés. J'espère qu'avec l'aide de Dieu tout finira heureusement. »

Et en attendant le développement ultérieur de la révolution polonaise, les troupes destinées à la combattre étaient transportées sur des traîneaux vers les frontières, tandis que l'empereur en donnait le commandement général au maréchal Diebitsch-Zabalkanski, l'une des gloires nouvelles de l'armée russe. Le danger était imminent pour la Pologne, et cependant, trop fidèle aux traditions de son histoire, la Pologne se livrait déjà à ces divisions intestines qui sont la perte des nations. Chlopicki, irrité de n'avoir pu empêcher la publication du manifeste qui mettait entre les deux peuples une barrière désormais infranchissable, sinon à main armée, venait de déposer une seconde fois l'autorité dictatoriale dont il avait été investi. Il fallait pourvoir au commandement en chef des troupes polonaises, et les ambitions surgissaient de tous côtés, ardentes, implacables. Le prince Michel Radziwill fut nommé généralissime, mais l'expérience militaire lui faisait défaut; sur les instances du prince Adam Czartoryski, Chlopicki promit de faciliter à Radziwill la tâche si rude qu'il allait entreprendre, et l'histoire lui doit cette justice que, dans

le rôle secondaire qu'il s'était réservé, Chlopicki montra tout le dévouement, toute l'abnégation que l'on pouvait attendre de son loyal caractère. La question s'envenimait et se compliquait de jour en jour. Le nonce Jezierski avait raconté comment le prince Lubecki et lui-même n'avaient, durant leur mission à Saint-Pétersbourg, obtenu de l'empereur que des paroles sévères. La diète accueillit ces communications avec des démonstrations hostiles à la dynastie des Romanoff, et la déchéance du Tsar Nicolas comme roi de Pologne fut proclamée après une séance des plus orageuses. L'exaspération de l'assemblée se répandit promptement au dehors ; les rues de Varsovie retentirent toute cette nuit de cris révolutionnaires et d'hymnes à la liberté. On eût dit que le peuple cherchait à s'étourdir par des chants de triomphe sur les périls de la crise redoutable dans laquelle on le précipitait. Le lendemain des entraînements de cette nature est presque toujours signalé par des regrets et par des larmes.

Le 30 janvier 1831, la diète constituait enfin un gouvernement composé de cinq membres, à la tête duquel se trouvait le prince Adam Czartoryski avec le titre de président. Cette administration supérieure renfermait dans son sein des éléments politiques bien divers. Les opinions monarchiques, constitutionnelles et républicaines s'y trouvaient représentées ; on avait voulu faire de la conciliation, et

l'homogénéité manquait. Les cinq membres de ce gouvernement national étaient MM. le prince Czartoryski et Barzykowski, franchement partisans de la monarchie ; Lelewel, démocrate ; Vincent Niemcewicz et Théophile Morawski, constitutionnels. Bientôt il allait se trouver aux prises avec les difficultés matérielles de la situation, car l'armée russe s'avancait à grands pas vers Varsovie, et son enthousiasme devait faire prévoir un premier choc terrible. Les concessions faites à la Pologne par les empereurs Alexandre et Nicolas avaient toujours excité d'ardentes jalousies chez les Russes.

Les haines allaient s'assouvir dans le sang entre les deux nations rivales.

« L'insurrection poursuit sa course, disait l'empereur en terminant le manifeste adressé à ses sujets; les insurgés prennent les armes contre la Russie, et provoquent nos fidèles provinces à une séparation de notre empire. Une assemblée illégale a osé déclarer, le 13 du mois de janvier, que nous et notre maison impériale avons cessé de régner en Pologne, et que le trône relevé par notre auguste frère attendait un nouveau souverain. Cet oubli de tous les devoirs et de tous les serments a comblé la mesure du crime. Le moment est venu d'employer la force, d'appeler à notre aide le souverain juge de toutes les actions, et de marcher contre les rebelles. Russes, dans cette triste cir-

constance, nous prenons les armes avec l'affliction d'un père, mais avec la résolution d'un prince qui connaît ses devoirs pour le salut et l'intégrité de notre empire. Offrons nos prières ferventes au Tout-Puissant; qu'il bénisse nos efforts; que, par une prompte victoire, il écarte de nous les obstacles qui s'opposent au repos des peuples dont la destinée nous est confiée. Et aussitôt que l'empire, troublé par quelques rebelles, sera rendu à lui-même, que le Tout-Puissant nous aide à fonder son avenir sur les bases solides qui répondent aux besoins du royaume, et réduisent pour jamais au néant les rêves de ceux qui parlent de séparation. Sujets fidèles, tel est le but de vos efforts; la patrie peut compter sur vous. »

Le général Chlopicki avait conseillé un système de défense qui concentrait autour de Varsovie la majeure partie de l'armée polonaise, et devait ainsi présenter aux Russes un moyen de résistance formidable. Les hostilités commencèrent le 14 février 1831. L'aile droite des Polonais, appuyée au faubourg de Praga, repoussa vigoureusement, sous les ordres du général Dwernicki, un corps russe, qui s'était avancé jusqu'à Hoczerk. La prise de onze pièces de canon couronna les efforts des Polonais pendant cette journée. Mais l'armée russe s'avancait toujours, étendant ses deux ailes des sources du Bug à l'embouchure du Niémen, comme

les bras d'un immense géant prêt à étreindre Varsovie. A l'approche de ces colonnes menaçantes, les habitants des campagnes s'enfuyaient, et cherchaient un refuge derrière les bataillons polonais. Diebitsch ne tarda pas à occuper les bois de Grochow, avec quatre-vingt mille Russes, appuyés par deux cents pièces d'artillerie. L'armée polonaise ne comptait sur ce point qu'environ quarante-cinq mille hommes et cinquante pièces de canon. Le combat s'engagea sur toute la ligne (il a pris dans l'histoire le nom de bataille de Wawer), et continua pendant les deux journées du 19 et du 20 février 1831. L'acharnement avait été égal des deux côtés, et, après des flots de sang répandus, les deux armées conservèrent leurs positions respectives. Un armistice fut conclu pour donner la sépulture aux victimes de cette première lutte ; mais cette trêve ne dura que quatre jours.

Dans la matinée du 25 février, l'armée russe, qu'un corps de grenadiers, fort de vingt mille hommes, était venu renforcer sous les ordres du prince Schakovskoï, s'ébranla sur toute la ligne. Le feld-maréchal voulait s'emparer d'un bois d'aulnes, longtemps défendu par les Polonais pendant la précédente affaire. Il s'avance vers ce point qu'il désire enlever. La division Zymirski lui oppose une résistance désespérée, et le général lui-même tombe mortellement frappé ; mais la force

numérique l'emporte à la fin. Diebitsch, maître du bois, y loge son artillerie et foudroie la seconde ligne polonaise commandée par Skrzynecki, tout en lançant le comte de Witt et sa cavalerie à la poursuite des fuyards, qui se dirigent vers le faubourg de Praga. Chlopicki accourt à l'aide de la division Skrzynecki ébranlée par le feu des batteries russes. Il se met à la tête des grenadiers polonais et charge l'ennemi avec fureur ; mais la réserve du prince Khakhofskoï a opéré sa jonction avec le corps d'armée de Diebitsch ; les colonnes polonaises sont refoulées, et Chlopicki, renversé par un éclat d'obus, est emporté loin du champ de bataille.

Les issues de Praga se trouvaient alors encombrées par les fuyards et les voitures chargées de blessés ; dans la plaine, la cavalerie de Diebitsch et son artillerie légère avaient entamé plusieurs carrés d'infanterie polonaise, qui se repliaient en bon ordre. Déjà les hussards russes et le régiment des cuirassiers du prince Albert s'approchaient de la barrière de Grochow ; le feld-maréchal pouvait donc croire à une victoire certaine et décisive ; mais l'aspect de la bataille changea soudainement ; un grand nombre d'ouvriers sortis de Varsovie avaient déblayé les avenues de Praga, pendant que Malachowski mettait le feu à quelques maisons du faubourg pour démasquer les batteries placées à la tête du pont. Le désordre cesse aussitôt ; l'infan-

terie polonaise, voyant les barrières libres, se reforme et oppose une résistance terrible à la cavalerie lancée contre elle. Les cuirassiers du prince Albert, admirable régiment que l'on avait surnommé *l'invincible*, s'étaient presque avancés jusqu'au faubourg. Engagés au milieu d'un terrain détrempe, ils se voient tout à coup enveloppés dans un cercle de feu. Prondzynski dirige contre cette cavalerie d'élite des fusées à la congère qui portent dans ses rangs le désordre et la mort; les lanciers polonais la chargent avec fureur, et elle disparaît anéantie.

La nuit était venue : Diebitsch, qui perdait plus de dix mille hommes, se retira derrière les bois qu'il avait si chèrement conquis. Skrzynecki avait proposé au prince Radziwill de reprendre l'offensive, et de poursuivre l'armée russe. Le généralissime ne partagea pas cet avis. L'armée insurrectionnelle passa donc sur la rive gauche de la Vistule; un seul pont la mettait en communication avec Varsovie, et ce pont pouvait, en effet, être emporté par les glaces. Telle fut l'issue de la bataille de Grochow.

Peu de jours après, le feld-maréchal se retranchait non loin de Wawer, et disposait ses campements d'hiver dans le palatinat de Lublin.

V.

Cependant le congrès belge allait avoir à décider une question non moins grave que celles de l'indépendance et de la délimitation nouvelle du pays. Il avait décrété l'adoption de la forme monarchique ; il lui fallait maintenant élire un roi. Au point où en était la révolution, l'élection du chef de l'État devenait, en effet, la mesure la plus nécessaire, la plus capable de mettre fin aux intrigues des factions, aux agitations des partis. Le 19 janvier, après plusieurs jours de débats parlementaires sur la question d'urgence, l'époque de l'élection définitive fut fixée par le congrès au 28 du même mois ; il fut également résolu que la légation belge à Paris prendrait l'avis du cabinet français « sur différents points commerciaux et politiques qui auraient rapport au choix du chef de l'État. » Dans la même séance, le congrès avait rejeté une proposition analogue relative aux relations avec l'Angleterre ; procédé dont le cabinet anglais ne voulut pas se plaindre, afin de ménager les hommes dont peut-être il aurait besoin plus tard.

Dès que la question de l'élection du souverain fut à l'ordre du jour, une incroyable multitude de

compétiteurs se révéla à l'Europe surprise. Au lendemain de l'orage révolutionnaire qui venait de renverser des trônes, c'était à qui ambitionnerait un trône ! Il est vrai que beaucoup de ces candidats improvisés l'étaient complètement à leur insu ; mais dans tous les cas, et les journaux d'alors en firent la remarque, il s'en fallait de peu que le nombre des prétendants n'égalât celui des députés qui devaient faire l'élection.

Parmi ces nombreuses candidatures, l'une des plus sérieuses était encore celle du prince d'Orange ; seulement ses partisans tendaient au but qu'ils s'étaient proposé par des voies souterraines, et semblaient ne pas vouloir avouer hautement la cause qu'ils défendaient ; grande faute qui devait faire douter de la nationalité de ce parti, bien qu'il fût si national encore.

Quant à l'Angleterre elle paraissait en ce moment bien disposée en faveur du prince ; mais cette protection à demi dissimulée, cette sourde coopération, furent plutôt nuisibles qu'avantageuses à sa cause.

Pendant ce temps, M. Lebeau avait proposé, comme candidat au trône, le duc de Leuchtenberg¹, fils du prince Eugène Beauharnais ; candidature qui paraissait devoir être soutenue tout à la fois par la fraction libérale du congrès et par une

1. Né le 2 octobre 1817 ; mort le 20 octobre 1852.

portion du parti catholique. L'autre portion, beaucoup plus nombreuse, se ralliait aux partisans de la réunion à la France, pour porter le duc de Nemours. De son côté, le gouvernement français désavouait toute vue ambitieuse et avait franchement adhéré au protocole n° 14, par lequel les puissances avaient entendu exclure de la candidature au trône belge « tout prince des familles régnantes dans les cinq États dont les représentants étaient assemblés dans la conférence de Londres », protocole que le congrès repoussa comme renfermant des conditions attentatoires à la liberté de ses votes. Toutefois, M. Bresson avait, par une note datée du 11 janvier 1831, fait savoir au comte de Celles, président du comité diplomatique, que « le roi des Français et son gouvernement pensaient que l'élection du duc de Leuchtenberg jetterait la Belgique dans de grands embarras ; que ce prince ne serait sans doute pas reconnu par les grandes puissances, et dans aucun cas par la France. »

Les orangistes cachaient, pour ainsi dire, leur candidat derrière l'archiduc Charles d'Autriche, et si ce prince, placé sous l'exclusion prononcée par le protocole n° 14, obtint, au moment de l'élection, un nombre de votes assez considérable, c'est que plusieurs membres du congrès, prévoyant que le duc de Nemours et le duc de Leuchtenberg ne régneraient ni l'un ni l'autre sur la Belgique, ne

voulurent pas augmenter le chiffre de la majorité.

Pendant les intrigues se croisaient ; M. Lebeau, plaidant la cause de son candidat, disait : « Il n'y a que trois combinaisons possibles : le prince d'Orange, le duc de Nemours ou le duc de Leuchtenberg. Le premier doit entraîner la guerre civile, le second une guerre générale et immédiate ; mais, avec le troisième, la guerre est tout au plus croyable. Deux causes peuvent encore produire une conflagration : l'une est certaine, c'est l'union directe ou indirecte avec la France ; l'autre est problématique : ce serait une guerre entre les principes de la liberté et ceux de l'absolutisme. » Du reste les hommes politiques du congrès jugeaient, pour la plupart, assez faussement les choses, parce qu'ils les jugeaient avec passion, et rien ne vint plus tard confirmer les prévisions ou justifier les théories qu'ils produisirent pendant les débats relatifs à l'élection.

Ce fut le 11 janvier 1831 que M. Bresson adressa au comte de Celles la note que nous avons mentionnée plus haut, et l'habile diplomate ajouta « que le roi ayant, à plusieurs reprises, manifesté son intention de ne consentir ni à l'union de la Belgique à la France, ni à l'élection du duc de Nemours, toute persistance dans ces questions déjà décidées ne pouvait avoir d'autres résultats que d'agiter la Belgique et de menacer la paix de l'Eu-

rope, que le roi était si désireux de maintenir.»

Nous avons dit qu'il existait un parti qui voulait la réunion de la Belgique à la France. M. Gendebien en était en quelque sorte le chef, et était encouragé dans cette combinaison par plusieurs des coryphées du mouvement en France, tels que MM. de Lafayette et Lamarque. Le gouvernement français aurait aisément pu profiter de cette tendance réunioniste, mais il n'en fit rien et agit loyalement vis-à-vis des autres puissances, quoi qu'en aient dit des publicistes étrangers, à propos de l'élection du duc de Nemours.

Seulement il y avait en cette occasion un danger à écarter et une garantie à donner à l'Europe, et le roi Louis-Philippe profita de ce double avantage que les circonstances lui offraient.

Le danger à éviter, non pas uniquement pour la France, mais pour l'Europe entière, c'était la guerre que l'élection du duc de Leuchtenberg aurait très-probablement amenée en faisant de la Belgique le centre de l'opinion napoléonienne, qui ne devait triompher que plus tard et dans des circonstances toutes particulières. La garantie à donner à l'Europe, c'était le refus d'une couronne et la preuve d'un entier désintéressement. Or voici ce qui se passait à Bruxelles en ce moment :

Le congrès entendait jouir entièrement de son libre arbitre et ne suivre que sa volonté. Les asso-

ciations patriotiques déclaraient hautement une résolution analogue. Les partisans du duc de Nemours étaient nombreux ; mais soixante et onze députés avaient, disait-on, pris l'engagement de soutenir le duc de Leuchtenberg, et des agents envoyés en Bavière devaient obtenir son adhésion. Un officier français, attaché à la famille du prince Eugène, étant venu de Munich à Bruxelles, où sa présence momentanée contribuait à accroître les espérances du parti, plusieurs journaux adoptèrent cette cause avec enthousiasme. Les mots « Vive Leuchtenberg ! » étaient tracés sur les murailles. On voyait le portrait du duc publiquement exposé dans les rues et attaché à tous les arbres de la liberté. Dans les théâtres et dans les cafés, des chansons, composées en son honneur, étaient chantées au milieu des applaudissements. Enfin des corporations, précédées de bannières, se rendaient quotidiennement aux alentours de la salle du congrès et demandaient son élection.

Quant à l'envoyé britannique, lord Ponsonby, sa politique semblait tout à fait incertaine et mystérieuse. Tantôt l'Angleterre paraissait vouloir soutenir le prince d'Orange, et tantôt se rejeter sur le duc de Leuchtenberg. Lord Ponsonby entretenait avec M. Lebeau des relations étroites, tandis que ses rapports avec M. Bresson devenaient de plus en plus froids, et, comme il arrive toujours en

pareil cas, la malveillance de quelques hommes augmentait encore cette mésintelligence. Un jour on vint dire à M. Bresson que lord Ponsonby avait déclaré, en présence de plusieurs personnages politiques, que l'Angleterre reconnaîtrait immédiatement le duc de Leuchtenberg, si ce prince était choisi par le congrès; mais que ses instructions lui enjoignaient de quitter Bruxelles dans les vingt-quatre heures si le duc de Nemours était élu. M. Bresson dut aussitôt demander à lord Ponsonby des explications catégoriques sur ce fait, que l'ambassadeur anglais nia de toutes ses forces, ajoutant qu'il avait des instructions pour combattre l'élection des deux candidats, « dont aucun ne pouvait être accepté¹. »

Ce fut alors que le général Lawœstine, qui avait passé à Bruxelles les quinze ans de la Restauration, et se trouvait lié avec la majeure partie de l'aristocratie belge, fut chargé de porter des dépêches à M. Bresson. Celui-ci, voulant faire connaître de vive voix à son gouvernement l'état réel des choses et la nature de la lutte qui allait s'engager, se rendit à Paris; d'où il adressa à M. de Lawœstine la lettre suivante de M. Sébastiani, en réponse à une de ses dépêches précédentes :

1. L'Angleterre espérait à cette époque le succès du prince d'Orange, et ne pensait pas encore au prince Léopold de Saxe-Cobourg.

« Monsieur, je m'empresse de répondre à votre lettre du 24. Le conseil du roi, dans sa réunion de ce matin, a été unanime sur la nécessité de déclarer au gouvernement provisoire, que le cabinet français considérerait le choix du duc de Leuchtenberg, pour le trône des Belges, comme un acte d'hostilité envers la France. Dans le cas où le congrès, malgré une déclaration si formelle, ferait cette élection, vous quitterez Bruxelles aussitôt. »

M. Bresson, qui n'avait passé que vingt-quatre heures à Paris, put bientôt juger lui-même de l'effet produit sur les esprits par cette communication péremptoire. Cet effet fut très-grand ; plusieurs des députés qui avaient adhéré à la proposition en faveur du duc de Leuchtenberg, revinrent sur leur opinion première, et les esprits indécis, qui quelquefois font les majorités, se rangèrent du côté du duc de Nemours.

La discussion avait commencé le 28 janvier, et continua jusqu'au 3 février. La veille de l'élection, M. Bresson fit connaître au congrès cette seconde lettre du comte Sébastiani, qui confirmait de la façon la plus positive le refus de la France d'adhérer au protocole que le congrès avait repoussé :

« Monsieur, si, comme je l'espère, vous n'avez pas communiqué au gouvernement le protocole du 27 janvier, vous vous opposerez à cette commu-

nication, parce que le gouvernement du roi n'a pas adhéré à ses dispositions en ce qui a rapport à la dette, de même qu'en ce qui a rapport à la fixation des limites des territoires belge et hollandais; nous regardons toujours comme nécessaire le libre concours des deux États. La conférence de Londres est une médiation, et l'intention du gouvernement du roi est qu'elle ne perde jamais ce caractère. »

Le congrès reçut cette communication avec la satisfaction la plus vive. C'était un nouveau témoignage des intentions généreuses de la France, et vainement M. Lebeau, s'emparant du contenu de la dépêche, pour argumenter en faveur de son candidat, déclara « que la France, soutenant ainsi le principe de non-intervention, ne pouvait pas refuser de reconnaître le duc de Leuchtenberg sans être prise en flagrant délit de contradiction, et sans détruire ainsi toute confiance dans sa sincérité. »

L'impression était produite sur l'opinion publique, et l'adroite conduite du gouvernement français était bien capable d'attirer sur le duc de Nemours les votes du congrès reconnaissant. Pendant les dernières séances qui précédèrent l'élection, le peuple témoigna une vive impatience; un public nombreux garnissait les tribunes de la Chambre; les rues voisines étaient encombrées d'une foule inquiète. L'indécision de beaucoup de

députés était si grande, même au dernier moment, qu'il devenait en quelque sorte impossible de prévoir le résultat de l'élection. Enfin l'heure sonna ; les secrétaires de la Chambre tirèrent les bulletins de l'urne et les lurent au milieu d'un profond silence.

Au premier tour du scrutin, le nombre des votants se trouvant être de 191, 96 suffrages devaient former la majorité absolue. Le duc de Nemours en réunit 89 ; le duc de Leuchtenberg 67, et l'archiduc Charles 35. Il fallut donc procéder à un second tour de scrutin.

Le nombre des votants étant alors de 192, le duc de Nemours obtint 97 voix (ce qui formait précisément le chiffre de la majorité absolue) ; le duc de Leuchtenberg 74 ; et l'archiduc Charles 21.

En conséquence, M. Surlet de Chokier déclara Louis-Charles-Philippe d'Orléans, duc de Nemours, roi des Belges, et le peuple salua cette élection par les acclamations les plus vives, pendant que le son des cloches et les salves d'artillerie l'annonçaient aux populations environnantes. Mais la Belgique avait compté sans la prudente habileté du roi des Français.

Dès que le congrès eut terminé cette élection, il vota l'envoi à Paris d'une députation de dix de ses membres pour faire connaître à Louis-Philippe le choix qu'il avait fait, tout en sollicitant son

acceptation. La députation partit le 5 février 1831. Elle arriva le 6 à Paris, où elle fut reçue avec beaucoup d'empressement, et logée au Palais-Royal, que le roi habitait encore.

Plusieurs entrevues particulières eurent lieu entre Louis-Philippe et les membres de la députation ; ce prince cherchait évidemment à adoucir le refus qu'il avait arrêté dans sa sagesse. Enfin les députés furent reçus le 17 en audience solennelle, et le roi, assis sur son trône, entouré de sa famille, complète alors, de ses ministres et des grands dignitaires, entendit avec émotion la harangue du baron Surlet de Chokier, à laquelle il répondit par le discours suivant :

« Messieurs, si je n'écoutais que le penchant de mon cœur et ma disposition bien sincère à déférer au vœu d'un peuple dont la paix et la prospérité sont également chères et importantes à la France, je m'y rendrais avec empressement ; mais quels que soient mes regrets, quelle que soit l'amertume que j'éprouve à vous refuser mon fils, la rigidité des devoirs que j'ai à remplir m'en impose la pénible obligation, et je dois déclarer que je n'accepte pas pour lui la couronne que vous êtes chargés de lui offrir.

« Mon premier devoir est de consulter avant tout les intérêts de la France, et, par conséquent, de ne point compromettre cette paix que j'espère

conserver pour son bonheur , pour celui de la Belgique , pour celui de tous les États de l'Europe , auxquels elle est si précieuse et si nécessaire. Exempt moi-même de toute ambition , mes vœux personnels s'accordent avec mes devoirs. Ce ne sera jamais la soif des conquêtes ou l'honneur de voir une couronne placée sur la tête de mon fils , qui m'entraîneront à exposer mon pays au renouvellement des maux que la guerre amène à sa suite , et les avantages que nous pourrions en retirer ne sauraient les compenser , quelque grands qu'ils fussent d'ailleurs. Les exemples de Louis XIV et de Napoléon suffiraient pour me préserver de la funeste tentation d'ériger des trônes pour mes fils , et pour me faire préférer le bonheur d'avoir maintenu la paix à tout l'éclat des victoires , que , dans la guerre , la valeur française ne manquerait pas d'assurer de nouveau à nos glorieux drapeaux. »

Puis le roi descendit du trône , et prenant la main du baron Surlet de Chokier , il lui dit avec expansion : « Monsieur , en vous donnant la main , c'est à la nation belge que je la donne ; dites à vos concitoyens qu'ils peuvent avoir confiance en moi , et que je les supplie surtout de rester unis entre eux. »

Ce fut ainsi que Louis - Philippe donna une leçon et fournit un exemple à l'Europe attentive , exemple d'habileté politique , leçon de désintéressement cal-

culé ; il devait lui en donner bien d'autres encore durant les dix-huit années de son règne. Mais de quel poids sont la prévoyance et l'habileté humaines dans cette balance suprême qui renferme la destinée des rois ?

LIVRE SIXIÈME

I. Dissolution du ministère Laffitte. Formation et composition du ministère Casimir Périer. Ses tendances. Son attitude en face des partis. *L'association nationale*. Loi sur les attroupements. Loi électorale. Ajournement et dissolution de la Chambre. Voyages du roi dans les départements. — II. Insurrection en Italie. Intervention autrichienne. Les deux princes Bonaparte. Le nom de Louis-Napoléon est prononcé pour la première fois dans l'histoire. La reine Hortense et son fils à Paris. — III. Affaires de Pologne. Skrzynecki est nommé généralissime. Appel de la Pologne à la France et à l'Angleterre. Ses efforts sont inutiles. Batailles de Dombé, d'Iganie, d'Ostrolenka. Mort du feld-maréchal Diebitsch et du grand-duc Constantin. L'armée polonaise se replie sur Varsovie. Troubles à Varsovie. — IV. Établissement d'une régence en Belgique. Le baron Surlet de Chokier est élu régent. Situation de la Belgique. Acceptation du traité des dix-huit articles. Élection du prince Léopold de Saxe-Cobourg comme roi des Belges.

I

Les deux grands ministères de la royauté de Juillet ont été celui de M. Casimir Périer et le dernier cabinet présidé par M. Guizot. Administrations homogènes, réparatrices, vraiment gouvernementales, puissantes par le talent des hommes, puissantes par leur influence sur les Chambres, se produisant toutes deux à des époques diversement

critiques pour le gouvernement de 1830 et dont, par une singularité digne d'être notée, on pourrait dire qu'elles n'ont eu qu'un tort : l'une de n'avoir pas assez vécu, l'autre d'avoir trop duré ; car dans le système si imparfait des gouvernements parlementaires, où le pouvoir semble toujours appartenir au premier occupant, c'est un aussi grand défaut pour un ministère de durer trop que de ne pas durer assez.

Après la séance du 19 février, dans laquelle MM. Odilon Barrot et Baude s'étaient posés en adversaires, le premier de son chef hiérarchique, le ministre de l'intérieur, le second de la Chambre elle-même, il n'y avait pour eux qu'une seule conduite à tenir : envoyer leurs démissions. C'est ce qu'ils firent, et déjà M. de Montalivet s'en était vivement expliqué avec M. Laffitte en lui faisant entendre que, s'il n'exigeait pas l'éloignement immédiat et volontaire de ces deux fonctionnaires élevés, sa retraite et celle des hommes de sa nuance devenait inévitable. Mais, tout en satisfaisant la majorité de la Chambre, ces démissions de MM. Barrot et Baude, remplacés par MM. de Bondy comme préfet de la Seine et Vivien comme préfet de police, ne consolidaient assurément pas le ministère chancelant ; sa chute était imminente, tout le monde le comprenait.

Et comment ne l'aurait-on pas compris, en effet,

lorsqu'on voyait le roi, la Chambre, la bourgeoisie parisienne s'éloigner, se détourner de plus en plus, comme par un instinct de conservation, de M. Laffitte, d'un homme qui, à défaut de tradition politique, de science gouvernementale, était du plus agréable commerce, de la plus attrayante courtoisie, pour se jeter dans les bras d'un autre homme rude, impérieux, maladif, de Casimir Périer enfin, personnification dominatrice de l'idée réactionnaire? Il devenait évident pour tous que la majorité parlementaire préparait le triomphe de cet homme; qu'elle aspirait ardemment à cette domination d'un esprit inflexible mais convaincu. Des conférences secrètes avaient lieu quotidiennement entre les principaux chefs de cette majorité pour arriver au résultat attendu avec impatience, et tandis que le jeune sous-secrétaire d'État, M. Thiers, prévoyant la chute très-prochaine du cabinet, intriguait activement auprès des hommes les plus influents de la gauche, tels que MM. Salverte, Mauguin, Odilon Barrot, pour arriver à la reconstruction d'un ministère exclusivement de cette nuance, sous la présidence de M. Laffitte, un autre négociateur plus expérimenté et non moins habile, le comte d'Argout, agissait avec succès dans l'intérêt de la combinaison conservatrice que la Chambre attendait et souhaitait avec ardeur.

Elle se réalisa enfin; des mesures financières la

précédèrent. En attestant la déplorable situation du crédit, M. Laffitte apporta à la Chambre un projet de loi qui autorisait la création des bons du trésor et la vente des bois de l'État ¹. C'était, en style, parlementaire lui demander un vote de confiance. « Qu'a fait le ministère jusqu'à ce jour pour le pouvoir? s'écria M. Berryer; qu'a-t-il fait pour la liberté? Que fera-t-il du moyen d'action qu'il nous demande?..... Qu'a-t-il fait pour le pouvoir? Il l'a soumis constamment à l'action des masses populaires égarées. Les hommes qui composent le ministère y sont entrés quand une émeute retentissait encore dans les rues. Il y a peu de jours, des troubles ont encore agité la capitale. On a demandé des explications. Qu'en est-il résulté? On a appris la soumission du pouvoir au désordre, et l'on nous a parlé de la dissolution de la Chambre. Les profanations et le sacrilège de Saint-Germain-l'Auxerrois ont été imités sur tous les points du royaume. On a crié dans les rues contre les emblèmes de la maison d'Orléans, contre les fleurs de lis, et elles ont été arrachées. Les armes d'une famille ont dû disparaître; cette famille a descendu son écusson, et abandonné l'héritage qu'elle tenait de Henri IV. le ministère n'a rien fait pour le pouvoir, poi

1. Ce dernier projet, vivement combattu par le fut repoussé à la Chambre des pairs.

moi de demander ce qu'il a fait pour la liberté..... »

Un député proposa un amendement qui, en substituant une création de rentes à l'émission des bons du trésor, modifiait essentiellement le projet de loi. Vainement M. Thiers présenta la mesure comme indispensable et insista vivement pour que l'amendement fût retiré. M. Laffitte ne parvint à ce résultat qu'en disant : « L'amendement serait une entrave véritable pour le gouvernement, c'est dans l'intérêt de celui qui sera chargé d'exécuter la loi que je conjure la Chambre de ne pas mettre le gouvernement dans l'impossibilité de profiter des ressources qu'on lui accorderait. »

De telles paroles étaient significatives. Lorsqu'un ministre se voit réduit à de pareils moyens, il est à la veille de sa chute. M. Laffitte remporta cette pénible et dernière victoire ; mais, malgré son humble attitude, soixante-treize boules noires protestèrent encore contre sa politique.

La dissolution de cette administration réduite aux expédients, condamnée dans l'opinion, commença par la démission du ministre de la justice M. Mérilhou ; il l'envoya le 8 mars ; M. Thiers, sous-secrétaire d'État au département des finances, suivit cet exemple et se retira, mais peut-être avec l'arrière-pensée de devenir plus libre dans ses tentatives de combinaison ministérielle. Enfin les hommes qui composaient la fraction modérée du

cabinet offrirent également leurs démissions à M. Laffitte, afin, disaient-ils avec raison, que le terrain fût parfaitement déblayé pour l'essai qu'il voulait faire d'un ministère de gauche pure. M. Laffitte restait donc seul en face des Chambres, en face des partis et de l'émeute ; car au milieu de ces complications politiques l'émeute se montrait encore : la nouvelle faussement répandue d'une victoire décisive remportée par les Russes sur les Polonais en avait été le prétexte. Des masses promenant un drapeau tricolore s'étaient ruées sur l'hôtel du comte Pozzo di Borgo dont elles avaient, à coups de pierres, brisé les vitres et les glaces, fait qui pouvait avoir de graves conséquences sans l'habile modération de l'ambassadeur de Russie, auquel le général Sébastiani dut, le lendemain, aller présenter les excuses nécessitées par une pareille violation du droit des gens. « Général, lui dit en souriant le comte Pozzo, savez-vous bien qu'à Constantinople même le gouvernement sait défendre les représentants des puissances étrangères contre le fanatisme de ses nationaux ? En pareil cas il met des janissaires à leur porte. »

La position n'était plus tenable ; M. Laffitte, qui comprenait bien tout ce qu'elle avait d'anormal, ne cherchait plus qu'un prétexte pour déposer son portefeuille ; ce prétexte il le trouva, et s'en servit immédiatement : un soulèvement révolutionnaire

venait d'éclater en Italie ; et le maréchal Maison, ambassadeur français à Vienne ¹, écrivait à M. Sébastiani : « Jusqu'ici, m'a dit M. de Metternich, nous avons laissé la France mettre en avant le principe de la non-intervention, mais il est temps qu'elle sache que nous n'entendons pas le reconnaître en ce qui concerne l'Italie. Nous porterons nos armes partout où s'étendra l'insurrection. Si cette intervention doit amener la guerre, eh bien, vienne la guerre ! Nous aimons mieux en courir les chances que d'être exposés à périr au milieu des émeutes. »

M. Laffitte prétendit qu'on lui avait caché pendant quelques jours l'arrivée de la dépêche, et profita de cette circonstance pour déposer son portefeuille entre les mains du roi. L'interrogue ministériel devait être fort court, du reste, car le parti conservateur se trouvait parfaitement en mesure de pourvoir aux exigences de cette situation depuis longtemps prévue, et sa liste était toute prête. Le *Moniteur* du 13 mars 1831 annonça au pays que M. Casimir Périer était appelé au ministère de l'intérieur avec la présidence du conseil, et le baron Louis au département des finances. Le comte de Montalivet devenait ministre de l'instruc-

1. Le maréchal Maison avait été nommé ambassadeur à Vienne en quittant le ministère des affaires étrangères confié au général Sébastiani.

tion publique; M. Barthe, garde des sceaux et président du conseil d'État; le vice-amiral de Rigny, ministre de la marine; le comte d'Argout, ministre du commerce et des travaux publics. Dans cette combinaison le maréchal Soult conservait le portefeuille de la guerre, et le comte Sébastiani celui des affaires étrangères. Quant à M. de Montalivet, sacrifiant tout intérêt d'amour-propre à la réussite de cet arrangement ministériel, il n'avait pas, on le voit, hésité à accepter un département moins important que celui qu'il dirigeait dans le précédent cabinet.

La nouvelle administration devait se montrer, avant tout, un pouvoir fort et réparateur. Elle avait, à ce point de vue, de grands devoirs à remplir vis-à-vis du pays. Le premier soin de Casimir Périer fut d'adresser aux préfets la circulaire suivante; elle indique complètement la politique qu'il entendait suivre :

« Monsieur le préfet, en m'appelant à l'honneur de former et de présider son conseil, le roi m'a confié l'administration de l'intérieur. Il importe que je vous fasse connaître les intentions du gouvernement.

« ... Sachez bien et dites à tous que le gouvernement, jaloux d'assurer la durée et le développement des libertés conquises en Juillet et instituées par la Charte, ne reconnaît pour ennemis que ceux

qui méditent le renversement des institutions ou qui conspirent contre la paix publique. Il ne fait point la guerre aux opinions, aussi longtemps qu'elles ne se convertissent pas en actes contraires aux lois ; mais toutes sont hostiles à ses yeux, dès que pour triompher elles recourent à la force. Ces principes doivent régler votre conduite à l'égard des partis qui se sont manifestés depuis quelque temps avec trop d'audace. Les opinions doivent être ménagées, les croyances respectées. La liberté des cultes surtout doit être sacrée pour le pouvoir comme pour tous. Il importe à la morale publique et à la tranquillité générale que jamais la dérision et l'outrage ne puissent atteindre ce qu'une grande partie vénère, et ce que les nations civilisées ont toujours respecté.

« D'autres partis ont paru ; des hommes, amis peut-être de la révolution, mais peu favorables au gouvernement qu'elle a fondé, professent le mépris des lois et des pouvoirs réguliers. Les uns, séduits par de chimériques espérances, rêvent un changement dans les formes mêmes de la société ; les autres, que domine un puissant souvenir, opposent un autre nom au nom du prince que le vœu national a choisi... Il est temps que cet état de choses ait un terme. Si l'administration ne se montrait forte et décidée, si les tentatives de désordre se renouvelaient encore, elles compromettraient la

prospérité publique, elles aggraveraient les souffrances de l'industrie et du commerce, elles pourraient même ébranler chez les bons citoyens la foi dans la force et la durée de nos institutions, et altérer aux yeux des peuples de l'Europe le beau caractère de notre révolution. Si l'ordre ne reprenait pas son empire et la société son repos, les élections prochaines ne seraient pas, ou au moins ne paraîtraient pas libres. Le rétablissement de l'ordre est nécessaire pour que l'origine de la nouvelle Chambre reste pure et que son pouvoir ne devienne pas l'instrument des partis. Ces considérations vous tracent vos devoirs. Le gouvernement ne veut être fort que dans l'intérêt même de la liberté... »

Assurément, un tel langage était bien fait pour rassurer tous les esprits, pour relever tous les courages, et les actes allaient suivre de près les paroles. Une prétendue *association nationale* s'était formée à Paris et en province dans le but de « combattre, par tous les sacrifices personnels et pécuniaires, l'étranger et les Bourbons, » et l'acte d'association que les membres devaient signer indiquait qu'elle était créée « parce que les antécédents d'un grand nombre des dépositaires du pouvoir, la faiblesse et l'attitude incertaine des autres, donnaient lieu de craindre que les périls d'une restauration et d'une guerre étrangère ne

fussent pas prévenus par les résolutions énergiques et efficaces que commande le salut de la patrie. » Une fédération formée pour remplir un devoir suppose en effet que le gouvernement ne le remplit pas, et celle-ci, comme le faisait très-bien remarquer le ministre, manifestait une défiance offensante pour les pouvoirs publics, pour les forces régulières de la société. Ne devait-on pas s'étonner, d'ailleurs, que de bons citoyens prétendissent assurer la défense de leurs droits et de leurs frontières par d'autres tributs que l'impôt fidèlement acquitté, par d'autres engagements que le serment consacré par la loi constitutionnelle, par d'autres sacrifices personnels que ceux du recrutement et du service de la garde nationale?

Le ministre déclara nettement que l'improbation de toute participation des fonctionnaires civils ou militaires aux *associations nationales* serait officiellement prononcée; bien plus, il révoqua ceux qui persistèrent, et, à partir de ce moment, en présence d'un pouvoir ferme, résolu à faire son devoir, on vit les fonctionnaires publics rentrer dans la discipline et les associations factieuses se dissoudre.

Poursuivant son œuvre, le cabinet présenta à la Chambre un projet de loi sur les attroupements armés, qui distinguait entre l'attroupement armé et l'attroupement sans armes, mais prescrivait de

faire feu sur le premier après la troisième sommation prononcée par un commissaire de police. Il était urgent, en effet, de mettre le gouvernement en situation de pouvoir résister à l'émeute sans cesse renaissante. Cette nécessité, si claire pour tous les gens sensés, devait paraître plus évidente encore après l'acquittement par le jury des dix-neuf républicains arrêtés à la suite des troubles de décembre, et parmi lesquels on remarquait MM. Godefroi Cavaignac, Trélat et Guinard. Il est certain que l'issue de ce procès troubla singulièrement le gouvernement, en lui faisant craindre qu'une portion de la bourgeoisie parisienne ne lui fût hostile et ne partageât les opinions des accusés qu'elle acquittait ainsi; car on ignorait encore à quel point elle aimait à « donner des leçons au pouvoir » sans pour cela vouloir le renverser, le détruire. Dans tous les cas, il pouvait y avoir de très-graves inconvénients à provoquer et à laisser ensuite passer impunies des paroles telles que celles-ci, prononcées par M. Cavaignac à l'audience du 14 avril 1834 : « Mon père fut un de ceux qui, dans le sein de la Convention nationale, proclamèrent la république à la face de l'Europe alors victorieuse.... Cette cause se lie donc à tous mes sentiments comme fils; les principes qu'elle embrassait sont mon héritage. L'étude a fortifié cette direction donnée naturellement à mes idées

politiques; et aujourd'hui que l'occasion s'offre enfin à moi, je me hâte de prononcer un mot que d'autres proscrivent; je le déclare sans affectation comme sans feinte, de cœur et de conviction, je suis républicain. J'ai tâché de me rendre compte des faits, de voir si la république était praticable; et j'ai compris, non pas seulement qu'elle était possible, mais qu'elle était inévitable, mais que tout marchait là : les événements, les esprits, les choses... Le gouvernement l'a admise lui-même cette tendance : il s'est d'abord déclaré monarchie entourée d'institutions républicaines; et, bien que cette alliance de mots soit vraiment monstrueuse, bien qu'ils hurlent, comme on l'a dit, de se trouver ensemble, on a cru les lire gravés par les balles de Juillet sur les murs de l'Hôtel de Ville. Tous les hommes de sens ne sont pas républicains en souvenir de Rome, d'Athènes, par enthousiasme de collège : ce serait trop niais; ils ne le sont pas à cause du passé, mais à cause de l'avenir, or c'est précisément parce que l'avenir leur paraît certain qu'ils ne conspirent pas : à quoi bon? S'il est un parti en France qui ne conspire pas, c'est le parti républicain, car il est convaincu qu'il n'a plus qu'à laisser aller les choses. Si ce parti avait voulu conspirer, il le pouvait; il le pouvait dans la grande semaine, et cela à la clarté du soleil de Juillet, sur la place publique. Il le pou-

vait; et la preuve, c'est qu'on a voulu négocier avec lui.... »

Il est certain que de telles paroles pouvaient porter coup, et sinon atteindre le but que se proposait le parti républicain, du moins renouveler et propager l'agitation de la rue; après leur acquittement les principaux accusés furent reconduits chez eux en triomphe, démonstration qui, sans le déploiement d'une force militaire considérable, eût pris le lendemain le caractère d'une émeute sérieuse; quelques jours plus tard, à propos de la décoration instituée pour récompenser les combattants de Juillet, et dont la réception devait entraîner la prestation d'un serment de fidélité au roi et aux institutions constitutionnelles, des pétitions, des protestations, des attroupements, se produisirent; mais ne voulant pas exciter une insurrection véritable en répandant imprudemment le sang, le maréchal Lobau fit jouer des pompes à incendie sur les masses populaires qui s'étaient emparées de la place Vendôme.

D'un autre côté, M. de Chateaubriand publiait une brochure intitulée : *De la Restauration et de la Monarchie élective*, s'écriait en s'adressant à M^{me} la duchesse de Berry : « Madame, votre fils est mon roi ! », et enveloppait pour ainsi dire cette déclaration dans ces paroles habilement patriotiques : « De prétendus royalistes n'aspirent qu'à voir

l'Europe attaquer la France. Eh bien ! le jour où la France serait envahie serait celui qui changerait mes devoirs. Je ne veux tromper personne : je ne trahirai pas plus ma patrie que mes serments. Royalistes, s'il en existe de tels, qui appelez de vos vœux les baïonnettes ennemies, ne vous abusez pas sur mes sentiments : reprenez contre moi votre haine et vos calomnies ; je reste un renégat pour vous, un abîme sans fond nous sépare. Aujourd'hui je sacrifierais ma vie à l'enfant du malheur ; demain, si mes paroles avaient quelque puissance, je les emploierais à rallier les Français contre l'étranger, qui rapporterait Henri V dans ses bras. » Paroles qui eurent un immense retentissement dans le Midi, la Bretagne et la Vendée.

Ainsi le gouvernement se voyait ouvertement attaqué de deux côtés à la fois, et, en présence de cette double agression, devait montrer une double énergie. Le point d'appui qu'il pouvait trouver dans la Chambre des députés n'était plus assez solide. Cette Chambre, qu'un certain nombre d'élections partielles n'avait pas suffisamment rajeunie, avait entièrement perdu sa force morale. Il devenait urgent de la dissoudre et de faire un appel au pays. La loi électorale était votée d'ailleurs, et ses dispositions permettaient au ministère d'espérer que la nouvelle assemblée législative lui serait envoyée par les électeurs tout imbus des idées

conservatrices indispensables au triomphe de la politique qu'il avait inaugurée. Cette loi, qui avait été présentée à la Chambre le 6 avril 1831, ne pouvait en effet produire, surtout après la secousse si vive de la révolution de Juillet, que des résultats favorables aux modérés généralement désignés dès lors sous le nom de *conservateurs*. Supprimant le double vote et le cens électoral de l'ancienne loi, elle admettait le principe de l'élection directe par arrondissement, le cens de 500 francs d'impôt pour être éligible, celui de 200 francs pour être électeur; enfin l'adjonction des officiers en retraite et des membres de l'Institut payant une certaine quotité de contributions.

Nous entrons dans le détail de ces dispositions, non-seulement parce qu'elles sont caractéristiques, mais encore parce que cette loi électorale de 1831 a fonctionné pendant les dix-huit années du règne de Louis-Philippe. On sait que, dans les derniers temps, elle froissait les intérêts politiques d'une minorité parlementaire, et que c'est uniquement pour cela, et dans le but d'y introduire des réformes, que la révolution de 1848, provoquée par ces stériles réformateurs, a tout à coup surgi, les emportant eux-mêmes dans son tourbillon immense.

La Chambre, qui avait été prorogée le 20 avril, fut dissoute le 3 mai, et, peu de jours après, le

roi partit pour visiter une portion de la Normandie, dont les villes avaient, on le sait, accueilli la révolution de Juillet avec beaucoup d'enthousiasme. Plusieurs motifs déterminèrent Louis-Philippe à entreprendre ce voyage politique que devait suivre bientôt une seconde excursion dans le nord de la France : il voulait se trouver personnellement en contact avec les populations départementales, développer dans des allocutions le système de gouvernement qu'il entendait suivre, et aussi, disons-le, prouver au pays qu'à côté de cette frappante et absorbante individualité de Casimir Périer, l'attention publique pouvait encore se reporter sur lui-même, petit calcul de vanité princière que l'étude approfondie du caractère de Louis-Philippe fait très-aisément comprendre.

Le roi visita Rouen, le Havre, le château d'Eu, puis il revint par la Picardie, s'arrêta à Amiens, à Beauvais ; fut chaleureusement acclamé partout où il passa, et ne perdit pas une seule occasion d'indiquer ses théories politiques. C'est ainsi qu'il répondit au maire du Havre : « Je vois avec plaisir que tout se calme aujourd'hui ; j'espère que le rétablissement de l'ordre et la stricte exécution des lois ranimeront la confiance, et que la confiance va rendre au commerce son essor et son activité. J'ai lieu d'espérer que la paix intérieure consolidera son développement, et je n'omets, pour l'obtenir,

aucun effort compatible avec notre honneur et notre indépendance nationale ; car si jamais ils étaient attaqués ou compromis , je reprendrais les armes de ma jeunesse , et je combattrais encore pour ma patrie ; comme j'ai eu le bonheur de le faire à Jemmapes et à Valmy. »

Ces noms de Jemmapes et de Valmy qui souvent, alors, revinrent dans les discours de Louis-Philippe, lui retraçaient en effet un des plus chers souvenirs de sa jeunesse. Il voulut revoir ces lieux témoins de sa bravoure en 1792, et un second voyage fut décidé. Le roi partit de Saint-Cloud le 6 juin 1831 et se rendit à Châlons-sur-Marne, puis ensuite visita les principales villes du nord de la France telles que Verdun, Metz, Lunéville, Nancy, Strasbourg, Besançon. Mais si les acclamations du peuple le suivirent presque toujours dans cette excursion nouvelle à travers les départements du nord sourdement travaillés par des agitateurs républicains, l'attitude et le langage de la bourgeoisie lui prouvèrent jusqu'à quel point la révolution et la faiblesse du pouvoir avaient porté de confusion dans les esprits au point de vue des attributions et de la hiérarchie : chaque orateur municipal voulait donner au chef de l'État des conseils de conduite politique. Chaque commandant de gardes nationales lui parlait des points importants qui restaient à régler dans les institutions du pays, ou d'une

intervention armée en faveur de la Pologne et de l'Italie, et Louis-Philippe ne perdait pas une occasion de rétablir l'ordre dans les idées, la convenance dans les discours. A Metz, un capitaine de la milice citoyenne appartenant à une opinion très-avancée, dit au roi : « Si le calme est une condition indispensable de la liberté, l'expérience n'a-t-elle pas prouvé que le plus sûr moyen d'assurer l'ordre est de satisfaire aux besoins progressifs de la civilisation par des lois libérales et populaires ? Parmi ces lois, la plus décisive pour l'avenir de la France est celle qui doit organiser la seconde branche du pouvoir législatif. — La force armée ne délibère pas, interrompt le roi ; elle ne doit pas s'occuper de questions politiques ; elle n'a point de vœu à former, d'avis à exprimer, et je ne dois pas en entendre davantage. »

Il est bon de le remarquer, du reste, Louis-Philippe ne perdit pas, durant ce voyage, une seule occasion de déclarer que, « quant à l'extérieur, ce qu'il désirait, c'était le maintien de la paix sans déroger en rien à l'honneur, à l'indépendance du pays. » Tel est le langage qu'il tenait même sur ce champ de bataille de Valmy qu'il avait voulu visiter. C'est qu'en effet après la formelle déclaration de l'Autriche « qu'elle aimait mieux périr dans un combat que dans une émeute » l'horizon se rembrunissait singulièrement. Nous allons voir comment cette

puissance avait procédé vis-à-vis de l'insurrection si grave, si menaçante de l'Italie centrale.

II

Les libéraux de Bologne, de la Romagne, de Modène, de Parme et de la Toscane, étaient convenus de faire de Bologne le centre de leurs premiers mouvements insurrectionnels, jusqu'à ce que la révolution se fût étendue à toutes les parties de l'Italie. Bologne, ville de soixante mille habitants, n'avait en effet qu'une garnison de sept cents hommes et pouvait aisément tomber en leur pouvoir.

Ce plan ne put être mis à exécution, à cause des obstacles que l'on rencontra au moment d'agir. Des divisions se manifestèrent dans le sein du comité de Bologne. Menotti, le chef des patriotes de Modène, avait fait savoir à Philippe Canutti, avocat et député des libéraux bolonais, que ses amis politiques étaient décidés à s'insurger dans la soirée du 5 février 1834. Canutti communiqua cet avis aux patriotes des légations, en leur démontrant combien il était nécessaire d'opérer l'insurrection simultanément avec les Modénais, afin de donner ainsi plus de force et plus d'importance au mouvement national que l'on voulait produire.

Nous avons dit que des relations intimes existaient entre Menotti et le duc François IV qui, jusqu'à là, cependant, avait persécuté les libéraux. On se défia de ces ouvertures, et la révolution n'éclata pas dans les États romains en même temps qu'à Modène.

Dans la matinée du 3 février 1834, Menotti, profitant du mécontentement généralement produit par l'incarcération d'un citoyen nommé Nicolas Fabbrizzi, mis en prison par ordre du duc, jugea que le moment de l'insurrection était venu. Il réunit donc dans sa maison, pendant la soirée du même jour, une trentaine de conjurés munis d'armes et tout prêts à faire entendre le cri de Liberté ! dès que seraient arrivés les contingents patriotes des communes voisines auxquels Menotti avait envoyé des avis le matin même. Les conjurés se disposaient, les uns à envahir le palais ducal, les autres à s'emparer des quatre portes de la ville. Mais pendant qu'ils faisaient ainsi leurs préparatifs en toute hâte, le duc de Modène donnait de son côté des ordres sévères, fortifiait son palais, et rassemblait ses troupes. Bientôt, au lieu des patriotes attendus, ce furent la police et les soldats qui arrivèrent et environnèrent la maison de Menotti. Les conjurés barricadèrent les portes, firent feu par les fenêtres, et se défendirent vigoureusement. Toutefois on amena des canons sur la place, la maison fut presque démolie, et l'on fit trente prisonniers parmi

lesquels se trouvait Menotti lui-même. Ces prisonniers furent conduits dans les cachots, et subirent de durs traitements ; plus tard ils devaient être traduits devant une commission militaire.

La nouvelle de ces troubles causa une grande agitation à Bologne. Les jeunes gens et les étudiants de l'Université voulaient agir sur-le-champ ; mais d'autres s'efforçaient plutôt d'empêcher que le mouvement de Modène se communiquât immédiatement aux États pontificaux. Ceux-là préféraient temporer.

Effrayé de l'agitation qui régnait dans la ville, le prolégat Paracciani-Clarilli, gouverneur de Bologne, demanda conseil aux employés supérieurs de la police, et ceux-ci, lui faisant comprendre toute la gravité de la situation, l'engagèrent à appeler auprès de lui une espèce de consulte composée des personnes appartenant aux classes les plus distinguées de la population. Dans la soirée du 4 février, le prolégat convoqua donc le marquis de Bevilacqua Ariosti, sénateur, avec quatorze autres personnages considérables de la ville. Le directeur de la police, les chefs de la force armée et l'assesseur criminel intervinrent également.

Le professeur Orioli et le sénateur Bevilacqua insistèrent chaleureusement pour que le prolégat remît son pouvoir à une commission de citoyens, tout en conservant la faculté de prendre des me-

sures propres à rétablir la tranquillité et à maintenir l'ordre public.

Ces conseils obtinrent l'unanime approbation de l'assemblée. Cependant le prolégat demeurait dans l'incertitude ; mais lorsqu'il entendit les cris du peuple réuni en foule sous les fenêtres de la salle où siégeait la consulte, quand il sut que des attroupements s'étaient formés dans les différents quartiers de la ville, et que plusieurs bandes de jeunes gens armés s'étaient montrées dans les environs du palais, il signa, bien qu'à contre-cœur, l'acte par lequel il nommait une commission provisoire de gouvernement et instituait une garde provinciale de citoyens. La publication de ces deux décrets faite le soir même du 4 février, fut accueillie par de longs applaudissements.

Le drapeau tricolore fut donc arboré sur les places et sur les édifices publics. Les troupes de ligne et les carabiniers adhérèrent au nouveau gouvernement, en substituant la cocarde tricolore à celle du pape. Le colonel Ragani, ainsi que d'autres officiers qui avaient servi sous Napoléon, furent destinés à commander ces troupes. Enfin, d'après l'avis du comte Charles Pepoli, qui prit une grande part à la révolution du 4 février, on assembla immédiatement un comité de guerre, nommé par lui-même en qualité de représentant

du gouvernement, et se composant de Grabinski, vieux général polonais qui s'était retiré à Bologne depuis plusieurs années, du major Barbieri, nommé chef de la garde nationale, et de l'inspecteur aux revues Gandolfi.

Le mouvement s'étendit bientôt à Ferrare, à Imola, à Ravenne, à Faenza, à Forli, à Césène, à Rimini, à Pesaro, et partout sans effusion de sang. A Forli seulement il y eut une résistance partielle des troupes pontificales, mais cette démonstration n'eut aucune suite sérieuse.

Dès le matin du 5 février, le gouvernement de Bologne avait envoyé l'avocat Canutti vers la frontière du duché de Modène, en qualité de commissaire extraordinaire. Il devait s'assurer du véritable état de l'insurrection sur ce point important, et prendre en même temps les mesures les plus convenables pour que le principe de non-intervention fût respecté par les deux contrées limitrophes.

Arrivé à Castel-Franco, Canutti, qui désirait ardemment le triomphe de la cause libérale dans toute l'Italie, apprit avec douleur que la tentative désespérée de Menotti avait échoué, et que Menotti lui-même était, ainsi que ses compagnons, tombé au pouvoir du duc François IV. Il en instruisit aussitôt les nouvelles autorités de Bologne, tout en les conjurant au nom de l'humanité et de la cause nationale : « de ne pas s'arrêter à une interpréta-

tion restreinte du principe de non-intervention au préjudice de leurs propres frères , et de voler vers les Modénais pour leur donner un secours prompt et efficace. » Toutefois, le gouvernement qui craignait, en prêtant son appui aux populations du duché, de fournir un prétexte aux Autrichiens pour intervenir dans les affaires des légations, se refusa à souscrire à cette demande, et rappela sans délai le commissaire extraordinaire Canutti.

Le mouvement insurrectionnel ne s'en étendit pas moins aux duchés de Modène et de Parme. François IV ayant appris, dans la matinée du 5 février, que la révolution avait triomphé à Bologne, dut songer à se mettre en sûreté ; le soir du même jour, il s'éloignait dans la direction de Mantoue, emmenant avec lui *Ciro Menotti*.

Et le lendemain le drapeau tricolore flottait sur les murs de Modène ; les prisons étaient ouvertes aux détenus politiques ; les autorités municipales gouvernaient la ville ; on instituait une garde nationale ; enfin, le 9, en vertu d'une délibération signée par soixante-dix citoyens, on constituait un gouvernement provisoire composé d'un dictateur, l'avocat *Biagio Nardi*, et d'une diète de trois consuls : le colonel *Maranesi*, l'avocat *Minghelli*, et le marquis *Morano*.

L'exemple de Bologne, de Modène et de Reggio fut imité, le 10, à Parme. Une députation se rendit

auprès de la duchesse, pour l'informer en termes respectueux , qu'il serait nécessaire qu'elle se retirât, le dessein du peuple étant d'entrer dans la grande fédération italienne, et de repousser tout autre gouvernement. Déjà les voitures de la duchesse ainsi que son escorte étaient prêtes, et, comme elle n'avait pas la liberté du choix, Marie-Louise se décida à partir pour Plaisance; départ qui fut suivi de la convocation d'un congrès civique composé de quatre-vingt-dix membres, et de l'installation d'un gouvernement provisoire.

Les insurgés s'attendaient à des scènes semblables dans le royaume de Naples, en Toscane et dans le Piémont, et ils avaient fait leurs efforts pour rendre la conflagration générale; toutefois ces divers points de la péninsule demeurèrent exempts de troubles et de guerre. Le seul ennemi redoutable de l'insurrection, c'était l'Autriche, et dans l'intention de paralyser ses forces disponibles contre eux ou tout au moins de les affaiblir, les insurgés essayèrent aussi d'exciter la Lombardie à la révolte. Il partit de Bologne, qui était tacitement considérée comme le point central du gouvernement révolutionnaire, une proclamation adressée aux patriotes de la Lombardie pour les inviter à secouer le joug autrichien.

« Concitoyens de la Lombardie, était-il dit dans cette proclamation, suivez l'exemple de la France,

imitiez les patriotes de l'Italie centrale ; brisez les chaînes honteuses dont la sainte - alliance vous a chargés. Nous étions esclaves et misérables sous le despotisme des prêtres ; mais nos oppresseurs étaient du moins Italiens. Vous êtes esclaves d'étrangers qui s'enrichissent de vos dépouilles et qui chaque jour vous rendent plus malheureux. Le jour où vous vous lèverez contre eux , quarante mille de nos patriotes marcheront pour vous aider à écraser les Autrichiens. Ne tardez point, car il y a péril à hésiter. Déployez votre courage , concitoyens , et le despotisme fuira nos belles contrées. Notre pays, notre liberté et notre indépendance nationale avant tout. »

L'Autriche n'avait pas besoin de pareilles provocations pour se déterminer à renverser un système politique dont l'établissement au sud du Pô était incompatible avec l'existence de son propre pouvoir au nord de ce fleuve. N'ayant jamais considéré que l'Italie fût à l'abri d'une tentative plus ou moins directe de la part de la France, depuis la révolution de 1830 , elle avait rassemblé près de cent mille hommes en Lombardie. Ses moyens d'attaque étaient donc formidables. Le pape , la duchesse de Parme , le duc exilé de Modène , qui tous trois avaient hautement protesté contre les actes des gouvernements révolutionnaires établis dans leurs États , demandèrent le secours des armes impé-

riales. D'un autre côté, la France avait déclaré qu'elle ne permettrait pas que les troupes autrichiennes intervinssent dans la querelle des princes et des peuples italiens. Plus tard le cabinet de Paris prétendit, il est vrai, que cela ne l'obligeait pas à prendre des mesures matérielles pour empêcher cette intervention. C'était cependant ainsi qu'avaient pu l'entendre les libéraux italiens. Ils comptaient évidemment, dans ce grand duel contre l'Autriche, sur l'appui et l'intervention de la France. Mais le gouvernement français ne pouvait envoyer une armée en Italie que par le Piémont ou la Suisse ; or, l'invasion de ces deux pays eût semblé une agression contre l'Europe entière.

Cependant le fort de Saint-Léon s'était rendu aux libéraux ; Ancône seule, qui avait une nombreuse garnison, résistait encore. Elle ne voulut point céder aux premières sommations du colonel Sercognani, qui la cernait avec quelques centaines de volontaires, et ne capitula qu'après un blocus de plusieurs jours. La garnison passa au service du nouveau gouvernement ; le commandant, le délégué, et quelques autres employés se retirèrent à Rome.

Le cabinet pontifical avait envoyé le cardinal Benvenuti en qualité de légat *a latere* dans le diocèse d'Osimo ; ce cardinal fut arrêté par les insurgés, et conduit prisonnier à Bologne. Pérouse,

Spolette, Foligno, et toutes les villes de l'Ombrie répondirent aux proclamations de le cour de Rome, en secouant le joug du gouvernement papal, et en constituant dans tout le pays des autorités populaires.

Sercognani, élevé au grade de général de brigade après l'occupation d'Ancône, marcha donc vers Rome avec un détachement d'avant-garde, auprès duquel le comte Charles Pepoli fut envoyé en qualité de commissaire extraordinaire. Ce détachement, fort de deux mille cinq cents hommes environ, était composé de troupes de ligne et de gardes nationales mobiles des diverses provinces soulevées qui formaient une colonne commandée par le général Olivieri, et par quatre colonels insurgés. La révolution s'étendit ainsi à Fano, Ascoli, Spolète, Terni, Narni, Otricoli, s'avancant jusqu'aux portes de Civita-Castellana. Dans presque toutes les rencontres que les libéraux soutinrent contre les troupes papales, et spécialement dans les affaires partielles de Configni près de Terni, de Calvi, d'Amilia, de Magliano et de Borghetto, au delà d'Otricoli, leurs efforts furent couronnés d'un plein succès. Dans l'espace d'un peu plus de trois semaines, tout l'État pontifical, moins Rome, Rieti, et un petit nombre d'autres villes, avait suivi le mouvement de Bologne.

Les insurgés italiens ne tardèrent point à sentir

le besoin de réunir en un seul État les différentes provinces rendues libres, et de former un centre commun d'action où se rassembleraient toutes les forces morales et matérielles jusqu'alors éparses et divisées. Les villes qui avaient secoué l'autorité pontificale furent invitées, en conséquence, à envoyer des représentants à Bologne. Beaucoup d'entre elles avaient déjà dirigé leurs députés sur cette capitale de l'insurrection, les autres répondirent avec empressement et sans retard à l'invitation qui leur était faite.

Ici se place naturellement un épisode historique dont la principale importance fut de mettre, pour la première fois, en lumière un personnage qui devait obtenir dans la suite une bien autre célébrité que le renom modeste, mais bien acquis, d'une incontestable bravoure, seul mobile, alors, de sa jeune ambition et de ses espérances secrètes.

Louis-Napoléon Bonaparte, alors âgé de vingt-deux ans, habitait Rome avec son frère aîné Napoléon Louis et la reine Hortense sa mère. Obéissant à ces généreux entraînements de la jeunesse, qui se trompe souvent sur le but et néglige toujours les moyens, les deux princes Bonaparte, dont le nom avait de séculaires affinités avec les destinées de l'Italie, vivement pressés d'ailleurs de donner leur actif concours à une œuvre de régénération nationale, étaient entrés dans le complot qui cou-

avait comme d'un réseau toute la péninsule Italique. Contraints de se soustraire aux agents de la police pontificale, ils se retirèrent à Florence, tout prêts à mettre leur épée au service de la soi-disant indépendance de l'Italie.

Louis-Napoléon, dont le nom apparaît pour la première fois dans l'histoire, écrivait alors à sa mère alarmée : « Votre affection comprendra notre détermination : nous avons contracté des engagements que nous ne pouvons manquer de remplir. Pourrions-nous rester sourds à la voix des malheureux qui nous appellent ! Nous portons un nom qui oblige. »

Les deux princes Bonaparte armèrent donc une petite troupe, et, durant la courte campagne de l'insurrection, se montrèrent par leur audace dignes de ce grand nom qu'ils portaient. Ce fut Louis-Napoléon qui, suivi d'une poignée de volontaires traînant après eux un canon que le prince manœuvrait lui-même, s'avança jusqu'à Civita-Castellana, expédition qu'il avait entreprise de son propre chef, c'est-à-dire sans l'ordre du général Armandi, ministre de la guerre des insurgés. Ce dernier ayant envoyé au prince des instructions formelles pour suspendre son mouvement, Louis-Napoléon, qui avait compris que, s'il existait un moyen de réussir, c'était d'étonner ses adversaires par la rapidité d'une offensive hardie, se replia.

découragé, sur Forlì d'abord, où il eut la douleur de perdre son frère, subitement arraché, par une fluxion de poitrine, à ces premiers et trop rudes labeurs militaires, puis à Ancône, où lui-même tomba gravement malade. Nous dirons tout à l'heure comment le prince parvint à échapper aux dangers que la défaite de l'insurrection lui créait naturellement dans cette dernière ville.

Les 5 et 6 mars, une colonne de l'armée impériale, commandée par le général Geppert, s'emparait de Novi, malgré la résistance assez vive des patriotes italiens, qui furent contraints de céder devant les forces supérieures de leur ennemi.

Mais soit que les Autrichiens craignissent de s'avancer inconsidérément dans un pays où les tendances politiques et les prédilections des masses ne s'étaient pas encore bien nettement dessinées, soit qu'ils voulussent simplement attendre les renforts qui leur arrivaient de tous côtés, leur mouvement fut en quelque sorte suspendu pendant dix ou douze jours. Enfin, le 20 mars, ils s'avancèrent en deux corps principaux sur Modène, Ferrare et Bologne, que le gouvernement provisoire avait jugé convenable d'abandonner pour se retirer à Ancône, en recevant la nouvelle de l'invasion des légations. La garde civique bolonaise, à laquelle avait été confié le cardinal Benvenuti, ne consentit pas, malgré l'avis des autorités libérales, à mettre

en liberté ce prélat, dont la personne pouvait, en effet, servir d'otage. Le cardinal suivit donc à Ancône le personnel gouvernemental des provinces insurgées.

Cependant l'armée impériale, suivant la Voie Emilia, menaçait à chaque instant de déborder les lignes peu profondes et peu aguerries des volontaires romagnols. Deux colonnes de troupes italiennes, qui se retiraient devant les Autrichiens, étaient arrivées à Rimini dans la matinée du 25 mars, et, après y avoir opéré leur jonction, elles se repliaient en bon ordre sur la route de Cattolica, lorsqu'un corps de l'avant-garde du général Geppert, composé de cinq mille hommes d'infanterie et d'environ cinq cents hussards et dragons, avec quatre pièces d'artillerie, tomba sur la brigade Olini, qui fit assez bonne contenance, mais fut dispersée après un combat long et sanglant, seul engagement sérieux de cette campagne. Un tel événement était décisif : l'administration libérale ne tarda pas à rendre un décret par lequel elle se déclarait dissoute et nommait à sa place un triumvirat, composé du général Zucchi, du comte Pietro Ferretti (d'Ancône) et du chevalier Tiberio Borgia (de Pérouse). Ce décret ne devait point recevoir son exécution ; acculés dans un coin de l'Italie et bientôt entourés de tous côtés par l'armée autrichienne, les insurgés comprirent qu'il

n'y avait plus rien à espérer et essayèrent d'utiliser la présence de leur otage, le cardinal Benvenuti. Ils publièrent à cette même époque un manifeste où perçait leur vif ressentiment de la conduite tenue par le gouvernement français. Voici les termes de ce manifeste :

« Un principe proclamé par une grande nation qui avait solennellement promis de ne pas permettre qu'il fût violé par aucune puissance européenne, et la déclaration de garantie donnée par un ministre de cette même nation, nous ont déterminés à seconder le mouvement du peuple dans ces provinces. Nous fîmes tous nos efforts pour remplir la tâche difficile de maintenir l'ordre au milieu de l'agitation d'une insurrection, et nous éprouvâmes une satisfaction bien douce en voyant la révolution s'accomplir constitutionnellement, sans répandre une seule goutte de sang. Mais la violation de ce principe, consentie par la nation qui l'avait promulgué et garanti, l'impossibilité de résister à une grande puissance, dont les troupes occupaient déjà une partie de nos provinces; enfin, notre désir d'empêcher une inutile effusion de sang, nous ont décidés, en vue du salut public, loi suprême de tout État; à traiter avec Son Eminence le très-révérant cardinal Gian-Antonio Benvenuti, légat *a latere* de Sa Sainteté Grégoire XVI, et à remettre entre ses mains le gouvernement de

ces provinces : ce qui a été accepté aux conditions suivantes. »

Ces conditions étaient qu'aucun insurgé ne serait molesté dans sa personne ou dans ses propriétés pour sa conduite politique antérieure, que les sujets romains qui voudraient quitter les États du pape obtiendraient des passe-ports, s'ils les demandaient, dans les quinze jours; que les anciens fonctionnaires pontificaux ne seraient pas révoqués pour s'être unis aux insurgés; enfin, que tous les étrangers qui étaient entrés dans leurs rangs auraient la liberté de partir sans être inquiétés.

Le cardinal Benvenuti mit son nom au bas de ces conditions, et dès lors l'insurrection s'évanouit. Ses premiers chefs, au nombre de quatre-vingt-dix-huit, furent embarqués à bord d'un bâtiment de commerce; mais une corvette autrichienne captura ce bâtiment et le conduisit à Venise, où les réfugiés furent incarcérés, au mépris de la convention d'Ancône; le pape refusa de la ratifier, d'ailleurs, en alléguant qu'elle avait été extorquée au cardinal Benvenuti pendant qu'il était au pouvoir des rebelles. Un nombre considérable d'entre eux furent donc arrêtés, et l'on institua des commissions pour les juger. Ces commissions devaient se borner à procéder contre les personnes accusées : 1° d'avoir signé l'acte par lequel le gouvernement provisoire de Bologne avait déclaré abolie la puis-

sance temporelle des souverains pontifes; 2° d'avoir violé leurs serments militaires en s'enrôlant dans les gardes civiques; 3° d'avoir publié des écrits irréligieux et séditieux. Grégoire XVI accordait à tous ses sujets non compris dans les catégories ci-dessus une entière amnistie « dans l'espoir que, repentants de leurs fautes, ils les répareraient par leur attachement au saint-siège. » Les chefs libéraux les plus compromis s'étaient déjà soustraits par l'exil aux conséquences de ces restrictions; aucune condamnation capitale ne fut donc exécutée, et, quoique les édits relatifs aux insurgés n'offrissent pas à beaucoup près un modèle d'indulgence politique, on peut dire cependant que, dans cette circonstance, la conduite de la cour de Rome fut marquée au coin de la modération et de la justice.

Le prince Louis-Napoléon s'était, avons-nous dit, retiré à Ancône; là, malade, moralement et physiquement abattu, il avait été rejoint par la reine Hortense, qui désormais devait concentrer toutes ses tendresses maternelles sur cette tête prédestinée. Mais les Autrichiens s'approchaient de la ville; bientôt ils l'occupèrent, et il fallut s'efforcer de cacher à tous les yeux la présence de ce fils que la persécution politique ne manquerait pas de poursuivre. On répandit le bruit que Louis-Napoléon, parvenu à s'évader, avait été demander un refuge

au sol poétique de la Grèce, et grâce à un passeport anglais, grâce à un déguisement impénétrable, la mère et le fils purent traverser l'Italie en se dirigeant vers la France malgré les lois de proscription et d'exil qui bannissaient encore du territoire français les membres de la famille de l'empereur Napoléon.

Arrivés à Paris, la reine Hortense et le prince se logèrent à l'hôtel de Hollande, rue de la Paix, non loin de la glorieuse colonne qui, le lendemain même, anniversaire du 5 mai, jour de la mort du grand empereur, devait être couverte de fleurs et de couronnes. Les souvenirs d'une époque de gloire avaient toujours le privilège d'émouvoir à un haut degré la population parisienne. Louis-Napoléon put le constater lui-même, car les cris de la foule enthousiaste parvinrent jusqu'à ses oreilles; et qui sait si, plus tard, le souvenir de ces scènes populaires n'influa pas sur ses décisions, ne provoqua pas ses tentatives hardies?

Quoi qu'il en soit, la royauté de Juillet s'effraya de ces démonstrations bonapartistes; elle comprenait sans doute combien la grandeur napoléonienne rapetissait son origine révolutionnaire. La reine Hortense avait écrit à Louis-Philippe, pour l'instruire de sa présence à Paris et solliciter l'autorisation de séjourner dans cette capitale jusqu'à l'entier rétablissement du prince. Casimir Périer se rendit aussitôt à l'hôtel de Hollande. « Monsieur.

lui dit-elle, je n'avais qu'un moyen de sauver mon fils, c'était de venir en France. J'y suis venue; je n'ignore pas le danger que nous courons : ma vie et celle de mon enfant sont entre vos mains. Prenez-les si vous les voulez. » Et le président du conseil des ministres répondit que si la reine consentait à garder un strict incognito, il pouvait lui promettre, au nom du roi Louis-Philippe, l'autorisation de séjourner à Paris pendant une semaine, afin de donner au prince le temps de se remettre.

Mais, le soir même, les démonstrations dont nous venons de parler se produisaient sur la place Vendôme et sur les boulevards. Casimir Périer, envoyé de nouveau par le roi Louis-Philippe, déclara à la reine Hortense qu'il craignait que sa présence ne fût découverte, et qu'il venait lui demander, au nom du roi, de quitter immédiatement Paris. Louis-Napoléon fut porté dans sa voiture et partit malade pour l'Angleterre; mais son esprit et son cœur gardaient dans leurs replis les plus secrets une précieuse moisson d'espérances : le souvenir de ces acclamations enthousiastes qui étaient venues frapper son oreille.

Quelques mois plus tard, après avoir visité avec soin tous les grands établissements qui font la prospérité et le renom de l'Angleterre, le prince, toujours accompagné de la duchesse de Saint-Leu¹,

1. On sait que c'était le nom adopté par la reine Hortense.

se fixait à Arenenberg, douce et calme retraite sur les bords du lac de Constance. Mais le calme, la retraite, ne semblaient pas être possibles pour Louis-Napoléon. Sa destinée paraissait déjà appartenir fatalement, inexorablement à l'histoire : à peine était-il revenu à Arenenberg qu'il recevait une lettre signée des noms les plus illustres de la Pologne insurgée. Cette lettre renfermait le passage suivant :

« A qui la direction de notre entreprise pourrait-elle mieux être confiée qu'au neveu du plus grand capitaine de tous les siècles ? Un jeune Bonaparte, apparaissant sur nos plages le drapeau tricolore à la main, produirait un effet moral dont les suites sont incalculables. Allez donc, jeune héros, espoir de notre patrie, confier à des flots qui connaîtront votre nom la fortune de César, et, ce qui vaut mieux, les destinées de la liberté. Vous aurez la reconnaissance de vos frères d'armes et l'admiration de l'univers ¹. »

C'était offrir une couronne, mais (détail historique bien curieux) le prince répondit prophétiquement. « J'appartiens avant tout à la France : d'ailleurs, je servirai plus efficacement la sainte cause de la Pologne en combattant à vos côtés comme volontaire. » Et au bout de quelques semaines il allait,

1. Cette lettre était écrite à la date du 21 août 1831.

en effet, porter son épée à cette cause polonaise délaissée de tous, lorsqu'il apprit que désormais il était trop tard.

III

Les jours de trêve et de recueillement qui s'écoulèrent avant les heures décisives de la dernière lutte furent employés par le gouvernement polonais à se renforcer au dedans, et à chercher au dehors des appuis indispensables que ses récentes victoires encourageraient peut-être à se produire. Mais la Prusse et l'Autriche avaient, dès le principe de cette guerre, annoncé par des actes formels qu'elles considéraient la cause de la Russie comme la leur, et une sorte de cordon sanitaire était hermétiquement maintenu par les deux puissances contre les tendances de la révolution polonaise. Quant à la France, nous avons déjà dit que son gouvernement nouveau-né, contenu dans les langes d'une politique hésitante et pacifique, ne devait accorder à la Pologne qui lui demandait le concours de ses soldats que l'intervention de ses diplomates. La Pologne, comme un lion blessé entouré par les chasseurs, pouvait donc renverser de nombreux ennemis pendant sa lente agonie ; sa chute mortelle n'en

était pas moins prévue, et ses plus éclairés défenseurs avaient déjà compris qu'il ne s'agissait plus pour eux que de savoir glorieusement mourir. On a demandé si, à cette époque de la guerre, il eût encore été possible pour la Pologne de négocier avec l'empereur, et d'obtenir d'honorables concessions qui eussent maintenu son existence comme royaume. Nous répondrons négativement à cette question. Depuis la faute immense commise par la diète en votant la déchéance de la dynastie des Romanoff, le duel des deux peuples était devenu un duel à mort et le tsar ne pouvait plus lui-même avoir la pensée de suspendre par des traités la lutte suprême qui chaque jour devenait plus terrible, plus ardente. Quel poids sérieux pouvaient avoir dans la balance quelques victoires qui décimaient irréparablement les vainqueurs? Périr glorieusement, n'est-ce pas toujours périr? Aussi l'espoir que le prince Czartoryski avait placé dans les négociations des cabinets de Paris et de Londres, dut-il bientôt s'évanouir; un grand nombre de hauts fonctionnaires polonais ne rêvaient que les libertés constitutionnelles du pacte de 1815. Leur ambition n'allait pas au delà, et déjà il était trop tard. On assure que le général Skrzynecki avait lui-même avant d'arriver, comme nous allons le voir, au commandement en chef de l'armée, cherché à entrer en pourparlers avec Diebitsch. Mais le feld-

maréchal s'était renfermé dans un système d'abstention basé sur l'inflexible volonté du tsar.

Le 26 février 1831, le prince Radziwill déposa modestement la charge de généralissime qui lui avait été confiée, et qu'il n'avait acceptée qu'avec répugnance. Les événements militaires prenaient, en effet, de tels développements, qu'il fallait désormais une main non-seulement ferme, mais encore des plus expérimentées, pour pouvoir les diriger. Quel serait le successeur du prince? Skrzynecki, Prondzynski, Pac et Krukowiecki pouvaient faire valoir des droits à cette fonction éminente. Skrzynecki, le héros de la bataille de Grochow, l'emporta sur ses concurrents, et les suffrages de la diète lui donnèrent le pouvoir. Prondzynski lui fut adjoint comme quartier-maître général de l'armée. Des comités s'étaient formés à Paris et à Londres pour faire admettre en fait ou en droit cette indépendance de la Pologne, que chaque combat, défaite ou victoire, semblait compromettre davantage. Leur action s'était étendue, grâce aux démarches actives du parti républicain français, et, malheureusement pour la cause polonaise, ce parti semblait l'avoir placée sous sa protection exclusive. Des secours d'argent, des adresses sympathiques, furent la seule conséquence matérielle de l'établissement de ces comités très-protégés en France par M. de Lafayette, qui se chargea plusieurs fois

de présenter à la Chambre des députés les pétitions rédigées dans leur sein. En présence de cette situation irrégulière, la politique du gouvernement français demeurait la même, et, sans rappeler de Saint-Pétersbourg son plénipotentiaire, M. de Mortemart, le roi Louis-Philippe ne pouvait assurément pas entrer dans la voie hardie que le parti polonais lui indiquait.

De son côté, le gouvernement insurrectionnel adressait à ses agents dans les pays étrangers une circulaire ainsi conçue : « Les nations civilisées resteront-elles longtemps spectatrices immobiles de cette lutte entre l'injustice et la violence d'une part, et la loyauté de l'autre ? Ou bien prétendront-elles nous contraindre elles-mêmes à accepter un avenir, à rentrer sous un joug qui, si même il n'était honteux, serait encore insupportable par sa barbarie ? Leur faudra-t-il de nouvelles preuves de l'incompatibilité qui dorénavant sépare la Pologne de la Russie ? Les mesures présentes annoncent assez le traitement que l'empereur réserve aux habitants de son ancien royaume de Pologne, si, après une lutte longue et désespérée, les masses de la Russie finissent enfin par nous accabler. Ce n'est rien moins qu'à un renouvellement total de la population de ce malheureux pays qu'il faudra s'attendre alors. Les notes diplomatiques qui pourraient être d'un si grand poids, aussi longtemps

que la lutte est douteuse, ou lorsque nos armes triomphent, seront impuissantes vis-à-vis du vainqueur des Polonais ; mais lorsque les Russes auront couvert de colonies militaires toutes les frontières de l'Europe, peut-être alors enfin, et trop tard, reconnaîtra-t-elle que la politique la moins prévoyante, aussi bien que la plus stricte justice, lui faisaient une loi de soutenir les efforts de notre héroïque armée... Si les cabinets prétendent rester dans l'ornière étroite des antécédents, s'ils veulent se borner à faire observer les stipulations du traité de Vienne, eh bien ! ce traité assure à tous les Polonais la conservation d'institutions nationales... On ne saurait trop le répéter, les puissances européennes doivent bien se garder d'attendre que la force seule ou le sort des armes décide une question aussi grave pour les destinées de l'Europe et de sa civilisation ; elles doivent se garder de s'abandonner au hasard, et se hâter, par une médiation générale, de tendre la main à qui de droit, d'arrêter une guerre d'extermination qui menace de reproduire aux yeux du monde les scènes atroces des siècles les plus barbares. »

A la Chambre des députés de France, après les nouvelles élections et dans la discussion de l'adresse en réponse au discours de la couronne, M. de Lafayette s'écriait : « La Pologne s'est déclarée indépendante ; elle a fait la même chose que la Belgique,

que les États-Unis autrefois ; elle a établi un gouvernement de son choix. Ne nous arrêtons pas, Messieurs, à des idées peu généreuses, n'abandonnons pas la Pologne, si ses dangers augmentent. Pour la troisième fois, je suis heureux de dire à cette tribune : la Pologne ne périra pas ! » Et le général Sébastiani, ministre des affaires étrangères, répondait à M. de Lafayette : « On nous demande la reconnaissance immédiate de la Pologne, et l'on nous dit que cette reconnaissance n'amènera pas la guerre ; que vous ne ferez que céder aux vœux des Polonais eux-mêmes, et satisfaire au désir qui se trouve au fond de tous les cœurs français. On a objecté que l'intervention dans la question de la guerre d'Amérique avait précédé le traité ; mais on a oublié que c'est précisément cette reconnaissance qui provoqua la guerre. Et dans quelle situation les choses se trouvaient-elles alors ? L'Amérique était sans voisins, l'Amérique n'intéressait qu'une seule puissance : l'Angleterre. Aucune puissance, de quelque importance par ses forces maritimes, ne pouvait intervenir dans cette querelle, qui ne fût l'alliée de la France. L'Espagne s'est trouvée dans ce cas. Eh bien ! évidemment, ce que vous ferez pour la Pologne amènera le même résultat : la guerre. »

A cette époque, M. Walewski était chargé près des cabinets de Paris et de Londres d'une mission

du gouvernement insurrectionnel, qui avait un moment caressé l'espoir de voir l'Autriche acquiescer au rétablissement de la nationalité polonaise, sous la condition de placer un prince autrichien sur le trône de Pologne. La France ne repoussa pas les ouvertures qui lui étaient faites en ce sens; mais elle voulut, avant de rien tenter, que l'Angleterre fût d'accord avec elle, et lord Palmerston fut consulté. En ce moment, le traité relatif à la Belgique, et qui reçut le nom de Traité des dix-huit articles, était froidement accueilli par le congrès belge. L'élection du prince Léopold de Saxe-Cobourg pouvait se trouver compromise, et lord Palmerston, auprès duquel on fit valoir que le parti catholique, assez nombreux dans le congrès, sympathisait chaleureusement avec la cause polonaise, donna d'abord quelques bonnes paroles, sans vouloir s'engager toutefois. M. Zaluski, agent polonais, partit alors pour Bruxelles, fit de nombreuses démarches auprès des députés catholiques, et contribua, dans sa sphère d'action, à l'acceptation du fameux traité. Mais le cabinet de Londres ne s'était pas formellement engagé, et lorsque M. de Talleyrand, ambassadeur de France, présenta à lord Palmerston la note relative aux affaires de Pologne, le diplomate anglais répondit : « Le soussigné, en réponse à la note que lui a présentée l'ambassadeur de France, à l'effet d'engager le

gouvernement britannique à intervenir, de concert avec la France, dans les affaires de Pologne, par une médiation qui aurait pour but d'arrêter l'effusion du sang, et de procurer à la Pologne une existence politique et nationale, a l'honneur d'informer Son Excellence le prince de Talleyrand que, malgré tous les désirs que pourrait avoir le roi de la Grande-Bretagne de concourir avec le roi des Français à toute démarche qui pourrait consolider la paix en Europe, surtout à celle qui aurait pour effet de faire cesser la guerre d'extermination dont la Pologne est aujourd'hui le théâtre, Sa Majesté se voit forcée de déclarer :

« Qu'une médiation tout officieuse, vu l'état actuel des événements, ne pourrait pas manquer d'être refusée par la Russie, d'autant plus que le cabinet de Saint-Pétersbourg vient de rejeter les offres de ce genre qui lui ont été faites par la France; que, par conséquent, l'intervention des deux cours, pour être effective, devrait avoir lieu de manière à être appuyée en cas de refus.

« Le roi d'Angleterre ne croit devoir adopter aucunement cette dernière alternative; l'influence que peut avoir la guerre sur la tranquillité des autres États, n'est pas telle qu'elle doive nécessiter ces démarches, et les relations franches et amicales qui existent entre la cour de Saint-Pétersbourg et Sa Majesté, ne lui permettent pas de les entre-

prendre. Sa Majesté Britannique se voit donc forcée de décliner la proposition que vient de lui transmettre Son Excellence le prince de Talleyrand, par sa note du 20 juin, jugeant que le temps n'est pas encore venu de pouvoir l'entreprendre avec succès contre le gré d'un souverain dont les droits sont incontestables. »

Le gouvernement polonais n'avait donc plus aucun espoir sérieux à concevoir de toutes les tentatives de la diplomatie. Et si pour lui quelque chance de salut existait encore, c'était aux armes qu'il devait nécessairement la demander.

Après une inutile diversion du général Dwernicki sur la Volhynie et la Podolie qu'il prétendait insurger, mais où quelques soulèvements partiels n'avaient eu aucun résultat sérieux; après les batailles de Dembé et d'Iganie, qui firent largement couler le sang de la Pologne et ne retardèrent pas d'un seul instant sa chute, le généralissime Skrzynecki, dont les lenteurs étaient amèrement blâmées à Varsovie par le parti du mouvement, avait résolu de réparer d'abord les fautes qu'on lui imputait à crime : la garde russe était échelonnée entre le Bug et la Narew, à vingt lieues environ du quartier général de Diebitsch. Placée sous les ordres du grand-duc Michel, elle comptait au moins vingt mille hommes d'élite, dont la défaite inattendue eût produit dans toute l'Europe une sensation im-

mense. Souvent Prondzynski avait engagé le généralissime à imiter l'admirable tactique de l'empereur Napoléon, c'est-à-dire à attaquer séparément chacun des grands corps de l'armée russe avec l'ensemble de ses forces réunies, et c'était une belle occasion que de trouver ainsi la garde impériale groupée sur un point assez éloigné du quartier général russe, pour pouvoir espérer de l'anéantir. Dans cette ambitieuse hypothèse, le général Chlapowski aurait soutenu et discipliné l'insurrection lithuanienne à l'aide de sa cavalerie, accompagnée d'un corps nombreux de sous-officiers instructeurs.

Skrzynecki sortit donc de son camp de Kaluszin, le 12 mai 1831, à la tête de quarante-six mille hommes et de cent pièces de canon. Le général Uminski devait rester en face de Diebitsch, avec quelques régiments, afin de masquer le mouvement de l'armée polonaise. Skrzynecki avait espéré, en effet, pouvoir concilier l'attaque qu'il projetait contre la garde impériale avec le maintien de sa position.

Cependant les gardes avaient gagné une marche sur le généralissime polonais. Au lieu de prendre vigoureusement l'offensive et d'aborder ce corps d'élite à la tête de toutes ses forces réunies, Skrzynecki crut devoir attaquer la petite ville d'Ostrolenka qu'occupaient sept mille hommes, commandés par le général Sacken, afin d'assurer sa retraite

sur Varsovie, et ce dernier, après une vigoureuse défense, parvint à rejoindre la garde impériale, au secours de laquelle le feld-maréchal Diebitsch, instruit de la marche de l'armée polonaise, accourait après avoir culbuté le général Lubienski.

Dans la matinée du 25 mai, l'armée russe tout entière s'avancait vers Ostrolenka, où le généralissime polonais s'était porté, par un mouvement de retraite concentrique, à l'approche du corps d'armée de Diebitsch.

Dès huit heures du matin, l'armée russe paraissait sur les routes voisines et débouchait dans la plaine parsemée de marécages, qui s'étend en face de la petite ville d'Ostrolenka. Les divisions des généraux Lubienski et Kaminski s'échelonnaient dans cette plaine, et furent assaillies les premières. Elles luttèrent longtemps et avec vigueur; mais l'armée russe, qui se déployait toujours, avançait immense, irrésistible, et ses deux ailes menaçaient d'envelopper les Polonais dans une étreinte décisive. Il fallut se replier sur Ostrolenka; la cavalerie de Lubienski engagea le mouvement, et l'infanterie suivit lentement, s'arrêtant de moment en moment pour repousser, par un feu bien nourri, les charges incessantes des cosaques.

Toutefois, les Russes pénétrèrent dans Ostrolenka en même temps que cette infanterie polonaise : Skrzynecki, campé sur la rive droite de la

Narew avec la majeure partie de ses forces, dut s'élancer à leur rencontre. Un désordre indescriptible régnait dans la ville, dont les rues étaient obstruées par des chariots renversés en forme de barricades. Les Russes avaient déployé sur les mamelons boisés qui dominent la rive gauche du fleuve quatre-vingts pièces de canon, et le feu de cette formidable artillerie commençait à incendier les maisons d'Ostrolenka. Skrzynecki se précipita sur leurs colonnes qui étaient parvenues à passer le pont. Il conduisit lui-même et successivement tous ses bataillons à l'ennemi. Kaminski tomba mortellement frappé. Langemann eut un cheval tué sous lui dans ces charges furieuses qui produisirent bientôt une effroyable mêlée. On combattait corps à corps, le plus souvent à l'arme blanche, et près de trois cents officiers polonais trouvèrent la mort dans cette lutte acharnée. Enfin, après sept heures de combat, après une charge où les lanciers polonais, engagés dans les marécages de la plaine, furent presque tous anéantis, l'armée de Diebitsch fut définitivement rejetée à travers un monceau de cadavres sur la rive gauche de la Narew, et le terrain ensanglanté resta au pouvoir des Polonais. Lugubre et douloureuse victoire, qui leur coûtait trop cher pour qu'ils pussent en profiter. Plus de sept mille des leurs jonchaient en effet cet inutile champ de bataille.

Le lendemain Skrzynecki assemblait un conseil de guerre, et après une longue délibération des chefs de l'armée insurrectionnelle, décidait qu'on se replierait immédiatement sur Varsovie. Lubinski dut protéger la retraite, et le corps de Gielgud, fort de douze mille hommes, que le fleuve séparait du gros de l'armée polonaise, reçut l'ordre de se jeter en Lithuanie.

De son côté, Diebitsch, qui avait commis la faute immense de courir au secours de la garde impériale faiblement menacée, au lieu de profiter de l'éloignement du généralissime pour marcher sur Varsovie sans défense, Diebitsch, disons-nous, ne poursuivit pas l'armée polonaise comme il aurait pu si aisément le faire avec les forces nombreuses dont il disposait encore. Abattu et découragé, il ne tarda pas à se retirer dans son camp de Pultusk, où le choléra fit presque immédiatement une invasion cruelle.

Le comte Orloff, aide de camp de l'empereur, fut alors chargé par le tsar d'une mission pour son armée de Pologne. Il s'agissait de rendre la confiance à cette armée, dont le moral était profondément atteint, et de stimuler chez le feld-maréchal une ardeur que les premières difficultés de cette campagne semblaient avoir changée en découragement.

Mais désormais les jours du vieux soldat étaient

comptés ; une violente attaque de choléra le terrassa tout à coup à la suite d'un banquet, le 10 juin 1831, et le lendemain le général Toll prenait provisoirement le commandement de l'armée russe. Quelques jours plus tard, le 29 juin, la mort frappait également au moment où il allait se rendre à Saint-Petersbourg, le grand-duc Constantin que sa douce compagne, la duchesse de Lowicz devait, au bout de peu de mois seulement, suivre dans la tombe. Quelle que fût la gravité d'un tel incident, il passa presque inaperçu au milieu des préoccupations qui toutes se portaient vers les champs de bataille où la Pologne allait engager ses dernières phalanges. Le rôle politique et militaire du césarevitch paraissait terminé, d'ailleurs, depuis qu'il s'était éloigné de Varsovie.

Le feld-maréchal Paskiewitch Erivanski fut désigné par l'empereur pour commander en chef son armée de Pologne. Il arriva au camp russe, le 24 juin 1831. Désormais une guerre d'initiative allait succéder à une guerre de système, et, malgré tout son héroïsme, l'insurrection polonaise devait succomber dans une lutte où la force et l'habileté se trouvaient réunies contre elle. Cependant elle avait cherché à opérer une diversion en Lithuanie. Les généraux Dembinski, Gielgud, Chlapowski, à la tête d'un corps de douze mille hommes et de quelques canons, s'étaient jetés dans cette pro-

vince, et la parcouraient en tout sens ainsi que la Samogitie, s'efforçant d'y alimenter le feu de l'insurrection qu'une noblesse ardente, ombrageuse, y avait soudainement allumé.

Un profond découragement ne tarda pas à s'emparer des insurgés ; la mésintelligence qui régnait entre les généraux polonais était assurément bien capable de l'entretenir. A partir de ce moment, la lutte cessa d'être sérieuse en Lithuanie, où la noblesse l'avait cependant engagée avec cet enthousiasme irréfléchi sans doute, mais poétique, qui jetait au milieu des combats la jeune comtesse Émilie Plater, une héroïne de vingt ans ! Quant au général Dembinski, il devait, après une retraite pénible et souvent entrecoupée de combats, parvenir à gagner les impénétrables solitudes de la forêt de Bialowies ; le 3 août 1831, il rentrait dans Praga, ramenant les débris de ses légions décimées.

Revenons à Varsovie. Après la bataille d'Ostrolenka, le prince Czartoryski avait convoqué le conseil des quintumvirs, pour lui communiquer les dépêches qu'il venait de recevoir du généralissime. La majorité du conseil décida que Skrzynecki, loin de porter la responsabilité des pertes de l'armée et des malheurs de la patrie, devait, au contraire, être considéré comme ayant bien mérité de la cause nationale. Une députation fut chargée d'aller à sa rencontre et de le féliciter ; honneur antique qui

pouvait avoir un résultat tout autre que celui qu'on en attendait. Le généralissime parut, en effet, comme enivré de cet hommage. Il voulut renverser la forme gouvernementale adoptée, et demanda l'établissement d'une dictature. A une faible majorité le quintumvirat fut maintenu, mais son autorité morale était désormais détruite. Mécontent de ce triomphe imparfait, le généralissime en rechercha un autre dans le but de se concilier les masses : le corps russe du général Rudiger occupait le palatinat de Lublin; il forma le projet de l'anéantir; malheureusement, au moment où il se portait vers les Russes à la tête de la réserve, tandis que le général Jankowski recevait l'ordre de les prendre en flanc, une fausse alerte donnée par Skarzynski fit croire au généralissime que Varsovie pouvait être menacée, et l'engagea à repasser immédiatement la Vistule. Jankowski attaqua seul et sans espoir. La fortune n'était plus évidemment du côté de la Pologne !

Cependant le peuple de Varsovie, que les déclamations des chefs avaient surexcité, le peuple qui voyait rentrer dans les faubourgs les troupes de Jankowski mécontentes et humiliées, s'indigna de ce qu'il nommait avec fureur une odieuse trahison. Le généralissime, effrayé de cette agitation soudaine, promit de faire mettre en jugement les généraux qui auraient manqué à leurs devoirs; et comme Jankowski déclarait qu'ayant reçu l'ordre formel

de battre en retraite, toute la responsabilité de ce fait incriminé devait nécessairement retomber sur Skrzynecki, le généralissime, pour détourner l'attention de la fureur populaire, donna à la dénonciation anonyme d'un complot qui lui était récemment parvenue une importance qu'il ne lui avait pas accordée jusqu'alors. Deux généraux, Hurtig et Salacki, un colonel, le chambellan russe Fanshawe et quelques personnages furent arrêtés par ses ordres. Le peuple exaspéré poussait toujours des cris de mort. On lui promit de faire juger les traîtres dans les vingt-quatre heures, et le nonce Roman Soltyk, qui jouissait de la faveur des masses, parvint heureusement mais difficilement à les apaiser.

Pendant que leur énergie s'épuisait dans ces scènes de désordres et de fureur, dans ces luttes sans dignité, dans ces agitations sans but, quatre-vingt mille Russes, avec trois cents pièces de canon, s'avançaient vers les murs de Varsovie sous la conduite du feld-maréchal Paskiewitch. Le plan de cet homme de guerre différait essentiellement de celui de son prédécesseur; il voulait gagner la basse Vistule en traversant le palatinat de Plock, et transporter sa ligne d'opération sur la rive gauche du fleuve; plan habile, mais hardi, qui lui permettait d'attaquer Varsovie du côté le plus vulnérable. Toutes les combinaisons de défense du

généralissime polonais se trouvèrent renversées d'un seul coup par cette audacieuse manœuvre du plus redoutable ennemi que la Pologne eût encore vu en face.

Le 1^{er} juillet 1831, la diète, sur la motion du nonce Szaniewski, adressa au pouvoir exécutif l'ordre de déclarer la patrie en danger, et de procéder à une levée en masse de tout ce qui pouvait manier un mousquet. Le gouvernement, obtempérant à ce désir, adressa au peuple cette proclamation chaleureuse : « Au nom de Dieu et de la liberté, au nom de la nation placée entre la vie et la mort, au nom des rois et des héros vos ancêtres qui sont tombés sur les champs de bataille pour l'indépendance de l'Europe, au nom des générations futures qui demanderont à vos ombres compte de leur servitude, au nom des peuples qui vous contemplent, Polonais, levez-vous en masse ! »

La patrie polonaise était bien menacée, en effet, et jamais périls plus grands n'avaient plané sur elle, car non-seulement l'armée russe s'avancait ardente, implacable, avec ses formidables masses, mais encore le comte Orloff avait pleinement réussi dans sa mission en Prusse, et venait d'assurer à l'empereur l'appui offensif et défensif du cabinet de Berlin : Kœnigsberg et Dantzig devaient demeurer ouvertes, non plus simplement aux approvisionnements, mais encore aux troupes de la Russie ;

le territoire prussien allait servir de base pour toutes les opérations de l'armée impériale, et enfin la Prusse s'engageait à construire un pont sur la Vistule dans la partie orientale de son territoire, si ceux que le feld-maréchal ferait jeter lui-même venaient à être détruits.

Peut-être restait-il encore à la révolution polonaise une faible chance de salut, mais il fallait savoir hardiment et sans arrière-pensée saisir cette occasion unique. Pour exécuter le plan de Paskiewitch, et passer sur la rive gauche de la Vistule, l'armée russe devait opérer un mouvement de flanc en prenant Modlin pour pivot, et décrire une courbe immense. Pendant ce mouvement d'une exécution assez lente, il eût été possible de rompre la grande ligne en marche, et d'écraser ensuite les corps dispersés ou séparés par cette brusque attaque. Le généralissime demeura immobile, et attendit, pour prendre le parti de l'offensive, que le feld-maréchal eût concentré ses forces. Les Russes passèrent la Vistule en face d'Osieck; la chute de Varsovie pouvait dès lors paraître certaine.

Sous quelles inspirations le généralissime polonais avait-il donc commis une pareille faute? Quel avait été le mobile de sa conduite en cette circonstance? Il l'a dit lui-même, et l'histoire doit consigner ses aveux : des dépêches récentes du général

Sébastiani lui faisaient espérer l'heureuse issue de cette guerre cruelle si, attendant le pacifique résultat des négociations diplomatiques, il se tenait sur la défensive et n'irritait pas davantage le tsar. Skrzynecki sacrifia tout à cette pensée. C'était une faute que la révolution ne devait pas lui pardonner. La presse et les clubs attaquèrent violemment une prudence qu'ils nommaient hautement trahison. La diète s'émut de ces clameurs furieuses. Dans sa séance du 24 juillet 1834, et sur la proposition du nonce Bonaventure Niemcewicz, elle décréta à l'unanimité que le généralissime comparaitrait devant un conseil composé des membres du gouvernement, d'un député par chaque palatinat, enfin d'officiers en activité, choisis par la commission gouvernementale et par Skrzynecki lui-même. Ce tribunal se réunit le 27; le généralissime comparut devant lui, mais ayant déclaré tout d'abord que la hiérarchie militaire lui donnait le droit d'imposer silence aux officiers généraux naturellement placés sous ses ordres, une accusation rédigée par Prondzynski, après la bataille d'Ostrolenka, et des observations du général Siemrawski, furent écartées. Le passé fut laissé de côté, et la plus grande énergie recommandée pour l'avenir. Malgré les représentations du généralissime, le conseil décida qu'il fallait marcher à l'ennemi et livrer une bataille décisive. Skrzynecki

protesta en s'écriant : « Représentants ! que les bénédictions ou l'anathème, que le triomphe ou les désastres, retombent sur vos têtes, car, pour moi, j'en renie toute la responsabilité ! »

Il fallait obéir cependant. Le généralissime le fit avec mollesse. Après avoir porté l'armée vers Bzura, il se replia soudainement le 5 août sur Varsovie, et l'on crut dans le premier moment que s'il concentrait ainsi ses forces, c'était afin de mieux se préparer à la bataille que l'on attendait. Mais Skrzynecki ne sortit pas de son système de temporisation, et comme Dembinski venait de faire sa rentrée dans Varsovie au milieu des démonstrations de l'enthousiasme populaire le plus exalté, la commission gouvernementale nomma pour remplacer le dictateur, ce brave soldat qui, après tant de dangers et de souffrances, reparaissait tout à coup au milieu de la capitale.

Toutefois Dembinski partageait les vues politiques et militaires de Skrzynecki. Il le déclara hautement dans sa première allocution aux troupes, ajoutant qu'il suivrait exactement les traces de son prédécesseur. Bientôt se répandit dans Varsovie le bruit que Dembinski s'apprêtait à venir dissoudre la diète, fermer les clubs, et emprisonner les patriotes exaltés; les masses s'émurent; l'armée polonaise se repliait sur les retranchements de Varsovie; un cri de haine et de fureur

se fit entendre dans la foule ; elle se porta ardente, insensée, vers le château où les généraux accusés de trahison avaient été provisoirement incarcérés. Jankowski, tiré de son cachot, fut traîné dans la cour, et, après une sorte d'interrogatoire, percé de coups de baïonnettes. Boukowski, son gendre, fut également massacré au moment où il cherchait à s'enfuir par les fossés du château ; Hurtig, Salacki, le chambellan russe Fanshawe, la femme du général Bazanoff, subirent le même sort, et leurs cadavres furent suspendus aux réverbères, pour que la tradition révolutionnaire se conservât dans toute son horreur. Du château, la populace en délire se porta sur les maisons du faubourg de Wola, où avaient été renfermés plusieurs espions appartenant à la police du gouvernement précédent ; elle les égorgea et les pendit comme ses premières victimes.

Le désordre et la terreur régnaient à Varsovie durant ces odieuses scènes. Le pouvoir semblait avoir disparu dans le sang et la fange. Une sombre terreur planait sur la cité, et pour tout homme de sens et d'expérience, cette explosion de rage populaire était bien le rôle de l'agonie polonaise. Un personnage, d'une opinion très-exaltée et d'une audace extrême, se leva tout à coup : c'était Krukowiecki. Les quintumvirs avaient disparu, impuissants devant la tourmente. Le prince Czartoryski avait cherché un asile dans le camp :

car, par un glorieux privilège, c'est toujours au milieu des armées que l'on retrouve l'honneur et la haine de la férocité. Krukowiecki comprit que le pouvoir était à celui qui le ramasserait à terre. Il s'en empara, se fit nommer gouverneur de Varsovie, lança son cheval contre l'émeute qui grondait avec une fureur nouvelle, lui imposa par sa contenance énergique, et la fit rentrer dans l'ombre par des exemples d'une sévérité draconienne. Deux jours après, la diète formulait une nouvelle loi gouvernementale, décernait le pouvoir à un président entouré de six ministres, et investi du droit de nommer le généralissime. Ce président, dans les circonstances où l'on se trouvait, ne pouvait être que Krukowiecki, et il choisit pour commander l'armée le vieux Kasimir Malachowski ; mais, ainsi que nous l'avons dit, l'agonie de la révolution polonaise avait commencé, son dernier jour était arrivé, et déjà l'on pouvait apercevoir l'étendard russe du haut des remparts de Varsovie.

IV

Le refus du duc de Nemours avait obligé le congrès belge de s'occuper de nouveau du choix si important, si difficile du chef de l'État. M. Lebeau

lui proposa de nommer un lieutenant général du royaume ; mais après de sérieuses délibérations on se décida pour l'établissement d'une régence, et l'on adopta la résolution suivante :

« Le congrès déclare que le trône est vacant , et décrète la nomination d'une régence avec une liste civile de dix mille florins par mois et la jouissance d'un palais national. Le congrès se réserve le droit d'exercer exclusivement le pouvoir constituant et législatif. »

L'élection du régent fut fixée au 24 février 1831. On présentait deux candidats : c'étaient le baron Surlet de Chokier et le comte Félix de Mérode. Le choix des députés désigna le premier ; du reste, tous deux agirent d'accord et ne firent aucune démarche pour assurer leur élection.

La cérémonie de l'installation du régent eut lieu le 25 ; elle donna à Bruxelles un aspect de fête entièrement inusité ; c'était la première réjouissance publique célébrée depuis la révolution. La nomination d'un régent était d'ailleurs considérée par les Belges comme un gage de stabilité et comme un espoir de repos.

Le régent se rendit donc au Palais de la Nation , dans un modeste équipage , entouré d'une escorte de cavalerie ; une députation de dix membres du congrès le reçut au pied du grand escalier et le conduisit dans la salle des séances. M. Surlet de

Chokier était un homme extrêmement simple dans ses manières comme dans son langage ; sa haute taille, ses longs cheveux et son apparente bonhomie donnaient à son ensemble quelque chose de rustique qui plaisait à la multitude. Après la cérémonie, durant laquelle il avait solennellement juré « d'observer la Constitution et les lois du peuple Belge, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire, » le régent renvoya sa voiture avec son escorte et se dirigea à pied, en traversant le parc, vers le palais qui lui était destiné ¹.

De grands embarras allaient environner le nouveau chef politique que les Belges s'étaient donné. La triste situation du commerce et des finances, l'état de l'armée, les associations patriotiques et les fréquentes conspirations, demandaient à la fois une surveillance active et un dévouement de chaque jour.

L'industrie, le commerce, se voyaient, on le

1. Le baron Surlet de Chokier était alors âgé de soixante-trois ans. Issu d'une ancienne famille du Limbourg, il avait embrassé avec ardeur les idées françaises de 1791. Membre du Corps Législatif et conseiller d'État sous l'empire, il avait, depuis la formation du royaume des Pays-Bas, pris part aux affaires de son pays comme membre de la seconde chambre des États-Généraux, et s'y était fait remarquer par son opposition aux actes du gouvernement. M. Surlet de Chokier était éminemment partisan de la France.

conçoit, entièrement paralysés par la guerre civile ; quant aux finances , plusieurs provinces étaient en arrière pour le paiement de leurs contributions. On avait, dans le mois d'octobre précédent, décrété un emprunt forcé de dix millions de florins ; au mois de mars on fut obligé d'en emprunter six cent mille à la banque , et bientôt le congrès dut sanctionner un second emprunt de douze millions de florins.

Une armée de quarante-cinq mille hommes existait fictivement sur les cadres du ministère de la guerre ; mais il n'y en avait pas vingt mille sous les drapeaux , et encore ces vingt mille hommes étaient-ils désorganisés , mal commandés. Dans cette désastreuse situation , la Belgique paya d'audace ; ainsi , aux tentatives de la conférence relativement au Luxembourg , M. Surlet de Chokier répondait par une proclamation qui se terminait ainsi : « Luxembourgeois ! restez unis et fermes ; au nom de la Belgique , acceptez l'assurance que vos frères ne vous abandonneront jamais. » Toutefois , malgré l'attitude hautaine que la Belgique prenait vis-à-vis de la conférence , elle n'en cherchait pas moins à ouvrir des relations diplomatiques avec l'Angleterre , la Prusse et la Confédération germanique , en envoyant le comte d'Aerschot à Londres , M. Michiels à Francfort , et M. Behr à Berlin. Ces trois envoyés échouèrent dans leurs

négociations; seul, M. Lehon, membre du congrès, fut solennellement reçu par le roi Louis-Philippe, comme envoyé extraordinaire du régent. Le général Belliard venait de remplacer M. Bresson auprès du gouvernement belge.

Les événements n'en marchaient pas moins avec rapidité. Le congrès, déterminé à défendre le Luxembourg, avait décrété l'enrôlement de cinquante mille gardes civiques, et voté six millions pour leur paie. L'association patriotique publiait une proclamation finissant par ces mots : « Aux armes, aux armes, braves Belges, marchons en masse sur le Luxembourg ! que notre cri de ralliement soit Victoire et patrie ! » On offrit le commandement de l'armée au général Lamarque, qui le refusa, ou pour mieux dire, qui mit à son acceptation des conditions inadmissibles. Chaque jour le peuple belge semblait entraîné de plus en plus vers une anarchie dont on ne pouvait prévoir toutes les conséquences. La confusion et la défiance régnaient partout; Bruxelles, sous le coup des émeutiers, était en proie à une sorte de terreur; les agitateurs se faisaient de la presse une arme dangereuse et puissante; souvent ces mêmes anarchistes envahissaient les tribunes de la salle du congrès, dans le but de troubler les travaux législatifs. On menaçait la Hollande de la guerre alors que les frontières ouvertes eussent si facilement permis à une armée

hollandaise de venir renverser à Bruxelles l'étendard brabançon et les arbres de la liberté. A Gand, on dévastait les fabriques ; à Malines, à Ypres et à Mons, on pillait impunément en plein jour ; à Namur, un détachement de volontaires avait voulu proclamer la république. L'insubordination de l'armée était en rapport avec les mauvais instincts des masses populaires ; l'armistice avait été rompu à Anvers, où un conflit s'était engagé entre les soldats belges et la garnison de la citadelle ; fâcheux incident qui pouvait produire un bombardement nouveau, mais dont la modération du général Chassé atténua les conséquences. En un mot, il fallait à tout prix, et le plus promptement possible, sauver la Belgique de ses propres fureurs.

Les plénipotentiaires hollandais avaient présenté deux notes à la conférence : la première, en date du 5 juin, suppliait les puissances d'exécuter les menaces contenues dans les protocoles n° 22, 23 et 24 ; la seconde, en date du 6 juillet, désavouait toute intention de la part du roi d'entrer en négociation pour l'abandon de tout ou partie du grand-duché de Luxembourg, lequel formait, pour le roi et les princes de sa maison, une substitution de possession héréditaire. La conférence répondit à ces notes en produisant le 25^e protocole, et en posant trois grands principes : le premier, que tout arrangement devait être admis sans contestation

par les deux parties ; le second, que la possession du Luxembourg ne pouvait être obtenue par les Belges, sans compensation de leur part ; le troisième, que les grandes puissances n'entendaient faire de proposition formelle que lorsque les Belges auraient adhéré aux bases de la séparation. Mais comme ni la Belgique ni la Hollande ne semblaient disposées à céder, une nouvelle note de la conférence ordonna à lord Ponsonby et au général Belliard de quitter immédiatement Bruxelles. Le 10 juin les deux diplomates exécutèrent simultanément cette décision, et les Belges restèrent en quelque sorte abandonnés à eux-mêmes.

Cependant plusieurs membres éminents du congrès avaient jeté les yeux sur le prince Léopold de Saxe-Cobourg¹ pour lui offrir cette couronne de Belgique qu'ils ne voulaient, disaient-ils, décerner qu'à un prince éclairé et libéral. MM. Van de Weyer et Lebeau avaient fait sur ce sujet quelques ouvertures à lord Ponsonby. Le congrès décida qu'une députation de quatre de ses membres serait envoyée à Londres, afin de négocier directement avec le prince et d'obtenir de lui une déclaration positive qui pût donner au congrès de la confiance sur le résultat de l'élection à laquelle il allait procéder.

La députation étant arrivée à Londres eut d'abord

1. Né le 16 décembre 1790.

une entrevue préliminaire avec le baron de Stockmar, que le prince Léopold honorait de sa plus intime amitié ; elle fut ensuite reçue en audience par le prince lui-même , et lui exposa l'objet de la mission qui lui avait été confiée, tout en lui expliquant que la conservation et l'intégrité du territoire belge étaient la première condition que le congrès mît à l'acceptation du trône.

« Messieurs , répondit le prince , toute mon ambition serait de contribuer au bonheur de mes semblables ; dans ma jeunesse je me suis trouvé dans des situations difficiles et singulières , qui m'ont appris à considérer le pouvoir d'un ceil très-philosophique ; je ne l'ai jamais désiré, si ce n'est pour faire le bien , un bien durable. S'il ne s'était élevé des difficultés politiques qui me paraissaient essentiellement opposées à l'existence de la Grèce comme nation indépendante , je régnerais maintenant sur ce pays , et pourtant je ne m'étais jamais dissimulé les difficultés de cette position. Je comprends combien il est désirable que la Belgique puisse avoir un roi le plus tôt possible , la paix de l'Europe y est intéressée. »

De nombreuses difficultés rendaient encore problématique le succès de cette combinaison nouvelle, qui avait le tort de paraître plus anglaise qu'elle ne l'était en réalité. Ainsi , tandis que la conférence demandait l'adhésion de la Belgique à l'abandon du

Luxembourg, le prince Léopold pouvait-il jurer l'exécution de la constitution belge dont les 1^{er} et 8^e articles garantissaient, de la façon la plus formelle, l'intégrité du territoire? Il fallait nécessairement entre les deux peuples des concessions réciproques et l'abandon de certaines prétentions inadmissibles; on parvint à atteindre ce but. La réalité du danger que courait le repos de l'Europe se faisait tellement comprendre alors, que les puissances s'empressèrent de donner à leurs plénipotentiaires des instructions qui produisirent l'annexe au 26^e protocole, connu sous le nom de Traité des dix-huit articles. La difficulté était d'amener les Belges à accepter la teneur de ce traité, ou tout au moins à entrer dans l'esprit qui l'avait dicté.

Le congrès belge décida bientôt, après une discussion orageuse, que le gouvernement serait autorisé à terminer les contestations territoriales au moyen de sacrifices pécuniaires. MM. Devaux et Nothomb furent aussitôt envoyés à Londres, où, après avoir délibéré d'abord avec lord Durham et le baron de Stockmar, puis enfin avec le prince Léopold lui-même, ils rédigèrent une note qui, soumise à la conférence, confirma et compléta le traité des dix-huit articles.

La proposition de procéder sur-le-champ à l'élection du prince Léopold fut alors présentée au bureau du congrès, avec la signature de quatre-

vingt-seize de ses membres ; et vainement l'opposition , dont une partie demandait que l'élection d'un roi fût différée jusqu'à l'arrangement définitif des contestations relatives au territoire , dont l'autre voulait au contraire qu'une déclaration de guerre fût immédiatement signifiée à la Hollande, cherchait-elle à s'opposer à la prise en considération de cette demande. En désespoir de cause, l'opposition proposa de n'élire pour roi qu'un citoyen belge ; mais 137 voix contre 48 rejetèrent cette proposition. La majorité résolut alors de procéder immédiatement à l'élection du prince Léopold , et la discussion préliminaire fut fixée au lendemain.

Dans la soirée du 4 juin, les débats étant clos, sur 196 votants, 152 suffrages avaient été accordés au prince Léopold de Saxe-Cobourg ; 14 à M. Surlet de Chokier ; 19 députés s'étaient abstenus ; 10 avaient voté contre l'opportunité de l'élection, et enfin 1 bulletin avait été déclaré nul.

Dès que le résultat de l'élection fut connu, lord Ponsonby¹ expédia un courrier à Londres. Ce fut dans la matinée du 6 que le prince Léopold apprit qu'il était roi des Belges. Une députation, composée du président et de neuf membres du congrès, allait bientôt lui porter officiellement cette nouvelle, que la conférence reçut avec une vive satis-

1. Lord Ponsonby avait quitté Bruxelles mais non la Belgique.

faction ; car, ainsi que nous l'avons dit, cette élection, basée sur des raisons politiques de l'ordre le plus élevé, n'était pas seulement anglaise, elle était européenne.

Pendant que la députation belge faisait tous ses efforts pour parvenir à surmonter les difficultés que le prince Léopold opposait à son acceptation, le parti du mouvement agissait à Bruxelles dans un but diamétralement opposé. On cherchait à exploiter l'irritation que les protocoles avaient semée dans les esprits. Lord Ponsonby, jugeant dangereux et inutile d'exciter davantage ce sentiment populaire, avait évité de présenter au congrès les quatre derniers protocoles venus de Londres. Le cabinet de La Haye en envoya à Bruxelles les copies qui, grâce aux manœuvres de ses partisans, furent lues au congrès dans la séance du 2 juin ; l'effet qu'ils produisirent fut en quelque sorte électrique ; un cri de guerre retentit dans la salle, et trouva un bruyant écho au dehors. Séance tenante, le congrès fixa le 30 juin comme le dernier jour des négociations relatives au Luxembourg, déclarant hautement que la guerre était le seul moyen de terminer la question de délimitation territoriale.

Le régent et son ministère se trouvaient donc dans la position la plus embarrassante : persécutés par les partis, privés de conseils diplomatiques, il leur fallait redoubler de fermeté et d'énergie pour

résister au torrent qui semblait entraîner la nation vers un abîme. En cette circonstance, M. Surlet de Chokier s'efforça de rallier autour du gouvernement les députés qui avaient voté pour le prince Léopold, et à engager les esprits à accueillir les modifications que la conférence de Londres jugeait convenable d'apporter dans ses déterminations. Un incident heureux vint lui faciliter cette tâche si pénible : ce fut l'arrivée à Bruxelles du comte Zalusky, envoyé par la nation polonaise, et qui, jugeant que la consolidation de l'indépendance belge aurait nécessairement une grande influence sur la conduite future des puissances, relativement à la Pologne, prêcha aux associations patriotiques la conciliation et la modération.

Les commissaires envoyés à Londres étaient revenus à Bruxelles le 27. M. de Gerlache communiqua publiquement au congrès la réponse du prince, renfermant son acceptation conditionnelle, et lut ensuite la lettre suivante, adressée par lui à M. Surlet de Chokier :

« Monsieur le régent, c'est avec une sincère satisfaction que j'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite, en date du 6 juin. Les circonstances qui ont retardé ma réponse vous sont trop bien connues pour avoir besoin d'une explication.

« Quel que soit le résultat des événements politiques, relativement à moi-même, la confiance flat-

teuse que vous avez placée en moi m'a imposé le devoir de faire tous mes efforts pour mener à une fin heureuse une négociation d'une si grande importance pour l'existence de la Belgique, et peut-être pour la paix de l'Europe.

« La forme de mon acceptation ne me permettant pas d'entrer dans des détails, je dois ajouter ici quelques explications : aussitôt que le congrès aura adopté les articles que la conférence de Londres lui propose, je considérerai les difficultés comme levées pour moi, et je pourrai me rendre immédiatement en Belgique.

« Actuellement, le congrès pourra d'un coup d'œil embrasser la position des affaires. Puisse sa décision compléter l'indépendance de sa patrie, et me fournir ainsi les moyens de contribuer à sa prospérité avec le dévouement le plus vrai !

« Veuillez agréer, Monsieur le régent, l'expression de mes sentiments distingués. »

On le voit, l'acceptation du prince dépendait entièrement de l'adhésion des représentants belges au traité des dix-huit articles. Ce traité fut communiqué au congrès le 28 juin, et la discussion des articles fixée au 1^{er} juillet. L'opposition et l'association patriotique, réunissant alors leurs fureurs et leurs efforts, cherchèrent, par tous les moyens possibles, à exciter les préjugés populaires, et à jeter la discorde parmi les hommes du gouverne-

ment. L'indécision régnait dans le congrès, l'émeute dans la rue ; c'était un dernier combat, mais un combat à outrance, que les factions livraient au pouvoir. Trente-neuf députés, faisant partie de la plus extrême opposition, rédigèrent une protestation violente contre la discussion du traité. Et, pendant ce temps, le général Hardy de Beaulieu tentait un mouvement républicain; que le bon sens des provinces étouffait à sa naissance.

Cependant le congrès semblait reculer devant la tâche patriotique qu'il avait à remplir et s'épouvanter de l'orage qui grondait au dehors; ainsi, lorsque arriva l'heure de la discussion générale, chacun hésita à l'entamer, et un seul député, Van Snick (de Mons), eut le courage de s'écrier : « On a demandé quel serait parmi nous celui qui oserait assumer la responsabilité de proposer l'adoption des dix-huit articles; eh bien! messieurs, c'est moi, et je le fais parce que je crois faire une bonne action. »

De violents murmures, partis des tribunes, accueillirent ces paroles; mais l'assemblée encouragée décida qu'on allait procéder immédiatement à la discussion générale. Cette discussion dura neuf jours, et pendant ce temps le congrès belge eut à supporter des scènes dignes de celles de la Convention.

En face de l'antipathie populaire, si nettement

exprimée, l'opposition avait beau jeu; chacun de ses discours était accueilli par d'extravagantes acclamations, tandis que les sifflets couvraient la voix des timides orateurs du parti opposé. Dès le second jour, la lassitude du congrès, parvenue à son comble, semblait ne pas devoir lui permettre de continuer une délibération qui provoquait des scènes d'une si déplorable violence. Vers la fin de ce jour, les cris : « A bas les protocoles ! vive la guerre ! mort aux ministres ! mort aux traitres ! » se firent entendre dans les tribunes envahies. Vainement le président essaya-t-il de calmer cette effrayante tempête ; ses efforts furent inutiles, et la garde civique elle-même ne parvint pas à expulser les perturbateurs qui cherchaient à envahir la salle pour frapper Van Snick et les députés qui soutenaient sa proposition. Dans ce pénible instant, M. Van de Weyer, voulant à tout prix arrêter le désordre et la démoralisation de l'assemblée, voulant surtout permettre au congrès de reprendre un peu ses esprits, monta à la tribune et proposa l'amendement suivant, sorte de stratagème parlementaire qui avait le mérite d'offrir à l'assemblée un point de ralliement ou un moyen de gagner du temps :

« 1° Les enclaves en Hollande reconnues par l'article 2 des préliminaires pour avoir appartenu à la Belgique, devront être admises comme un

équivalent pour Venloo et les droits de la Hollande à la moitié de Maestricht. Jusqu'à la conclusion d'un arrangement final, aucune partie du territoire ne sera cédé; 2^o le *statu quo* du Luxembourg sera maintenu sous la garantie des grandes puissances, jusqu'à la conclusion des négociations pour une indemnité. »

Depuis lors, on a sévèrement critiqué cet amendement de M. Van de Weyer; mais tous les témoins de cette orageuse séance sont d'accord pour maintenir que la situation critique du congrès demandait une diversion semblable.

La fin de cette discussion fut signalée par un discours de M. Lebeau, discours qui fit la réputation parlementaire de cet homme politique. La sensation qu'il produisit fut très-remarquable et très-inattendue, puisqu'il parvint à ramener en grande partie l'esprit public jusque là si hostile au traité. Un tonnerre d'applaudissements accueillit l'éloquente péroraison de ce discours; aussi le ministre reçut-il, en descendant de la tribune, les félicitations les plus expressives de la part de ses collègues. Le public avait été comme fasciné par cette harangue : les femmes agitaient leurs mouchoirs, les hommes donnaient des signes bruyants de leur approbation. Après le discours de M. Lebeau, la Chambre suspendit sa séance, personne ne voulant succéder au brillant orateur que l'on venait d'entendre. Le

lendemain, 126 voix contre 70 adoptaient les dix-huit articles, et le public, vivement impressionné par les considérations que M. Lebeau lui avait habilement exposées, accueillit ce résultat avec des démonstrations de joie.

Le congrès choisit cinq de ses membres pour aller en députation communiquer cette décision au prince Léopold. M. Lebeau, satisfait d'avoir rempli la grande tâche qu'il s'était imposée, avait donné sa démission de ses fonctions de ministre; il fit partie de cette députation. Après avoir pris congé de toutes les personnes qui composaient sa maison en Angleterre, le prince, suivi d'un seul aide de camp et de quelques domestiques, débarqua à Ostende le 17 juillet, passa à Gand la nuit du 18, et le lendemain entra aux flambeaux dans le palais de Laeken. Depuis la frontière belge, son voyage avait été une ovation continue; la Belgique, toute fière de posséder enfin un roi, avait voulu déployer pour lui toutes ses séductions. La cérémonie de l'inauguration eut lieu le 21 juillet 1831.

Un décret, daté de la veille, déclarait que M. Surllet de Chokier ayant bien mérité de la patrie, une médaille serait frappée en souvenir de son administration, et le congrès lui vota une pension annuelle de 10,000 florins.

Ainsi fut constitué ce royaume de Belgique qui

devait toutefois, dans un avenir très-prochain, subir, comme nous allons le voir, de nouvelles et dangereuses vicissitudes, au milieu desquelles la France n'hésita pas à lui prêter son puissant concours.

Et si l'on était venu prédire à Charles-Quint qu'en moins de trois siècles ces populations que le duc d'Albe devait décimer plus tard, brisant successivement les liens espagnols et français, finiraient par constituer leur indépendance; que ces provinces, auxquelles sa politique attachait une si haute importance, courbées alors sous son sceptre pesant, formeraient un jour deux États plus paisibles et plus prospères que son Espagne soumise et gorgée de l'or du Mexique, qu'aurait dit le fier Charles-Quint ?

LIVRE SEPTIÈME

I. Ouverture de la session de 1831. Discours du trône. La flotte française force l'entrée du Tage. Premiers votes de la nouvelle Chambre. Les ministres déposent leurs portefeuilles. Les Hollandais envahissent la Belgique. Le ministère se reconstitue. — II. La conférence de Londres et le roi des Pays-Bas. *Campagne des dix jours*. Batailles d'Hasselt et de Louvain. Intervention française. — III. Aspect politique de la Grande-Bretagne. Le bill de réforme en Angleterre. — IV. Politique du cabinet français. Orages parlementaires. Abolition de l'hérédité de la pairie. Prise de Varsovie. — V. Insurrection de Lyon. Symptômes précurseurs d'un soulèvement dans la Vendée.

I

La nouvelle Chambre que les électeurs venaient d'envoyer à Paris n'était pas aussi complètement modérée que Louis-Philippe et son premier ministre, Casimir Périer, l'avaient espéré, et pourtant une majorité conservatrice existait dans son sein ; mais à aucune époque, il faut bien le dire, ce mot sarcastique d'un homme d'État étranger « dans les gouvernements parlementaires c'est toujours la minorité qui gouverne » ne parut plus applicable et plus vrai. A quoi cela tenait-il cependant ?

D'abord à l'absence de toute discipline dans cette majorité qui ne s'était pour ainsi dire pas encore découverte et reconnue elle-même; en second lieu à la puissance oratoire, à l'influence de certains hommes dont se composait l'opposition que deux chefs semblaient alors devoir diriger exclusivement, l'un ou l'autre : MM. Odilon Barrot et Mauguin.

On peut dire qu'une des plus grandes habiletés de Casimir Périer fut d'organiser à la longue, de discipliner cette majorité flottante, incertaine, et ce précieux résultat il ne l'obtint que par son caractère inflexible, par son inébranlable et indomptable fermeté. Nul, plus que lui, ne savait, du reste, deviner les fautes de ses adversaires et en profiter dès qu'elles étaient commises; nul ne pouvait aussi maintenir mieux que lui, ou rallier ses partisans sous le drapeau de l'ordre, en leur présentant le tableau énergique et fidèle des malheurs qu'entraîneraient inévitablement l'anarchie au dedans, la guerre de propagande au dehors.

L'ouverture des Chambres se fit solennellement le 23 juillet 1831. Le roi, entouré des députés et des pairs, lut un discours que Casimir Périer avait rédigé ou dicté tout entier; car l'impérieux ministre, jaloux de sa puissance exclusive, suprême, avait prétendu que le président responsable du conseil devait, comme en Angleterre, avoir le droit de faire parler à sa guise le souverain qu'il couvrirait consti-

tutionnellement de cette responsabilité. On peut même affirmer à cet égard que, si la mort s'emparant tout à coup de cette nature épuisée, malade, n'eût plus tard arraché à Casimir Périer le portefeuille qu'il tint jusqu'à la fin d'une main si énergique, Louis-Philippe eût difficilement, impatientement supporté le voisinage de ce grand ministre dont la personnalité absorbait trop visiblement la sienne.

« Messieurs les pairs et messieurs les députés, disait le roi en commençant, je suis heureux de me trouver au milieu de vous dans cette enceinte où la France a reçu mes serments. Pénétré des devoirs qu'ils m'imposent, je m'appuierai toujours sur le vœu national dont vous êtes les organes constitutionnels, et j'attends de vous cette coopération franche, entière, qui doit donner à mon gouvernement la force sans laquelle il ne saurait répondre à l'attente de la nation. J'ai dit, Messieurs, que la Charte serait une vérité, ce que j'ai dit s'est accompli. La Charte, c'est la monarchie constitutionnelle avec toutes ses conditions loyalement maintenues, avec toutes ses conséquences franchement acceptées..... En m'appelant au trône, la France a voulu que la royauté fût nationale, elle n'a pas voulu que la royauté fût impuissante : un gouvernement sans force ne saurait convenir à une grande nation. »

Le roi parlait ensuite des voyages qu'il venait d'accomplir dans les départements; exposait à

grands traits la politique que le ministère entendait suivre ; mentionnait le projet de loi sur l'hérédité de la pairie qui allait être présenté aux Chambres ainsi que ceux destinés à compléter l'organisation départementale et municipale, à déterminer la responsabilité des agents du pouvoir, et à régler la liberté de l'enseignement. Puis, abordant les questions extérieures, et après avoir dit que le royaume des Pays-Bas, tel qu'il était constitué par les traités de 1814 et de 1815, avait irrévocablement cessé d'exister, Louis-Philippe ajoutait : « Le pouvoir qui domine en Portugal avait outragé des Français : il avait méconnu à leur égard les droits de la justice et de l'humanité ; pour obtenir des réparations vainement demandées, nos vaisseaux ont paru devant le Tage ; je viens de recevoir la nouvelle qu'ils en ont forcé l'entrée ; les satisfactions jusqu'à refusées ont été offertes. Les bâtimens de guerre portugais sont en notre pouvoir, et le pavillon tricolore flotte sous les murs de Lisbonne. »

Voici quels étaient les faits qui avaient donné lieu à cette expédition maritime dont la nouvelle ainsi donnée produisit, on le conçoit, la sensation la plus vive : un étudiant de l'Université de Coïmbre et un négociant, tous deux Français, avaient été sans raisons sérieuses livrés à des commissions spéciales par le gouvernement de dom Miguel, furieux de n'avoir pu se faire reconnaître de la

France et de l'Angleterre. Les plaintes du consul français n'ayant pas été écoutées, ce fonctionnaire amena son pavillon et s'embarqua.

Une flottille française, placée sous les ordres du capitaine Rabaudy, ferma aussitôt l'entrée du Tage et canonna quelques navires portugais qui bloquaient l'île de Terceira défendue par des partisans de dom Pedro. Mais cette vengeance n'était pas suffisante. Le contre-amiral Roussin, à la tête d'une escadre de six vaisseaux, de trois frégates et de plusieurs bâtiments de moindre importance, parut à l'entrée du Tage, écrivit au vicomte de Santarém, ministre des affaires étrangères, pour lui exposer les demandes du gouvernement français, et, sur sa réponse négative, força l'entrée du fleuve malgré le feu des forts qui défendent ses rives, vint s'emboîser devant les quais de Lisbonne, s'empara de la flotte portugaise, et imposa les conditions que le gouvernement français exigeait comme juste réparation envers ses nationaux et envers lui-même. Tel était le glorieux fait d'armes auquel le roi faisait allusion dans le discours de la couronne.

Louis-Philippe disait enfin, en parlant de la révolution polonaise : « Une lutte sanglante et acharnée se prolonge en Pologne. Cette lutte entretient de vives émotions au sein de l'Europe. Je me suis efforcé d'en hâter le terme. Après avoir offert ma médiation, j'ai provoqué celle des grandes puis-

sances. J'ai voulu arrêter l'effusion du sang, préserver le midi de l'Europe du fléau de la contagion que la guerre propage, et surtout assurer à la Pologne, dont le courage a réveillé les vieilles affections de la France, cette nationalité qui a résisté au temps et à ses vicissitudes. Vous jugerez sans doute que, dans ces difficiles négociations, les vrais intérêts de la France, les intérêts de sa prospérité, de sa puissance et de son honneur, ont été défendus avec persévérance et dignité. » Cette partie du discours royal relative à la nationalité polonaise promettait évidemment plus que l'on ne pouvait, que l'on ne voulait tenir, et ces sortes de fanfaronnades politiques qui, tout en n'étant pas de véritables engagements, peuvent passer pour des provocations, ont souvent de détestables conséquences. Les journaux de l'opposition ne manquèrent pas de faire remarquer qu'on savait bien forcer l'entrée du Tage et obtenir du Portugal les réparations dues à l'honneur du nom français, tandis que tout en vantant les héros de la Pologne, on n'avait pas le courage d'aller à leur secours.

Mais cette même opposition qui, dans ses journaux, s'attachait de la sorte à signaler les faiblesses du pouvoir, ne devait pas s'en tenir là; elle chercha une occasion de reconnaître et de compter ses forces dans la question de la présidence de la Chambre. Le ministère avait proposé la candida-

ture de M. Girod (de l'Ain); il la patronnait hautement. L'opposition porta M. Laffitte, dont le nom personnifiait en quelque sorte la révolution de Juillet tout entière, et le candidat ministériel ne l'emporta que de cinq voix sur son compétiteur. Encore la gauche obtint-elle presque aussitôt un triomphe incontestable en faisant aisément arriver M. Dupont (de l'Eure) à la vice-présidence.

Casimir Périer, profondément irrité de ce premier échec, et persuadé à tort que les tendances de la Chambre étaient en réalité plus contraires à sa politique qu'il ne l'avait jugé dans le principe, se rendit aussitôt au Palais-Royal, et déposa son portefeuille entre les mains du roi, ainsi que le général Sébastiani, le baron Louis, et M. de Montalivet. Ils ne voulaient pas, disaient-ils, d'une majorité imperceptible, d'un concours douteux, et préféraient laisser la place à un cabinet de gauche; mais Louis-Philippe ne partageait pas leur avis à cet égard; un ministère pris dans la gauche reproduisait-il bien d'ailleurs la nuance politique de la Chambre nouvelle? En présence de la popularité acquise aux noms de MM. Laffitte et Dupont (de l'Eure), pouvait-on s'étonner que M. Girod (de l'Ain) l'eût seulement emporté de cinq voix sur le premier, et que le second eût été appelé à la vice-présidence? Le roi crut d'abord que la démission de Casimir Périer n'était pas sérieuse et définitive;

qu'il n'y avait là qu'une boutade d'amour-propre froissé, et que son ministre reviendrait aisément sur un premier mouvement de vivacité et d'humeur. Mais de tels caractères ne transigent pas; de tels hommes montrent en pareille occurrence tous les défauts de leurs qualités. Louis-Philippe le comprit, et dès lors il songea à appeler le comte Molé à la formation d'un nouveau cabinet. M. Molé, représentant des mêmes principes d'autorité et de conservation, n'avait pas, en effet, comme Casimir Périer, les aspérités de la forme, les rudesses de la parole, et le roi appréciait beaucoup en lui la distinction de l'esprit jointe à la distinction de la personne. Vraisemblablement se serait-il donc tourné de ce côté, lorsqu'une nouvelle d'une gravité incontestable fut transmise à Paris par le télégraphe, et publiée le 4 août dans un supplément au *Moniteur*.

Les Hollandais envahissaient la Belgique de quatre côtés à la fois, et le roi Léopold, aussitôt après avoir pris connaissance de la lettre envoyée par le général Chassé aux autorités d'Anvers pour leur annoncer que ses instructions lui enjoignaient de reprendre les hostilités le 4 août, à neuf heures et demie du soir, s'était empressé de faire écrire au comte Lehon, ambassadeur belge à Paris, pour qu'il eût à réclamer immédiatement l'assistance de la France.

Les ministres reprirent sur-le-champ leurs portefeuilles, et des ordres furent expédiés à l'armée du Nord, dont le maréchal Gérard, accompagné des ducs d'Orléans et de Nemours, devait prendre le commandement, résolution que le journal officiel rendit publique en ces termes : « Le roi, ayant reconnu l'indépendance du royaume de Belgique et sa neutralité, de concert avec l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, et les circonstances étant pressantes, obtempère à la demande du roi des Belges : Il fera respecter les engagements pris d'un commun accord avec les grandes puissances. »

Voici, au reste, de quelle série d'événements cette subite détermination fut précédée et suivie.

II

Tandis que, dans la plus étrange sécurité, la Belgique se livrait sans contrainte à la joie que lui causaient sa victoire et son indépendance, la Hollande, silencieuse, mais agissante, préparait ses armes pour le grand combat qu'elle prétendait bientôt livrer à un peuple qui, depuis sa révolution, l'accablait, il faut bien le dire, de défis et d'outrages.

La conférence de Londres venait d'envoyer à

La Haye le baron de Wessenberg, plénipotentiaire autrichien « pour porter (ainsi que le disait le protocole n° 27) les dix-huit articles à la connaissance du roi de Hollande, et lui donner toutes les explications qui pourraient être jugées nécessaires. » Le baron de Wessenberg était également chargé d'une lettre signée par les membres de la conférence, et adressée à M. Verstolk van Soelen, ministre des affaires étrangères. Les plénipotentiaires lui exprimaient l'espoir « que le roi, dans sa sagesse, son équité et son amitié pour les puissances, ne refuserait pas de peser ces considérations, dont le seul objet était de concilier, autant que possible, ses droits et ses intérêts avec le maintien de la paix. »

Le roi Guillaume, inflexible et profondément irrité, fit répondre, le 12 juillet, à la conférence « que les nouveaux préliminaires déviaient si matériellement du douzième protocole, que leur acceptation devenait inadmissible ; que la possession du grand-duché était d'une importance vitale, non-seulement pour la maison de Nassau, mais encore pour la Hollande, dont la position militaire se trouvait ainsi garantie ; que dans le *statu quo* proposé, le roi voyait un des griefs dont il avait depuis longtemps réclamé le redressement ; que des échanges, en admettant leur possibilité, entraient complètement dans la compétence du roi

et de la confédération germanique ; que , si des doutes pouvaient s'élever sur les droits de la Hollande à la possession entière de Maestricht, en 1790, les Belges n'avaient pas plus de droits sur l'ancien évêché de Liège que les Hollandais eux-mêmes ; qu'il n'existait pas d'enclaves en Hollande, et, par conséquent, qu'il ne pouvait pas être fait d'échanges ; que la clause stipulant l'évacuation immédiate et réciproque du territoire privait la Hollande de ses principales garanties de sécurité pour l'exécution des conditions proposées ; mais qu'il était contraire à la dignité du roi, et à l'indépendance de son peuple, de s'arrêter un instant au septième article concernant la navigation intérieure entre l'Escaut et le Rhin. »

Enfin, le roi déclarait que si le prince qui allait être appelé au trône de Belgique l'acceptait et en prenait possession, sans avoir d'abord adhéré aux arrangements stipulés dans le 12^e protocole, « Sa Majesté ne pourrait le considérer que comme placé dans une attitude hostile vis-à-vis d'elle et comme un ennemi avoué. »

La réponse de la conférence à ce manifeste, dont les termes étaient si formels, fut insuffisante et indécise : « Les espérances, y disait-on, que nous conservons pour le maintien de la paix, par suite des dispositions de Sa Majesté, s'accordent d'autant plus avec celles des cinq puissances, qu'elles sont

garanties par la suspension d'armes, conclue en novembre. Les cinq cours sont liées par un engagement solennel, qui subsiste dans toute sa force, d'empêcher le renouvellement des hostilités. »

Le 1^{er} août, M. Verstolk van Soelen déclarait à la conférence que « le roi, qui avait sans cesse donné des preuves de son désir de coopérer à un arrangement et d'assurer, autant que possible, le maintien de la paix en Europe, avait envoyé des instructions à ses plénipotentiaires à Londres pour terminer et signer un traité définitif, destiné à régler la séparation entre la Hollande et la Belgique; mais que Sa Majesté était déterminée à soutenir les négociations par ses moyens militaires. »

Le même jour, l'armée hollandaise, depuis longtemps concentrée, se mettait en mouvement, et, renversant successivement les premiers obstacles qu'on lui avait opposés, s'avancait rapidement sur Bruxelles.

Dans cette courte campagne, que l'on nomma la *campagne des dix jours*, la Hollande se montra aux yeux de tous avec un véritable avantage, et il n'est pas inutile de remarquer, à ce propos, comment le peuple néerlandais, ce peuple qui compte à peine trois millions d'hommes et qui occupe sur la carte du monde un si petit espace, a, depuis quatre cents ans, maintenu dans le monde sa bonne et haute renommée.

La Hollande a lutté contre trois colosses et a su rompre les fers dont ils l'avaient chargée ; elle a vaillamment et victorieusement résisté à trois ambitions immenses : l'ambition rapace de Philippe II, l'ambition vaniteuse de Louis XIV, l'ambition conquérante de Napoléon. Si la Hollande a quelquefois courbé la tête, elle l'a presque aussitôt relevée ; et c'est ainsi que, traversant mille glorieux périls, mille luttas sanglantes, opposant aux revers une inébranlable énergie, répondant aux outrages par de retentissantes victoires, elle a fièrement promené son pavillon sur toutes les mers, et, se plaçant au rang des grandes puissances maritimes, est allée jusqu'au delà du Gange, jusque dans les plus lointains parages de l'Océan Indien, chercher et conquérir des colonies. Unie tour à tour à l'Angleterre et à la France, deux idées la dominaient : le soin de sa grandeur et la prospérité de son commerce. Elle a placé son nom au niveau des noms les plus illustres ; elle a fait de son commerce l'un des plus riches et des plus considérés de l'univers. A son appel, l'or du monde afflua dans ses ports, et, par son ordre, ses vaisseaux portèrent au loin le grand renom des Sept-Provinces-Unies, sur lesquelles planait le génie d'une sage liberté. Longtemps, au milieu des conseils de l'Europe, sa voix, respectueusement écoutée, a fait changer à son gré la politique des grands États. Son inimitié était alors

considérée comme un malheur, et, plus tard, son alliance a toujours été désirée parce qu'on la savait loyale et sincère. Grand et utile spectacle que, depuis quatre siècles, la Hollande donne au monde!

Le 1^{er} août 1834, le prince d'Orange arrive à Bréda, et prenant aussitôt le commandement général de l'armée qui, comme nous l'avons déjà dit, était organisée, réunie et campée depuis le mois de mars, il lui adresse une énergique proclamation, dans laquelle il reproduit un mot significatif récemment prononcé par le roi. Et les soldats, qui attendaient ce signal avec tant d'impatience, répètent avec enthousiasme : *En avant!*

Toute l'armée fut bientôt en mouvement; elle se composait de quarante mille hommes d'infanterie, quatre mille de cavalerie, trente mille de Schuttery ou de volontaires. Elle possédait soixante-douze pièces de canon et un matériel nombreux.

On la forma en trois grandes divisions, dont le commandement fut confié au duc Bernard de Saxe-Weimar et aux généraux Van Geen et Meyer. Une quatrième division, composée en grande partie de Schuttery, était commandée par le lieutenant général Cort-Heiligers.

Le jour même de l'arrivée du prince d'Orange à Bréda, l'armistice avait été dénoncé pour le 4 août à Anvers; le 2, à la pointe du jour, l'armée hollandaise se mit en mouvement. La seconde division,

commandée par le duc de Saxe-Weimar, formait le centre gauche, et la Schuttery, commandée par Cort-Heiligers, s'avancait à l'extrême gauche de l'armée. Une brigade de cavalerie fut lancée en avant, la seconde fut gardée en réserve.

Devant cette armée s'étendaient de vastes plaines; aucune forteresse importante, aucune rivière d'un passage difficile ne pouvaient opposer à sa marche rapide un obstacle sérieux. Bientôt elle eut gagné les frontières de la Belgique, et la division Van Geen, se portant en avant de Gilzen, culbuta un détachement de quatre cents Belges, qu'un bataillon de chasseurs poursuivit jusqu'à Merxplas. Pendant ce temps le second corps d'armée s'avancait sur Eel et Ravels, où les Belges de l'avant-garde du général Niellon lui opposèrent une assez vive résistance, à la faveur des maisons et des accidents de terrain; ils en furent enfin délogés, ce qui permit à la division Saxe-Weimar de continuer son mouvement.

Le troisième corps d'armée n'était pas resté inactif; il marchait d'Eindhoven sur Postel, tandis que l'escadre de l'Escaut remontait le fleuve et débarquait quatre cents marins qui, soutenus par une portion de la garnison de Liefkenshoek, s'emparèrent d'abord du fort Sainte-Marie, puis de Calloo, et percèrent la digue de l'Escaut afin d'établir, grâce à l'inondation, une communication

avec la flotte et la citadelle d'Anvers. En même temps la division de Schuttery et de volontaires commandés par Cort-Heiligers, s'avancait vers le Limbourg et occupait Heusden.

Lorsque les premiers bataillons hollandais franchirent les frontières de la Belgique, le prince d'Orange crut devoir rassurer l'opinion belge sur le but de la campagne et sur ses propres intentions; la proclamation suivante fut, par ses ordres, affichée dans tous les villages nouvellement envahis par ses troupes; le prince l'adressait « aux habitants des provinces que devait occuper l'armée de Sa Majesté le roi des Pays-Bas. »

« A la tête de l'armée nationale des Pays-Bas, je me suis porté sur votre sol. Je viens tranquilliser les habitants paisibles de ces provinces sur le but de cet acte d'hostilité. Aucun désir de conquête ou de vengeance n'anime l'armée ni son chef. Le roi, mon père, m'envoie sans aucun autre but que celui d'obtenir des conditions justes et équitables pour la séparation entre les provinces qui lui sont restées fidèles et celles qui se sont soustraites à sa domination. Nous faisons la guerre pour accélérer l'établissement d'une paix durable. Aux habitants tranquilles du territoire sur lequel je me trouve maintenant, je garantis protection et sûreté, je promets appui à ceux qui sont portés pour la bonne cause. S'il arrivait qu'il fût commis quelque désor-

dre, inconvénient toujours inévitable de la part d'une armée nombreuse, toute plainte faite par l'habitant sera accueillie par les chefs militaires. Une punition sévère sera la conséquence immédiate de la preuve du délit. »

Cependant, plein de confiance dans les forces de l'armée belge et des gardes civiques dont on venait d'ordonner la levée en masse, M. de Muelenaere, ministre des affaires étrangères, et ses collègues adressèrent une dépêche au roi Léopold, qui avait établi son quartier général à Malines, pour le prier d'empêcher l'entrée des troupes françaises. M. White, secrétaire de la légation britannique, en l'absence de sir Robert Adair, vint faire une démarche analogue auprès du roi, qui répondit alors que « la demande d'intervention militaire était conditionnelle et non pas absolue ; que du reste la lettre adressée à M. Lehon était, en substance, toute semblable à celles qu'il avait fait parvenir lui-même à lord Grey et à lord Palmerston. »

Il est bon d'ajouter que peu de temps auparavant, le général Daine avait écrit au ministre de la guerre, M. de Faily : « Si les hostilités commencent, il est de mon devoir de vous informer que je ne serai pas en état de faire la guerre de manière à assurer le succès et à sauver l'honneur de nos armes ; on nous a promis toutes choses, aucune promesse n'a été remplie ; mes caissons d'ambulance ne sont pas

attelés ; les renforts n'arrivent pas ; je n'ai ni provisions, ni munitions, ni magasins. »

Le roi, pendant son séjour à Bruxelles, avait assemblé un conseil de guerre, où avaient été adoptées des mesures en rapport avec la gravité des circonstances. Partout les troupes régulières se mettaient en mouvement, et M. d'Hoogvorst, commandant en chef des gardes civiques, avait publié un ordre général par lequel il appelait à la frontière la milice citoyenne, à laquelle il donnait différents points de ralliement. Pendant ce temps M. de Failly, déclinant la terrible responsabilité qui allait peser sur lui, remettait le portefeuille de la guerre entre les mains du général d'Hane de Steenhuyze, et le roi adressait une proclamation chaleureuse au peuple belge.

Bientôt les routes de la frontière furent couvertes de volontaires en blouse qui appelaient à grands cris le moment du combat, et portaient la confusion dans les rangs des troupes régulières. La terreur régnait à Anvers, dont les habitants se croyaient à la veille d'un bombardement nouveau. Le général Tabor, qui commandait la place, ayant demandé au général Chassé de reconnaître la neutralité de la ville, ce que ce dernier avait refusé, le roi Léopold y porta son quartier général dans la soirée du 4 ; il y fut suivi par le général Belliard, ministre plénipotentiaire français. Ce même jour,

Chassé avait, dans une sortie exécutée par huit cents hommes, détruit les batteries belges élevées en face de la lunette Saint-Laurent, point important des ouvrages reliés à la citadelle d'Anvers, et qui plus tard, au moment du siège de cette place, devait, grâce à l'audace de nos soldats, acquérir une célébrité européenne. Le 5 août, le général Belliard déclara au vieux gouverneur que la France et les autres grandes puissances ayant pris la ville sous leur protection, il serait responsable des malheurs qui pourraient survenir, et le général Chassé consentit à suspendre ses opérations jusqu'à ce qu'il eût reçu de nouvelles instructions de son gouvernement. Rassuré sur le sort d'Anvers, le roi revint alors à Malines, d'où il fit savoir au général Daine qu'il eût à exécuter un mouvement sur son flanc gauche pour opérer sa jonction avec l'armée de l'Escaut. Le général Tieken recevait en même temps l'ordre de marcher rapidement sur sa droite. Toute l'armée devait donc se trouver concentrée en un instant vers le point que l'invasion hollandaise semblait devoir menacer le plus. Malheureusement Daine, assumant sur lui la responsabilité de sa désobéissance aux ordres du roi, crut devoir maintenir sa position isolée, exposant ainsi son corps d'armée et celui du général Tieken. Il est vrai qu'il disait plus tard, dans un mémoire justificatif adressé au roi Léopold : « Lorsque les

hostilités commencèrent, mes troupes étaient can-
tonnées et disséminées, par ordre du ministre de
la guerre, dans diverses places, plusieurs corps se
trouvant à dix-huit lieues de distance de mon
quartier général. Ma position était critique; j'étais
abandonné avec neuf mille hommes, sans généraux,
sans état-major, sans munitions, sans provisions,
sans intendance, sans hôpitaux, sans espions, et
sans l'appui de la population. Pour obéir aux
instructions qui me furent données, j'aurais dû
traverser une armée de quarante mille hommes
commandée par les princes en personne, ayant
dix généraux sous leurs ordres. »

Quoi qu'il en soit, il demeure certain que l'in-
exécution du plan stratégique combiné par le roi
Léopold produisit, en grande partie, les désastres
qui suivirent.

Le 7 août, les Hollandais, continuant leur mou-
vement progressif, s'avancèrent vers Hasselt dans
l'intention d'attaquer le général Daine, pendant
que le duc de Saxe-Weimar qui, tournant le flanc
gauche de l'armée belge, s'était emparé de Saint-
Trond, lui interceptait la grande route de Bruxelles.
Le 8, le prince d'Orange, à la tête des 1^{re} et 3^e divi-
sions, se portant sur Curinghen et Hasselt, attaqu
en front le corps de Daine, pendant que la division
du général Cort-Heiligers, venant de Zonhoven,
le prenait en flanc. Cette *armée de la Meuse*, qui

s'était elle-même donné ce nom, ne pouvait pas sans doute, grâce à l'imprévoyance de son chef, lutter avec avantage contre les forces hollandaises supérieures en nombre ; mais, à la vue de l'ennemi, et presque sans avoir combattu, elle abandonna le champ de bataille, dans un inexprimable désordre, frappée de ce que les anciens nous ont appris à nommer une terreur panique. Les fuyards abandonnant derrière eux cinq pièces de canon, plusieurs chariots de munitions et la majeure partie de leurs bagages, ne s'arrêtèrent que sous les murs de Liège, et cette déplorable déroute leur coûta sept cents hommes tués, blessés ou prisonniers. Le 10, le prince d'Orange marchait sur Louvain.

Cependant le roi Léopold, après avoir transporté son quartier général à Aerschot, avait, le 8 août, donné au corps d'armée du général Tieken l'ordre d'attendre dans la direction de Westmerbeek l'arrivée de Daine qui, s'il eût obéi aux instructions qu'il avait reçues, devait en effet gagner ce point dans la soirée. Les troupes, en voyant le roi, avaient fait entendre de vives acclamations, et leur ardeur lui parut d'un si bon augure, qu'après les avoir passées en revue il écrivit aussitôt au général Belliard :

« Les circonstances sont tellement favorables, que je crois qu'il est urgent d'arrêter le mouvement du maréchal Gérard ; ce sentiment est partagé

par toute l'armée, et je pense que nous devons combattre sans l'assistance des étrangers; je juge aussi que pour le maintien du bon accord entre les puissances, il est absolument désirable que le maréchal ne s'avance que lorsque les circonstances l'exigeront impérieusement. »

Mais le prestige de toutes les illusions qui jusqu'alors avaient entretenu la confiance de Léopold allait promptement s'évanouir. Daine n'arrivait pas, et après l'avoir attendu longtemps, le roi, se plaçant à la tête des quinze mille hommes de Tieken, marchait sur Montaigu, pour en chasser les Hollandais, lorsque arriva la nouvelle de la déroute d'Hasselt. Ce désastre imprévu devait changer complètement le système de défense que l'on avait adopté; car désormais il était évident que les Hollandais allaient marcher rapidement sur Bruxelles. Il fallait donc, et c'était la seule chance de garantir la capitale, opérer promptement un mouvement rétrograde sur Louvain, et arrêter l'ennemi sous les murs de cette place. Le roi se replia immédiatement, et dans la soirée du 10 août le corps d'armée de Tieken bivouaquait à Beautersem, en avant de Louvain.

Il est certain, en effet, que si le prince d'Orange, au lieu de perdre un temps précieux en mouvements stratégiques, fort savants d'ailleurs, s'était, après la bataille d'Hasselt, avancé hardiment sur

Louvain, à la tête de sa cavalerie et des 2^e et 3^e divisions néerlandaises, il eût aisément culbuté le corps commandé par le général Clump et atteint Bruxelles avant que l'armée de l'Escaut (c'est ainsi que l'on désignait le corps d'armée du général Tieken) eût eu le temps de couvrir la capitale.

Ce ne fut que dans la soirée du 11 que les colonnes hollandaises atteignirent Beutersem; les avant-postes belges, excités par la présence du roi, les repoussèrent jusqu'à Roosbeek; mais c'était une dernière lueur d'énergie qui ne devait pas avoir une longue durée.

Louvain présentait alors le plus étrange spectacle : encombrée de volontaires indisciplinés et démoralisés, de pièces de canon qui ne devaient plus servir, de bagages qui allaient être enlevés par l'ennemi, la ville semblait d'avance être au pillage, et l'on eût dit que cette armée, chargée de la défendre, avait déjà la conscience de sa défaite future.

Le lendemain, l'affaire s'engagea sur toute la ligne; mais dès les premiers coups de canon les gardes civiques lâchèrent pied, jetant leurs armes, et se dispersant dans toutes les directions. Vainement le roi et son état-major se portèrent en avant pour arrêter cette déplorable désertion, Léopold eut la douleur de voir inutiles les efforts qu'il multipliait avec un courage vraiment digne d'une

circonstance plus favorable. Bientôt les troupes régulières, découragées par l'isolement dans lequel les avait laissées la fuite des gardes civiques, abandonnèrent à leur tour les positions qu'elles occupaient, et, craignant d'être environnées par la nombreuse cavalerie des Hollandais, se retirèrent en désordre sous les murs de Louvain, où le prince d'Orange allait les poursuivre, lorsque parut sur la grande route lord William Russell, accourant en parlementaire et chargé d'une lettre de l'ambassadeur anglais sir Robert Adair. Ce dernier demandait au prince une suspension d'armes, tout en l'informant de l'approche de l'armée française, dont le général Belliard avait requis le concours dès qu'il avait appris la défaite des Belges à Hasselt. Le prince, qui d'abord ne voulait pas croire à la réalité de cette rapide intervention française, ordonna au comte Van Limburg Stirum, son aide de camp, d'accompagner lord William Russell et de s'assurer de l'approche du maréchal Gérard; mais ses troupes n'en continuèrent pas moins leur mouvement en avant.

Sir Robert Adair s'était rendu au quartier général du roi Léopold; voyant que le message de lord William Russell n'arrêtait pas immédiatement la marche des Hollandais, il prit un cheval, traversa l'espace qui séparait les deux armées, et rejoignit le prince d'Orange, dont il obtint, après une

discussion assez longue , la suspension d'armes qu'il désirait, sous la condition que les troupes belges évacueraient Louvain et que la ville serait occupée par les Hollandais. Après l'acceptation de ces préliminaires , une convention fut rédigée et signée au nom des Belges par le général Goblet. Le prince d'Orange envoyant aussitôt au duc de Saxe-Weimar l'ordre de s'arrêter dans sa marche sur Bruxelles , les hostilités cessèrent. Le 13 août, le prince et le maréchal Gérard avaient une entrevue , dans laquelle il fut convenu que l'armée hollandaise commencerait aussitôt son mouvement de retraite , et que les Français la reconduiraient en quelque sorte jusqu'à la frontière.

Voici , du reste , comment Guillaume d'Orange annonçait à son père cette issue de la campagne des dix jours : « Vers les neuf heures, dit le onzième bulletin du prince , en date du 16 août 1831, arriva le maréchal lui-même, accompagné de son état-major et d'une petite escorte composée de dragons ; il m'assura aussitôt que suivant mes désirs il avait donné tous les ordres nécessaires, et que la division du général Hulot était en marche pour remplacer les troupes de Votre Majesté, ces dernières devant maintenir l'ordre dans la ville, jusqu'à ce qu'elles fussent relevées par les Français. Je trouvai le maréchal disposé à remplir mes intentions, et j'ai l'espoir que, par cette entrevue, toutes les diffi-

cultés que la proximité et les mouvements des deux armées auraient pu faire surgir seront entièrement levées. Je n'ai quitté Tirlemont que lorsque la ville fut occupée par la division du général Hulot ; par là je voulus rendre au maréchal les procédés qu'il avait eus à mon égard ; il était arrivé à Tirlemont, lorsque, par la présence des troupes de Votre Majesté, cette ville se trouvait être encore mon quartier général ; quand je la quittai, le maréchal eut l'attention de m'accompagner jusque en dehors de la porte, où nous avons pris congé l'un de l'autre. »

Au moment de cette séparation, le prince pensa être assassiné par un partisan belge qui courut sur lui, le sabre levé ; quatre dragons français s'emparèrent de ce misérable, et le maréchal Gérard le fit fusiller le lendemain.

La retraite de l'armée hollandaise s'exécuta dans le meilleur ordre ; l'armée rentra dans ses cantonnements, et y demeura prête à marcher si des événements ultérieurs rendaient son intervention nécessaire. La Hollande avait réfuté, l'épée à la main, les calomnies des journaux belges. Elle avait vengé sa défaite de septembre.

III

On sait comment la Constitution anglaise, repoussant toute idée d'égalité, divise la nation en deux catégories nettement tranchées : l'aristocratie et le peuple. A l'aristocratie, de lourdes charges, mais aussi tous les privilèges : au peuple, la majeure partie des impôts et des sacrifices. La noblesse possède généralement le sol, et, comme la propriété terrienne peut, au moyen du droit d'attribution, demeurer à perpétuité entre les mains d'un nombre d'individus fort restreint, il en résulte que quelques centaines de familles patriciennes sont exclusivement propriétaires de presque toute l'étendue du royaume ; état de choses anormal auquel on est contraint cependant d'attribuer la grandeur de l'Angleterre, pays dans lequel l'inégalité, loin de créer l'impuissance et la ruine, a jusqu'ici produit la prospérité.

Nous venons de parler de prospérité : il est nécessaire toutefois d'établir une distinction entre la prospérité d'une nation et celle des hommes qui la composent. Si la puissance et la grandeur de l'Angleterre ajoutèrent beaucoup à la splendeur de l'aristocratie britannique, elles ne développèrent

certainement dans les masses aucun germe de bien-être et de moralité. Le génie commercial, l'essor de vastes entreprises industrielles, ne pouvaient manquer, il est vrai, de créer dans un temps donné une classe intermédiaire forte et compacte ; mais ses instincts comme ses richesses devaient la tenir éloignée du peuple et la rapprocher insensiblement de l'aristocratie. La nation anglaise était donc destinée, par le fait, à se trouver uniquement partagée en deux classes : les riches et les pauvres.

Quelle richesse et quelle misère !

La situation de l'Irlande n'eut pas plus tôt contraint le ministère Wellington à concéder la mesure de l'émancipation des catholiques, que le peuple anglais, guidé par cette première lueur de liberté, se souleva énergiquement contre tous ces privilèges et monopoles. La classe moyenne demanda des droits politiques ; la classe inférieure des droits civils ; la dîme et les lois sur les céréales furent attaquées avec chaleur, et l'on peut dire que jamais jusqu'alors la lutte entre les principes aristocratique et démocratique ne s'était si vivement ni si nettement engagée. Tel était l'aspect politique de la Grande-Bretagne au moment où Guillaume IV¹ parvint au trône.

La révolution qui renversa si rapidement en

1: Né en 1765 ; mort en 1837.

France un système et une dynastie, donna la plus féconde impulsion aux idées de révolution, dont l'Angleterre était alors tourmentée, et il est permis de croire que, sans les puissantes commotions de 1830, ce pays eût attendu dix années encore le grand acte de la réforme.

Ces événements avaient hâté la chute du cabinet Wellington. Une fois au pouvoir, le comte de Grey, qui comprenait à merveille les exigences de son époque, s'empressa de rassembler les éléments nécessaires à la réalisation du plan de réforme dont il poursuivait depuis longtemps la pensée. Il rechercha l'appui de la presse libérale, qui ne cessa plus d'entretenir le pays des précieux avantages de la mesure qui se préparait. Irrité d'ailleurs par les attaques passionnées des journaux torys, appelés naturellement à défendre la cause du privilège, excité par les chefs du mouvement, le peuple y prit bientôt une part active ; des réunions se formèrent dans chaque localité, pour appuyer la mesure réformatrice ; les villes, les paroisses des comtés, eurent leurs assemblées délibérantes, que dirigeaient en secret des émissaires du gouvernement. Enfin, pour ne perdre aucun fruit de cette agitation générale, on établit dans les centres de population considérables, des associations permanentes, destinées à recueillir et à propager les pétitions réformistes.

Cependant une agitation d'une autre nature se produisait simultanément en Irlande. O'Connell et l'association catholique avaient organisé de nombreux *meetings*, et, sur tous les points du pays, on voyait les paysans sous l'influence d'excitations occultes, abandonner leurs travaux pour se rendre processionnellement aux assemblées. La misère irlandaise s'aggrava de la façon la plus alarmante, et l'agitation emprunta à cet état de choses un caractère redoutable. Sur ces entrefaites, les corps de métiers de Dublin avaient décidé qu'ils iraient en grande pompe saluer O'Connell et lui témoigner leurs sympathies. Mais le lord-lieutenant, craignant que cette manifestation publique ne causât quelque désordre, défendit à ces corporations de se réunir. Ne se méprenant pas non plus sur les tendances véritables d'une société nouvelle fondée par O'Connell, et qui, tout en déclarant n'avoir pour but que de protéger le droit de pétition, faisait revivre, en définitive, l'association catholique, dissoute en 1829, le gouvernement n'hésita point à la frapper d'interdiction. Alors O'Connell, voulant peut-être indiquer à l'Angleterre quelles étaient l'étendue de son pouvoir et les ressources de sa popularité, ordonna à tous ses agents d'engager le peuple à présenter le même jour aux banques la plus grande quantité possible de billets, et à en exiger le remboursement en or;

ce qui de toute nécessité devait produire une suspension dans les paiements.

Le plan d'O'Connell fut ponctuellement suivi, et bientôt le commerce paralysé dut interrompre ses transactions. A ces hostilités sourdement habiles le vice-roi répondit par un acte de vigueur tout à fait inattendu : il fit arrêter MM. O'Connell, Lawless, Steele et plusieurs autres chefs catholiques, comme prévenus d'avoir provoqué des assemblées illégales. Cette arrestation, loin de devenir le signal d'un soulèvement comme on aurait pu le craindre, refroidit l'ardeur et calma l'audace des partisans d'O'Connell. La lutte soudainement engagée entre l'Irlande et son gouvernement descendit alors aux proportions mesquines d'une discussion judiciaire ; ce fut, enfin, à l'aide de subtilités légales que le grand agitateur, déchu pour un instant de son rôle, gagna sa cause et parvint à recouvrer sa liberté. Le 3 février 1831, O'Connell revenait à Londres et assistait à la séance d'ouverture du parlement.

Lord Grey, dans cette séance, annonça qu'il avait rédigé, de concert avec ses collègues, un projet de réforme qui serait prochainement soumis aux délibérations des Chambres ; il ajouta que le cabinet s'était proposé d'obtenir ainsi les modifications exigées par la marche de l'esprit public dans les trois royaumes, modifications généralement récla-

mées, ainsi que le constataient les pétitions nombreuses venues de tous les points de la Grande-Bretagne.

Lord Althorp, à son tour, expliqua les intentions du ministère, et fit connaître aux communes que la motion relative à la réforme leur serait présentée le 1^{er} mars 1834, par lord Russell, circonstance assurément remarquable, puisque lord John Russell n'appartenait pas au cabinet. On savait que cet homme d'État avait dévoué sa vie aux intérêts politiques les plus sérieux de son temps, l'émancipation des catholiques, la réforme parlementaire; et quant à cette dernière mesure, nul orateur dans les Chambres n'avait plus de titres pour la défendre ni plus de chances pour la faire triompher.

Après avoir voté la liste civile du nouveau souverain et adopté le budget présenté le 11 février par le chancelier de l'échiquier, la Chambre impatiente reçut enfin communication officielle du projet réformateur du gouvernement. Lord John Russell, avant de développer la proposition, fit observer que, dans le plan soigneusement élaboré qu'il allait soumettre à la Chambre, le chef du cabinet s'était surtout efforcé de concilier le respect fanatique de certains esprits pour le passé avec le zèle insensé des hommes qui ne séparent point, dans leur pensée, l'essor des progrès politiques de la ruine complète des institutions.

« Nous espérons, dit lord John Russell, pouvoir établir entre ces deux écueils une bonne et constitutionnelle réforme de notre représentation nationale, et nous voulons éviter tout à la fois les abus et les désastres. Je crois, du reste, de mon devoir d'exposer à la Chambre les bases sur lesquelles reposent nos arguments, afin de prouver avant tout que le droit est en faveur de la réforme. En vertu de l'ancienne constitution du pays, nul homme n'était tenu de payer les impôts, s'il ne les avait consentis par lui-même ou par son représentant. Le statut de *Tallagio non concedendo* consacrait les mêmes dispositions. Il concernait tous les citoyens du peuple (*freemen*) et pourvoyait à ce que chaque comté donnât aux communes deux *chevaliers*, chaque cité deux *bourgeois*, et chaque bourg deux *membres*.

« Grâce à ce système, cent localités environ envoyaient des représentants au parlement. Il y avait, en outre, trente à quarante localités qui étaient ou n'étaient pas représentées, selon des circonstances variables de richesse, de population et d'importance. Nul doute qu'à son origine et dans les premiers temps, la Chambre des communes ne représentât le peuple anglais; nul doute aussi que la Chambre, dans son état actuel, n'ait cessé de le représenter. Mais si les partisans de la réforme ont le droit pour eux, ils ont aussi la raison; car il

est impossible de maintenir la constitution de la Chambre dans ses conditions présentes. Qui n'a entendu parler de l'Angleterre comme d'un pays sans égal dans l'histoire des empires, en richesse, en civilisation, en liberté? Maintenant, supposez qu'un étranger apprenne que dans ce pays si prospère, si libre, si parfaitement civilisé, les représentants du peuple ne sont réélus qu'une fois tous les six ans, ne serait-il pas très-avide de savoir de quelle manière cette grande et sage nation nomme les citoyens qui la représentent, et dont dépendent sa fortune et ses droits? Cet étranger ne serait-il pas justement étonné si on le conduisait sur un rocher stérile, en lui disant que ce rocher envoie deux membres au parlement? Ou si, se promenant dans un parc qui n'offre pas un vestige d'habitation, on lui apprenait que ce parc jouit du même privilège? Et combien ne s'accroîtrait pas sa surprise lorsque, allant dans le nord du pays, et remarquant des villes florissantes, sièges d'innombrables manufactures, il reconnaîtrait que ces villes ne sont pas représentées au parlement? Enfin, sa surprise pourrait faire place à un autre sentiment si, arrivant dans une vaste et opulente cité, à Liverpool, par exemple, il observait comment les élections y sont faites. Il y verrait prévaloir une corruption effrénée; il y verrait des citoyens ouvertement payés pour leurs votes, et il ne com-

prendrait pas que des représentants ainsi choisis pussent remplir leurs fonctions de législateurs.

« Le peuple réclame hautement une réforme, et soutient que ce qui dans la Constitution méritait la confiance du pays a complètement cessé d'exister. Aussi longtemps, en effet, que des villes comme Leeds et Manchester n'auront pas de représentants, tandis que des bourgs comme Gatton et Old Sarum seront représentés, il sera impossible de dire que la représentation soit réelle, sincère et efficace. »

Le plan du ministère consistait à enlever à certains bourgs la franchise représentative (*disfranchise*) pour la transporter à des villes importantes qui ne la possédaient pas, puis à étendre à un plus grand nombre d'habitants le droit de voter, afin d'augmenter le nombre des électeurs dans les localités qui conserveraient, en tout ou en partie, leur privilège de représentation.

En conséquence, lord John Russell proposait de priver de la *disfranchise* tous les bourgs dont la population était inférieure à deux mille habitants, et de prendre pour base de cette estimation le recensement opéré en 1821. Ces bourgs étaient au nombre de soixante, et donnaient à la Chambre cent dix-neuf représentants. Il proposait, en outre, de n'accorder qu'un seul représentant au lieu de deux à quarante-sept bourgs dont la population n'atteignait pas le chiffre de quatre mille personnes,

et d'enlever à Weymouth deux des quatre membres que ce bourg envoyait au parlement. Ce projet retranchait cent soixante-huit députés.

Il offrait, afin de rétablir la balance, d'accorder à sept grandes villes deux représentants pour chacune d'elles; d'en accorder un à vingt autres; de porter à quatre au lieu de deux le nombre des députés de vingt-sept comtés; d'attribuer au Yorkshire huit membres au lieu de quatre, et à Londres seize au lieu de huit.

Quant à l'extension du droit électoral, la base sur laquelle reposait le nouveau système consistait à rendre électeurs tous les sujets anglais payant un loyer annuel de 10 liv. st. (250 fr.), qu'ils occupassent ou non le local loué.

Les *copyholders* (ou possesseurs d'un domaine qui n'ont d'autre titre de possession qu'une copie cadastrale délivrée par l'archiviste du *Land-Lord*), dont la propriété serait d'une valeur de 10 liv. st., et les propriétaires de maison (*House-Holders*), d'une même valeur, devaient être électeurs de comtés. Tous les locataires ayant un bail de vingt-un-ans, et non renouvelé dans les deux années précédant la présentation du nouveau projet de loi, seraient électeurs des villes.

Telles étaient les principales dispositions du bill de réforme en ce qui touchait l'Angleterre proprement dite, mais le ministre proposait aussi de

modifier les lois électorales de l'Écosse et de l'Irlande. Quant à l'Écosse, le cabinet abolissait le privilège des corporations municipales qui nommaient les représentants des bourgs et il rendait aux citoyens le droit d'élection. Tout propriétaire habitant une terre ou une maison d'un produit annuel de 10 liv. st. ; tout tenancier ayant bail écrit pour quatre-vingt-dix ans et payant 50 liv. st., au moins, de loyers, voteraient aux élections de comtés. Dans les villes il fallait, pour être électeur, occuper une maison dont le rapport s'élevât au minimum à 10 liv. st. par an.

L'Irlande, en général, assez peu favorisée par les hommes d'État anglais, se trouvait assimilée, quant aux chiffres des catégories électorales, à l'Angleterre et à l'Écosse ; on devait y payer 10 liv. st. pour être électeur, ce qui réduisait le chiffre des votants dans une proportion considérable, car le pays n'étant pas riche, cette somme de 10 liv. st. ne pouvait être payée que par un très-petit nombre d'individus ; mais ce qui constituait un véritable bienfait, c'était l'abolition des droits attribués aux corporations.

En résumé, le plan de lord Grey créait un demi-million de nouveaux électeurs, et enlevait à la Chambre soixante-deux représentants ; de six cent cinquante-huit membres, il la réduisait à cinq cent quatre-vingt-seize.

Nous avons dit que les torys étaient fort loin d'attendre d'un cabinet whig un bill aussi révolutionnaire, et qui mettait hardiment le droit de cinq cent mille électeurs nouveaux à la place de ce vieux droit de propriété, antique base de toutes les institutions anglaises : les radicaux eux-mêmes semblaient étonnés de cette concession immense faite par les whigs aux principes libéraux, dont leur propre doctrine était l'exagération; comprenant que les résistances seraient longues et opiniâtres, ils se montraient disposés à appuyer unanimement le projet de lord Grey qui, à leurs yeux, avait, dans tous les cas, le grand avantage d'introduire pour la première fois dans la loi anglaise un principe qu'ils comptaient féconder plus tard.

La Chambre vota sans division la première lecture du bill. Ce résultat n'avait en réalité aucune importance; toutefois, le parti réformiste sut habilement s'en emparer et lui donner toute la portée d'un succès. La seconde lecture avait été fixée au 21 mars 1831, mais le vote eut lieu seulement le 23. La Chambre se trouvait composée de 603 membres : 302 voix admirèrent la seconde lecture du bill et 301 la rejetèrent. Une seule voix fit donc passer la motion, circonstance singulière qui donne une exacte idée de l'exaltation des partis.

Le 18 avril, les communes s'étant formées en comité pour l'examen des articles du bill, un amen-

dement présenté par le général Gascoyne, et qui consacrait le maintien du nombre actuel des membres de la Chambre, fut adopté malgré les efforts du cabinet et de ses partisans. Les ministres se trouvèrent dès lors placés dans cette alternative, ou de renoncer à leurs portefeuilles, ou de dissoudre le parlement. Or, la situation ne permettait pas de s'arrêter à l'idée d'une abdication de pouvoir, car l'immense majorité de la nation était, de toute évidence, favorable à la réforme, et ce vœu, en quelque sorte unanime du peuple anglais, devait être pris en très-sérieuse considération. La constitution donnait au cabinet le droit de dissoudre la Chambre, c'est-à-dire de rendre le peuple juge entre les partis, et il n'était pas possible d'hésiter. Les communes reçurent avis que le parlement était prorogé au 10 mai. Le lendemain la dissolution fut prononcée.

C'était pour ainsi dire le dénouement du premier acte de ce grand drame de la réforme, et, le soir, la ville de Londres présenta un spectacle étrange : on eût dit que la capitale de l'Angleterre célébrait l'annonce de quelque glorieuse victoire. Malheureusement le peuple se porta dans son ivresse à de déplorables violences; les hôtels du duc de Gloucester, frère du roi, du duc de Newcastle, du duc de Northumberland, du marquis de Londonderry, de sir Robert Peel, de sir Robert Wilson,

furent entourés par la foule qui en brisa les fenêtres. La populace assaillit l'hôtel du duc de Wellington ; les domestiques , après avoir soutenu un véritable siège , crurent en tirant en l'air quelques coups de fusil , pouvoir éloigner la multitude. Mais , au lieu de fuir , le peuple irrité enfonça les portes et pénétra dans le vestibule , où il s'arrêta tout à coup à la vue d'un somptueux catafalque : La mère de lord Wellington était morte depuis la veille , et son corps , suivant l'usage aristocratique , se trouvait déposé sur un lit de parade. La fureur des partis s'éteignit cette fois devant un cercueil , et la foule se retira émue , silencieuse , laissant inachevée son œuvre de dévastation.

Les élections ne pouvaient manquer d'être fort animées ; mais le choc qui allait avoir lieu entre l'intérêt personnel des propriétaires des bourgpourris et l'intérêt général de la nation , devait en changer la physionomie habituelle. Pour la première fois , l'esprit public essaya de se faire jour et de se substituer à la vénalité , cette plaie du corps électoral anglais. Le 21 juin 1831 , le roi Guillaume IV ouvrait en personne la session du nouveau parlement , et , dès le 24 , lord John Russell présentait aux communes le bill réformiste dont le ministère voulait hâter la discussion , afin de connaître tout aussitôt le plan de campagne de ses adversaires. Quant aux torys , ils paraissaient

déterminés à poursuivre vigoureusement le système de résistance qui, jusqu'à ce moment, leur avait si bien réussi; mais leur évidente infériorité les convainquit bientôt de l'impossibilité de triompher à force ouverte; ils changèrent alors de tactique, eurent recours aux petites manœuvres, aux moyens dilatoires, et parvinrent à faire ajourner la seconde lecture du bill, qui toutefois fut, le 6 juillet, admise à une majorité considérable. Les communes se formèrent immédiatement en comité pour l'examen des articles, et enfin, le 22 septembre, à cinq heures du matin, après une lutte désespérée, les conservateurs eurent la douleur de voir adopter la mesure réformiste par 345 voix contre 236; résultat que les démonstrations de la joie publique accueillirent au dehors avec une grande vivacité.

Le lendemain de l'adoption du bill, fêtée à Birmingham par un meeting formé de plus de cent mille personnes, lord John Russell, suivi d'un nombre considérable de membres des communes, paraissait à la barre de la Chambre des pairs et remettait le bill entre les mains du lord chancelier. L'acte fut lu une première fois pour la forme, et la seconde lecture renvoyée au 3 octobre. La physiologie générale de la Chambre des lords accusait, du reste, les invincibles répugnances que l'adoption du bill devait y rencontrer. Comment supposer,

en effet, que ces puissants seigneurs territoriaux abdiquassent aisément et sans combat la souveraineté véritable que leur avait donnée de tout temps l'influence exercée par eux sur les corporations et les comtés? Lord Grey n'ignorait pas les dispositions dont la Chambre haute était animée, lorsqu'il demanda courageusement et énergiquement la seconde lecture du bill. « Mylords, dit-il, quand les représentants de la nation réunis, dans une imposante majorité, vous demandent la réforme; quand de toutes parts une population inquiète la réclame, voudrez-vous, par une résistance inattendue, vous placer, vous Chambre des lords, en opposition avec la nation entière?... Si cette Chambre, cependant, ne reculait pas devant une telle extrémité, lors même que la presque totalité de ses membres refuserait la réforme au peuple qui la sollicite, aux communes qui l'ont acceptée, je n'hésite pas à prédire qu'elle ne pourrait résister longtemps au flot populaire... Terrible conséquence à prévoir! Si vous ne pouvez arrêter le torrent, mylords, il faudra que le torrent vous entraîne et vous engloutisse... Comme citoyen, comme législateur, comme membre du gouvernement, comme homme d'État, je vous adjure d'envisager ces périls... »

Mais l'unique concession à laquelle une minorité bien faible parut disposée, était de donner à certaines grandes cités manufacturières le droit d'élire

des représentants. Lord Brougham montra dans cette discussion une éloquence des plus incisives. Les paroles du noble pair étonnèrent la Chambre haute sans triompher de ses préventions. Elle crut pouvoir résister impunément au vœu national, et, le 8 octobre, elle rejeta, sans examen, le bill de réforme à une majorité de 41 voix. On comprend combien, dans l'état des esprits, une telle décision pouvait entraîner de désordres. La populace se porta vers les hôtels du duc de Wellington, des lords Dudley et Bristol, que la police eut beaucoup de peine à préserver. Le duc de Cumberland, frère du roi, ayant été rencontré dans les rues de Londres, fut assailli par la foule irritée, et, renversé de cheval, n'échappa à ce péril que grâce à l'intervention de l'autorité. A Derby, une coalition entre les soldats et la population se termina par la mort de plusieurs individus. A Nottingham, le château du duc de Newcastle fut incendié par les réformistes. A Londres même on ne vit pas sans terreur un cortège de près de trois cent mille personnes parcourir les rues de la capitale et se rendre au palais de Saint-James, afin de faire parvenir au roi les vœux de ses sujets. Il était impossible de méconnaître d'ailleurs les immenses difficultés inhérentes à la situation du cabinet, puisqu'il avait à lutter à la fois contre l'effervescence populaire, plus menaçante chaque jour, et contre la résistance

obstinée de l'aristocratie. La création d'un certain nombre de pairs eût sans doute permis au ministre de parer à ce double danger ; mais cette mesure est généralement considérée en Angleterre comme un coup d'État, et presque toujours l'administration préfère abdiquer le pouvoir que de le conserver à ce prix.

La Chambre des lords avait évidemment supposé que le cabinet, contraint de céder à l'omnipotence parlementaire, se retirerait et emporterait avec lui la fortune du bill de réforme. Toutefois les corporations, le commerce, la banque, s'unissant à la Chambre des communes, soutinrent lord Grey par de solennelles démonstrations, et ce dernier, voulant combiner à loisir le plan qu'il serait convenable d'adopter, afin d'assurer le triomphe définitif de la mesure, prorogea le parlement, tout en déclarant qu'un nouveau bill lui serait ultérieurement présenté.

Il le fut en effet le 12 décembre à la Chambre des communes. Ce projet apportait de très-légères modifications à l'ancien bill ; il stipulait, par exemple, que le nombre actuel des membres des communes, grâce à une autre division des bourgs, ne subirait aucune diminution ; que cinquante-six de ces bourgs seraient privés de la franchise électorale, et que les quarante-quatre autres n'auraient plus le droit d'élire qu'un seul député. Le

cens électoral demeurait fixé à 10 liv. st., et dans chaque bourg où l'on devait effectuer le recensement des maisons rapportant annuellement cette somme, les propriétaires de ces maisons auraient la faculté de voter s'ils justifiaient du paiement de la taxe des pauvres. Quant aux *freemen*, ils conserveraient le droit du vote et le transmettraient à leurs enfants. Les discussions que ce nouveau projet fit naître furent longues et orageuses, mais dépourvues d'intérêt, car le résultat en était prévu. La troisième lecture fut adoptée, et les torys parvinrent avec beaucoup de peine à introduire dans le bill quelques stipulations favorables aux prétentions aristocratiques et territoriales. On attendait impatiemment, du reste, le jour où le projet serait de nouveau porté à la Chambre haute. Les débats y furent d'une violence inusitée. Ils n'avaient pas duré moins de quatre séances. « Mylords, dit enfin lord Grey en les résumant, les meilleurs publicistes constitutionnels reconnaissent que la création d'un grand nombre de pairs pour un objet particulier est une mesure grave à laquelle il faut rarement recourir. Mais, ajoutent-ils, il y a des cas où, pour éviter une collision entre les deux chambres, elle peut être d'une nécessité absolue. J'ai toujours eu moi-même une profonde aversion pour de tels moyens de gouvernement. Cependant, dans les circonstances extrêmes, je

les regarde comme parfaitement justifiabiles, et surtout conformes aux principes les mieux établis de la constitution. Je n'ai rien à dire de plus pour le moment. »

C'était assurément en dire assez, et la Chambre parut comprendre qu'elle ne pouvait pas lutter plus longtemps. L'impression était produite; elle avait entraîné quelques convictions chancelantes. La seconde lecture fut donc votée, mais à une imperceptible majorité de 9 voix : 184 contre 175.

Tout faible qu'il fût, ce chiffre laissait entrevoir que les pairs commençaient à comprendre, sinon l'urgence d'une réforme électorale, du moins la nécessité de faire des concessions à l'opinion publique. Cependant il s'en fallait de beaucoup encore que le succès du cabinet fût assuré. En effet, le 7 mai 1832 (car pour présenter dans son ensemble le drame entier de la réforme, nous sommes obligé d'anticiper un peu sur les faits), lord Lyndhurst, chef du parti conservateur, ayant proposé d'ajourner la première clause du bill, malgré les efforts des ministres, lord Grey et lord Brougham se rendirent à Windsor, afin de prier le roi ou d'accepter leur démission, ou de les autoriser à créer un nombre de pairs suffisant pour assurer l'adoption du bill. Guillaume IV, hésitant d'abord à adopter la seule mesure qui fût alors d'une application pratique, voulut interroger les principaux chefs du

parti tory sur la possibilité d'obtenir l'adhésion de la Chambre des lords, sans être forcé de recourir à une nouvelle nomination de pairs, et ce ne fut que lorsque le duc de Wellington et sir Robert Peel se furent retirés, en confessant tacitement leur impuissance, que lord Grey fut rappelé à Windsor. Le soir même, il venait annoncer à la Chambre des lords que le roi lui ayant concédé les moyens de faire passer le bill de réforme, il reprenait en conséquence la direction des affaires.

Cette déclaration du ministre plaçait les pairs dans la position la plus fausse; comment lutter désormais contre le puissant accord du roi, de la Chambre des communes et du ministère? Il fallut donc transiger, et il fut convenu entre lord Grey et le duc de Wellington, que la majeure partie des lords opposants s'absenterait le jour du vote, laissant ainsi aux ministres la majorité qui leur était nécessaire pour faire passer le bill de réforme. Plusieurs pairs protestèrent avec force contre la violence que le gouvernement faisait ainsi à leurs opinions, et déclarèrent qu'il serait dérisoire d'examiner en comité une loi à laquelle il n'était plus permis d'apporter la moindre modification; aussi le bill fut-il voté presque sans discussion par 106 voix contre 22.

Jamais, à aucune époque dans les Chambres anglaises, mesure ne fut réclamée plus éloquem-

ment, ni plus chaleureusement repoussée ; jamais aussi victoire parlementaire ne fut plus péniblement obtenue. Ces débats devaient assurément prouver d'une manière bien éclatante quelle part d'influence et quel prestige les traditions avaient laissés à cette aristocratie anglaise, qui avait pu contre-balancer si longtemps le vœu national. Rien de plus curieux, en un mot, que de voir unis contre elle, pour le même intérêt et dans la même arène, le peuple, le parlement, la royauté.

Ne pourrait-on quelquefois comparer la Grande-Bretagne à un vieux mais solide navire, marchant toujours vers le même but, guidé par la même boussole ; traversant tous les orages avec la sécurité que donnent l'habileté et la force ; changeant souvent de pilotes, et renouvelant ses matelots sans cesser de trouver des pilotes expérimentés et des matelots fidèles ; salué bruyamment à son passage, secrètement envié et redouté ; abordant à tous les rivages sans y apporter la liberté et le bonheur, s'en éloignant toujours chargé de dépouilles et de richesses ; se vantant de porter en tous lieux l'or et la lumière, et tolérant à son bord une misère ténébreuse ; majestueux par la forme ; beau à voir dans sa marche incessante, et providentiellement destiné à voguer ainsi sur l'océan politique du monde jusqu'à l'écueil fatal que nul ne peut prévoir encore ?

IV

L'Angleterre venait d'obtenir la réforme électorale. La France, plus radicale et moins logique, se préoccupant assez peu d'ailleurs des véritables conditions d'un gouvernement parlementaire, pourvu que les mauvaises passions et les petites rancunes du moment fussent pleinement satisfaites, demandait l'abolition de l'hérédité de la pairie ; et ce vœu (ainsi que nous avons eu le soin de le constater) avait été ouvertement formulé dès les premiers jours de la révolution de juillet. Le parti républicain savait bien, en provoquant cette réforme, en flattant les instincts envieux des classes intermédiaires, que l'abolition de l'hérédité dans la Chambre des pairs c'était l'atteinte la plus grave qu'il pût porter au gouvernement constitutionnel, dont la destruction était son espérance et son rêve. Comment attendre, en effet ce contre-poids nécessaire, indispensable, qui, dans un gouvernement représentatif, est, pour ainsi dire, la garantie, la sauvegarde des institutions, d'une chambre nommée par le pouvoir exécutif et reproduisant exactement les idées, les tendances de ce pouvoir lui-même ? Abolir l'hérédité de la pairie, c'était, nous

le répétons, saper par la base le gouvernement constitutionnel ; et , plus habiles en cela que leurs adversaires , parmi lesquels ils trouvaient des alliés , les partisans de la république le comprenaient bien. Pauvres têtes politiques que celles qui ne voulaient voir **que** le côté aristocratique d'une chambre héréditaire, et ne concevaient pas les garanties sérieuses d'impartialité, d'indépendance que donne l'hérédité à l'un des trois grands pouvoirs de l'État. Benjamin Constant n'a-t-il pas dit : « Dans une monarchie héréditaire , l'hérédité d'une classe est indispensable ; » et Royer-Collard : « Ce que la pairie représente dans le gouvernement , au contraire de la Chambre électorale, c'est l'inégalité , c'est-à-dire les supériorités , non pour leur intérêt , mais pour la protection de la société entière ? »

Et cependant la nouvelle Chambre arrivait avec la ferme intention de renverser ce précieux boulevard des institutions constitutionnelles. Un grand nombre de députés avait dû prendre , à cet égard , des engagements formels vis-à-vis de leurs commettants , et l'abolition de l'hérédité de la pairie semblait être devenue le *delenda Carthago* ! de la petite propriété en France. Le ministère , malgré ses tendances conservatrices , était donc obligé de suivre ce torrent de l'opinion qui l'entraînait en dehors de la voie qu'il s'était tracée. Sa politique vis-à-vis de la Chambre devait être tout expectante, d'ail-

leurs ; puisque (ainsi que nous l'avons dit) la majorité parlementaire ne s'était pas encore nettement dessinée, seulement on devait constater qu'un certain rapprochement s'était opéré au bruit du canon entre les hommes les plus influents des centres et le ministère qui venait de reprendre sa démission en présence de difficultés extérieures dont les conséquences ne pouvaient encore être prévues.

La discussion de l'adresse porta plus particulièrement sur les affaires de Belgique et de Pologne. Un long et puéril débat s'engagea sur la question de savoir si l'on déclarerait que la Chambre avait *la certitude* ou simplement *l'assurance* que la nationalité polonaise ne périrait pas, absurde discussion qui devait précéder d'un mois à peine la nouvelle de la prise de Varsovie, et produisit des orages parlementaires auxquels le président ne mit fin qu'en levant la séance. Le ministère avait rallié autour de lui une majorité assez compacte ; 221 voix contre 136 finirent par déclarer que « la Chambre, satisfaite des explications données par les ministres, se confiait à leur sollicitude pour la dignité extérieure du pays. » Dans cette discussion M. Thiers prêta pour la première fois au ministère le concours d'un talent qui pour n'être pas encore arrivé à toute sa maturité, n'en avait pas moins vivement frappé la Chambre. « Le système de guerre, disait-il, c'est l'anarchie ; le système de

paix c'est l'ordre ; la Belgique est un embarras ; la Pologne, une plaie d'un siècle. » Vérités difficiles à faire entendre en un pareil moment et à une assemblée si ombrageuse, que, lors de la discussion sur la liste civile du roi qu'on allait fixer à 42 millions de francs, un ministre, M. de Montalivet, ayant laissé échapper le mot de « sujet », un effroyable tumulte s'ensuivit. « Il n'y a pas de sujets en France, s'écriait-on, il n'y a que des citoyens, à l'ordre le ministre ! — Il y a un roi, cependant, » disait M. Dupin aîné avec son spirituel bon sens.

On conçoit que devant un tribunal politique ainsi composé, la cause de l'hérédité de la pairie fut, pour ainsi dire, perdue d'avance. Ajoutons que cette cause allait être faiblement défendue par le ministère, dont le chef ne semblait pas attacher à la question toute l'importance qu'elle avait en réalité. « M. Périer nous livre au minotaure, » avait écrit le prince de Talleyrand à un pair de ses amis. Il faut constater, du reste, que l'idée d'une pairie viagère nommée par la couronne, sans contrôle et sans contrainte, quant aux choix qu'elle pourrait faire, souriait assez à la pensée de Louis-Philippe. Le projet ministériel, accommodé aux exigences de la Chambre, portait donc que la pairie serait désormais personnelle, et que le roi nommerait les pairs à volonté. Mais les députés n'admirent pas que la prérogative de la couronne dût aller jusqu'à choisir

leurs ; puisque (ainsi que nous l'avons dit) la majorité parlementaire ne s'était pas encore nettement dessinée, seulement on devait constater qu'un certain rapprochement s'était opéré au bruit du canon entre les hommes les plus influents des centres et le ministère qui venait de reprendre sa démission en présence de difficultés extérieures dont les conséquences ne pouvaient encore être prévues.

La discussion de l'adresse porta plus particulièrement sur les affaires de Belgique et de Pologne. Un long et puéril débat s'engagea sur la question de savoir si l'on déclarerait que la Chambre avait *la certitude* ou simplement *l'assurance* que la nationalité polonaise ne périrait pas, absurde discussion qui devait précéder d'un mois à peine la nouvelle de la prise de Varsovie, et produisit des orages parlementaires auxquels le président ne mit fin qu'en levant la séance. Le ministère avait rallié autour de lui une majorité assez compacte ; 221 voix contre 136 finirent par déclarer que « la Chambre, satisfaite des explications données par les ministres, se confiait à leur sollicitude pour la dignité extérieure du pays. » Dans cette discussion M. Thiers prêta pour la première fois au ministère le concours d'un talent qui pour n'être pas encore arrivé à toute sa maturité, n'en avait pas moins vivement frappé la Chambre. « Le système de guerre, disait-il, c'est l'anarchie ; le système de

quatre Académies de l'Institut. Dans ces conditions on obtenait, au lieu d'un corps aristocratique, ce que l'on aurait pu appeler une pairie administrative, et ce fut avec peine que, pour pouvoir faire entrer au Luxembourg quelques représentants de la grande propriété en France, on finit par admettre une dernière catégorie : celle des membres des conseils généraux qui paieraient trois mille francs d'impôt, après six années de fonctions.

M. de Cormenin, cet esprit si incisif, disait alors en résumant les débats soulevés par cette grave question de l'hérédité de la pairie : « Les ministres ont avoué que quoique l'abolition de l'hérédité de la pairie leur parût une opinion fausse et dangereuse, ils croyaient ne pas pouvoir résister au flot de cette opinion, d'où ils ont laissé induire que si le préjugé populaire repoussait plus tard l'hérédité du trône, ils n'auraient pas la hardiesse de la défendre. Enfin, ce qui résume d'un mot leur pusillanimité et leur inconséquence, ils ont plaidé pour l'hérédité et ils ont conclu contre. »

Ces débats n'étaient point encore arrivés à leur terme, lorsqu'une nouvelle saisissante se répandit brusquement dans Paris : Varsovie était tombée au pouvoir des Russes. On conçoit l'agitation extrême que devait nécessairement produire dans les masses l'annonce de cette chute lamentable de la Pologne aux pieds de sa terrible adversaire. Ce fut le 15 sep-

tembre que le journal officiel fit laconiquement connaître ce résultat prévu d'un soulèvement héroïque, et le 16, à la Chambre des députés, le général Sébastiani ayant assez malencontreusement accompagné cette irritante nouvelle des mots si souvent employés alors « *l'ordre règne à Varsovie*, » un effroyable orage parlementaire vint joindre ses bruits législatifs aux rumeurs de la place publique. Le peuple, les étudiants parcoururent tumultueusement la ville. Des jeunes gens se montrèrent le crêpe au bras dans le jardin du Palais-Royal; montés sur des chaises, comme Camille Desmoulins à une époque sinistre, ils lisaient à haute voix les récits des journaux, écoutés et commentés ardemment. On essaya de construire des barricades; la foule fit interrompre la représentation dans quelques théâtres; Paris présenta enfin l'aspect de ses plus mauvais jours. Heureusement pour l'ordre, les soldats et la garde nationale, commandés avec fermeté, montrèrent en cette circonstance une grande vigueur de répression; leur attitude fut décisive, et l'émeute dut se dissiper une fois de plus. Tristes convulsions de cette époque transitoire! Voici, du reste, les détails transmis de bouche en bouche sur les derniers instants de cette lutte entre la sympathique Pologne et sa puissante rivale.

Le général Rudiger avait traversé la Vistule à

la tête de treize mille hommes et de quarante pièces de canon. La jonction de ce corps d'armée avec celui du feld-maréchal Paskiewitch était désormais inévitable. Varsovie allait ainsi se trouver investie de toutes parts.

Dans la matinée du 19 août 1831, un conseil de guerre fut rassemblé par Krukowiecki, et le dictateur lui exposa nettement l'ensemble de la situation. L'armée polonaise s'était repliée sur Wola; un détachement commandé par le colonel Legallois avait déjà été écrasé, et les forces russes, dont la supériorité numérique rendait la concentration si dangereuse, allaient au premier signal se précipiter sur Varsovie. Krukowiecki proposa hardiment de prendre l'initiative, et de livrer immédiatement dans la plaine de Wola une bataille, qui déciderait du sort de la Pologne. Uminski pensait au contraire qu'il fallait détacher une moitié de l'armée sur la rive droite de la Vistule pour détruire le corps d'armée russe commandé par le général Rosen, et approvisionner la ville avant de recevoir derrière ses remparts le choc terrible dont elle était menacée; il ajoutait que dans le cas d'un assaut victorieux des Russes, on pouvait encore se retirer au centre de Varsovie, élever des barricades et se défendre ainsi jusqu'à la dernière extrémité. Dembinski, enfin, conseilla d'évacuer la ville, et de transporter la guerre en Lithuanie, après avoir cul-

buté les divisions Rosen et Golowin , qui seules pouvaient intercepter le passage.

De ces trois avis , celui d'Uminski fut seul accueilli avec faveur par le conseil de guerre , qui l'adopta. Le général Ramorino fut donc chargé de dégager la rive droite de la Vistule avec son corps d'armée de vingt mille hommes , et d'approvisionner Varsovie , tandis que Lubienski , à la tête de quatre mille hommes , se porterait dans le même but vers Modlin et le palatinat de Plock. Le plan d'Uminski eût été sage sans doute , si Varsovie avait eu affaire à un autre adversaire que le feld-maréchal. Mais Paskiewitch était précisément un stratéliste de hardiesse exceptionnelle et de premier mouvement. Il ne restait plus qu'environ trente-cinq mille hommes derrière les murs de Varsovie. Le feld-maréchal n'hésita pas à livrer un assaut simultané de tous les ouvrages extérieurs qui défendaient la dernière retraite de l'insurrection polonaise , avant que Ramorino pût y faire rentrer les forces dont le commandement lui avait été confié. Le général Kreutz venait de rallier l'armée russe , et celle-ci comptant plus de cent mille hommes et trois cents pièces de canon , Paskiewitch fixa l'assaut au 6 septembre 1831. Mais avant de frapper ce grand coup , de tenter cet effort suprême , il voulut recourir à la conciliation , et , par un arrangement préliminaire , éviter l'effusion du sang. En conséquence , le géné-

ral Berg fut chargé par lui de se rendre le 4 septembre aux avant-postes polonais, et d'offrir au nom de l'empereur l'oubli du passé, des garanties pour l'avenir et le redressement des griefs qui avaient provoqué cette guerre cruelle. Prondzynski, envoyé pour recevoir ces communications, répondit qu'il n'avait pas le pouvoir d'accepter les propositions qui lui étaient faites, et la diète ayant été convoquée, décida le lendemain qu'on ne traiterait que sur les bases du manifeste : décision aussi imprudente que coupable au nom de l'humanité et du salut de la Pologne, puisqu'elle équivalait à une rupture brutale.

Le 6 septembre 1831, Varsovie fut réveillée à la pointe du jour par le terrible fracas de l'artillerie russe. Deux cents pièces de canon tonnaient à la fois, et pendant trois heures leur feu, habilement dirigé, porta la destruction dans l'enceinte que les derniers débris de cette magnifique armée, ouvrage et orgueil du grand-duc Constantin, défendaient avec la rage du désespoir. A l'aile droite, les généraux Strantmann et Murawieff attaquent Uminski; tandis que Kreutz s'élance sur les fortifications du centre. Deux redoutes sont enlevées par lui, mais la seconde saute en l'air; un lieutenant polonais a mis le feu aux poudres. Le fort de Wola, pris de revers, ne peut résister aux nombreux assaillants qui l'entourent; le général Sowinski défend ce

poste avec une admirable énergie; il se retranche dans l'église, et, entouré d'une poignée de braves, il y trouve une mort glorieuse.

Vers midi, les Russes, maîtres de ce point important, y logèrent leur artillerie, et protégés par elle s'avancèrent sur les hauteurs du faubourg de Czyste, seconde ligne d'enceinte de Varsovie. Ces hauteurs étaient défendues par quarante pièces de canon que Bem dirigeait lui-même. Ce dernier ouvre un feu terrible sous lequel les colonnes russes sont forcées de se retirer en désordre. Alors, Malachowski essaie de reprendre le fort de Wola, et une lutte acharnée s'engage sous ses murailles. Mais les Polonais sont arrêtés dans leur élan par les charges furieuses de la cavalerie russe, et le feld-maréchal, entièrement maître de la première ligne de défense, remet au lendemain l'attaque de la dernière enceinte.

Cependant Krukowiecki, qui pendant la bataille s'était porté vers tous les points menacés, avait jugé que la chute de Varsovie était imminente; il écrivit à Paskiewitch pour lui demander une entrevue, et, dans la matinée du 7 septembre, se rendit au camp de Wola, accompagné du général Prondzynski.

Le feld-maréchal le reçut en présence du grand-duc Michel, et entouré de son état-major. Paskiewitch ne prétendait traiter que sur les bases

précédemment posées par lui, et, en effet, que pouvait-on exiger de plus d'un vainqueur? La conférence fut longue. Krukowiecki demanda à s'en référer à la diète relativement aux conditions imposées, et un armistice de huit heures fut le seul résultat de cette entrevue.

Le 7 septembre, à dix heures du matin, la diète ouvrit sa dernière séance. Tous les ministres avaient donné leur démission, en apprenant que le général Krukowiecki était entré en pourparlers avec le feld-maréchal. Prondzynski, envoyé par le dictateur, demanda la parole, et s'efforça de prouver qu'après la perte de Wola et des ouvrages extérieurs, une résistance désespérée ne pouvait plus amener désormais que la destruction complète de Varsovie. Niemotowski, Lelewel, Ostrowski, s'élevèrent énergiquement contre toute pensée de transaction. Cependant l'armistice expirait à une heure. Le bruit du canon surprit la diète au milieu d'une agitation fébrile. « Aux remparts! » crièrent les nonces, et, en effet, Varsovie avait dans ce moment besoin du concours de tous ses défenseurs. Les généraux Kreutz et Pahlen attaquaient le faubourg de Czyste, tandis que Murawieff se portait contre l'aile gauche des Polonais, commandée par le général Uminski, et appuyée à la barrière de Jérusalem. La formidable artillerie du général Bem faisait dans les deux armées un

effroyable carnage. Le corps de Murawieff fut d'abord écrasé par les colonnes d'Uminski, et les charges réitérées de la cavalerie de la garde russe purent seules l'empêcher d'être complètement anéanti. Les Polonais, profitant de ce premier avantage, voulurent alors prendre l'offensive, et l'attaque de l'aile droite de Paskiewitch absorba pendant quelques heures leurs efforts désespérés. Le feld-maréchal, qui avait eu un cheval tué sous lui, et reçu une contusion violente, se vit contraint de s'éloigner du champ de bataille, après avoir confié le commandement au général Toll. Mais, dans cette lutte de géants, la victoire devait nécessairement rester à celui des deux adversaires qui pourrait le plus aisément réparer ses pertes. L'artillerie de Bem et de Romanski avait beau renverser les colonnes et démonter les batteries russes, ces batteries se renouvelaient, et de nouveaux assaillants semblaient à chaque instant sortir du sol ébranlé par un tel combat.

A cinq heures du soir, une attaque générale fut exécutée par l'armée de Paskiewitch avec un sombre enthousiasme : c'était bien le dernier effort d'une nationalité prête à écraser l'autre. Toute la ligne s'ébranla à la fois; les régiments de la garde impériale s'avançaient à travers tous les obstacles avec un élan soutenu que rien, on le comprenait, ne pouvait plus arrêter désormais;

toutes les redoutes polonaises tombèrent successivement en leur pouvoir. L'incendie venait de se déclarer dans le faubourg de Czyste, et les Polonais, refoulés par Schakowski, se faisaient tuer un à un dans les enclos et le cimetière, que la flamme ravageait déjà, lorsque arriva, portée par des aides de camp, la nouvelle que Krukowiecki avait capitulé. Quelques bataillons polonais continuèrent la lutte sanglante, les autres se replièrent lentement sur Praga, où le général Bem concentra toute son artillerie. Krukowiecki avait envoyé sa démission à la diète dès qu'il avait compris que tout était perdu, et la diète, refusant d'accepter cette démission, venait, au contraire, d'autoriser le dictateur à traiter avec Paskiewitch. Vainement Krukowiecki s'efforça-t-il, dans l'entrevue qu'il eut avec l'envoyé du feld-maréchal, d'obtenir des conditions favorables, vainement tint-il un langage dont la fierté contrastait avec la douloureuse situation de Varsovie, il fallut se soumettre sans réserve : telle était la volonté inébranlable de Paskiewitch vainqueur. Alors le dictateur écrivit la lettre suivante :

« Sire, chargé dans ce moment même du pouvoir de parler à Votre Majesté Impériale et Royale au nom de la nation polonaise, je m'adresse, par Son Excellence Monseigneur le comte Paskiewitch d'Erivan, à votre cœur paternel. En se soumet-

tant sans aucunes conditions à Votre Majesté notre roi, la nation polonaise sait qu'elle seule est à même de faire oublier le passé, et de guérir les plaies profondes qui ont déchiré ma patrie. »

Pendant ce temps, le général Malachowski, désespéré de cette capitulation qui détruisait ses dernières espérances, réunissait quelques membres de la diète qui s'était séparée après avoir prononcé sa prorogation, et obtenait de cette minorité fougueuse la rupture des négociations. Le maréchal de la diète, Ostrowski, alla trouver le dictateur, et lui demanda sa démission, qui fut immédiatement donnée. Les nonces nommèrent Niemołowski président du gouvernement; mais derrière ces dernières résistances, qui n'avaient plus rien de sérieux, il eût fallu cinquante mille baïonnettes. L'insurrection polonaise, se débattant dans une terrible agonie, ne voulait pas mourir, et Malachowski comprit enfin tout ce qu'avaient de douloureux les derniers mouvements convulsifs d'une nationalité frappée à mort. Dans la nuit du 7 au 8 septembre, le général Berg vint demander la ratification du traité accepté par Krukowiecki; Malachowski signa la capitulation. Il céda au feld-maréchal la tête du pont de Praga, et, de son côté, Paskiewitch s'engagea à ne pas troubler, pendant quarante-huit heures, la retraite de l'armée polonaise. Réduite à vingt mille combattants, cette

armée se replia tristement sur Modlin, emmenant dans ses rangs les membres de la diète. Ramorino, en apprenant la prise de Varsovie, avait assemblé son conseil de guerre, et obéi à l'ordre qu'il lui donnait de se retirer dans la Gallicie autrichienne. Son corps d'armée se voyait, en effet, menacé d'être entouré par les Russes. Malachowski donna sa démission, et fut remplacé par Ribinski. Bientôt les cosaques enveloppèrent cette poignée d'hommes démoralisés, et le feld-maréchal communiqua aux Polonais un ultimatum ainsi conçu :

« 1° L'armée rentrera dans ses devoirs envers son roi; 2° elle lui enverra une députation pour lui demander l'oubli du passé; 3° en attendant la réponse de Sa Majesté Impériale, elle prendra ses cantonnements dans le palatinat de Plock; 4° Modlin sera remis incessamment aux troupes impériales. »

Toutefois, par un dernier effort, les Polonais jetèrent un pont sur la Vistule, et se dirigèrent vers la frontière prussienne. Le désespoir et l'anarchie la plus complète régnaient dans leurs rangs décimés. Mécontents du généralissime Ribinski, les chefs, dans ces derniers jours, donnèrent le commandement à Uminski; mais l'infanterie refusa de lui obéir.

Le 5 octobre 1831, ces débris de l'armée insurrectionnelle déposaient les armes. Dans un combat

d'avant-garde, Dembinski avait, comme cela se dit alors, brûlé la dernière cartouche de la Pologne, et l'Europe, attentive à cette lutte mémorable, put répéter le mot fameux de Kosziusko : « Finis Polonia. »

V

L'hérédité de la pairie, la liste civile du roi, la dotation du prince royal, une loi de proscription contre les Bourbons de la branche aînée, toutes ces questions qui jusque-là avaient préoccupé la Chambre, n'étaient, après tout, que des questions politiques plus ou moins graves, plus ou moins controversées dans les limites posées par le gouvernement constitutionnel; mais une question sociale d'une autre importance surgit tout à coup en face du pouvoir surpris de ne l'avoir ni devinée, ni prévue.

Après ces grandes secousses révolutionnaires, qui chez certaines nations pourraient être comparées à des maladies périodiques, il est bien rare, il est même impossible que le malaise des prolétaires ne sollicite pas toute l'attention d'un gouvernement sérieux. Le bien-être des classes laborieuses n'accompagne jamais cet incessant besoin

de changements politiques qui distingue certaines portions de la race humaine, de telle sorte qu'on pourrait avancer en thèse générale, sans crainte d'être démenti par les faits, que moins les hommes s'agitent, moins ils s'efforcent de modifier ou de perfectionner des institutions, des formules gouvernementales qui ne peuvent être parfaites précisément parce qu'elles sont le produit de l'esprit humain, et plus ils ont de chance d'être matériellement heureux.

Les révolutions dans le sens démocratique ont pour effets immédiats de restreindre, souvent même de détruire tout à fait les industries de luxe, et par conséquent de mettre en question l'existence d'une certaine quantité d'ouvriers. Il est difficile alors que ces ouvriers désespérés, livrés aux mauvais conseils des agitateurs politiques, entourés quelquefois d'une famille affamée, ne deviennent pas les soldats du désordre. Pourrait-on s'en étonner, et n'est-ce pas, après tout, le devoir des gouvernements qui ont eu le malheur de sortir d'une émeute victorieuse, de s'occuper de l'existence compromise de ces prolétaires qui, dans un jour de révolution, ont été leurs prétoriens?

Lyon est, on le sait, le centre d'une des plus intéressantes industries de notre pays. Ses nombreuses fabriques d'étoffes de soie, y occupent environ soixante mille ouvriers ou chefs d'ateliers, et

ces derniers, associés avec les ouvriers, leur fournissant les instruments du travail dont le salaire, quel qu'il soit, doit être partagé entre eux, ont les mêmes intérêts, se voient soumis aux mêmes vicissitudes. Longtemps la ville de Lyon avait gardé, en quelque sorte, le monopole de l'industrie qui fait son renom commercial; elle ne rencontrait pas alors les concurrences qui depuis se sont produites en Suisse, en Prusse, en Angleterre. Puis ces établissements rivaux s'étaient fondés et la révolution de Juillet, en amoindrissant singulièrement toutes les dépenses de luxe, soit pour les étoffes de vêtements, soit pour les étoffes de tentures, avait réduit la fabrique lyonnaise à de rudes extrémités. La gêne s'était propagée de haut en bas, à tous les degrés de l'échelle; seulement elle changeait de nom en atteignant les derniers échelons et s'appelait alors la misère. Misère terrible, inexorable, aux plaintes de laquelle le gouvernement, trop préoccupé des questions politiques, n'avait pas suffisamment prêté l'oreille. Il suffira pour apprécier cette situation déplorable de savoir que le salaire quotidien de l'ouvrier était progressivement tombé à 90 centimes, et que c'était avec ce gain dérisoire qu'il lui fallait souvent nourrir une nombreuse famille.

Le préfet du département Rhône, M. Bouvier-Dumolard, avait dès les premiers jours de son administration parfaitement saisi toutes les diffi-

cultés qui pourraient, à un moment donné, surgir de cette situation critique. C'était un esprit tolérant, porté aux transactions, intelligent et dévoué aux intérêts de la grande cité confiée à ses soins. Les ouvriers avaient demandé la fixation d'un tarif au *minimum* ; grâce à l'intervention du préfet, les bases de ce tarif furent discutées et acceptées dans une réunion composée de vingt-deux fabricants élus par la chambre de commerce de Lyon et vingt-deux ouvriers délégués par leurs camarades. Toutefois, cette nouvelle accueillie avec joie par les prolétaires des faubourgs, fut chez les manufacturiers le signal de récriminations acerbes contre l'autorité administrative, qui, en favorisant l'établissement du tarif, portait, disaient-ils, une atteinte profonde à la liberté des transactions. Ils allèrent même jusqu'à rédiger et signer une protestation contre les exigences des ouvriers. M. Bouvier-Dumolard fit alors connaître au ministre de l'intérieur la transaction qu'il avait cru devoir favoriser dans la situation de plus en plus difficile où il se voyait placé, et on lui prescrivit de laisser tomber le tarif en désuétude sans heurter de front les deux intérêts qui se trouvaient ainsi en présence.

Mais la pensée du gouvernement sur ce point était devenue irréalisable. Les ouvriers leurrés d'un espoir dont ils se verraient tout à coup déçus pouvaient, dans leur colère, se porter à de terribles

extrémités dont les fabricants eux-mêmes seraient les premières victimes. Le préfet du Rhône obéit aux ordres qui lui étaient transmis en écrivant au conseil des prud'hommes de la fabrique lyonnaise que le tarif, en l'absence de toute sanction légale, pouvait bien être considéré comme un engagement d'honneur entre les parties contractantes, sans être par le fait obligatoire pour personne ; et, tout en faisant cette déclaration, M. Dumolard devait calculer déjà sur quelle force matérielle il pouvait compter dans le cas trop probable d'une insurrection ouvrière. La garnison de Lyon s'élevait à peine au chiffre de quatre mille hommes, infanterie, cavalerie et génie ; elle était commandée par le lieutenant général comte Roguet, ayant sous ses ordres le maréchal de camp de Fleury. Le général Ordonneau venait d'être placé à la tête de la garde nationale ; mais il était difficile de compter sur cette milice citoyenne dont plus du tiers appartenait à la classe des travailleurs, et Lyon ne possédait pas encore la ceinture de forts qui couronnent aujourd'hui les hauteurs dont elle est environnée.

Le général Ordonneau devait être reconnu par la garde nationale assemblée. Une grande revue fut donc commandée pour le 20 novembre 1834, et l'attitude des ouvriers et chefs d'atelier en présence des fabricants et des bourgeois fut tellement provocante, qu'il devint évident qu'une lutte

matérielle ne tarderait pas à s'engager. Le lendemain 21, au point du jour, de grands rassemblements se formèrent en effet à la Croix-Rousse, ce faubourg populeux, cette vaste cité ouvrière, attachée, pour ainsi dire, aux flancs de la cité-mère. Ces groupes menaçants n'étaient encore armés que de bâtons, mais leur langage, leur allure déterminée, tout annonçait qu'ils n'hésiteraient point à se jeter à corps perdu dans les combats, et qu'ils sauraient y trouver des armes. Ils descendirent vers la ville, culbutant quelques compagnies de garde nationale sans cartouches et leur arrachant leurs fusils. Mais bientôt ils se trouvèrent en face d'un bataillon de la 1^{re} légion, composé pour la majeure partie de fabricants très-décidés à repousser cette invasion de prolétaires, car ils redoutaient le pillage de la ville. Ce détachement, bien pourvu de munitions, n'hésita pas à s'en servir. Une décharge renversa plusieurs ouvriers, et leurs camarades, poussant de grands cris de vengeance, remontèrent la côte, se précipitèrent dans les rues de la Croix-Rousse, et, appelant aux armes la population de ce faubourg, se mirent aussitôt à construire des barricades. Les gardes nationaux de la Croix-Rousse se joignirent immédiatement aux insurgés, car désormais c'était bien une insurrection.

Dès qu'ils crurent avoir suffisamment armé les

hauteurs qu'ils occupaient, point stratégique d'une immense importance, les ouvriers voulurent de nouveau descendre la côte et marcher sur Lyon; ils portaient des drapeaux noirs sur lesquels on pouvait lire cette inscription sinistre : « Vivre en travaillant, ou mourir en combattant. » Le général Roguet, malade et alité, s'était fait porter à l'hôtel de ville, où M. Bouvier-Dumolard vint se joindre à lui pour concerter les mesures que nécessaient ces circonstances difficiles. Malheureusement un accord complet n'existait plus depuis longtemps entre ces deux hauts fonctionnaires, et il en résultait des tiraillements constants qui pouvaient en un pareil moment avoir de déplorables conséquences. Le préfet et le général Ordonneau, revêtus de leurs insignes, se mirent à la tête d'une colonne de troupes, et montèrent vers la Croix-Rousse, espérant encore ramener les ouvriers sans employer la force. Mais leur illusion fut de courte durée : arrivés à mi-côte, ils reçurent une décharge de coups de fusil accompagnée d'une grêle de pierres lancées des barricades et des premières maisons du faubourg, et la colonne s'arrêta indécise. Alors M. Dumolard suivi du général Ordonneau s'avance pour parlementer avec les ouvriers; le feu cesse. Le préfet est engagé par des officiers de la garde nationale réunis aux insurgés, à monter avec son compagnon jusqu'à l'entrée de la Croix-Rousse,

et à haranguer la foule du haut du balcon de la mairie. Il accepte cette proposition et s'adresse au peuple; mais en ce même moment le canon se fait entendre, les ouvriers crient à la trahison, et, entraînant l'imprudent préfet ainsi que le général Ordonneau, ils les gardent tous deux en otages.

Toute la journée se passa en combats partiels entre l'artillerie de la garde nationale, un escadron de dragons et les insurgés qui, embusqués sur les hauteurs de la Croix-Rousse, conservaient sur leurs adversaires un trop évident avantage. A la fin du jour l'absence de M. Dumolard et du général Ordonneau laissant concevoir les plus grandes inquiétudes, et le bruit de leur séquestration par les ouvriers s'étant rapidement répandu, le général Roguet rassembla à l'hôtel de ville les états-majors de la garde nationale et de la ligne, leur déclara que, suivant lui, aucune concession ne devait être consentie, et prit ses mesures pour que le lendemain matin à la pointe du jour une attaque générale fût dirigée contre les hauteurs occupées par les insurgés. Le préfet entra sur ces entrefaites. Après une pénible journée passée au milieu des émeutiers, et pendant laquelle il avait dû montrer une rare énergie en se refusant à signer l'ordre de leur délivrer des cartouches et des gargousses, il était parvenu à recouvrer sa liberté, et avait pris vis-à-vis d'eux l'engagement « d'agir en bon père »

relativement aux intérêts qu'ils prétendaient défendre les armes à la main. M. Dumolard jouissait parmi les ouvriers d'une grande popularité à cause de son attitude bienveillante lors de la discussion du tarif ; ils le relâchèrent et lui fournirent même une escorte pour le conduire jusqu'au bas de la côte.

Mais le général Roguet était inflexible, et, du reste, en face d'adversaires qui prétendaient imposer des conditions au lieu d'en recevoir, d'insurgés maîtres d'une position stratégique qui leur permettait de dominer toute la ville, il n'y avait pour un soldat pénétré de ses devoirs d'autre parti à adopter que d'attaquer avec vigueur et de reprendre les avantages perdus. Malheureusement les forces dont pouvait disposer le général Roguet n'étaient pas en rapport avec les difficultés qu'il lui faudrait vaincre. Il le comprit lorsque le lendemain matin, au moment où il lançait vers le plateau de la Croix-Rousse quelques compagnies de ligne, appuyées par les faibles détachements de la garde nationale, toute désorganisée par les nombreuses défections qu'elle avait subies, il vit descendre comme un torrent du haut des collines qui entourent Lyon, des masses compactes et ardentes d'ouvriers qui, comme une avalanche véritable, renversaient ou entraînaient tout sur leur passage. Les quartiers des Brotteaux et de la Guillotière imitaient l'exemple

donné par la Croix-Rousse. Ils se soulevaient aussi et prenaient part à la lutte. En un instant la ville tout entière fut couverte de barricades. Vainement le comte Roguet chercha-t-il, en disposant habilement son artillerie, à repousser cette invasion effrayante, à arrêter dans son cours ce torrent populaire qui inondait déjà les quais et couvrait les places de Lyon; ses efforts furent inutiles. La disproportion numérique était trop forte, et puis, il faut bien le dire, l'entrain du soldat dans ces premières luttes où son honneur n'était pas encore engagé, dans lesquelles il se trouvait entièrement désintéressé, ne pouvait pas être comparé à l'ardeur fébrile de l'ouvrier combattant pour son salaire et le bien-être de sa famille. L'exemple des journées de Juillet était trop rapproché, d'ailleurs, pour ne pas frapper vivement l'imagination des troupes dans une circonstance où elles voyaient la garde nationale divisée en deux camps. Leur attitude eut donc quelque mollesse pendant cette journée du 22 novembre, et l'insurrection se développant de toutes parts, parvint à cerner si complètement l'hôtel de ville, dernier refuge de l'autorité civile et militaire, qu'un conseil de défense réuni à onze heures du soir, après avoir mûrement délibéré sur la question de savoir si la résistance pouvait être prolongée avec quelque probabilité de succès, décida que les troupes devaient sortir de

Lyon et prendre position en dehors de la ville. Ce conseil émettait, en même temps, le vœu que le préfet restât à son poste.

Les choses se passèrent ainsi en effet : les troupes de ligne formées en colonne et suivies de quelques centaines de gardes nationaux, se glissèrent au pas de course à travers le faubourg Saint-Clair, sous le feu incessant des ouvriers embusqués. Le comte Roguet, que l'on était parvenu à mettre à cheval, marchait à leur tête avec un intrépide sang-froid. Une barricade s'élevait aux approches des barrières de la ville ; elle fut renversée à coups de canon, et, libres désormais dans leur action, les troupes s'arrêtèrent sur les hauteurs de Montessuy, où le général les installa dans une position respectable, en attendant les instructions du gouvernement et les renforts qui devaient lui arriver des garnisons environnantes. Quant au préfet, qui n'avait pas quitté l'hôtel de ville, il appela à lui les chefs de section, avec lesquels ils s'entendit comme avec un pouvoir régulier, et, encouragé dans sa conduite par les bourgeois épouvantés, il devint littéralement l'administrateur de l'émeute. Il est certain que, grâce à cette bizarre attitude, il put rendre de grands services, sans empêcher cependant le pillage de plusieurs maisons de fabricants dévoués aux vengeances populaires ; mais quoique ses intentions fussent parfaites, la fausseté de cette

situation, qui le rendait en quelque sorte complice de tous les actes de l'insurrection accomplis, sinon avec son assentiment du moins avec sa tacite tolérance, le perdit, comme nous allons le voir, dans l'opinion de ses chefs hiérarchiques. À partir du 23 novembre, Lyon se trouva entièrement soumise à un gouvernement d'ouvriers insurgés, dirigé par le préfet et fonctionnant avec une certaine régularité relative.

Lorsque la dépêche télégraphique qui annonçait ces graves événements, dépêche interrompue par les brouillards d'automne, parvint tout à coup au ministère de l'intérieur, Casimir Périer courut la communiquer au roi. Le conseil fut aussitôt réuni et l'on discuta les mesures qui devaient être prises dans une circonstance dont les périls pouvaient s'aggraver d'heure en heure. Tous ces grands centres d'ouvriers, qui forment pour ainsi dire la banlieue de Lyon, Saint-Étienne, Roanne, et même Chalon-sur-Saône et Grenoble, ne pouvaient-ils, en effet, levant à leur tour l'étendard de la révolte, unir leur action à celle des insurgés lyonnais? Ne devait-on pas craindre que cette insurrection, en prenant des proportions formidables, ne prît aussi une couleur politique, et ne savait-on pas pertinemment que, dans la pensée de M. de Metternich, Lyon pourrait, à un moment donné, devenir un foyer de conspiration en faveur de Napoléon II?

Deux hommes se montrèrent au sein du conseil particulièrement disposés à adopter les mesures les plus promptes et les plus énergiques pour étouffer dans l'œuf cette rébellion, qui n'avait pas besoin de l'éloignement et de la perspective pour paraître des plus dangereuses : Casimir Périer, dont les instincts conservateurs et la nature industrielle se révoltaient à la fois à l'idée de ces soulèvements d'ouvriers réclamant, les armes à la main, un salaire contesté ; le maréchal Soult, profondément blessé dans son amour-propre de soldat, et s'irritant à l'idée de cette victoire populaire remportée sur des troupes réglées. Le *National* avait beau dire : « l'état de désespoir auquel est arrivée la classe ouvrière, par l'effet d'un système qui méconnaît les besoins de la population inférieure, est une explication du mouvement populaire de Lyon, » l'opinion publique, égarée par les bruits de toute nature que favorisait l'inter ruption des communications directes entre Lyon et Paris, s'obstinait à voir un mouvement politique dans cette explosion d'un malaise social. L'ordonnance suivante, qui résumait en quelque sorte la discussion du conseil extraordinaire tenu en présence de Louis-Philippe, fut publiée le 24 novembre 1834 : « Notre bien-aimé fils, le duc d'Orléans, et le maréchal duc de Dalmatie, notre ministre de la guerre, se rendront immé-

diatement à Lyon. Le maréchal duc de Dalmatie est autorisé à donner tous les ordres que commanderont les circonstances; pendant l'absence de notre ministre de la guerre, l'intérim sera rempli par le lieutenant général comte Sébastiani, notre ministre des affaires étrangères. »

Il avait été décidé que, bien loin de parler avec les ouvriers soulevés et de les traiter pour ainsi dire de puissance à puissance, on leur imposerait la soumission la plus complète, la plus absolue, avant d'écouter leurs griefs et d'accorder une amnistie pour le passé. On ordonna par le télégraphe, aux garnisons des villes situées dans un rayon de quarante lieues autour de Lyon, de se porter immédiatement et à marches forcées sur le camp de Rillieux où le général Roguet avait déjà réuni de six à sept mille hommes avec lesquels il allait reprendre l'offensive lorsque arrivèrent le prince royal et le maréchal Soult. Une revue générale des troupes fut aussitôt passée. Le maréchal reprocha vivement aux soldats du général Roguet la mollesse qu'ils avaient montrée; le duc d'Orléans déclara qu'il exigeait la soumission entière et sans condition des ouvriers avant de faire son entrée dans la ville et d'y publier l'amnistie. En présence des troupes nombreuses et de la formidable artillerie qui couvraient les hauteurs par lesquelles Lyon est

absolument commandée, les insurgés ne pouvaient, du reste, que rentrer dans le devoir; toute résistance n'eût abouti qu'à faire couler des flots de sang pour une cause désormais perdue. Le 3 décembre, le prince et le maréchal firent leur entrée solennelle dans Lyon à la tête des forces imposantes placées sous leur commandement. Un ordre assez sévère du maréchal avait averti M. Bouvier-Dumolard d'avoir à quitter Lyon avant l'arrivée du duc d'Orléans. Le gouvernement, qui ne voulut voir dans sa conduite que le pacte fait par lui avec les ouvriers et n'apprécia peut-être pas complètement les services réels qu'il avait pu rendre dans la difficile situation où ces graves événements le plaçaient, destitua M. Dumolard et poussa même la rancune jusqu'à lui enlever son titre purement honoraire de conseiller d'État, rigueurs regrettables précisément parce qu'elles étaient inutiles. On désarma les ouvriers, on licencia la garde nationale, on cassa le tarif, cause première de l'insurrection; mais, en même temps, on décréta que le conseil des prud'hommes, désormais seul juge des contestations qui pourraient survenir entre les ouvriers et les fabricants, serait composé par moitié de fabricants et de chefs d'ateliers ou de contre-mâtres, c'est-à-dire que l'élément bourgeois et l'élément prolétaire y seraient représentés par portions égales.

Cette insurrection effrayante, soudaine, avait frappé de stupeur le gouvernement, qui pressentait que sur d'autres points de la France des mouvements politiques étaient tout prêts à se produire. Casimir Périer désirait qu'une manifestation des Chambres vint attester leur concours à la politique du ministère; il y parvint : des adresses au roi, déplorant les événements de Lyon et approuvant les mesures adoptées par le cabinet, furent votées par la Chambre des députés et par la Chambre des pairs. Ajoutons que cette adhésion, très-franchement formulée, ne contribua pas peu à la pacification de la malheureuse ville de Lyon, destinée dans l'avenir à subir de nouvelles et bien pénibles épreuves.

Personne ne pouvait se dissimuler, du reste, au commencement de 1832, que la sédition, que la guerre civile ne fussent, pour ainsi dire, dans l'air. Le Midi, la Bretagne, la Vendée, semblaient frémir d'impatience et n'attendre pour se soulever qu'un ordre, qu'un chef. Le gouvernement suivait déjà avec une certaine inquiétude les démarches de M^{me} la duchesse de Berry. Il était impossible de se méprendre, en effet, sur l'ardeur avec laquelle cette princesse, d'une imagination si vive, si chevaleresque, était disposée à soutenir matériellement les droits méconnus de son fils. Elle venait de quitter l'Angleterre, laissant ses enfants à Holy-Rood, et

s'était embarquée pour la Hollande. De Rotterdam elle avait remonté le Rhin jusqu'à Mayence, accompagnée de deux dames, du duc de Blacas et du comte de Mesnart, son chevalier d'honneur. De là, se dirigeant sur la Suisse et l'Italie, elle séjourna quelques heures à Turin, s'embarqua à Gênes et se rendit à Florence. Le duc de Blacas lui avait en quelque sorte été donné comme Mentor, et, dans l'esprit du roi Charles X, devait, avec son expérience des cours italiennes, reconnaître le terrain sur lequel Marie-Caroline n'hésitait pas à s'avancer ainsi, en sondant les dispositions des souverains envers la cause de Henri V; non pas que la petite cour d'Holy-Rood voulût désormais s'appuyer sur le concours d'armées étrangères, car il avait été résolu, au contraire, que l'Espagne seule, sur laquelle on comptait beaucoup à cette époque, fournirait, le cas échéant, un corps d'armée destiné à appuyer de ce côté-ci des Pyrénées les démonstrations légitimistes du midi de la France, mais parce qu'il fallait bien trouver un point d'appui quelque part pour pouvoir y établir en quelque sorte le quartier général de l'opinion royaliste militante. On savait, du reste, que des ordres ainsi conçus avaient été adressés par Charles X aux chefs, désignés depuis longtemps déjà, du mouvement légitimiste dans toutes les provinces de France : « M...., chef de l'autorité

civile dans la province de...., se concertera avec les principaux chefs pour rédiger et publier une proclamation en faveur de Henri V, dans laquelle on annoncera que Madame, duchesse de Berry, sera régente du royaume pendant la minorité du roi, son fils, et qu'elle en prendra le titre à son entrée en France, car telle est notre volonté. » Les dissentiments intérieurs qui avaient d'abord divisé la famille exilée semblaient donc avoir disparu pour faire place à une action commune. D'un autre côté, on recevait de Madrid les renseignements suivants : « On assure que Madame la duchesse de Berry vient d'écrire à notre jeune reine et à l'infante dona Louise-Charlotte, ses sœurs, au sujet de l'alliance dont il a toujours été question pour fiancer le duc de Bordeaux à la jeune princesse Élisabeth, nièce de notre roi, née le 18 mai 1821. Il paraît que Madame la duchesse de Berry y attache un grand prix, parce que cette alliance engagerait, dit-elle, les Espagnols à rétablir sur le trône de saint Louis une princesse d'Espagne, ce qui aurait lieu si Henri V gagnait le pouvoir. D'autres croient que ce n'est qu'un prétexte pour faire venir le duc de Bordeaux à Madrid sous la conduite de son active mère, et commencer l'exécution de projets depuis longtemps médités. »

Il était donc évident pour le gouvernement de Juillet que la lutte qui ne s'était pas immédiatement

produite après les journées de 1830 entre le principe de la révolution et celui de la monarchie légitime, n'avait été que retardée, et en considérant la situation des partis en France, la royauté issue des barricades pouvait concevoir quelques craintes, car elle ne devait s'appuyer que sur la force matérielle, privée qu'elle était de ce qui fait la puissance des souverains : la légitimité ou l'incontestable assentiment du peuple.

FIN DU TOME PREMIER.

•

•

•

•

NOTES

ET

DOCUMENTS HISTORIQUES

NOTES

ET

DOCUMENTS HISTORIQUES

Le rapport au roi sur les ordonnances de juillet 1830, rédigé par M. Chantelauze, était et restera toujours un modèle de bon sens gouvernemental. Nous avons fait nos réserves sur l'opportunité de la mesure elle-même; mais nous tenons à reproduire les raisons par lesquelles on l'appuyait.

RAPPORT AU ROI.

« Sire, vos ministres seraient peu dignes de la confiance dont Votre Majesté les honore, s'ils tardaient plus longtemps à placer sous vos yeux un aperçu de notre situation intérieure, et à signaler à votre haute sagesse les dangers de la presse périodique.

« A aucune époque depuis quinze années, cette situation ne s'était présentée sous un aspect plus grave et plus affligeant. Malgré une prospérité matérielle dont nos annales n'avaient jamais offert d'exemple, des signes de désorga-

nisation et des symptômes d'anarchie se manifestent sur presque tous les points du royaume:

« Les causes successives qui ont concouru à affaiblir les ressorts du gouvernement monarchique, tendent aujourd'hui à en altérer et à en changer la nature; déchue de sa force morale, l'autorité, soit dans la capitale, soit dans les provinces, ne lutte plus qu'avec désavantage contre les factions; les doctrines pernicieuses et subversives, hautement professées, se répandent et se propagent dans toutes les classes de la population; des inquiétudes trop généralement accréditées agitent les esprits et tourmentent la société. De toutes parts on demande au présent des gages de sécurité pour l'avenir.

« Une malveillance active, ardente, infatigable, travaille à ruiner tous les fondements de l'ordre, et à ravir à la France le bonheur dont elle jouit sous le sceptre de ses rois; habile à exploiter tous les mécontentements, et à soulever toutes les haines, elle fomente parmi les peuples un esprit de défiance et d'hostilité envers le pouvoir, et cherche à semer partout des germes de trouble et de guerre civile.

« Et déjà, Sire, les événements récents ont prouvé que les passions politiques, contenues jusqu'ici dans les sommités de la société, commencent à en pénétrer les profondeurs, et à émouvoir les masses populaires. Ils ont prouvé aussi que ces masses ne s'ébranlèrent pas toujours sans danger pour ceux-là même qui s'efforcent de les arracher au repos.

« Une multitude de faits recueillis dans le cours des opérations électorales confirment ces données, et nous offriraient le présage trop certain de nouvelles commotions, s'il n'était au pouvoir de Votre Majesté d'en détourner le malheur.

« Partout aussi, si l'on observe avec attention, existe un besoin d'ordre, de force et de permanence, et les agitations qui y semblent le plus contraires n'en sont en réalité que l'expression et le témoignage.

« Il faut bien le reconnaître, ces agitations, qui ne peuvent s'accroître sans de grands périls, sont presque exclusivement produites et excitées par la liberté de la presse.

« Une loi sur les élections, non moins féconde en désordres, a sans doute concouru à les entretenir; mais ce serait nier l'évidence, que de ne pas voir dans les journaux le principal foyer d'une corruption dont les progrès sont chaque jour plus sensibles, et la première source des calamités qui menacent le royaume.

« L'expérience, Sire, parle plus hautement que les théories.

« Des hommes éclairés sans doute, et dont la bonne foi d'ailleurs n'est pas suspecte, entraînés par l'exemple mal compris d'un peuple voisin, ont pu croire que les avantages de la presse périodique en balanceraient les inconvénients, et que les excès se neutraliseraient par des excès contraires. Il n'en a pas été ainsi : l'épreuve est décisive, et la question est maintenant jugée dans la conscience publique.

« A toutes les époques, en effet, la presse périodique n'a été, et il est dans sa nature de n'être qu'un instrument de désordre et de sédition.

« Que de preuves nombreuses et irrécusables à apporter à l'appui de cette vérité ! C'est par l'action violente et non interrompue de la presse que s'expliquent les variations trop subites, trop fréquentes de notre politique intérieure. Elle n'a pas permis qu'il s'établît en France un système régulier et stable de gouvernement, ni qu'on s'occupât avec quelque suite d'introduire dans toutes les branches de l'administration publique les améliorations dont elles sont susceptibles. Tous les ministères, depuis 1814, quoique formés sous des influences diverses, et soumis à des directions opposées, ont été en butte aux mêmes traits, aux mêmes attaques et au même déchaînement de passions. Les sacrifices de tout genre, les concessions du pouvoir, les alliances de partis, rien n'a pu les soustraire à cette commune destinée.

« Ce rapprochement seul, si fertile en réflexions, suffirait pour assigner à la presse son véritable, son invariable caractère. Elle s'applique par des efforts soutenus, persévérants, répétés chaque jour, à relâcher tous les liens d'obéissance et de subordination, à user les ressorts de l'autorité publique, à la rabaisser, à l'avilir dans l'opinion des peuples, et à lui créer partout des embarras et des résistances.

« Son art consiste, non pas à substituer à une trop facile soumission d'esprit une sage liberté d'examen, mais à réduire en problème les vérités les plus positives; non pas à provoquer sur les questions politiques une controverse franche et utile, mais à les présenter sous un faux jour et à les résoudre par des sophismes.

« La presse a jeté ainsi le désordre dans les intelligences les plus droites, ébranlé les convictions les plus fermes, et produit au milieu de la société une confusion de principes qui se prête aux tentatives les plus funestes. C'est par l'anarchie dans les doctrines qu'elle prélude à l'anarchie dans l'État.

« Il est digne de remarque, Sire, que la presse périodique n'a pas même rempli sa plus essentielle condition, celle de sa publicité. Ce qui est étrange, mais ce qui est vrai à dire, c'est qu'il n'y a pas de publicité en France, en prenant ce mot dans sa juste et rigoureuse acception. Dans l'état des choses, les faits, quand ils ne sont pas entièrement supposés, ne parviennent à la connaissance de plusieurs lecteurs que tronqués, défigurés, mutilés de la manière la plus odieuse. Un épais nuage élevé par les journaux dérobe la vérité, et intercepte en quelque sorte la lumière entre le gouvernement et les peuples. Les rois vos prédécesseurs, Sire, ont toujours aimé à se communiquer à leurs sujets : c'est une satisfaction dont la presse n'a pas voulu que Votre Majesté pût jouir.

« Une licence qui a franchi toutes les bornes, n'a respecté, en effet, même dans les occasions les plus solennelles, ni les volontés expresses du roi, ni les paroles descendues du haut

du trône. Les unes ont été méconnues et dénaturées; les autres ont été l'objet de perfides commentaires ou d'amères dérisions. C'est ainsi que le dernier acte de la puissance royale, la proclamation, a été discrédité dans le public avant même d'être connue des électeurs.

« Ce n'est pas tout. La presse ne tend pas moins qu'à subjuguier la souveraineté et à envahir les pouvoirs de l'État. Organe prétendu de l'opinion publique, elle aspirera à diriger les débats des deux Chambres, et il est incontestable qu'elle y apporte le poids d'une influence non moins fâcheuse que décisive. Cette domination a pris, surtout depuis deux ou trois ans, dans la Chambre des députés, un caractère manifeste d'oppression et de tyrannie. On a vu, dans cet intervalle de temps, les journaux poursuivre de leurs insultes et de leurs outrages les membres dont le vote leur paraissait incertain ou suspect. Trop souvent, Sire, la liberté des délibérations dans cette Chambre a succombé sous les coups redoublés de la presse.

« On ne peut qualifier en termes moins sévères la conduite des journaux de l'opposition dans des circonstances plus récentes.

« Après avoir provoqué eux-mêmes une adresse attentatoire aux prérogatives du trône, ils n'ont pas craint d'ériger en principe la réélection des deux cent vingt-un députés dont elle est l'ouvrage. Et cependant Votre Majesté avait repoussé cette adresse comme offensante; elle avait porté un blâme public sur le refus de concours qui y était exprimé; elle avait annoncé sa résolution immuable de défendre les droits de sa couronne si ouvertement compromis. Les feuilles périodiques n'en ont tenu aucun compte; elles ont pris au contraire à tâche de renouveler, de perpétuer et d'aggraver l'offense. Votre Majesté décidera si cette attaque téméraire doit rester plus longtemps impunie.

« Mais de tous les excès de la presse, le plus grave peut-être nous reste à signaler. Dès les premiers temps de cette

expédition dont la gloire jette un éclat si pur et si durable sur la noble couronne de France, la presse en a critiqué avec une violence inouïe les causes, les moyens, les préparatifs, les chances de succès. Insensible à l'honneur national, il n'a pas dépendu d'elle que notre pavillon ne restât flétri des insultes d'un barbare; indifférente aux grands intérêts de l'humanité, il n'a pas dépendu d'elle que l'Europe ne restât asservie à un esclavage cruel et a des tributs honteux.

« Ce n'était point assez : par une trahison que nos lois auraient pu atteindre, la presse s'est attachée à publier tous les secrets de l'armement, à porter à la connaissance de l'étranger l'état de nos forces, le dénombrement de nos troupes, celui de nos vaisseaux, l'indication des points de station, les moyens à employer pour dompter l'inconstance des vents, et pour aborder à la côte. Tout, jusqu'au lieu du débarquement, a été divulgué comme pour ménager à l'ennemi une défense plus assurée.

« Et, chose sans exemple chez un peuple civilisé, la presse par de fausses alarmes sur les périls à courir, n'a pas craint de jeter le découragement dans l'armée; en signalant à sa haine même le chef de l'entreprise, elle a pour ainsi dire excité les soldats à lever contre lui l'étendard de la révolte ou à désertir leurs drapeaux ! Voilà ce qu'ont osé faire les organes d'un parti qui se prétend national.

« Ce qu'il ose faire chaque jour dans l'intérieur du royaume ne va pas moins qu'à disperser les éléments de la paix publique, à dissoudre les liens de la société, et, qu'on ne s'y méprenne point, à faire trembler le sol sous nos pas. Ne craignons pas de révéler ici toute l'étendue de nos maux pour pouvoir mieux apprécier toute l'étendue de nos ressources. Une diffamation systématique, organisée en grand, et dirigée avec une persévérance sans égale, va atteindre, ou de près ou de loin, jusqu'au plus humble des agents du pouvoir.

« Nul de vos sujets, Sire, n'est à l'abri d'un outrage, s'il

reçoit de son souverain la moindre marque de confiance ou de satisfaction.

« Un vaste réseau, étendu sur la France, enveloppe tous les fonctionnaires publics constitués en état permanent de prévention, ils semblent en quelque sorte retranchés de la société civile ; on n'épargne que ceux dont la fidélité chancelle, on ne loue que ceux dont la fidélité succombe, les autres sont notés par la faction pour être plus tard sans doute immolés aux vengeances populaires.

« La presse périodique n'a pas moins d'ardeur à poursuivre de ses traits envenimés la religion et le prêtre. Elle veut, elle voudra toujours déraciner dans le cœur des peuples jusqu'au dernier germe des sentiments religieux. Sire, ne doutez pas qu'elle n'y parvienne, en attaquant les fondements de la foi, en altérant les sources de la morale publique, et en prodiguant à pleines mains la dérision et le mépris aux ministres des autels.

« Nulle force, il faut l'avouer, n'est capable de résister à un dissolvant aussi énergique que la presse. A toutes les époques où elle s'est dégagée de ses entraves, elle a fait irruption, invasion dans l'État. On ne peut qu'être singulièrement frappé de la similitude de ses effets depuis quinze ans, malgré la diversité des circonstances et malgré le changement des hommes qui ont occupé la scène politique. Sa destinée est, en un mot, de recommencer la révolution dont elle proclame hautement les principes. Placée et replacée à plusieurs intervalles sous le joug de la censure, elle n'a autant de fois ressaisi la liberté que pour reprendre son ouvrage interrompu. Afin de le continuer avec plus de succès, elle a trouvé un actif auxiliaire dans la presse départementale, qui, mettant aux prises les jalousies et les haines locales, semant l'effroi dans l'âme des hommes timides, harcelant l'autorité par d'interminables tracasseries, a exercé une influence presque décisive sur les élections.

« Ces derniers effets, Sire, sont passagers ; mais des effets

plus durables se font remarquer dans les mœurs et dans le caractère de la nation. Une polémique ardente, mensongère et passionnée, école de scandale et de licence, y produit des changements graves et des altérations profondes; elle donne une fausse direction aux esprits, les remplit de préventions et de préjugés, les détourne des études sérieuses, nuit ainsi au progrès des arts et des sciences, excite parmi nous une fermentation toujours croissante, entretient jusque dans le sein des familles de funestes dissensions, et pourrait par degrés nous ramener à la barbarie.

« Contre tant de maux enfantés par la presse périodique, la loi et la justice sont également réduites à confesser leur impuissance.

« Il serait superflu de rechercher les causes qui ont atténué la répression et en ont fait insensiblement une arme inutile dans la main du pouvoir. Il nous suffit d'interroger l'expérience et de constater l'état présent des choses.

« Les mœurs judiciaires se prêtent difficilement à une répression efficace. Cette vérité d'observation avait depuis longtemps frappé de bons esprits; elle a acquis nouvellement un caractère plus marqué d'évidence. Pour satisfaire aux besoins qui l'ont fait instituer, la répression aurait dû être prompte et forte. Elle est restée lente, faible et à peu près inutile. Lorsqu'elle intervient, le dommage est commis; loin de le réparer, la punition y ajoute le scandale du débat.

« La poursuite juridique se lasse, la presse séditieuse ne se lasse jamais. L'une s'arrête parce qu'il y a trop à sévir, l'autre multiplie ses forces en multipliant ses délits.

« Dans des circonstances diverses, la poursuite a eu ses périodes d'activité ou de relâchement, mais zèle ou tiédeur de la part du ministère public, qu'importe à la presse? Elle cherche dans le redoublement de ses excès la garantie de leur impunité.

« L'insuffisance ou plutôt l'inutilité des précautions établies dans les lois en vigueur, est démontrée par les faits. Ce qui

est également démontré par les faits, c'est que la sûreté publique est compromise par la licence de la presse. Il est temps il est plus que temps d'en arrêter les ravages.

« Entendez, Sire, ce cri prolongé d'indignation qui part de tous les points de votre royaume. Les hommes paisibles, les gens de bien, les amis de l'ordre élèvent vers Votre Majesté des mains suppliantes. Tous lui demandent de les préserver des calamités, dont leur père et leur mère ou eux-mêmes eurent tant à gémir. Ces alarmes sont trop réelles pour n'être pas écoutées, ces vœux sont trop légitimes pour ne pas être accueillis.

« Il n'est qu'un seul moyen d'y satisfaire, c'est de rentrer dans la Charte. Si les termes de l'article 8 sont ambigus, son esprit est manifeste. Il est certain que la Charte n'a pas concédé la liberté des journaux et des écrits périodiques, le droit de publier par voie d'entreprise les opinions d'autrui. L'une est l'usage d'une faculté que la loi a pu laisser libre ou soumettre à des restrictions, l'autre est une spéculation d'industrie, qui comme les autres et plus que les autres, suppose la surveillance de l'autorité publique.

« Les intentions de la Charte, à ce sujet, sont exactement expliquées dans la loi du 21 octobre 1814, qui en est en quelque sorte l'appendice. On peut d'autant moins en douter, que cette loi fut présentée aux Chambres le 5 juillet, c'est-à-dire un mois après la promulgation de la Charte. En 1819, à l'époque même où un système contraire prévalut dans les Chambres, il y fut hautement proclamé que la presse périodique n'était point régie par la disposition de l'article 8.

« Cette vérité est d'ailleurs attestée par les lois même qui ont imposé aux journaux la condition d'un cautionnement.

« Maintenant, Sire, il ne reste plus qu'à se demander comment doit s'opérer ce retour à la Charte et à la loi du 21 octobre 1814. La gravité des conjonctures présentes a résolu cette question.

« Il ne faut pas s'abuser, nous ne sommes plus dans les

conditions ordinaires du gouvernement représentatif. Les principes sur lesquels il a été rétabli n'ont pu demeurer intacts au milieu des vicissitudes politiques. Une démocratie turbulente qui a pénétré jusque dans nos lois, tend à se substituer au pouvoir légitime. Elle dispose de la majorité des élections par le moyen de ses journaux et le concours d'affiliations nombreuses; elle a paralysé autant qu'il dépendait d'elle l'exercice régulier de la plus essentielle prérogative de la couronne, celle de dissoudre la Chambre élective. Par cela même la constitution de l'État est ébranlée : Votre Majesté seule conserve la force de la rasseoir et de la raffermir sur ses bases.

« Le droit comme le devoir d'en assurer le maintien, est l'attribut inséparable de la souveraineté. Nul gouvernement sur la terre ne resterait debout, s'il n'avait le droit de pourvoir à sa sûreté. Ce pouvoir est préexistant aux lois, parce qu'il est dans la nature des choses. Ce sont là, Sire, des maximes qui ont pour elles et la sanction du temps et l'aveu de tous les publicistes de l'Europe.

« Mais ces maximes ont une autre sanction plus positive encore, celle de la Charte elle-même. L'article 14 investit Votre Majesté d'un pouvoir suffisant, non sans doute pour changer nos institutions, mais pour les consolider et les rendre plus immuables.

« D'impérieuses nécessités ne permettent plus de différer l'exercice de ce pouvoir suprême. Le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la Charte, mais qui sont en dehors du droit légal, dont toutes les ressources ont été inutilement épuisées.

« Ces mesures, Sire, vos ministres qui doivent en assurer le succès, n'hésitent pas à vous les proposer, convaincus qu'ils sont que force restera à justice.

(*Suivent les signatures.*)

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER. — I. Considérations générales — II. Les ordonnances de Juillet et leurs causes. — III. Triomphe de la révolution. Le duc d'Orléans lieutenant général du royaume. — IV. Il se rend à l'Hôtel de Ville. Scène révolutionnaire. Ouverture de la session au palais Bourbon. Discours du lieutenant général. Dépôt des abdications de Charles X et du dauphin. — V. Expédition de Rambouillet. L'émeute gronde autour de la Chambre des Députés. Le duc d'Orléans proclamé roi des Français. La chambre des Pairs et le discours de M. de Chateaubriand. Séance royale du 9 août 1830..... Page 3

LIVRE DEUXIÈME. — I. Constitution d'un ministère définitif. Sa composition. Question extérieure. Attitude du gouvernement et du peuple anglais en présence de la révolution de Juillet. Lettre de Louis-Philippe à l'empereur Nicolas. La Prusse et l'Autriche. Envoyés extraordinaires. Reconnaissance du roi Louis-Philippe. — II. Hommes nouveaux. Les départements de l'intérieur et de la guerre. Le comte Molé aux affaires étrangères. M. Dupont (de l'Eure) et la magistrature. M. Odilon Barrot, préfet de la Seine. Les sociétés secrètes. Tentatives de Mina en Espagne. — III. Arrestation de quatre des ministres de Charles X. Mort du duc de Bourbon au château de Saint-Leu. — IV. Les légitimistes, les républicains, les bonapartistes. Louis-Philippe en face des partis. Ses habitudes privées. Le duc d'Orléans. Le duc de Nemours. Nuances diverses dans le ministère 46

LIVRE TROISIÈME. — I. Soulèvement en Belgique. Origine de la question belge. — II. La révolution à Bruxelles. — III. Divisions dans les conseils du roi des Pays-Bas. Les princes hollandais marchent sur Bruxelles. Entrée du prince d'Orange dans cette ville. — IV. Mise en accusation des ministres de Charles X. Ils sont traduits devant la Chambre des Pairs. Leur attitude. Interrogatoires. Plan de Louis-Philippe pour sauver leurs têtes. — V. Réunion des États-Généraux à La Haye. Le peuple proclame à Bruxelles un gouvernement provisoire. Les troupes hollandaises investissent Bruxelles. Combats des journées de septembre. Défaite des troupes royales..... 97

LIVRE QUATRIÈME. — I. Émeute du 18 octobre à Paris. Proclamation du préfet de la Seine. Changement de ministère. Cabinet du 2 novembre. — II. Gouvernement provisoire en Belgique. Mission conciliatrice du prince d'Orange. Elle échoue. La ville d'Anvers est prise par les volontaires belges. Bombardement d'Anvers. — III. Situation de l'Europe. Naples et Guillaume Pépé. Avènement de Ferdinand II. Rome. Avènement de Grégoire XVI. Piémont. Grande-Bretagne. Élections et ouverture du parlement. Chute du cabinet Wellington. Prusse. Russie. Réponse de l'empereur Nicolas à la lettre de Louis-Philippe.

— IV. Le ministère Laffitte, deux systèmes en présence. — V. La Pologne. — VI. Soulèvement du 29 novembre. Dictature de Chłopicki. — VII. Translation à Paris des ministres de Charles X. Leur procès. 152

LIVRE CINQUIÈME. — I. Attitude du général Lafayette. L'opinion se soulève contre son autorité irresponsable. Sa démission. Modifications dans le personnel gouvernemental. — II. La conférence de Londres. Ses premiers travaux. Réunion du congrès belge. Il adopte la forme monarchique, et vote l'exclusion du trône de la famille d'Orange-Nassau. Protocoles 11 et 12 de la conférence de Londres. — III. Le ministère Laffitte en face des partis. Les Bourbons exilés. Anniversaire de l'assassinat du duc de Berry. Pillage de Saint-Germain-l'Auxerrois. Destruction de l'Archevêché de Paris. Les fleurs de lis effacées. Faiblesse du pouvoir. — IV. Le duc de Mortemart à Saint-Petersbourg. Débuts de la révolution polonaise. Premières luttes. Batailles de Wawer et de Grochow. — V. Le congrès belge. Intrigues diplomatiques. Élection du duc de Nemours. Louis-Philippe refuse la couronne pour son fils. 241

LIVRE SIXIÈME. — I. Dissolution du ministère Laffitte. Formation et composition du ministère Casimir Périer. Ses tendances. Son attitude en face des partis. *L'association nationale*. Loi sur les attroupements. Loi électorale. Ajournement et dissolution de la Chambre. Voyages du roi dans les départements. — II. Insurrection en Italie. Intervention autrichienne. Les deux princes Bonaparte. Le nom de Louis-Napoléon est prononcé pour la première fois dans l'histoire. La reine Hortense et son fils à Paris. — III. Affaires de Pologne. Skrzynecki est nommé généralissime. Appel de la Pologne à la France et à l'Angleterre. Ses efforts sont inutiles. Batailles de Dębno, d'Iganie, d'Ostrolenka. Mort du feld-maréchal Diebitsch et du grand-duc Constantin. L'armée polonaise se replie sur Varsovie. Troubles à Varsovie. — IV. Établissement d'une régence en Belgique. Le baron Surlet de Chokier est élu régent. Situation de la Belgique. Acceptation du traité des dix-huit articles. Élection du prince Léopold de Saxe-Cobourg comme roi des Belges. 304

LIVRE SEPTIÈME. — I. Ouverture de la session de 1831. Discours du trône. La flotte française force l'entrée du Tage. Premiers votes de la nouvelle Chambre. Les ministres déposent leurs portefeuilles. Les Hollandais envahissent la Belgique. Le ministère se reconstitue. — II. La conférence de Londres et le roi des Pays-Bas. *Campagne des dix jours*. Batailles d'Hasselt et de Louvain. Intervention française. — III. Aspect politique de la Grande-Bretagne. Le bill de réforme en Angleterre. — IV. Politique du cabinet français. Orages parlementaires. Abolition de l'hérédité de la pairie. Prise de Varsovie. — V. Insurrection de Lyon. Symptômes précurseurs d'un soulèvement dans la Vendée. 383

